

Alexandre Pajon
**CLAUDE
LEVI-STRAUSS
POLITIQUE**



DE LA SFIO À L'UNESCO

Editions Faustroll

ALEXANDRE PAJON

CLAUDE LEVI-STRAUSS
POLITIQUE

DE LA SFIO À L'UNESCO

ÉDITIONS FAUSTROLL
DESCARTES
2007

ISBN 2-915436-13-4

Edition originale

©2007 Editions Faustroll
Descartes

Dépôt légal : septembre 2007

« En fait, mes intérêts scientifiques et politiques ont évolué en raison inverse les uns des autres. Ils ont divergé - même si, à l'époque, je n'en avais pas clairement conscience - quand j'ai choisi de courir le monde plutôt que de continuer à prendre part aux affaires de mon pays »

Claude Lévi-Strauss¹

INTRODUCTION

CLAUDE Lévi-Strauss est un grand intellectuel. Sa culture, son intelligence, son œuvre sont immenses ; ses innombrables commentateurs proviennent de tous les continents. Présenté comme le fondateur d'un des courants les plus féconds de l'après-guerre, le structuralisme, on retient de lui l'image du scientifique du Collège de France, de l'élégant académicien, jamais celle d'un militant politique passé du socialisme à l'anthropologie. Pourtant nous tenterons ici de montrer que la réussite de Claude Lévi-Strauss, le rayonnement de son œuvre, sont les résultats d'un cheminement ininterrompu, depuis l'engagement socialiste, puis le choix de l'anthropologie en passant par son action au service de l'UNESCO.

Claude Lévi-Strauss n'a pas eu de difficulté à faire dresser de son vivant sa statue en commandeur et nous n'avons pas l'intention de jouer au procureur pour la faire déboulonner. Sa statue est à la mesure de son travail. Nous voulons seulement restituer la généalogie de cette pensée pour mieux en comprendre l'écho, sa place dans l'histoire des idées du XXe siècle. Cette monographie donnera donc à redécouvrir des textes du jeune Claude Lévi-Strauss difficilement accessibles ainsi qu'un univers intellectuel méconnu, celui de la sociologie française entre les deux guerres². En

¹ Lettre de Claude Lévi-Strauss à l'auteur, 3 décembre 1991. Cet ouvrage reprend et complète un article publié en deux livraisons, « Claude Lévi-Strauss, d'une métaphysique à l'ethnologie » dans *Gradhiva*, 28, 2000, pp. 32-45 et *Gradhiva*, 29, 2001, p. 1-23.

² L'ensemble de cette réflexion s'appuie sur notre thèse de doctorat *Les Sociologues de l'entre-deux-guerres et la tentation du politique*, soutenue en 1997 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

1947, Claude Lévi-Strauss n'est pas surgi soudain tel un *deus ex machina* avec ses *Structures élémentaires de la parenté*. Il y avait un avant.

Stéphane Clouet, au terme d'une thèse très riche, consacrée à *Révolution Constructive, un groupe d'intellectuels socialistes des années 1930*, note que

« Celui qui a gagné le plus grand renom (au sein de ce groupe), Claude Lévi-Strauss, ne doit rien à Révolution constructive dans ses travaux d'ethnologie. Mais son passé d'une décennie d'engagement socialiste lui appartient autant qu'il appartient à l'Histoire »¹.

A tel point qu'il a droit à sa notice dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* de Jean Maitron².

La figure du géant de l'anthropologie française n'est pourtant pas marquée par cette dimension politique alors qu'elle fut primordiale dans son parcours. La conclusion de Stéphane Clouet et le propre jugement de Claude Lévi-Strauss justifient un réexamen des documents disponibles. Peut-on distinguer aussi radicalement les différentes facettes de la biographie de Claude Lévi-Strauss ? La divergence entre le cursus universitaire et les activités politiques après 1935, -qui reste à prouver,- implique-t-elle leur indépendance antérieure ? L'étudiant distinguait-il les registres du politique et de l'universitaire ? Certes il y eut une rupture de l'activité militante, mais n'est-il vraiment rien resté de ces années foisonnantes dans le caractère de l'œuvre de Claude Lévi-Strauss ?

Pour échapper à une reconstitution trop lisse, à la facilité d'un déterminisme trop simple, nous juxtaposerons le récit du parcours militant (les trois premiers chapitres) et l'analyse du cheminement intellectuel (le chapitre IV). Le lecteur pourra alors établir les connexions entre un héritage familial, des convictions morales, des choix politiques et universitaires, comme il pourra repérer des lacunes ou des contradictions. Les résoudre relèverait d'hypothétiques analyses dans le cadre d'une biographie psychologique. Nous ne nous y aventurerons pas.

L'étude du contexte nous conduira à évoquer les conditions de fonctionnement du groupe des Etudiants Socialistes et de Révolution Constructive. Nous pourrions aussi nous interroger sur les modalités de rénovation du discours politique en France dans les années 30. Autre question clef : comment les objectifs des jeunes socialistes s'inscrivirent dans des débats esthétiques et philosophiques cruciaux ? En effet politique et esthétique étaient fort liées. Débats que le livre de Marcel Fournier consacré à Marcel Mauss, ainsi que la publication des *Ecrits politiques* de ce dernier permettent de bien appréhender³. Denis Hollier a écrit au sujet de M. Mauss que ses

¹ CLOUET, Stéphane. « *Révolution constructive* », un groupe d'intellectuels socialistes des années 1930, Thèse soutenue le 3 février 1989. Université de Nancy II, 2 vol., 826 p., Citation p. 663. Une forme abrégée en a été publiée par les Presses Universitaires de Nancy, 1991, 249 p.

² MAITRON, Jean. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Éditions ouvrières.

³ FOURNIER, Marcel. *Marcel Mauss*, Paris, Fayard, 1994, 885 p. – MAUSS, Marcel, *Ecrits politiques*, textes réunis et présentés par Marcel Fournier, Paris, Fayard, 1994, 813 p.

« textes politiques [...] indéniablement forment un tout avec ses écrits ethnologiques »¹. Le plus délicat dans cet exercice est de suivre les sinuosités d'une pensée et d'une vie impossible à cloisonner. Il n'y eut pas un Mauss sociologue et un Mauss socialiste, il fut les deux de manière inextricable. Ces particularités doivent être confrontées à celles du parcours de Claude Lévi-Strauss. L'examen de son cheminement après 1945 est de ce point le plus délicat car ses engagements s'ils furent moins nets n'en furent pas moins décisifs (chapitre V). On pourrait alors même placer l'oeuvre entière dans une perspective politique et voir dans son écho autant le fruit d'une réelle innovation intellectuelle que celui de la rencontre avec une demande collective. Cette attente, celle d'un monde engagé dans les conflits de la Guerre froide et de la décolonisation, déchiré entre les lectures marxiste et libérale, aurait été satisfaite, un temps, par une anthropologie structurale contestant la hiérarchie entre les cultures.

Pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu, si l'ethnologie paraît fonctionner sur des fondements mythiques et si Claude Lévi-Strauss est un « héros épistémique », une figure mythique, comment en faire l'histoire ? Un héros a-t-il une histoire derrière la légende ? Plus la sociologie s'est voulue novatrice, plus les agrégés de philosophie qui, en France, la rejoignirent tendirent à souligner le fossé qui les séparait de leur formation première. Lévi-Strauss ne déroge pas à la règle².

¹HOLLIER, Denis. « Ethnologie et sociologie. Sociologie et socialisme », *L'Arc, Marcel Mauss*, n°48, 1972, p. 1.

²Une bonne part de nos informations vient des témoignages de Claude Lévi-Strauss lui-même ; l'ethnologue a gardé une excellente mémoire de ses jeunes années et a corrigé les articles avant publication dans *Gradhiva*. Les archives de l'OURS (dont le Fonds Deixonne), celles de l'Assemblée nationale, les manuscrits de la Bibliothèque Nationale, nous ont donné des éléments d'information précieux et souvent méconnus.

1.

UNE PRÉCOCE CONVERSION AU SOCIALISME

CLAUDE Lévi-Strauss est issu d'une famille bourgeoise qui, pour reprendre la formule de l'ethnologue, avait « connu des jours meilleurs ». Elle est représentative de l'assimilation des Juifs en France ; sans engagement politique, plutôt de tempérament conservateur du côté de son père, sa famille avait suivi de près l'affaire Dreyfus. Leur mode de vie, la mémoire des fastes du Second Empire qu'avait servi un aïeul, les avaient tenus à l'écart de prises de positions contestataires. Son grand-père maternel avait été grand rabbin de Versailles¹.

Son père était peintre, mais ses toiles ne correspondaient plus au goût du jour. Né en 1908, Claude Lévi-Strauss eut l'enfance d'un fils de la bourgeoisie parisienne « par la culture, la vie dans un milieu d'artistes ». Mais sa famille « se débattait dans les difficultés matérielles »². Dans cette atmosphère, il cultiva le goût pour les objets curieux, exotiques qu'il collectionna. Il poursuivait une tradition largement entamée par son grand-père qui ne fut pas seulement un musicien de Napoléon III, mais un marchand d'objets d'art. Claude découvrit et admira, à peine adolescent, la peinture cubiste. Ses parents n'étaient pas croyants, et s'il fit sa Bar'mitsva, il devint vite très antireligieux et intolérant. Sa famille avait été dreyfusarde. Lui même, petit garçon, s'était senti très patriote. Sa scolarité entamée à Versailles pendant la guerre (la communale, puis le lycée Hoche), se poursuivit à Paris au lycée Jeanson-de-Sailly

¹ERIBON, Didier et LÉVI-STRAUSS, Claude. *De près et de loin*. Ed. Odile Jacob, Paris, 1991, p. 17.

²*Ibidem*, p14.

de la sixième au baccalauréat (1926). L'adolescent organisait des expéditions à la campagne et dans les environs de Paris. Sportif, adepte du tennis et de la marche, il se souvient de l'exploration d'une carrière de gypse à Cormeille-en-Parisis comme d'un exploit. Son goût pour la géologie se mariait bien avec cette soif de plein-air et d'exercices. La recherche de « l'invisible » qui structure le paysage, l'intérêt pour la géologie furent liés par Lévi-Strauss lui-même à sa quête d'une morphologie sociale, de structures de la parenté et des mythes¹.

La conversion de Claude Lévi-Strauss au socialisme fut précoce ; il avait 16 ans, en 1924, quand il fut initié au marxisme, lors de vacances en Belgique². Un jeune militant du Parti Ouvrier Belge (P.O.B), fils d'amis de la famille, destiné à finir sa carrière comme ambassadeur à Moscou, Arthur Wauters, lui fit lire Marx, Proudhon³; et surtout « un vieux militant (le) promena » dans les réalisations de ce parti: coopératives, maisons du peuple, syndicats. Le jeune Français en devint une sorte de « pupille » du P.O.B.

Les professeurs qu'il connut ne paraissent pas l'avoir fortement influencé ; son professeur de philosophie, quoique socialiste, ne le gagna pas au bergsonisme⁴. « A l'arrivée en classe de philosophie, j'étais vaguement imbu d'un monisme rationaliste que je m'appropriais à justifier et fortifier ; j'avais donc fait des pieds et des mains pour entrer dans la division dont le professeur avait la réputation d'être le plus avancé », en fait il était socialiste. Et « sur le plan philosophique, sa doctrine offrait un mélange de bergsonisme et de néo-kantisme qui décevait rudement mon espérance »⁵. Les convictions socialistes du jeune homme étaient fermement arrimées au marxisme. A dix-huit ans, il avait lu non seulement *Le Manifeste* mais aussi *Le Capital*. Première étape révélatrice de son cheminement intellectuel : la publication de *Gracchus Babeuf et le communisme* ; elle fut prise en charge par ses amis belges⁶. *L'Eglantine* était une publication du Parti Ouvrier Belge. Le fascicule, disponible dans les archives de l'OURS, avec une dédicace de Claude Lévi-Strauss est paginé sur trente-sept pages. Son auteur dit en 1988 à Didier Eribon qu'il « préfér(ait) en oublier l'existence »⁷. Ce texte, au ton didactique, avait été rédigé à partir du sujet donné par son professeur d'histoire d'hypokhagne (A. Cresson). Il soulignait que la « synthèse nouvelle » proposée par Babeuf se distinguait des « plans de constitutions communistes » de Mably, Rétif de la Bretonne ou Meslier. A la place des « souhaits vagues, des demandes chimériques », elle offrait « un projet concret », elle serait la « première apparition du socialisme dans l'histoire », mais encore dans une « forme grossière et primitive ». La lecture de l'histoire de la révolution française, comme l'interprétation de Babeuf étaient très marxisantes. Ainsi, selon lui, après la fusillade du Champ de Mars du 17

¹ LÉVI-STRAUSS, C. *Tristes Tropiques*, Paris, Plon, 1955, p. 62.

² *Ibidem*, p. 15 et p. 253)

³ WAUTERS, Arthur. *L'Évolution du Marxisme*, Bruxelles, L'Eglantine, 1924.

⁴ Il s'agissait de G. Rodrigues, voir S. CLOUET, *op. cit.*, pp. 29-30.

⁵ LÉVI-STRAUSS, C. *Tristes Tropiques*, Paris, Plon, 1955, p. 55.

⁶ LÉVI-STRAUSS, C. « Gracchus Babeuf et le communisme », *L'Eglantine*, n°6, Bruxelles, 1926, pp. 253-289.

⁷ D. ERIBON, *op. cit.*, p. 16.

juillet 1791, « le socialisme naissant semblait être étouffé » ; en 1793, « le socialisme perd son caractère doctrinal, et se manifeste par de violentes revendications populaires, et surtout par une politique révolutionnaire contre les riches »¹. A Babeuf, il était reproché de ne pas avoir tenu assez compte des facteurs économiques dans les transformations sociales. Si le bachelier reconnaissait que cette doctrine était, comme celles des autres penseurs du XVIIIe siècle, avant tout philosophique, il n'en reprenait pas moins les analyses de Friedrich Engels et de Gabriel Deville pour l'attaquer. Gabriel Deville, traducteur des œuvres de Karl Marx, avait aussi rédigé une analyse sur Babeuf².

Nettement plus originales, et instructives, sont pour nous les lignes consacrées à la critique de la généalogie de la société civile et au projet de société nouvelle. Claude Lévi-Strauss n'était pas alors le simple porteur d'une vulgate partisane. La lecture du *Contrat social*, des réflexions personnelles rendent son analyse plus complexe. Il était déjà marqué par les influences conjuguées des lectures scolaires et de son expérience belge. Tout d'abord, il s'interrogeait sur la conception des premières formes de sociétés qu'ont pu avoir les hommes du XVIIIe siècle. Nombreux étaient ceux pour lesquels, comme Rousseau, le droit de propriété était « contraire à la loi de la Nature » ; « l'Etat idéal » était alors conçu « soit sous la forme d'un socialisme d'Etat » (projets de réforme fiscale de Mably, d'Argenson), « soit sous celle du communisme intégral (Lycurgue, Platon, Ajaoïens, Mezzoraniens, Quakers, premiers chrétiens, habitants de l'Auvergne »). Dans les années qui précèdent la Révolution,

« on écrit des romans sociaux, on est dans l'admiration des Hottentots qui vivent dans le touchant état de Nature, mais jamais ne vient à l'imagination d'un seul littérateur qu'un tel mode de gouvernement puisse s'appliquer en quelque manière à la société où il vit. Qu'on ne s'étonne donc pas de voir Frédéric II, un des monarques les plus absolus – ou Necker un des plus gros banquiers du siècle – parler avec attendrissement des sociétés communistes. Ils étaient sincères »³.

La réflexion sur les origines de la propriété conduisit le jeune homme à se soucier des apports de l'archéologie (Rome, Lacédémone) mais aussi de l'ethnographie. Il souligna à quel point « le sentiment et la morale prêch[ant] en faveur du communisme ne suffisent pas », que le socialisme avait besoin de fondement scientifique. Ainsi « parce qu'ils ne sont pas attachés à un projet concret, tous ces ouvrages ne font l'objet d'aucune censure » au XVIIIe siècle. Le socialisme a donc besoin d'une doctrine offensive. Le retour constant de la pensée politique aux sources de 1789 conduisait nécessairement à retrouver les débats sur la démocratie antique, les réflexions de Diderot, Montesquieu ou Rousseau sur les sociétés traditionnelles que l'on avait découvertes alors. Paul Hazard nota aussi l'avènement du thème du bon sauvage au XVIIIe siècle, dont la vertu primitive devait être comparée aux erreurs et aux crimes de la civilisation européenne. Les Lumières avaient cherché dans l'Anti-

¹LÉVI-STRAUSS, C. « Gracchus Babeuf [...] », *op. cit.*, pp. 10-11.

²Gabriel DEVILLE, *Gracchus Babeuf. Die Verschwörung der Gleichen*. Hottingen-Zürich. Ed. Bernstein, 1887. [16 R 601 (14)]

³LÉVI-STRAUSS, C. « Gracchus Babeuf », *op. cit.* p. 7

quité, le Nouveau Monde, dans les îles des mers du Sud, des réponses aux questions posées par les difficultés de leurs propres sociétés et systèmes politiques. Entre les deux guerres, les acquis de l'archéologie et de l'ethnographie avaient crû mais les problèmes restaient les mêmes.

Le rôle de l'éducation et des préjugés comme fondements de l'ordre social était aussi souligné. Mais Lévi-Strauss tenait à se dégager de la vision de Babeuf qui faisait de l'éducation la base de la société civile, le moteur de son évolution. Car

« une telle conception, [...] s'apparente aux théories les plus modernes, inspirées par la réaction contre l'école marxiste, [...] qui tentent de substituer à la base de la sociologie le fait psychologique au facteur économique »¹.

En clair, on retrouve ici le vieux débat sur la formation de la conscience individuelle et de la conscience de classe. Claude Lévi-Strauss paraît avoir rejoint ceux qui défendaient le primat du déterminisme social et économique. La conclusion de l'essai confirme le matérialisme bon teint de l'auteur, mais nous place aussi sur une autre piste :

« Pour ce qui est de l'art, Babeuf, qui entre parenthèses, avait désapprouvé le *Manifeste dit "des Egaux"* parce qu'il contenait la phrase : "Périssent, s'il le faut, tous les arts, pourvu qu'il nous reste l'égalité réelle !" montre dans la société communiste l'avènement d'un art collectif, qui réunirait tous les artistes dans un même travail social : "Aux poèmes frivoles, à l'architecture mesquine, aux tableaux sans intérêt, on verrait succéder les temples, les cirques, et les portiques sublimes ...". C'est sur cette vision radieuse de la société nouvelle que nous terminerons l'analyse de la doctrine du premier socialiste »².

Nous n'irons pas surinterpréter un texte de ce type, enthousiaste et juvénile. Il témoigne à la fois d'une réelle fermeté de pensée et aussi d'un intérêt pour les questions sociologiques et esthétiques.

Le cheminement de Claude Lévi-Strauss vers le socialisme fut d'abord intellectuel ; hors de tout déterminisme social évident, faut-il y chercher le résultat d'un tropisme moral ? A la passion pour le Quichotte, cette « recherche obsessionnelle du passé derrière le présent », succéda un engagement tout aussi entier pour changer le monde. Il n'avait pas dix ans qu'il récitait du Cervantès, à dix-huit ans le lyrisme révolutionnaire avait pris le relais. Il était devenu un marxiste convaincu.

La préparation du concours de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm pouvait s'inscrire dans la continuité d'un projet personnel qui tentait d'unir l'élaboration et la diffusion d'une pensée politique renouvelée. Les figures tutélaires étaient alors celles d'anciens normaliens (Jaurès, Blum), devenus professeurs ils se vouaient à la politique via la députation. Claude Lévi-Strauss n'ignorait pas l'aura de l'Ecole. « Un cousin germain de beaucoup [son] aîné, brillant normalien, fut le seul mort

¹ LÉVI-STRAUSS, C. *op. cit.*, p. 26.

² LÉVI-STRAUSS, C. *op. cit.*, p. 37.

parmi [ses] proches » au cours de la première guerre¹. Une de ses tantes avait préparé Sèvres. S'il était entré en hypokhâgne au Lycée Condorcet et avait entamé des études de philosophie, cela aurait été selon lui « parce qu'[il] ne savai[t] pas quoi faire d'autre ». Malheureusement, cette première année de préparation mit en évidence « la difficulté du grec et des mathématiques entre lesquels il fallait choisir ». Ses convictions doctrinales et ses activités politiques durent aussi le desservir. Surtout par le temps qu'il y consacrait. Ses bulletins scolaires, exhumés par S. Clouet, le présentent comme un élève fin, brillant, mais dont les « qualités sont souvent gâtées par une rigueur d'ordinaire presque sectaire »². Son professeur de philosophie Cresson lui conseilla de faire du droit³. Le jeune Lévi-Strauss mena alors de 1927 à 1929 des études de droit et de philosophie. Une fois ses deux licences en poche, il abandonna le droit qui l'« assommat » pour se rabattre sur la philosophie. L'ethnologue souligne que « ce sont toujours des raisons négatives » qui auraient présidé à ses choix universitaires⁴. Cette reconstitution du cursus met en évidence l'inadéquation entre ses aspirations, peut-être encore imprécises et ce que l'Université lui proposait. L'enseignement du droit avait pu lui être conseillé parce que plus pratique, plus proche des problèmes concrets. Mais la déception, le désintérêt à l'égard de l'Université étaient alors largement partagés. Surtout en philosophie. Claude Lévi-Strauss dépeignit ainsi l'éclectisme brillant, mais souvent stérile, « la jonglerie verbale », « les sommets de l'épistémologie et l'air raréfié de la stratosphère néo-kantienne »⁵. De surcroît l'Université pratiquait une politique de recrutement fort malthusienne. Pour rejoindre le Supérieur et les chaires les plus convoitées, à Paris donc, il « fallait rompre le cordon ombilical ancien avec les lycées » et ne pas s'éloigner de la capitale. « Pour mener à bien une campagne électorale victorieuse, rien ne vaut pour un candidat la familiarité et la proximité géographique de ses futurs électeurs »⁶. Il fallait impérativement trouver des filières créatrices d'emplois.

Les cheminements universitaires furent de plus en plus complexes à partir de 1909. Pour attendre à Paris la bonne opportunité, il fallait disposer de ressources suffisantes. En acceptant un poste en province, le jeune agrégé par exemple se garantiss-

¹ ERIBON, D. *op. cit.*, p. 15.

² CLOUET, Stéphane. *Révolution constructive, un groupe d'intellectuels socialistes des années 1930*, Lille, A.N.R.T., 1990, 826p., Citation, p. 39.

³ « Je renonçais donc à l'École normale et je m'inscrivais au Droit en même temps que je préparais la licence de philosophie ; simplement parce que c'était si facile. Une curieuse fatalité pèse sur l'enseignement du Droit. Pris entre la théologie dont, à cette époque, son esprit le rapprochait, et le journalisme vers quoi la récente réforme est en train de le faire basculer, on dirait qu'il lui est impossible de se situer sur un plan à la fois solide et objectif : il perd une des vertus quand on essaye de conquérir ou de maintenir l'autre. Objet d'étude pour le savant, le juriste me faisait penser à un animal qui prétendrait montrer la lanterne magique au zoologiste », citation de Claude Lévi-Strauss, C. CLOUET, S. *op. Cit.*, p. 57.

⁴ ERIBON, D. *op. cit.*, p. 18.

⁵ Dans *Tristes Tropiques*, *op. cit.*, p. 55 ; on retrouve la même analyse chez SOUSTELLE, J. *Les Quatre soleils*, Paris, Plon, 1967, rééd. 1983, p. 14-15. Cette formule apparut dès juin 1931, dans *L'Étudiant socialiste*, n°9, pp. 19-20.

⁶ L'étude des stratégies mises en œuvre alors pour obtenir une chaire en témoigne. CHARLE, Christophe. *La République des universitaires, 1870-1940*. Paris, Seuil, 1994, 521 p. Sur ce point, p. 82 et p. 88.

sait un meilleur revenu, mais l'on se coupait des réseaux universitaires. Les universitaires, selon leur fortune, choisissaient entre les postes correctement rémunérés du secondaire et les fonctions de recherche sous-payées, entre la province et Paris.

Le conseil de Cresson ne doit pas être interprété comme un désaveu des qualités intellectuelles de Claude Lévi-Strauss. Il tentait seulement de satisfaire les soucis militants et intellectuels du jeune homme en le dirigeant vers l'enseignement supérieur qui était alors le plus en prise avec le monde : là où on étudiait aussi bien l'histoire, la philosophie du Droit, les constitutions, que l'économie et les sociétés. On ne saurait ainsi ignorer qu'en ces années les facultés de Droit, plus que celles de Lettres, offraient un enseignement susceptible de former le sociologue¹.

Par la suite, Lévi-Strauss allait être logiquement conduit à rédiger un Diplôme d'Études Supérieures et à préparer l'agrégation. De 1929 à 1930, sous la direction de Célestin Bouglé, il travailla donc à l'équivalent de la maîtrise actuelle : *Les postulats de la théorie du matérialisme historique* (travail que nous n'avons pas retrouvé²), et prépara « Les Saint-Simoniens » comme question d'oral³. La rencontre avec Célestin Bouglé permit à Lévi-Strauss d'entrer en contact avec un versant particulier de la sociologie. Mais il ne fit jamais état d'activités au sein de la Documentation sociale⁴. Ses amitiés normaliennes ne pouvaient pas lui avoir laissé ignorer sa bibliothèque et ses activités. L'influence de Bouglé sur Lévi-Strauss apparaît ici et à l'occasion de sa candidature à un poste à l'étranger en 1935. L'imprégnation saint-simonienne devra être rappelée aussi quand il s'agira de comprendre les facteurs de l'adhésion au planisme de Henri de Man par Marcel Déat, élève et proche collaborateur de Célestin Bouglé⁵ ;

¹La nature de la sociologie, les conditions de son enseignement, la façon dont elle s'affirma ont fait l'objet de développements dans notre doctorat . L'examen des thèses de doctorats soutenues dans les différentes universités témoigne dans tous les cas de la plus grande capacité des facultés de droit de prendre en compte les réalités contemporaines.

²Denis BERTHOLET note « L'étudiant consacre l'hiver 1929-1930 à la préparation de son diplôme d'études supérieures. Sujet du mémoire : “ Les postulats de la théorie du matérialisme historique principalement chez Karl Marx. ” » et donne la référence A.N AJ/16/4954 in *Claude Lévi-Strauss*, Plon, Paris, 2003, p. 45.

³CLOUET, Stéphane. *Révolution constructive, un groupe d'intellectuels socialistes des années 1930*, Lille, A.N.R.T., 1990, p. 72. Les Saint-Simoniens constituaient une question fétiche de C. Bouglé et occupaient alors une grande place dans la réflexion sociologique.

⁴Rattachés à l'Université de Paris, fut créée, en 1920, d'un Centre de Documentation Sociale à l'E.N.S., par Célestin Bouglé, sur le financement d'Albert Kahn, qui permit de favoriser l'orientation de normaliens et d'autres étudiants curieux, vers la sociologie, mais aussi les études économiques.

⁵Marcel Déat (1894-1955), boursier, reçu à l'Ecole Normale Supérieure en 1914. Il participa à tout le conflit, finit officier et farouchement pacifiste. Agrégé de philosophie en 1920, enseignant, il entama une carrière de sociologue aux côtés de C.Bouglé. Il s'engagea dans les rangs de la SFIO, fut élu député de la Marne en 1926. Vaincu en 1928, il continua de jouer un rôle important au sein du parti, notamment comme secrétaire du groupe parlementaire. Progressivement sa volonté de renouvellement du discours et de l'action de la SFIO lui valut l'opposition d'une partie de ses membres. Il publia *Perspectives socialistes* en 1930. Il y rejetait la tradition de lutte anti-capitaliste révolutionnaire et prônait une évolution non-violente du capitalisme vers le socialisme. En 1933, il rompit avec la SFIO et fonda le Parti Socialiste de France avec Marquet et Renaudel, qui devint l'Union Socialiste et Républicaine (USR). Il refusa d'adhérer au .../p. 13

de même l'équipe de Révolution Constructive mena une réflexion sur les relations Etat-Industrie teintée de saint-simonisme.

« Reçu troisième à (son) premier concours » d'agrégation de philosophie, « cadet de (sa) promotion » en 1931, Claude Lévi-Strauss terminait brillamment ce cursus¹. Cependant dans toutes ses interventions ultérieures sur cette époque, il fait preuve d'une extrême modestie, et en même temps insiste sur le caractère « aberrant » de son parcours. Il l'effectua en marge de l'Ecole Normale, tout en étant très lié à ses élèves. De fait il participait à toutes leurs activités, il était entre l'Ecole et l'Université. Il se présente aussi comme « un zombie » qui aurait suivi les cours de Léon Brunschvicg, « Albert, Rivaud, Jean Laporte, Emile Bréhier, Léon Robin pour la philosophie grecque, Fauconnet, Bouglé pour la sociologie, Abel Rey en histoire des sciences [...] avec le sentiment [qu'il] restai[t] au-dehors »².

De fait, ses lectures l'avaient amené à suivre un cheminement fort peu orthodoxe.

« J'ai lu *Le Capital* et je me croyais marxiste. Mais je veux ajouter une petite chose, parce que tout de même, j'ai fait une carrière philosophique. C'est à travers Marx que j'ai connu Kant. J'ai lu Marx avant de lire Kant et c'est la lecture de Marx qui m'a entraîné vers la philosophie allemande, Hegel et Kant »³.

L'enseignement de la philosophie était alors dominé par « la tradition spiritualiste française » de Lagneau, Lachelier, Bergson et Maine de Biran. « L'univers du programme » de philosophie, du lycée à l'agrégation ne laissait pas beaucoup de place au marxisme⁴. De fait Lévi-Strauss fut alors profondément imprégné de néo-kantisme.

Claude Lévi-Strauss était intéressé en premier lieu par la politique et la théorie politique. Il lut *Matérialisme et Empirio-criticisme* de Lénine, mais ne pratiqua pas davantage cet auteur. Les socialistes français étaient donc mieux connus de lui. De l'Université il pouvait attendre une qualification professionnelle, mais pas les réponses aux questions qui lui paraissaient cruciales. Une fois l'agrégation en poche, il

/... suite de la p. 12 Front Populaire par anti-communisme mais fut membre du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. En 1936, il fut Ministre de l'Air du gouvernement Sarraut. En 1938, il fut favorable aux accords de Munich. En 1939, il fut élu député du Rassemblement anticommuniste à Angoulême. Après la défaite de 1940, d'abord opposé à Vichy, il devint favorable au parti unique et rejoignit la collaboration pour devenir en 1944, Ministre du travail et de la Solidarité nationale. Après la défaite des troupes nazies en France, il s'enfuit en Allemagne, à Sigmaringen. Condamné à mort par contumace à la libération, il se cacha dans un couvent en Italie jusqu'à la fin de sa vie.

¹ LÉVI-STRAUSS, C. *Tristes Tropiques*, p. 56.

² ERIBON, D. *op. cit.*, p. 19

³ CLOUET, S. *op. cit.*, thèse, p. 60. Extrait d'un entretien avec Claude Lévi-Strauss du 11 décembre 1985.

⁴ FABIANI, Jean-Louis. *Les philosophes de la République*. Ed. de Minuit. Paris, 1988, Chap. II, « L'univers du programme », pp. 45-71.

pensa même un moment se consacrer à la philosophie du droit. Ainsi dans une lettre de Claude Lévi-Strauss à Maurice Deixonne¹, datée du 3 septembre 1931, il expliquait avoir été contacté par Roger Picard, « actuellement professeur à la Faculté de Droit de Paris », « sur la recommandation de Bouglé », pour participer à « une revue “sans couleur politique”, technique et d’érudition »². Il avait « l’intention de lui donner une étude sur les relations entre la conception matérialiste de l’histoire et la théorie de la valeur de Marx et de ses devanciers ». Il concluait

« les collaborateurs et les lecteurs sont des spécialistes : professeurs de droit, économistes, etc... Genre „ennuyeux“. Comme il est possible que je m’orienter un jour vers la philosophie du droit, je ne suis pas fâché d’être quelque peu – mais le moins possible – en contact avec ces milieux ».

L’article ne parut pas. Mais on peut noter que la philosophie du droit, en ce qu’elle pousse à étudier et réfléchir sur les fondements d’un ordre social n’est pas aux antipodes de la sociologie. Son objectif était alors et il le reconnaît sans peine, de devenir un « universitaire qui faisait de la politique » ; cela supposait du militantisme, des capacités d’organisateur autant que des diplômés³.

¹ Maurice Deixonne (1904-1987) adhéra à la SFIO en 1926, alors qu’il était élève de l’École Normale Supérieure. Rencontra Georges Lefranc et fut très actif dans la création du groupe "Révolution constructive". Il rejoignit ensuite "La Gauche Révolutionnaire" de Marceau Pivert. Pacifiste, il suivit la tendance "Redressement" en 1939-1940. Il participa à la résistance. À la libération, il s’installa dans le Tarn dont il fut député de 1946 à 1958. Spécialiste des questions scolaires et de la laïcité, initiateur et interlocuteur lors des conversations avec le MRP pour régler les contentieux liés à la question laïque, il fut le négociateur de Guy Mollet, président du Conseil, dans les discussions avec le Vatican en 1956-1957. Président du Groupe socialiste entre 1956-1958, il fut battu en 1958. Il milita toujours activement au sein du Parti socialiste : membre du Comité directeur (1956-1963), du groupe d’études doctrinales tout en participant à la vie de nombreuses associations (Clubs Léo Lagrange, Planning Familial).

² La lettre fut expédiée du Gard. Roger Picard était le rédacteur en chef de la *Revue d’histoire économique et sociale* fondée en 1912.

³ Entretien avec Claude Lévi-Strauss du 23 avril 1993.

2.

UN ÉTUDIANT À L'ENGAGEMENT MILITANT SANS FAILLE

PACIFISTE et antimilitariste convaincu, critique du système capitaliste et des institutions de la III^{ème} République, Claude Lévi-Strauss se voulait révolutionnaire. Cependant l'influence du P.O.B et de la tradition française fut plus forte chez lui que celle du léninisme.

« J'étais déjà philosophiquement, doctrinairement socialiste quand j'ai connu Lefranc [1926]. J'avais lu Marx et les autres grands auteurs ; mais j'hésitais sur l'engagement politique. Le Parti communiste, censé incarner le marxisme pur et dur, m'attirait. C'est Georges Lefranc¹ qui m'a convaincu d'adhérer à la S.F.I.O »².

2.1. LES ÉTUDIANTS SOCIALISTES DANS LES ANNÉES VINGT

Le Congrès de Tours marqua l'éclatement du mouvement socialiste français et généra une importante crise au sein de la S.F.I.O., renforcée par l'échec du cartel des gauches. Face à l'hostilité des communistes et d'une droite virulente, les socia-

¹ Georges Lefranc, né en 1904, fut reçu à l'Ecole Normale Supérieure en 1925, et obtint l'agrégation d'histoire en 1928.

² ERIBON, D. *op. cit.*, p. 253

listes français cherchaient à affirmer une nouvelle identité et à reconquérir des militants. Dès 1924, pour faire pièce au recrutement de la S.F.I.C. (Section Français de l'Internationale Communiste) dans la jeunesse, la S.F.I.O. relança les Jeunesses Socialistes. Sur les huit mille membres qu'elles comptaient avant le Congrès de Tours, il en restait deux à trois mille. Jean Zyromski joua un rôle important pour coordonner les efforts et garantir le contrôle des fédérations départementales du parti sur des groupes trop souvent frondeurs. Le parti avait gardé de mauvais souvenirs des années précédant 1920, où les Jeunes Socialistes avaient poussé à l'adhésion au léninisme. Mais simultanément Zyromski y gagna une mauvaise réputation auprès des étudiants soucieux d'indépendance. L'organisation des Jeunesses Socialistes (J.S.) avait pour but de développer « une conscience de classe par une œuvre éducative », tout en limitant l'autonomie des jeunes et en leur interdisant tout débat politique¹. Ainsi il ne leur fut pas possible de constituer un organisme national indépendant.

D'autre part il n'y avait plus, depuis Tours, de groupes d'étudiants socialistes. En 1924, Marcel Déat fut nommé bibliothécaire-adjoint à l'Ecole Normale, auprès de Lucien Herr malade ; il œuvra pour que deux élèves, Lefranc et Le Bail reconstituassent un embryon d'étudiants socialistes. Le futur fondateur du mouvement néo, reçu à l'Ecole Normale en 1914, en avait retrouvé les murs après la guerre, bardé de citations gagnées au front. Il obtint l'agrégation de philosophie en 1920, et très influencé par Célestin Bouglé, il choisit d'approfondir sa connaissance de la sociologie. Il devint secrétaire du Centre de Documentation Sociale et entama une thèse sur *Le Jugement de valeur*. Hostile au bolchevisme, profondément pacifiste, il fut un militant actif de la Vème section de la S.F.I.O à Paris. Nommé professeur à Reims en 1922, il y conserva, même après son retour à l'Ecole Normale, des attaches politiques.

Dès novembre 1925, se constitua donc un Groupe socialiste interkhagnal, qui devint en décembre le Groupe d'Etudes Socialistes des cinq Ecoles Normales supérieures². Il était destiné d'abord à servir de pendant à la Coordination interkhagnale des étudiants catholiques. Le Groupe socialiste organisa des cycles de conférences et discussions à partir de janvier 1926. Claude Lévi-Strauss fit sa rentrée en Lettres supérieures au Lycée Condorcet en septembre 1925, il fut recruté au cours de cette année scolaire par Georges Lefranc³. Pour Georges Lefranc « le groupe devait servir à former de jeunes autodidactes de la politique et de l'économie, à les former par des exposés clairs et rigoureux, parfois à gagner des sympathisants »⁴. Les conférences se tenaient dans une salle de la Société de Géographie (184, bd Saint-Germain). Dans la *Circulaire du Groupe d'Etudes Socialistes des E.N.S.*⁵, des renseignements sont donnés sur ces réunions. Le jeudi 29 janvier 1926, un normalien, futur ethnologue, Charles Le cœur, traita de « Socialisme et religion ». Dès celle du 4 février, Claude Lévi-Strauss

¹ DELPORTE, Christian. « Les Jeunesses Socialistes », *Le Mouvement Social*, Paris, oct-déc. 1991, pp. 33-66.

² « Un jour de la fin 1925, Déat fit irruption dans leur tourne du 2ème étage ... Il faut reconstituer le groupe » in CLOUET, S. *op. cit.*, P.U.N., p. 49.

³ Georges Lefranc, né en 1904, fut reçu à l'Ecole Normale Supérieure en 1925, et obtint l'agrégation d'histoire en 1928.

⁴ CLOUET, S. *op. cit.*, P.U.N., p. 48

⁵ B.N. Fonds Lefranc.

intervint, suite à un exposé de François Delaisi sur « Les contradictions du monde moderne » qui insistait sur la nécessité, face à l'internationalisation des économies, de développer des institutions internationales pour les encadrer. Les jeunes radicaux, Pierre Mendès France surtout, défendaient de pareilles idées¹. François Delaisi, né en 1873, avait une formation d'historien, passionné par les questions économiques, il avait quitté l'enseignement pour le journalisme. Militant socialiste, très proche des syndicats, il était soucieux de donner à la classe ouvrière des connaissances économiques lui permettant de transformer le monde ; le planisme d'Henri de Man l'influçait particulièrement. Ce qu'il dit exactement ce jour-là peut seulement être reconstitué à partir de l'intervention des étudiants présents.

« Lévy-Strauss [sic] de Condorcet se demande si la rupture totale que François Delaisi souhaite voir entre le domaine économique et le domaine politique ne serait pas un mal et s'il est d'une méthode scientifique de vouloir aller à l'encontre d'un fait si puissant. Il lui semblerait bien préférable d'aménager peu à peu les organismes politiques en organismes économiques - ou tout au moins de les adapter à leurs nouvelles fonctions ».

C'était une amorce du projet à venir des planistes. Le 8 février, Charles Gide traita de la question financière. Le professeur d'Economie Politique, théoricien de l'Ecole de Nîmes, « avait fait de la coopération un idéal de transformation économique, mais aussi morale de la société »². Le socialisme belge avait d'ailleurs été influencé par cette pensée. A l'occasion de cette série de conférences, on peut constater une certaine cohérence du projet de ses instigateurs. Le 11 février 1926, l'ancien professeur de philosophie de Claude Lévi-Strauss à Janson de Sailly, G. Rodrigues, vint faire une conférence sur « L'enseignement unique ». Entre autres orateurs, Marc Sangnier parla de « La Jeune République » (25 février) et Célestin Bouglé présenta « Saint-Simon » (8 mars). En avril 1926, une série de conférences étaient annoncées, dont une de « Lévy-Strauss (Condorcet) ». La *Circulaire n°2* en fit paraître le compte rendu, sous la plume de Georges Lefranc. Prononcée le 22 avril, elle avait porté sur « L'organisation du Parti Ouvrier Belge ».

« On reproche au Parti socialiste français d'être un parti trop politique. La faute en est moins à lui qu'à l'indépendance farouche où se maintiennent syndicats et coopératives. Lévi-Strauss établit qu'il en est tout autrement en Belgique : le P.O.B est avant tout un parti économique. À côté des ligues et groupements politiques, il comprend des coopératives, des syndicats, des Mutualités qui possèdent la majorité dans les organismes directeurs du parti, et se proclament ouvertement socialistes ».

La richesse et la puissance de ce parti faisaient manifestement rêver les jeunes militants français. L'orateur et Georges Lefranc étaient convaincus de la pertinence des « deux caractères des organisations belges » : « liaison étroite entre les différentes formes de l'effort ouvrier, vigoureuse affirmation d'une volonté de transformation

¹ Il publia *La Banque Internationale* en 1930. In LACOUTURE, Jean. *Pierre Mendès France*, Paris, Seuil, 1981, p. 59.

² In MAITRON, J. « Charles Gide », *DBMOF*, t.XII.

totale ». Selon Stéphane Clouet, « C'est Claude Lévi-Strauss, par ses liens avec le socialiste belge A. Wauters, qui introduisit cette référence au P.O.B dans le groupe »¹. Les Lefranc rencontrèrent Henri de Man en août 1927. La grande diversité de ces discussions et des intervenants, communiste comme Jean Bruhat sur la colonisation, « Jeune République » comme Sangnier, met en évidence la curiosité du G.E.S. Il recherchait des idées, des voies originales pour sortir le discours et l'organisation socialistes de la torpeur où ils lui semblaient être tombés. Le Parti Communiste leur paraissait ignorer certaines réalités sociales. Sa « méthode d'action » aurait été "condamnée" parce qu'

« il est bien évident que la classe ouvrière actuelle n'est pas mûre pour la prise du pouvoir. Elle ne peut jouer dès aujourd'hui tout le rôle qu'on attend d'elle... Il faut donc, par un effort de longue haleine, développer peu à peu son sens des responsabilités, l'élever peu à peu jusqu'au niveau où elle doit atteindre ; *le réformisme est le vrai* ; municipalités, syndicats et coopératives, autant et plus que des armes de combat, sont et doivent être des instruments d'éducation ouvrière. C'est tous les jours que la révolution se fait »².

Le propos était double : d'une part il était entendu que la classe ouvrière n'était pas naturellement « bonne ». Elle devait être éduquée. L'action de Georges et Emilie Lefranc dans l'éducation ouvrière doit être comprise dans ce cadre (création de l'Institut Supérieur ouvrier). D'autre part, l'action du Parti communiste était elle-même totalement inadaptée. Dès 1926, dans une motion déposée à la Vème section, Lefranc et ses jeunes amis avaient lancé un appel au renouvellement de la S.F.I.O, à son rajeunissement³. Cette « motion est fondamentale », parce qu'elle était un appel à l'élaboration de « réalisations immédiates ». Elle posait le projet de Révolution constructive⁴. On peut aussi noter la volonté de tenir compte des mutations sociales pour gagner de nouveaux militants :

« Une politique vigoureuse d'affirmation socialiste est, au reste, le plus sûr moyen de rallier un nombre croissant d'éléments démocratiques prolétariés et de hâter la reconstitution de l'unité ouvrière ».

Le souci sociologique est ici strictement à finalité politique. Adhérent de la XVIème section parisienne, Claude Lévi-Strauss était présent mais ne signa pas le document que Stéphane Clouet qualifie de centriste et qui recueillit, en tout cas, l'unanimité.

Une Fédération Nationale des Etudiants Socialistes qui travaillerait à la création de groupes en province fut constituée en 1927. A la rentrée de 1928, le Groupe d'Etudes Socialistes ne se réunit plus en tant que tel. Ses membres consacraient maintenant tous leurs efforts à la nouvelle organisation. Le Bail, puis Lefranc furent les secrétaires successifs du Groupe d'Etudes Socialistes, avant de laisser la place en

¹ CLOUET, S. *op. cit.*, P.U.N., p. 89.

² *Circulaire* du GES, n°2, 1926, p. 11.

³ CLOUET, S. *op. cit.*, thèse, p. 138.

⁴ SIRINELLI, J.F. *op. cit.*, p. 381.

1927 à Claude Lévi-Strauss. Leurs réunions avaient lieu dans l'arrière-salle de la Brasserie Modèle, boulevard Saint-Marcel, lieu de réunion de la Vème section de la S.F.I.O de Paris. Des étudiants de différentes facultés s'y retrouvèrent. La réunion inaugurale avait fait intervenir les représentants des différentes tendances de la S.F.I.O (J. Zyromski, P. Faure, P. Ramadier).

L'indépendance du G.E.S, sa volonté de favoriser une réflexion commune, n'allait pas disparaître de l'esprit de certains des animateurs de la F.N.E.S. En mars 1928, P. Boivin pouvait rendre compte des « séances du vendredi soir » où s'étaient succédées les discussions suivantes :

- « de notre camarade Salles » : « l'opposition dans le P.C. français »,
- Léonce Bernheim : « La politique financière de Poincaré »,
- Henri Boivin : « La réforme de l'enseignement du point de vue socialiste »¹,
- Rosenfeld : « L'opposition en Russie »,
- Paul Valentino : « La question coloniale et le socialisme »,
- « A. Rey de la C.G.T. » : « les assurances sociales »,
- Paul Rives : « Le capitalisme moderne ».

Cependant les liens entre les adhésions aux Etudiants Socialistes (E.S.), aux Jeunesses Socialistes et à la S.F.I.O. ainsi que la définition de leurs fonctions respectives restaient très flous. Les Etudiants Socialistes relevaient de l'organisation des Jeunesses Socialistes, mais les cartes d'adhésion furent d'abord distinctes². D'autres liens unissaient les Étudiants socialistes aux socialistes belges. Les Etudiants Socialistes français prirent leur essor dans le sillage de leurs homologues belges, et s'appuyèrent sur leur journal : *L'Etudiant Socialiste*. Dans ses pages se poursuivirent les discussions entamées en 1926, boulevard Saint-Germain.

L'Etudiant Socialiste était « l'Organe mensuel de l'Association des Etudiants Socialistes » belges. Fondé en 1926, il se plaçait sous le parrainage du Parti Ouvrier Belge et de Henri de Man. Il constitue une source de premier ordre pour appréhender le mouvement et les motivations de ses membres. Dans le numéro 5 de février 1928, le mensuel belge annonça qu'il ne se contenterait plus d'accueillir des articles isolés d'étudiants socialistes français, « la Fédération Nationale des Etudiants Socialistes de France [ayant décidé] de faire [du] journal son organe officiel ». Ce « bel exemple de solidarité internationale » permit à partir de mars 1928 aux étudiants français de profiter des importants moyens des socialistes belges. Cette hospitalité était le fruit des liens étroits noués par des étudiants de l'E.N.S. Le Bail, Lefranc, Deixonne et les responsables belges de la revue, notamment son rédacteur en chef René Jadot. Le Congrès international des Etudiants Socialistes qui se tint en marge de celui des

¹ Où nous retrouvons le père de Pierre Boivin.

² DELPORTE, Christian. *Op. cit.*, p. 38.

Jeunes Socialistes à Amsterdam, à la Pentecôte 1926, fut l'occasion de lancer ce projet. Les amitiés belges de Claude Lévi-Strauss n'y étaient sûrement pas indifférentes non plus, en effet Arthur Wauters était le fils de Joseph Wauters, haute personnalité du socialisme belge. Député, ministre de 1918 à 1921 et de 1925 à 1927, il eut droit à des hommages appuyés des socialistes français après sa mort, le 30 juin 1929 (longue nécrologie et hommages, photos). Arthur Wauters fut désigné, à l'unanimité, directeur du *Peuple*, le journal du P.O.B à Bruxelles, le 2 octobre 1929. Au fil des ans la maquette du journal des étudiants se transforma, la part laissée aux Français augmenta.

Ainsi vit le jour l'*Etudiant Socialiste de France*, inséré page 12 de *L'Etudiant Socialiste* n°6 de mars 1928 ; il avait pour rédacteur Pierre Boivin alors domicilié 45, rue d'Ulm (adresse de l'Ecole Normale Supérieure). Né en 1906, reçu à l'Ecole Normale Supérieure en 1925, agrégé de philosophie en 1928, élève très proche de Célestin Bouglé, il travaillait à un diplôme consacré à *L'économie sociale d'Auguste Comte*¹. Son « marxisme éthique » était commun à d'autres étudiants, tels justement Claude Lévi-Strauss et Maurice Deixonne. Par son mariage avec une jeune Russe venue d'Odessa dans le cadre d'un programme de la NEP en 1920, il se fit une idée très précise de l'URSS et développa par la suite un virulent anticommunisme. Pour le premier numéro, on ne trouve pas d'article de fond, sinon une colonne signée par Claude Lewy, secrétaire de la Fédération Nationale des E.S., à la suite de Maurice Deixonne malade². Claude Lewy était alors étudiant en droit, il devint avocat et maire d'Orléans. Né en 1906, il avait fait ses études secondaires à Orléans, où il avait eu comme condisciples Pierre Boivin et Jean Zay. Dans ce texte, il lançait un appel à la mobilisation et à l'augmentation des effectifs. Les autres textes relatent à la fois la tenue d'une réunion à Paris sur « la question coloniale et le socialisme », des ventes du *Populaire* et des affrontements (coups de poings et de bombes à eau !) avec les Jeunes Patriotes de Taittinger.

Forte de ce soutien, la propagande des étudiants socialistes français fut apparemment efficace ; en 1927, aux groupes initiaux de Paris et Alger, s'ajoutèrent ceux de Lille (spécifiquement étudiant) et de Rennes (directement affilié aux Jeunesses Socialistes « mais en grande majorité étudiant »). En 1928, Claude Léwy nota les progrès des E.S, et proposait la création d'une carte mixte pour les étudiants inscrits aux Jeunesses Socialistes³ ; Rennes ne figura plus sur les listes l'année suivante. La liste des neuf groupes participant au 2eme congrès des Etudiants Socialistes le 14 avril 1928 incluait des nouveaux venus : Lyon (khagne du Lycée du Parc, avec Ch. Bourg et L. Chauveau), Strasbourg, Montpellier, Saint-André-de-Cubzac, Clermont-Ferrand et Montpellier. Claude Léwy, dans son rapport moral et financier, comptait cinq-cents cartes vendues.

¹ « Entre Bouglé et Boivin, il y avait plus d'une affinité : le même goût de la clarté, et le même refus de tout sectarisme, les mêmes préoccupations sociales, la même aménité souriante », CLOUET, S. *op. cit.*, P.U.N., p. 31.

² Maurice Deixonne, né en 1904, Normalien en 1925, agrégé de philosophie en 1928.

³ In *E.S.*, mars 1928.

Pierre Hanon qui participa au développement du mouvement donna en 1933 et 1934, dans le même journal, des éclaircissements sur la préhistoire des Etudiants socialistes. Né en 1906, à Lille, il poursuivit ses études à Paris (à la faculté de Droit) et rejoignit les Etudiants socialistes de France dès leur formation en 1927. Il participa au rapprochement franco-belge de 1928 aux côtés de Gouttenoire, Vi-Van-Lé et de Deixonne, Lefranc, Boivin¹. Son récit de ces temps héroïques met en évidence l'amitié née dans l'arrière-salle de la Brasserie Modèle (au rythme d'une réunion bimensuelle), au Normal-Bar (rue Claude Bernard, à deux pas de la rue d'Ulm), autour d'un billard, ou dans les turnes de l'Ecole Normale. Claude Lévi-Strauss a effectivement gardé le souvenir "fumeux" des réunions dans des arrières-salles de café, et même d'une salle louée à une loge maçonnique². Au mois de janvier 1927, le groupe des militants parisiens comptait soixante-deux membres³, quatre-vingt-neuf en novembre⁴. Les Étudiants socialistes pouvaient être simultanément membres de la S.F.I.O, tels Jullien et Muret du Comité d'action socialiste révolutionnaire (extrême gauche de la S.F.I.O dont l'organe était *L'Étincelle*), ou plus modérés tels Claude Lévy et Brille. Claude Lévi-Strauss devait être assez proche de ces derniers. Vandervelde, de Brouckère, Renaudel, Zyromski tinrent des conférences⁵, Séverac, alors secrétaire-adjoint de la S.F.I.O vint faire une causerie boulevard Saint-Marcel sur « Radicalisme et socialisme »⁶. Les Etudiants Socialistes accompagnaient la S.F.I.O au Mur des Fédérés, sous leur propre drapeau. Le mythe de la Commune était très fort, l'attachement aux hymnes et drapeaux était partagé mais il n'était pas question de sujétion des jeunes par rapport aux Anciens.

Les aspects purement ludiques, conviviaux, ne doivent pas être oubliés. L'engagement politique et ses manifestations pouvaient s'intégrer dans un certain folklore, où les Facultés de Lettres, de Droit et les Ecoles Normales avaient leurs places convenues. Minoritaires, les étudiants de gauche non communistes formaient un groupe soudé. En dehors de Pierre Hanon, alias Martial Troufion, et de Muret qui l'avait enrôlé, les étudiants socialistes de la Faculté de droit étaient six en 1927 (compte tenu de Claude Lévy). Mais face aux Camelots et aux Jeunes Patriotes, qui étaient vraiment chez eux, il fallait compter avec une trentaine de membres de la LAURS (Ligue d'Action Universitaire Républicaine et Socialiste). La « formule antifasciste » de cette dernière s'opposait à « l'homogénéité rigoureuse des étudiants socialistes »⁷. Les tentatives de Pierre Mendès France pour obtenir un rapprochement des deux mouvements échouèrent⁸. La LAURS avait été fondée en 1924, elle alliait le souci d'indépendance, dans la tradition de la gauche républicaine, c'est à dire radicale, à un trait de pacifisme⁹. « Elle s'était donné pour but de faire respecter l'ordre dans les

¹In *E.S.*, nov 33, n°2, p. 16.

²Ces réunions auraient eu lieu rue Froidevaux, SIRINELLI, J.F. *op. Cit.*, p. 366.

³In *E.S.*, février 1934, p. 12.

⁴In *E.S.*, avril 1934, n°7, p. 10.

⁵In *E.S.*, avril 1928.

⁶In *E.S.*, décembre 1933.

⁷In *E.S.*, novembre 1933, p. 17.

⁸CLOUET, S. *op. cit.*, PUN, p. 51.

⁹NAQUET, Emmanuel. *Un mouvement typique de la France de l'entre-deux-guerres : la ...*/p. 22

réunions publiques des organisations démocratiques »¹. La LAURS s'étiola et ses effectifs passèrent en grande partie aux E.S. Les débats des étudiants portaient sur l'attitude à adopter à l'égard du Parti socialiste et de ses dirigeants. Ces derniers, "les bonzes", étaient apparemment souvent remis en cause par des étudiants qui se reconnaissaient dans les conceptions doctrinales du Comité d'action socialiste révolutionnaire. Maurin était un des représentants de ce mouvement, défendu à la brasserie Modèle, par Jullien et Lobelsohn. « A [leurs] yeux, Zyromski devenait suspect de réformisme millerandiste, et Bracke de participationnisme à peine voilé », Muret était à peine « plus orthodoxe ». La salle de réunion se partageait entre « une silencieuse droite », « une implacable et vociférante gauche » et « le massif et prolix centre des normaliens »². La figure de Claude Lévy était celle d'un brillant orateur spécialiste des majorités de rechange, rompu aux combinaisons tactiques. Il devint secrétaire de la F.N.E.S. en 1927. Les interventions des étudiants, sur le terrain, se limitaient à des distributions de journaux, ou de tracts souvent conclues par des agressions d'étudiants de droite. Les Etudiants socialistes participèrent aussi à la défense de Jèze, quand il fut nommé professeur à la Faculté de droit³. Les rencontres n'étaient guère plus amènes avec les communistes. Les relations entre P.C. et S.F.I.O., en ces temps de luttes « classe contre classe », étaient d'une grande violence. Un exemple : les Jeunes Socialistes avaient appelé à un meeting au Manège Japy, le 5 octobre 1929, pour le désarmement et la paix. Les actions nazies à Vienne étaient au cœur des préoccupations, alors que les Français quittaient la Rhénanie. La réunion des socialistes répondait à ces soucis, et visait à accroître leur audience. Dans un rapport manuscrit aux Etudiants Socialistes sur l'historique et les objectifs du mouvement, Deixonne soulignait qu'il fallait « empiéter sur les jeunesses Communistes »⁴. Ce que les communistes ne pouvaient certes pas accepter. *L'Humanité* du 3 octobre appela « les communistes de Paris à se rendre en masse » au manège « pour demander des comptes aux agents serviles de la bourgeoisie » et pour relever « le défi lancé aux prolétaires parisiens par les social-traitres ». La bagarre fut rude entre les troupes communistes menées par Cachin et le public socialiste harangué par Blum. Les bagarres étaient fréquentes, mais elles devinrent violentes et vraiment dangereuses surtout après 33-34. Claude Lévi-Strauss note aussi que, jusqu'en 1934, les bagarres avec une droite plus voyante que dans les années 1920 étaient des « violences rituelles »⁵. La nature du débat politique ne laissait pas beaucoup de place aux échanges fleuris, le ton était à l'invective, et le goût de la nuance était nettement moins bienvenu que de virulents élans doctrinaux.

/... suite de la p. 21 LAURS. Paris X, 1987 et « La LAURS, un mouvement prototypique de l'entre-deux-guerres ? », Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, 41-4, octobre-décembre 1994, pp. 619-632. La LAURS fut créée en 1924, On y trouvait Pierre Mendès France, Jean Schwab et Robert Tourneux.

¹ Paul Ostoya, un des fondateurs du mouvement, dans un entretien accordé en 1928 à *L'Université républicaine*, cité par LACOUTURE, Jean, *op. cit.*, p. 51.

² In *E.S.*, février 1934, p. 12.

³ Les militants d'Action française voulaient empêcher cet enseignant de gauche de prendre possession de sa chaire.

⁴ Document non daté, probablement 1929. Fonds Deixonne APO1, dossier 5.

⁵ Entretien de Claude LÉVI-STRAUSS avec C.Ockrent, *Qu'avez-vous fait de vos vingt ans ?*, Antenne 2, 1990.

Une autre fois ces jeunes gens envoyèrent une délégation, avec la LAURS, présenter leurs doléances à Edouard Herriot, alors Ministre de l'Instruction publique (printemps 1927). Ils se plaignaient des agressions contre leurs membres dans les amphithéâtres de la Faculté de Droit et même à la Sorbonne. La réception distante du ministre radical, l'absence de soutien concret de la part de la République à ceux qui s'en estimaient les défenseurs contre les fascistes et autres réactionnaires, accrurent leurs préventions contre le Parti Radical.

Claude Lévi-Strauss se souvient encore d'avoir milité et fait signer des pétitions pour Sacco et Vanzetti, ces « malheureux opprimés » qui lui paraissaient les victimes d'« une affaire Dreyfus renouvelée »¹. La grève générale internationale qui marqua le sommet de l'action en faveur des deux anarchistes eut lieu en août 1927. On trouve aussi le nom de Lévi-Strauss parmi les pétitionnaires d'un texte condamnant la loi du 7 mars 1927 relative aux conditions de la mobilisation et à la préparation des esprits à un conflit armé. Lancée par le pacifiste Michel Alexandre, suivi par Alain, elle reçut le soutien de nombreux normaliens et khagheux².

Dans une vie universitaire où la préparation des examens pouvait se réduire à six semaines de travail après Pâques les réunions politiques s'interrompaient le temps des examens et des vacances, jusqu'en novembre. Ces réunions étaient les temps forts du militantisme, leur préparation, leur défense, galvanisaient les esprits et mobilisaient ceux qui étaient prêts à en découdre. Le militantisme des Etudiants Socialistes visait à ne pas laisser la place libre à ses rivaux ou adversaires du Quartier latin et à influencer le Parti socialiste lui-même.

Le congrès du samedi 14 avril 1928, à l'Union des Syndicats confédérés de Seine, boulevard Blanqui à Paris, permet de saisir deux facettes du mouvement ; R. Salengro y fut chaleureusement remercié pour l'aide qu'il avait apportée au groupe de Lille mais les étudiants cherchèrent aussi à affirmer leur autonomie. Ainsi un amendement des étudiants de Montpellier était destiné à défendre le rôle de la Fédération des E.S. contre les interventions des sections locales de la S.F.I.O. dans les questions de propagande aussi bien que pour les arbitrages de conflit. En l'absence des délégués de Montpellier, Claude Lévi-Strauss intervint en leur nom pour que les arbitrages des conflits ne fussent plus assurés par les sections locales de la S.F.I.O., mais par la Fédération nationale. La proposition fut repoussée. Lévi-Strauss s'opposa aux Jeunes socialistes qui auraient voulu faire du *Drapeau Rouge*, leur publication, un organe commun J.S./E.S. ; il ne voulait pas non plus que l'alliance des Etudiants français et belges fût permanente. Claude Lévi-Strauss soulignait la spécificité de leur mouvement dans ce qui fut son premier article : « Après le Congrès : réflexions sur deux votes ». Il avait à justifier le fait qu'au moment où les Etudiants et Jeunesses Socialistes se liaient de manière étroite en adoptant un système de cartes mixtes, il n'y eût pas d'accord sur une publication nationale commune. Il s'appuyait sur une analogie chère aux sociologues organicistes qui nous renseigne sur sa conception du socialisme en 1928 :

¹ Entretien de Claude Lévi-Strauss avec C.Ockrent, *op. cit.*

² Pétition parue dans *Europe*, 15 juin 1927, la pétition avait été publiée dans *Europe* dès avril, in SIRINELLI, *op. cit.*, p. 341.

« Au fur et à mesure que le grand corps socialiste se développe il progresse, en effet, comme tout organisme, vers une différenciation croissante ; ses organes deviennent de plus en plus complexes, de plus en plus variés, pour répondre à des sollicitations extérieures qui se multiplient également. Le Socialisme est assez fort, nous tous assez sûrs d'être solidement rattachés les uns aux autres par les mêmes racines qui nous nous nourrissons d'un même suc, pour qu'il soit possible, sans compromettre l'unité profonde de l'organisme commun, de revendiquer le droit pour chacun des éléments qui constituent l'ensemble, de conserver son originalité propre, son caractère spécifique.

Le Socialisme ne s'est pas seulement accru en quantité ; il n'a pas seulement augmenté son étendue d'action. Une transformation plus profonde s'est opérée en lui. Les forces qu'il unissait jadis en un même faisceau n'étaient que réunies, juxtaposées : travailleurs manuels, intellectuels révoltés, petits bourgeois, venus à lui de points différents, guidés par des mobiles hétérogènes.

Un demi-siècle d'action commune les a bien transformés. Le Socialisme a passé, d'une cohésion toute extérieure, mécanique, à une unité interne organique. A son début, il n'était que l'union d'éléments divers rassemblés pour une action commune, et par là même restreinte et limitée. Aujourd'hui, c'est une seule tendance, un seul élan, qui s'épanouit pour résumer en lui la progression du monde.

Nous sommes tous -avant tout- des socialistes. Mais, parce que le socialisme est de plus en plus vaste, nous devons diviser nos tâches. Ne craignons pas d'affirmer que les jeunes intellectuels ont une œuvre spécifique à accomplir. Comme le disait Jadot, le Socialisme aussi doit se rationaliser »¹.

Cette profession de foi, destinée à établir le bien-fondé des préventions des E.S à l'égard d'une collaboration avec les J.S, était assez contournée ; elle a le mérite de témoigner du talent du nouveau secrétaire fédéral élu avec Jean Duclaux comme adjoint et Bellemère comme trésorier. Il galvanise ses troupes, noie le poisson et théorise l'avenir du parti. On ne saurait trop goûter le mouvement démonstratif qui conduit de la juxtaposition de groupes socialistes mus par des « mobiles hétérogènes » à la division rationnelle des tâches entre socialistes. Claude Lévi-Strauss intervint aussi à la Conférence nationale des Jeunesses Socialistes « pour voir disparaître de l'article II (des statuts) le terme de *contrôle* au profit de celui de *soutien* du Parti aux Jeunes Socialistes », proposition « qui fut vite rejetée »². Notons qu'à cette date, même si la figure de Léon Blum était respectée, la fougue des Etudiants Socialistes les plaçait globalement dans une attitude contestataire.

Ce qui n'était pas pour déplaire aux Etudiants Socialistes belges. René Jadot, au détour d'un article en mai 1928, « Chez les Etudiants Socialistes de France », rendit

¹ LÉVI-STRAUSS, C. « Après le Congrès : réflexions sur deux votes », *E.S.*, mai 1928.

² DELPORTE, Christian. *op. cit.*, p. 40.

compte du congrès en retirant une bonne impression du souci d'indépendance des jeunes Français à l'égard des « anciens socialistes ». Il notait ainsi :

« Mes amis français ne m'en voudront pas si je leur confesse que j'arrivais chez eux avec de grosses appréhensions. A en juger par les anciens qui régissent aujourd'hui l'organisation socialiste de France, la jeunesse peu soutenue, peu encouragée, dépourvue d'une maîtresse-charpente où accrocher son activité, cette jeunesse, celle des Universités tout particulièrement, ne devait guère avoir réalisé une œuvre solide et modèle ».

Mais il dut reconnaître leur « honneur et succès ». Le P.O.B. pouvait espérer un ralliement des Français à ses propres analyses, et il dévoilait là des motifs de soutien aux Étudiants français qui pouvaient ne pas plaire aux « anciens qui régent[aient] l'organisation socialiste de France ». Cette dimension permet d'ores et déjà de comprendre les réticences de Blum à l'égard des volontés de renouvellement des Étudiants. L'encadrement des Étudiants socialistes était assuré par un comité national mixte, composé de cinq membres de la Commission Administrative Permanente de la S.F.I.O. et de quatre membres des E.S désignés par les Jeunes Socialistes. Un certain nombre d'étudiants pouvaient avoir rejoint le mouvement sans pour autant vouloir devenir des Jeunes Socialistes qui existaient par ailleurs. Une carte mixte J.S/E.S fut adoptée à l'occasion de ce congrès, aucune publication commune n'était cependant prévue. Les recrutements étaient distincts, comme les objectifs. Les J.S devaient être un « groupement politique » dont les finalités d'éducation doctrinale passaient par des activités sportives, de plein air ou artistique. La majorité de ses membres était salariée. Les étudiants constituaient un public à part, minoritaire, d'extraction aisée pour la plupart. Claude Lévy, dans « Socialisme et esthétique », avait tenté de gagner un auditoire rétif. Il proposait un journal pour tous, « socialistes en acte » ou « en puissance » et « même pour ces jeunes gens aux cheveux longs, amateurs de Proust et d'Igor Stravinski qui pensent qu'un mépris hautain à l'égard des choses de la "politique" est le corollaire de leurs théories esthétiques et de leur égocentrisme décadent ». Dans cette population étudiante, Claude Lévy cherchait à atteindre en les provoquant ces « victimes » d'un post-romantisme qui aboutit « en littérature au subjectivisme intégral et en politique -curieux méandre- à un césarisme protecteur de l'indifférence ». Il liait les liens entre choix politique et esthétique, opposant Pierre Hamp à André Gide.

« Est-on condamné à ne peindre que des volailles, à ne rimer que des pains, à ne sculpter que des poireaux parce que les volailles, les poireaux, le pain sont nécessaires à la vie ? ».

Il s'en prenait là à la ligne montante de l'esthétique prolétarienne tout en répétant curieusement leur vocabulaire antisubjectiviste. Le caractère approximatif de son propos se confirmait dans la conclusion. Le socialisme, notait-il, est une « doctrine de vie » dans un monde menacé par cette « guerre générale décimante, atroce, inconnue aux siècles précédants et qui est le cancer du capitalisme », où les « contraintes économiques sont insurmontables »¹. En mai 1928, il revint sur son ana-

¹LÉVY, Claude, « Socialisme et esthétique ». *E.S.*, mars 1928, p. 21.

lyse de l'engagement des étudiants et notamment sur leur tropisme droitier ; selon lui les membres de l'Action française se réduisaient aux Jeunesses de l'Action française,

« puisque ce parti est formé pour la très grande majorité de candidats persévérants au bachot latin-langue et d'étudiants en droit de 1ère année -charmant garçon d'ailleurs dans l'intimité - et je n'ignore pas que les hommes d'âge mûr sont aussi rares chez eux que les jeunes gens chez nous ». « Ces opinions ne constituent qu'une sorte de coloration prise entre seize et vingt-deux ans par la jeunesse snob de ce pays quand elle passe devant la lumière puissante, mais artificielle, du maurrassisme ».

Ce regard porté sur l'adversaire rituel est plein d'ironie, mais correspond bien à un temps où la violence n'avait pas encore atteint l'Université, où il était encore possible de faire preuve d'une certaine distance. Les étudiants étaient alors plutôt de droite. Le pacifisme, mais aussi les débats générés par les surréalistes qui avaient rejoint, en 1925, le parti communiste étaient dans l'air du temps. La ligne classe contre classe, de plus en plus en sectaire à partir de 1927, put satisfaire André Breton par son caractère radical. Mais les velléités communistes d'imposer une hégémonie matérialiste sans restriction, y compris et surtout sur les questions esthétiques, heurtèrent ce dernier. Les Etudiants Socialistes ne pouvaient pas être ignorants de ces questions. Les analyses de Claude Lévi-Strauss s'y référèrent implicitement.

En juin 28, dans l' *E.S.*, Deixonne donna un « L'université et le socialisme » plus précis.

« Il faudrait ignorer les données les plus élémentaires de la sociologie pour penser qu'une institution d'esprit particulariste comme l'Université offre à la propagande socialiste un milieu aussi favorable que le prolétariat anonyme des villes et des campagnes »¹.

Son but était toujours de faire sortir l'étudiant de sa tour d'ivoire. Face à ce que Deixonne appelait dans ses notes les « incertitudes de pensée » et de « méthode », les « faiblesses de la S.F.I.O. »², les Etudiants socialistes devaient fournir des éléments de réponse novateurs. Le souci de la jeune organisation était triple : recruter dans un milieu rétif, donc élaborer un discours adapté, et enfin participer à la vie du Parti et du pays.

2.2 DE LARGES RESPONSABILITÉS POLITIQUES

Secrétaire fédéral des Étudiants socialistes (1927-1928)

C'est dans ce cadre que Claude Lévi-Strauss put faire valoir ses talents et gagner rapidement des responsabilités. Nous avons vu, comment, quoique non normanien, il prit en 1927 la direction du Groupe d'Études Socialistes des Ecoles normales³.

¹ Dans tous ces articles, la sociologie était souvent appelée à la rescousse comme gage de sérieux du raisonnement, mais aussi comme outil au service de l'action.

² Fonds Deixonne : Dossier 5 du fonds APO I.

³ Lévi-Strauss n'était pas passé, à l'issue de son hypokhagne, en khagne au Lycée Condorcet.

De là, il pouvait se faire connaître. Cela témoigne de son haut degré d'insertion dans le monde normalien. Le compte rendu du Congrès, son article dans *L'Étudiant Socialiste* de mai 1928, l'ont montré très actif, sur une ligne hostile à une trop grande dépendance à l'égard du parti. Il devint secrétaire fédéral à cette date, et le numéro de juillet-août 1928 du bulletin, donna son adresse personnelle (26, rue Poussin, Paris, XVIème) comme adresse de la fédération. Cependant l'éditeur-gérant responsable de *L'Étudiant socialiste* restait Pierre Boivin (à l'adresse de l'École normale, 45, rue d'Ulm). Cette même adresse fut de nouveau indiquée, cette fois comme celle de la rédaction dans le numéro de décembre 1928. En janvier 1929, Boivin est de nouveau cité comme responsable de la rédaction française (rue d'Ulm), mais les pages françaises du bulletin étaient toujours placées sous la direction de Claude Lévi-Strauss (il conserva ce statut dans le numéro de mai 1929). Lors du Congrès d'avril 1929, Marcel Déat fut désigné Président, Zyromski et Kahn vice-présidents ;

« le Congrès fait ensuite preuve d'un féminisme de bon aloi en nommant comme secrétaire fédérale la camarade [Émilie] Lefranc, dont on connaît le dévouement et les capacités ; secondée par Haver et Descours »¹.

Mais l'été et les mutations administratives durent remettre en cause cette répartition des tâches car, en octobre 1929, Georges Lefranc et Kreder remplaçaient Claude Lévi-Strauss en page de garde, comme responsable de *L'Étudiant Socialiste*. Dans le numéro de novembre 1929, Emilie Lefranc² donna son adresse (Boulevard Jourdan), Godard étant le nouveau secrétaire fédéral.

Claude Lévi-Strauss écrit par la suite plusieurs articles et comptes rendus de lectures. En novembre 1930, une phrase de *L'Étudiant Socialiste* précisait à propos des comptes-rendus que « Dorénavant cette chronique (Livres et Revues) sera faite très régulièrement par notre ami Cl. Lévi-Strauss ».

Nous nous en tiendrons donc pour l'instant aux témoignages sur ses responsabilités militantes et aborderons plus tard ses interventions sur le terrain culturel.

En décembre 1928, il lança un « appel pressant » à la mobilisation, enjoignant à tous les militants de porter l'insigne de la fédération française des E.S. En janvier une « Note d'information sur la vie des E.S. français », non signée, mais qui émanait, sans nul doute, du secrétariat fédéral, évoquait les difficultés des « camarades » qui « s'efforcent de s'organiser en groupes socialistes » dans les Écoles normales primaires, et ajoutait « nous déclarons indignes ces procédés de fascisme larvé ». En effet certaines directions d'Écoles normales avaient interdit, sous peine d'exclusion, pareils groupes dans les rangs des futurs instituteurs³ ; les Étudiants socialistes lut-

¹HANON, Pierre, Compte-rendu du Congrès de la Fédération française des Étudiants socialistes, *E.S.*, mai 1929.

²Née en 1903, Émilie Lamare-Lefranc fut élève de l'École normale d'instituteurs de Douai, à partir de 1919, avant d'être admise à l'École normale de Fontenay en 1923, qui formait les professeurs d'Écoles normales.

³Comme quoi, pour être classées à gauche, les Écoles normales d'instituteurs, du moins leurs directions, n'étaient pas alors gagnées aux propagandes socialistes et *a fortiori* communistes.

taient alors pour la liberté de pensée. Ils continuaient aussi à organiser des réunions-débats, telle celle du 19 décembre 1928, où Jules Moch et Marcel Déat devaient apporter, leur « brillant concours ».

Le numéro de février 1929, fait état de la réunion du Bureau fédéral, sous la présidence de Marcel Déat, ancien député, secrétaire administratif du groupe socialiste au Parlement, de Claude Lévi-Strauss, secrétaire fédéral, Jean Duclaux, Léon Bellemère, trésorier, Hanon et Gouttenoire ». Claude Lévi-Strauss y fait un compte rendu sur le fonctionnement, les adhésions, les groupes, et en profite pour lancer un appel à la propagande, « car le recrutement ne donne pas, dans tous les groupes, les résultats qu'on serait en droit d'attendre »¹. Un hommage appuyé était rendu à la démarche de Marcel Déat qui avait soutenu auprès du Conseil National du Parti Socialiste l'idée que « l'existence de la Fédération (des E.S.) soit mentionnée dans les statuts du Parti ». A la tête du mouvement, Claude Lévi-Strauss rassemblait les informations et connaissait aussi bien les responsables étudiants de province que les cadres de la S.F.I.O. Le troisième congrès des Etudiants socialistes se tint à Paris. Les interventions de la rédaction, probablement dues à sa plume, rappelaient les militants à leurs devoirs de propagande et de recrutement. Pierre Hanon, dans l'E.S de mai 1929, note que « Lévi-Strauss avait l'oeil à tout et, par de judicieux amalgames de délégués, fit vite régner chez tous ces congressistes qui s'ignoraient une chaleureuse intimité ». Les talents d'organisateur, d'homme rompu à l'art politique transparaissent ici. De même, tout son parcours, de la Belgique, à Condorcet, au Groupe d'Etudes Socialistes, aux Etudiants socialistes, à l'Assemblée nationale atteste quelle énergie et quelle efficacité il mit au service de ses ambitions.

Secrétaire du député socialiste Georges Monnet (1928-1929)

A la différence de ses amis normaliens salariés, Claude Lévi-Strauss dut trouver des sources de revenus pour ne pas grever le budget de sa famille. Il fut d'abord "speaker" "au micro de Radio Tour-Eiffel, dans les sous-sols du Grand Palais où il lisait chaque jour, les bulletins du Bureau International du Travail². Il y avait été embauché sur la recommandation de Paul Rives, et se souvient d'y avoir travaillé dès 1927. Claude Lévi-Strauss fut ensuite secrétaire du député Georges Monnet ; il put ainsi mieux pénétrer les arcanes du parti. Georges Monnet, né en 1898, était député de Soissons depuis 1928. Fils d'un magistrat, il décida de devenir exploitant agricole (à la tête d'un domaine de 250 ha) et journaliste. Il ne se détacha jamais de ces attaches rurales et de la défense du monde paysan, il s'en fit même une spécialité politique. Secrétaire national des Jeunes Socialistes en 1926, il s'intéressait aussi à la vie artistique contemporaine. L'emploi de secrétaire de Georges Monnet consistait à préparer ses interventions (questions au gouvernement, ou rapports de commission). Claude Lévi-Strauss travaillait dans un bureau de l'Assemblée, voisin de celui qui allait devenir son ami, André Chamson, alors secrétaire du groupe radical à l'Assemblée. Marcel Déat tenait les mêmes fonctions pour le groupe socialiste. Claude Lévi-Strauss dépendait d'abord de Déat et notait lui-même, devant Stéphane Clouet, qu'il était chargé de maintenir Monnet dans « le cadre de la doctrine » : « j'étais l'oeil du

¹ In E.S., n°2, février 1929, p. 68.

² ÉRIBON, Didier. *op. cit.*, p 50.

parti »¹. Même s'il n'était pas en position d'imposer un réel contrôle sur un député, Lévi-Strauss, antiparticipationniste, veillait ainsi au respect de la ligne du parti par des élus dont on pouvait craindre qu'ils fussent pris au jeu d'une démocratie parlementaire contestée.

Quelle était la nature des choix doctrinaux de Claude Lévi-Strauss à cette date ? Il nous est d'abord apparu comme un militant peu enclin à transiger avec l'indépendance des Etudiants Socialistes. Militant de la SFIO et des Étudiants socialistes, il se défiait des instances locales de la SFIO lors du congrès de 1928. Proche de Déat, ami du radical Chamson, il se retrouvait à l'Assemblée secrétaire d'un député qui illustrait plutôt l'aile droite de la SFIO. Lui-même promu là en fonction de son appartenance au courant majoritaire, plus à gauche. Ses fonctions le conduisaient à adopter des attitudes d'homme d'appareil.

Claude Lévi-Strauss eut, cependant, d'excellentes relations avec Georges Monnet. Il participait même à des repas de famille². Ses contributions au travail de son député en témoignent. Claude Lévi-Strauss se souvient d'avoir consacré beaucoup de temps à fourbir les éléments d'une interpellation de Georges Monnet au gouvernement, alors présidé par André Tardieu ; il rédigea les notes du député³. Certains dossiers sont hautement instructifs des conditions politiques dans lesquelles il eut à intervenir.

L'Office du Blé :

Claude Lévi-Strauss rédigea « l'exposé des motifs de la proposition de l'Office du Blé », qui valurent au député les félicitations de Poincaré, pourtant son adversaire politique⁴. En effet, en 1929, dans un contexte de crise des cours du blé, les socialistes avaient repris, une nouvelle fois, une idée exposée par Jean Jaurès en 1894, relative à la création d'un organisme qui conférerait à l'Etat le monopole d'achat et de vente du blé national. Après la guerre, il fut d'abord question de soutenir la production et garantir l'approvisionnement. S'il y avait une intervention de l'Etat, elle se situait dans la continuité des projets de Turgot. Mais la consommation de pain diminuait, de nouvelles farines apparurent et surtout l'offre de blé augmenta (mécanisation des agricultures, nouveaux producteurs hors d'Europe). En 1929, on avait tablé sur une mauvaise récolte et l'on avait importé de grandes quantités de blé. La récolte fut bonne, les cours s'effondrèrent. Dans un pays où les agriculteurs pesaient lourd sur le plan politique, et où l'Etat s'était souvent vu attribuer des tâches peu compatibles avec les principes libéraux, le gouvernement fut interpellé et sommé d'agir. Les socialistes proposèrent en vain le projet Compère-Morel et Monnet dans la préparation duquel le jeune juriste, licencié en droit, fit la démonstration de sa rigueur et de sa clarté. Il put aussi affiner sa conception du rôle de l'Etat dans l'économie. Alors que Poincaré défendait le projet Hennessy (dû à son ministre de l'Agriculture), qui établissait des tarifs douaniers protectionnistes, Georges Monnet dénonçait les risques de

¹ CLOUET, S. *op. Cit.*, thèse, p138, Entretien avec Claude Lévi-Strauss en 1985.

² C.Lévi-Strauss, in *Henri Monnet. Pour un album de famille*, tiré en 1976 à 250 exemplaires.

³ Entretien de l'auteur avec Claude LÉVI-STRAUSS, 25/04/93.

⁴ CLOUET, S. *op. cit.*, PUN, p. 152.

fraude liée à toute taxation. Selon lui, un Office du Blé serait « prêt à acheter le blé disponible qui ne trouverait pas preneur ». Et il ajoutait : « Il faut constituer une organisation qui puisse absorber tout ce qui se trouve sur le marché et qui serait à vendre à un prix inférieur au prix légal » et elle aurait « un monopole d'importation ». La loi adoptée le 1er décembre 1929 ne put satisfaire les socialistes. Georges Monnet représenta son projet après la victoire du Front Populaire, et obtint la création d'un Office du Blé le 15 août 1936. Ce qui fut alors considéré comme « une expérience d'économie dirigée en agriculture » s'inscrivait bien dans la perspective planiste, ou Révolution Constructive. L'analyse des socialistes poussait à une intervention accrue de l'Etat, pour « réaliser une organisation rationnelle et définitive du marché du blé »¹.

Claude Lévi-Strauss put aussi acquérir une bonne connaissance du jeu des institutions parlementaires ; en mars-avril 1929, il fut très probablement l'auteur d'un « Bulletin de la politique française », qui tint lieu d'éditorial à l'*Etudiant socialiste*. Un tel texte relevait de sa fonction. Il notait que la « confusion [était] partout ». Ses commentaires désabusés sur le maintien en place du gouvernement Poincaré étaient étayés par une analyse fine des équilibres parlementaires. On y sentait la marque d'une expérience directe de ces subtilités. Hostile aux subventions aux congrégations et au cléricalisme, il soulignait la la nécessité de défendre les conquêtes de cinquante ans de démocratie².

L'affaire Almazian :

La presse s'était emparée d'une sordide affaire de meurtre. Le quotidien socialiste, *Le Populaire*, friand de sensationnel comme ses confrères, titra en première page, le 14 septembre 1929, « On découvre en gare de Lille, le cadavre d'un homme ligoté dans une malle ». La victime, Frédéric Rigaudin, comptable, avait été assassinée, puis expédiée depuis Paris, le 9 septembre. « La malle sanglante » allait occuper la chronique tout l'automne. La police avait été épinglée, on l'accusait de « nager » ; elle avait alors fait de M. Almazof, appelé aussi souvent Almazian, le suspect numéro Un. La presse accabla le tailleur juif qui, après avoir tenu boutique à Lille, s'occupait de « commission et d'exportation » à Paris. Le 18 octobre 1929, à 10 heures du matin, il s'était librement présenté, avec son épouse, dans les locaux de la Police Judiciaire à Paris pour protester contre la campagne dont il était l'objet. Entendu en qualité de témoin, il fut en fait gardé en cellule jusqu'au dimanche à 14 heures, en fonction d'une seule mission rogatoire. Il s'était donc écoulé cinquante-deux heures avant qu'il rencontrât un juge d'instruction ; ce dernier lui notifia alors un mandat d'arrêt régulier, pour homicide volontaire. Au terme de cette séquestration illégale et suite aux sévices subis lors d'une séance d'interrogatoire musclé, il porta plainte.

Le Populaire pouvait alors plus nettement exprimer des réserves sur les méthodes de la police et la fragilité des présomptions retenues contre Almazian. Alors que le pays connaissait une crise ministérielle, le comportement de la police, notam-

¹In *Journal Officiel*. Débats parlementaires. Chambre. Séance du 20 novembre 1929, pp. 3326 *sq.* Ainsi qu'une thèse de doctorat de l'époque : Normand, André. *Une expérience d'économie dirigée en agriculture. L'Office du Blé*. Thèse de droit. Grenoble, 1938, 312 p. Citation, p. 94.

²Selon C. Lévi-Strauss, l'auteur en aurait été plutôt Pierre Boivin.

ment du Directeur de la Police Judiciaire Benoist, permettait à la gauche de critiquer les mauvaises habitudes de la police du Préfet Chiappe.

L'affaire prenait un tour politique qui justifia, le 7 novembre, trois interpellations à l'Assemblée Nationale, de Georges Monnet, Ernest Lafont (député des Hautes-Alpes, membre de la Fédération Socialiste) et Henri Guernut (député de l'Aisne, membre de la S.F.I.O., actif dirigeant de la Ligue des Droits de l'Homme) : comment justifier « les méthodes de la police judiciaire à l'égard des citoyens qu'elle présume coupables pour faciliter leurs aveux spontanés »¹, comment « contraindre tous les fonctionnaires de la police à respecter les lois qui protègent la liberté individuelle des citoyens » et « assurer aux Français de 1929 le bénéfice » de l'abolition de la torture accordée en 1780 ² ? De plus dans le débat qui se tint le 29 novembre, on put prendre conscience d'un autre aspect de l'affaire. Almazian avait fait l'objet d'une campagne de presse d'autant plus virulente, et d'un certain traitement de la part des policiers, qu'il était étranger. Georges Monnet cite notamment le Brigadier-Chef Ballerat qui, devant les accusations de « passage à tabac », défendit sa corporation dans le *Bulletin de la Police Judiciaire*, en mettant en avant les policiers morts en service : « En vous remémorant leur souvenir, songez aux veuves et orphelins qu'ils ont laissés. Il s'agit de fils de la France. Dans la balance de la justice, leur douloureuse mémoire pourra peut-être faire oublier de douteux Orientaux, échappés, on ne sait comment, à l'horreur du pogrom ou du yatagan turc ... ». Derrière ce type de propos et des références à l'accent de l'inculpé, l'affaire avait pris un tournant xénophobe et le courrier anonyme reçu par la Police Judiciaire paraissait accablant. Georges Monnet fut très incisif dans la discussion, pouvant s'appuyer sur une abondante documentation. Il tirait profit d'un accès privilégié aux dossiers de l'affaire, mais aussi manifestement du travail de Claude Lévi-Strauss, très attaché à la défense des droits d'un citoyen en butte à la xénophobie ambiante et à l'arbitraire policier.

Comme dans l'affaire Sacco et Vanzetti, le refus de l'erreur judiciaire était premier. André Tardieu, Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur, pouvait difficilement condamner la police. Il dirigeait ce Conseil seulement depuis le début novembre ; il avait peu d'arguments à opposer à des interpellations parlementaires aussi bien fondées et il fut très peu à l'aise dans ses réponses. Puisque les intervenants n'avaient pas voulu en faire une affaire politicienne, mais de principe, il reconnut qu'il partageait les mêmes valeurs que les auteurs des interpellations. Il en profita cependant pour attaquer les communistes et défendre les mesures imposées pour assurer la sécurité publique. Le débat fut conclu sans plus d'éclat, sans que le gouvernement eût à poser la question de confiance³. « Contre [Almazian] les présomptions de culpabilité étaient très lourdes. Pendant la police avait commis tant d'irrégularités, que la valeur des charges était suspecte [et il bénéficia], à la faveur du doute, d'une mesure libératrice de la Chambre des Mises en accusation, à la requête même du Parquet »⁴.

¹ Interpellation de G. Monnet.

² Interpellation de E. Lafont.

³ In *Annales de l'Assemblée nationale*, 2ème session extraordinaire de 1929, volume 139, p. 153, pp. 678-693.

⁴ GARÇON, Maurice. *Histoire de la Justice sous la IIIème République*. Tome III, *La fin du régime*. Arthème Fayard, Paris, 1957, p. 12.

L'action en faveur des Musées :

Le témoignage de son action auprès du député est fourni par le courrier adressé au Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux Arts à propos des étudiants non-bacheliers voulant se présenter à des examens du supérieur. La réponse favorable du Ministre parut dans *l'Étudiant Socialiste* de février 1929 (p. 68). Georges Monnet était aussi actif dans les débats sur le budget des Beaux-Arts ; il était manifestement très au fait du fonctionnement des Musées Guimet et du Trocadéro. Son frère Henri était proche de Joseph Hackin, directeur à trente ans du Musée Guimet, il connaissait aussi Georges-Henri Rivière. Malgré des divergences politiques, les deux frères étaient très liés. Les occasions n'étaient pas rares où ils pouvaient échanger leurs opinions. Georges Monnet rédigea un article pour *Le Cabier de la République des Lettres et des Sciences et des Arts*, intitulé « Musées, Enquête internationale sur la réforme des galeries publiques » et dirigé par Georges Wildenstein. D'ailleurs dans la préparation du chapitre sur l'art de *Révolution Constructive*, avec M. Deixonne, Claude Lévi-Strauss y fait référence. Il est ici délicat de distinguer les influences, ce qui venait des soucis précoces de Claude Lévi-Strauss pour ces questions ou des goûts de Georges Monnet ; cependant même si l'« Hommage à Picasso » paru dans *Documents* (1929), portait la signature du député de l'Aisne, Claude Lévi-Strauss en revendique la paternité. Manifestement Claude Lévi-Strauss retrouvait un milieu qui pouvait satisfaire ses curiosités esthétiques, ainsi que certains de ses soucis intellectuels. Plutôt qu'une vie dont les pôles d'intérêt seraient séparés par d'épaisses cloisons, celle de C. Lévi-Strauss réunissait la réflexion sur l'ordre social et économique, les projets de législation, la réflexion universitaire et les débats esthétiques.

Les contraintes universitaires en 1929-1930, puis la préparation de l'agrégation en 1930-1931 éloignèrent Lévi-Strauss du sérail politique, il réduisit ses responsabilités. Il disparut des colonnes du journal d'octobre 1929 à novembre 1930, date à laquelle on le retrouve responsable de la rubrique « Livres et revues ». Claude Lévi-Strauss en revint à des soucis plus académiques. En vue de l'agrégation, il travailla notamment son grec avec un étudiant catholique. Mais il continuait de fournir des notes de lecture à *L'Étudiant Socialiste*, et semblait vraiment s'engager de plus en plus dans un effort de renouvellement de la pensée socialiste.

La place de Claude Lévi-Strauss au sein de Révolution constructive (1930-1934)

Ainsi, en avril 1930, alors que se poursuivait le Congrès des Étudiants Socialistes à Strasbourg, portant sur la prolétarianisation des intellectuels, Georges et Emilie Lefranc, Suzanne et Maurice Deixonne, Pierrette et Max Grignon, Jacques Godard s'entendirent pour lancer une sorte de club fabien au sein de la S.F.I.O. Jean Itard, Ignace Kohen, Pierre Boivin, Robert Marjolin, Claude Lévi-Strauss se joignirent au groupe. Dans une lettre à Deixonne, quelques jours avant la réunion, Claude Lévi-Strauss invoqua des raisons de santé, des examens à préparer et des sollicitations familiales pour excuser son absence¹. Les membres du groupe se retrouvèrent par la suite régulièrement à la rue d'Ulm, bénéficiant de la bienveillance de Célestin Bouglé.

¹ Claude LÉVI-STRAUSS à Maurice DEIXONNE, lettre s.d., probablement avril 1930, Fonds Deixonne APO1, dossier 5.

Pour constituer un groupe, avec ses statuts, ils reprirent le cadre du Groupe d'Etudes Socialistes laissé en sommeil depuis 1928. Les statuts du 1er mars 1931, signés par le président du Groupe, Claude Lévi-Strauss, voulaient échapper à la formation d'une tendance, et l'affiliation à la S.F.I.O était revendiquée. Emilie et Georges Lefranc publièrent, après Strasbourg, mais à partir de discussions antérieures tenues lors du Congrès de Toulouse(1930), *Le problème de la culture*¹. Ils posaient nettement leurs priorités. Marcel Déat ne s'y trompa pas quand il préfaça l'opuscule :

« Pour la première fois, le Parti va pouvoir se rendre compte de ce qu'enferme de pensée ardente et de force jeune un groupement dont les animateurs, depuis trois ans, n'ont ménagé ni leur temps, ni leur peine, dont le recrutement n'a cessé de s'accélérer, et dont l'effort intelligent et multiple, tout en faisant pénétrer le Socialisme dans des milieux dont la conquête lui est précieuse, prépare pour demain des équipes militantes dont il appréciera bientôt les services ». Certes « comme les autres générations, ces jeunes veulent repense[r] le Socialisme, l'aborde[r] sous un angle qui lui est propre », mais cette génération « nous émeut plus que les autres, parce qu'elle est née avec la guerre, a du moins grandi sous son influence ou sous l'influence de l'immédiat après-guerre ».

Déat soulignait encore, et cela ne desservait pas ses propres projets de renouvellement de la pensée socialiste, que ces jeunes n'étaient pas « conformistes » et qu'ils n'écrivaient pas « un catéchisme » ; « le maître-mot de cette génération : Sincérité » (souligné dans le texte). Le soutien de Déat n'était pas neutre. Ce dernier avait besoin, pour son projet de renouvellement, de l'assentiment des jeunes du parti. Il concluait en accordant un soutien complet au projet :

« Combien nos camarades ont raison d'affirmer la coïncidence du problème de la Culture avec le problème de la Révolution. Combien raison de concevoir cette révolution comme l'avènement d'une nouvelle civilisation, d'un nouveau système de valeurs »².

Effectivement, pour les Lefranc, « le problème de la culture [était] primordial », il fallait aller au-delà de la transformation de l'organisation économique du monde ou de ses cadres politiques : « Notre Révolution sera libératrice. Nous avons donc à jeter les bases d'une civilisation spirituelle en même temps qu'élargie »³. L'école était l'enjeu et la condition du réveil de la pensée. Mais devait-on se contenter d'enseigner, avec des méthodes plus actives, la culture bourgeoise à tous les enfants d'une école enfin unique ? Ces jeunes enseignants socialistes étaient sur leur terrain, ils pouvaient s'en prendre au « savoir fossilisé », à « l'enseignement actuel [qui était] un enseignement de classe ». Hostiles à tous dogmes, ils se différenciaient des communistes : « Il ne s'agit pas de substituer à un conformisme bourgeois un nouveau

¹LEFRANC, Emilie et Georges. *Le problème de la culture*, Le Mans, Ed. P.S.-S.F.I.O./Fédération Nationale des Etudiants Socialistes, 1931, 44 p.

²DÉAT, M. Préface à LEFRANC, Emilie et Georges. *Le problème de la culture*, pp. II-III.

³LEFRANC, Emilie et Georges. *op. cit.*, p. 1.

conformisme socialiste »¹. Le maître-mot de cet enseignement est son respect des « vraies valeurs » : « La culture vraie sera humaine ou ne sera pas »². La « sincérité totale », un « humanisme vrai » devaient viser des buts simples :

*« la formation harmonieuse de la personnalité, la prise de possession du monde, et la prise de position devant l'action; révolution prolétarienne : mais qui, dans son sens profond, doit être une rénovation humaine des valeurs spirituelles »*³.

À la même époque *L'Étudiant Socialiste* poursuivait, sur plusieurs numéros, un débat sur l'engagement politique, la conversion à un idéal politique et ce relativement au christianisme. Les formules des Lefranc laissaient la porte ouverte à une interprétation chrétienne de l'engagement socialiste. Si la rédemption/révolution passait par l'« impulsion prolétarienne », elle concernait une « rénovation » spirituelle. La référence à la personne, notion-clé des amis de Mounier et de tous ceux qui refusaient les conséquences de l'industrialisation et de la civilisation technicienne, donnait le ton. Nos jeunes socialistes situaient leur engagement relativement à une perspective non-matérialiste. Le projet scolaire était d'autant plus important que l'école devait être le lieu où l'on forge les valeurs collectives. Dans l'exacte continuité des programmes radicaux, le projet des Lefranc s'en distinguait par une dimension spiritualiste accentuée. L'enseignement prendrait en compte le corps, la morale laïque, les humanités classiques et modernes et une nouvelle discipline qui se substituerait à l'histoire (dont l'enseignement jugé trop tendancieux et nationaliste devrait faire plus de place à la civilisation) :

« aux frontières de la géographie, de l'histoire, de l'économie politique et de la sociologie [elle] serait une explication du présent : science sociale ou science humaine, le titre est à trouver »⁴.

L'éviction des cours d'histoire, par ceux-là même qui voulaient en modifier le cours, illustre aussi ce que cette discipline pouvait être devenue à leurs yeux. Que G.-Lefranc, agrégé d'histoire, pût tenir pareil discours iconoclaste témoignait de la force de la volonté de renouvellement et de la place que la sociologie tenait dans ce projet⁵. Ces cours de « science sociale ou science humaine » reposaient la problématique d'un enseignement de sociologie dans les lycées, tel qu'il avait été aussi posé dans les Écoles normales d'instituteurs. Nous pouvons remarquer que le projet cher à Lapie ou Bouglé de faire de cet enseignement l'instrument d'une prise de conscience et de la diffusion de valeurs nouvelles n'était pas abandonné par les plus jeunes⁶. Les disciplines scientifiques, et surtout artistiques, seraient redéfinies. Pour associer l'art à l'école, à l'étude, à la vie, susciter des acteurs créateurs d'art, il fallait laisser plus de place à l'art. Ainsi, en proposant des réformes pour réduire les barrières sociales, en allongeant la

¹LEFRANC, Émilie et Georges. *op. cit.*, p. 11.

²LEFRANC, Émilie et Georges. *op. cit.*, p. 12, souligné dans le texte.

³LEFRANC, Émilie et Georges. *op. cit.*, p. 15, en italique dans le texte.

⁴LEFRANC, Émilie et Georges. *op. cit.*, p. 32.

⁵Une place d'ailleurs fort peu précise dans cette discipline à introduire dans les écoles.

⁶L'enseignement de la sociologie dans les écoles normales d'instituteurs, comme dans les classes de philosophie au baccalauréat, suscita des débats très animés dans les années vingt.

scolarité, on pourrait atteindre « L'idéal humaniste vrai [qui] doit bien être de substituer à l'individu parcellaire l'individu à développement intégral »¹.

L'équipe était menée par Georges Lefranc ; elle disposait avec cet opuscule de quelques uns de ses futurs axes de recherches. La rédaction d'un ouvrage collectif, puis de cahiers trimestriels, était prévue. Le projet de renouvellement global du programme des socialistes se plaçait loin au-dessus des débats sur la vie du parti, les alliances et la participation gouvernementale. Cependant, même si le premier souci de ces militants était d'échapper à la logique des tendances, à la lutte pour le pouvoir dans le parti, ils ne purent pas s'en abstraire longtemps. Les origines du groupe, ses références lui valaient de ne pas être davantage appréciés de la gauche du parti que de ses « bonzes ».

Claude Lévi-Strauss, une nouvelle fois à un poste de coordination, n'était pourtant pas le moteur du projet. Georges Lefranc, en tant que secrétaire, eut le rôle principal. C'est ce dernier, par une correspondance intense, qui fit travailler toute l'équipe disséminée dans le pays entier par le jeu des premières affectations en lycée. La répartition des chapitres laissait un rôle important à Claude Lévi-Strauss. Il devait initialement participer à la rédaction de l'introduction et de la conclusion, et réviser le chapitre « l'Art et le socialisme » rédigé par Maurice Deixonne. Dans un courrier de juillet 1931, Georges Lefranc redéfinit la tâche de Claude Lévi-Strauss en fonction de ses difficultés à les concilier avec l'agrégation². Il devait seulement assurer une relecture générale des textes et réviser le chapitre de Deixonne. Transformé en censeur de la publication, il allait se trouver au centre d'un débat important sur la nature exacte du livre à paraître : s'agirait-il d'un matériel de propagande supplémentaire, avec ses imperfections et répétitions, son côté vulgarisation, ou bien d'un traité posant vraiment les bases d'une nouvelle pensée socialiste ? Tous les échanges sur la date plus ou moins rapprochée de la sortie du livre furent l'illustration de ce débat. Certes la question des délais imposés par les lenteurs de Claude Lévi-Strauss avait aussi des raisons objectives. Dans une lettre, adressée le 3 septembre 1931, depuis la maison de ses parents dans le Gard, il fit état à Deixonne de sa « grande lassitude intellectuelle » après son année agrégative ; il devait poursuivre des travaux personnels et se préparer faire son service militaire (à partir du 15 octobre)³. Ce qui allait devenir *Révolution constructive*, – et était encore pour ses rédacteurs *Socialisme 1931* –, devait-il paraître avant ou après les élections de 1932 ? Deixonne était favorable à une sortie rapide, Lévi-Strauss jugeait plus sage son report au-delà des élections. Ainsi, argumentait-il, le texte ne serait pas taxé d'opportunisme et ne serait pas réduit au rang de brochure électorale. Ce souci fut sensible au moment du choix du titre, *Socialisme 1932*, fut rejeté parce qu'il laissait subsister cette ambiguïté. Dans ses cartes postales à Deixonne de l'automne 1931, Lefranc insista sur le rôle critique de Claude Lévi-Strauss dont la participation était apparemment toujours jugée indispensable. Il était, avec Deixonne, le philosophe du groupe, mais il lui était reconnu une autorité particulière. Ainsi le 17 novembre, G.Lefranc écrit-il de Béziers, « j'ai écrit et remanié profondément le cha-

¹ LEFRANC, Émilie et Georges. *op. cit.*, p. 39.

² Lettre de C. LÉVI-STRAUSS à M.Deixonne, 6 juillet 1931.

³ Cette correspondance est toujours tirée du Fonds Deixonne, APO1.5.

pitre "vanité des résistances du pouvoir" en tenant compte de vos critiques, surtout de celles de Lévi-Strauss », ou encore le 23 novembre,

« C'est donc de Lévi-Strauss que dépend notre parution totale. Que devient-il ? où est-il allé mener sa vie bonvoustique [militaire dans l'argot normandien] ? Depuis un mois nulle nouvelle!... Harcelez-le. [...] Si Lévi-Strauss n'a pas fini que faut-il faire ? »¹.

Lévi-Strauss donna signe de vie à Deixonne par une lettre, datée du 13 décembre 1931 : son service militaire comme soldat de deuxième classe dans un régiment d'infanterie à Strasbourg « l'absorb[ait] beaucoup plus » qu'il ne l'aurait voulu. Il se disait « au fond » d'accord avec la décision finale de Lefranc d'une parution rapide, « mais dans ces conditions ma participation au bouquin passe, hélas obligatoirement, plus qu'à l'arrière-plan. Car ici, je n'ai ni le loisir, ni la liberté d'esprit suffisante, pour travailler si peu que ce soit ». Il se contenterait de relire le chapitre de Deixonne, sur lequel il avait déjà eu l'occasion de travailler. Manifestement, sous un ton amical, percevait une pointe de dépit. Lefranc, dans sa lettre du 18 décembre, proposa à Deixonne « une solution de conciliation [avec] Lévi-Strauss » afin de « trancher le débat ». Puisque Lévi-Strauss n'a pas pu mener à bien son projet, une « série de brochures », préférables à une revue, pourraient accueillir les contributions que la date de parution de *Révolution constructive* aura laissées de côté. Dans ce même courrier, Lefranc récapitulait l'état des travaux : Lévi-Strauss y occupait toujours une grande place. Ce débat était même l'objet d'une proposition de référendum dans le groupe ; deux questions devaient être résolues, celles de la signature collective (et l'éditeur Valois allait la limiter à trois noms) et des conditions de parution.

« Deux thèses en présence, que depuis trois mois j'essaie vainement de concilier : celle de Lévi-Strauss "paraissions seulement quand nous serons complètement prêts, ne donnons au public que quelque chose de solide et de neuf", celle de Deixonne: "paraissions au plus tôt, même incomplets et imparfaits, nous avons déjà trop tardé". Quel est votre avis ? »².

En proposant de ne publier que les deux premières parties, gardant la troisième partie pour des cahiers à paraître ultérieurement, il gardait espoir : « Faute de mieux, cette proposition ne peut-elle pas réaliser l'accord de Deixonne et de Lévi-Strauss ? ». Ce questionnaire ne reçut pas de réponse de Lévi-Strauss³. Finalement le chapitre sur l'art ne fut pas intégré au livre. En février, malgré le silence de Lévi-Strauss, Lefranc revint à son idée de *Cahiers du socialisme*, « cette formule assez souple pour effacer les divergences qui ont pu exister et qui existent encore, et nous obtiendrons peut-être quelque chose de Lévi-Strauss »⁴. Il notait encore « Je ne sais s'il acceptera de signer le bouquin, il a jusqu'ici refusé, n'ayant pas assez directement collaboré... J'ai insisté vivement à plusieurs reprises ; puisqu'il a travaillé au plan, revu les

¹Lettre de G. LEFRANC à M. Deixonne, 17 novembre 1931. Fonds Deixonne, APO1.5.

²Le questionnaire accompagnait la lettre de G. LEFRANC à M. Deixonne, 13/12/1931. Fonds Deixonne, APO1.5.

³Lettre de G. LEFRANC à M. Deixonne du 13 janvier 1932. Fonds Deixonne, APO1.5.

⁴Lettre de G. LEFRANC à M. Deixonne du 13 février 1932. Fonds Deixonne, APO1.5.

manuscrits et joué un rôle aussi considérable pour cette partie que Godard, Kohén ou Marjolin, on verra bien ». Stéphane Clouet interprète le refus de signer de Lévi-Strauss d'une façon que l'on peut réviser. Il rappelle les anciens débats entre Deixonne et Lévi-Strauss, et conclut « Lévi-Strauss causa un incident : au dernier moment il ne voulut pas signer. Son paraphe, "L. Strauss" ne fit pas illusion. Il se sentait déjà appelé par des tâches nouvelles »¹. Claude Lévi-Strauss nous en a donné une autre version : s'il y eut une évolution de sa part elle fut inconsciente jusqu'au milieu des années trente. Ses réticences à signer sous son nom complet *Révolution constructive* tenaient d'abord au fait qu'il était sous les drapeaux. Après quatre mois à Strasbourg, il avait pu obtenir, grâce à des amitiés politiques, une affectation au ministère de la Guerre, dans les services de presse² et il n'était pas question de s'y faire remarquer³. D'ailleurs il avait interrompu sa collaboration à *L'Etudiant socialiste* entre mai 31 et février 32, et il signa ses contributions par L.S. en avril 32. Reste que redevenu parisien et astreint à moins de contraintes, il aurait pu, au moins, donner signe de vie. Son enthousiasme pour le projet était donc bien mitigé. La nature de ses réticences est éclairée par le décalage croissant entre les exigences de l'intellectuel et celles du militant. À partir du printemps, Lefranc ne fit plus allusion à Lévi-Strauss et prévoyait les futures publications « Architecture et socialisme » ou « L'architecture viennoise » de Deixonne et de lui-même, alors qu'il s'agissait de sujets de prédilection de leur ami. Lefranc prenait implicitement son parti de l'attitude de Lévi-Strauss. Finalement la campagne électorale se déroula sans que le livre parût. Imprimé fin juin, il fut disponible en juillet. Il suscita de nombreuses réactions, et fut souvent considéré comme l'émanation d'une tendance nouvelle. C. Lévi-Strauss participa à la réunion du groupe, les 13 et 14 septembre 1932, avec P. Boivin, M. Deixonne, I. Kohén, Emilie et Georges Lefranc (S. Deixonne, M. Grignon, J. Itard, R. Marjolin absents s'étaient fait représenter). Leurs discussions portèrent sur l'écho fait à *Révolution constructive* et les moyens de « continuer l'effort commencé ». L'idée des *Cahiers* était reprise, une première liste prévue :

« Première série

1. Rénovation de la culture d'Emilie Lefranc (octobre).
2. Art et socialisme de Maurice Deixonne (Boivin et Lévi-Strauss devant le réviser) (novembre).
3. Rénovation de la vie physique (I. Kohén).
4. Esquisse d'une métaphysique au service de la Révolution de Lévi-Strauss.

Deuxième série

5. La femme par M. Deixonne (G. Lefranc et Lévi-Strauss devant le réviser).
6. Les méthodes pédagogiques par Emilie Lefranc.

¹ CLOUET, S. *op. cit.*, PUN p. 73.

² ERIBON, D. *op. cit.*, p.22.

³ Entretien de l'auteur avec Claude LÉVI-STRAUSS, 25/04/93.

7. Réorganisation de la médecine par Godard et Kohen »¹.

Nous reviendrons sur l'ampleur du projet métaphysique du futur ethnologue. Mais ce catalogue éclaire bien la nature des préoccupations des membres du groupe. De plus il fut décidé que dans chaque congrès une motion « Révolution constructive » serait diffusée avant et indépendamment de « celles des tendances traditionnelles »². Les statuts du G.E.S furent refondus pour créer une association dénommée « Groupe de la Révolution constructive »

« ayant pour but, dans le cadre du Parti Socialiste de rappeler le mouvement socialiste à la nécessité d'une construction révolutionnaire sous toutes ses formes, politique, syndicale et coopérative, et d'élargir à tous les domaines la pensée et l'action socialiste ».

D'ailleurs à ceux qui avaient critiqué le projet de *Révolution constructive* on décida de répondre. De nombreux articles furent expédiés dans les journaux des fédérations. Leur audience paraît avoir été assez faible. « Les réflexions sur la social-démocratie » de Lévi-Strauss parurent le 25 décembre 1932 dans *L'éveil de la Meuse*, journal de la fédération socialiste de ce département³. Il tentait de prouver que l'influence du modèle social-démocrate allemand sur le parti socialiste français avait été trop forte et néfaste. Révolution constructive voulait être un aiguillon au sein du Parti socialiste pour lui « rappeler » sa vocation révolutionnaire, pour l'éloigner d'une pratique social-démocrate et le rapprocher de la pratique illustrée par le P.O.B.

Le groupe « Révolution constructive » refusa de se définir comme une tendance nouvelle. Et, de fait, ce qu'il incarna de la mouvance planiste au sein de la S.F.I.O. attira des militants de différents horizons : « Le groupe est en fait inclassable »⁴. On y trouve l'antiparticipationnisme de la *Bataille socialiste* de Jean Zyromski et Marceau Pivert donc l'aile gauche du parti, et le planisme d'Henri de Man, des traits communs avec les idées de Marcel Déat, donc l'aile droite du parti. Mais les idées de Zyromski en matière de politique extérieure et de vie du parti heurtaient celles de Révolution constructive, comme celles de Déat en matière de participation gouvernementale. Une part de leurs idées rejoignait celles de la C.G.T. Ces jeunes intellectuels se voulaient toujours révolutionnaires, porteurs d'un projet économique et social qui serait à la fois respectueux des valeurs fondatrices du socialisme et novateur. Quelques contradictions et confusions étaient à craindre. Au cœur de leur réflexion revenait la question du rôle de l'Etat face aux exigences de service public ou aux désordres de l'économie. Elle avait été posée avant la planification soviétique et hors du marxisme par des penseurs que Bouglé faisait lire et commenter par ses étudiants : Saint-Simon, Proudhon. Les théoriciens de l'économie coopérative, Henri de Man, alimentèrent les références de ces jeunes socialistes. Le groupe gagna des sou-

¹ C.R. dactylographié de la réunion. Fonds Deixonne.

² Le « camarade » Cuvillier qui était chargé depuis 1930 de la diffusion de la propagande dans les fédérations pouvait être très utile.

³ Le texte fut publié aussi dans *Le Socialiste savoyard* du 3.12.1932. Fonds Deixonne.

⁴ CLOUET, S. *op. cit.*, PUN, p. 133.

tiens dans le parti au cours de l'hiver 1933-1934, certains purent même y voir, selon Lévi-Strauss, un support de leurs ambitions personnelles¹.

Claude Lévi-Strauss fut nommé professeur à Mont-de-Marsan à la rentrée 1932. Il y entama aussitôt une campagne électorale pour les élections cantonales². Malheureusement, dès le premier jour, il prit le volant de la voiture de son ami Pierre Dreyfus venu l'épauler. Lévi-Strauss n'avait pas son permis de conduire. L'équipée s'acheva dans un fossé. L'unique campagne électorale de Lévi-Strauss prit fin sans plus de mal³. Un discours prononcé à Saint-Martin-de-Seignaux (Landes), à l'occasion de l'inauguration d'une école laïque, fut publié dans l'*Etudiant socialiste*⁴. Il était intitulé « Vers une culture nouvelle : socialisme et laïcité ». Lévi-Strauss s'exprima au nom de la Fédération socialiste des Landes dans le contexte de cette campagne. Mais il insiste bien sur le fait de n'avoir jamais mêlé engagement politique et enseignement : « Je traitais le programme et seulement le programme », il parlait bien sûr de celui de la classe de Philosophie⁵. Le passage du jeune socialiste parisien, agrégé de philosophie et amateur d'art moderne, dans un sud-ouest rural n'a pas laissé de trace particulière dans son œuvre. Les paysages cévenols y sont plus présents. Etre professeur du secondaire dans un lycée de province était une étape obligée de la carrière. Seuls certains boursiers, normaliens, y échappèrent. Pour les militants de gauche, cette expérience "locale" pouvait valoir comme un stage auprès de la base. Ce n'était certes pas un stage ouvrier, ou un « établissement » comme il y en eut après 1968, mais tous les jeunes enseignants socialistes de l'échantillon que nous avons étudié dans notre thèse y gagnèrent une expérience militante nouvelle.

Claude Lévi-Strauss nommé à Laon, sa femme à Amiens, le couple vivait surtout à Paris. L'enseignement commençait à lasser le jeune professeur de philosophie, qui avait « envie de bouger, de voir le monde »⁶. De fait, ses activités politiques paraissent avoir connu simultanément une réelle décrue, cette envie de partir ne paraissait pas bien s'accorder avec des ambitions militantes. L'adhésion de Claude Lévi-Strauss à la S.F.I.O était fondée sur un projet de renouvellement de la pensée socialiste. Avec ses amis de Révolution Constructive, il poursuivit cette tâche. Son travail de D.E.S sur Marx se situait dans la continuité de la « révélation » qu'il avait connue avec cette œuvre. Ce qu'il avait vu du mode de fonctionnement du socialisme belge l'avait vivement impressionné. Et comme il le dit à Didier Eribon : « Je vous avouerai, qu'à ce moment là, je me voyais très bien devenir le philosophe du parti socialiste ». Cinquante ans plus tard, l'ethnologue notait que

« le parti socialiste était un milieu très vivant, dans lequel on pouvait se sentir bien dans sa peau. L'idée de jeter un pont entre la grande tradition philoso-

¹ CLOUET, S. *op. cit.*, PUN, p. 135.

² Cette façon de parachuter le jeune normalien parisien dans une élection toute entière fondée plus sur les relations personnelles que sur les débats d'idées n'était pas un cadeau. Comment fut-il aussi rapidement investi sur place, par qui ? Ces questions mériteraient d'être revues.

³ L'affaire eut lieu en octobre 1932.

⁴ In *E.S.*, mars 1933, n°6, pp. 4-6.

⁵ ERIBON, D. *op. Cit.*, p. 24.

⁶ ERIBON, D. *op. cit.*, p. 25.

phique, je veux dire Descartes, Leibniz, Kant, et la pensée politique telle que Marx l'incarnait était très séduisante. Même aujourd'hui, je comprends que j'ai pu y rêver »¹.

La démesure d'une métaphysique de la révolution ne l'effrayait donc pas. Pour en apprécier la nature l'étude attentive des textes de l'époque sera nécessaire.

Le planisme d'Henri de Man était une autre source d'inspiration pour eux tous. Ce dernier ne reconnut-il pas *Révolution constructive* comme fidèle à ses idées ? « Créer un embryon de société socialiste au sein du monde capitaliste »,

« à quelques-uns, nous avons entrepris de pousser cette formule à l'extrême, d'en faire la théorie, d'en tirer une doctrine : si jour après jour, on s'appliquait à construire des institutions d'esprit socialiste, elles grossiraient peu à peu, en vertu de leur supériorité, comme la chrysalide dans le cocon capitaliste, et celui-ci finirait par tomber à la façon d'une enveloppe morte et desséchée »².

La divergence entre les vocations politique et professionnelle, perceptible dans l'inventaire des responsabilités de Lévi-Strauss depuis 1926, peut-elle être justifiée par un glissement plus profond des convictions, par une rupture à l'égard de Révolution constructive ? Quelle avait été la nature de ce décrochage à l'égard du militantisme socialiste ? L'étude des textes rédigés alors, dans l'ordre chronologique et par thème, apporte quelques éclaircissements.

¹ERIBON, *D.op. cit.*, p. 26.

²ERIBON, *D.op. cit.*, p. 254.

3.

ÊTRE LE THÉORICIEN DU PARTI SOCIALISTE

A la façon du Solal d'Albert Cohen, Claude Lévi-Strauss put se poser un temps en « théoricien du parti »¹. Ses interventions dans l'*Etudiant Socialiste* entre juillet-août 1928 et décembre 1932, ainsi qu'un article dans la presse socialiste, complétés par des bribes de correspondances, ainsi, surtout, que son propre témoignage, permettent de mieux cerner l'évolution de cette pensée très ambitieuse. Toutes ces notules permettent de suivre une pensée en cours de formation.

Claude Lévi-Strauss se voulut d'abord un penseur socialiste ; ses premières lectures et expériences le conduisirent à prendre le modèle belge pour exemple. Favorable à un renversement révolutionnaire de l'ordre capitaliste, son marxisme se teinta de plus en plus des influences de Kant, Hegel et de la sociologie française.

Il est opportun de revenir plus longuement sur le rôle central joué par la sociologie dans la fondation de la III^{ème} République. Car le triomphe de la sociologie de la III^{ème} République ce fut bien celui du solidarisme.

Emile Durkheim reprit, et sut faire fructifier, une notion partie du politique, et élaborée par un des penseurs de l'économie sociale, Charles Gide : la solidarité. Charles Gide fut le principal instigateur, « dans ce domaine aussi pléthorique qu'invertébré » d'une "école nouvelle", qui lui donnerait enfin des gages de « scientifi-

¹ COHEN, A. *Solal*, Gallimard, Paris, Folio, 1990, p. 339.

té »¹. En cette fin du XIX^{ème} siècle ce fut, avec l'anomie, un concept-clef de l'analyse durkheimienne. La question sociale parut insoluble jusqu'au moment où ce « concept » miraculeux fut inventé. Le « bon mot » fut sublimé en une notion opératoire, à l'allure scientifique, pour régler la contestation anti-républicaine, qui oscillait « entre la nostalgie d'un ordre fatal et la rêverie d'un ordre purement volontaire »². Les républicains devaient réussir l'impossible conciliation, résoudre cette aporie qui réunissait les deux oppositions de droite et de gauche les plus virulentes. Ce que l'on a pu appeler « le modèle républicain » y trouva une de ses justifications théoriques³. Enseignée, parfois en concurrence, souvent de manière complémentaire, avec la sociologie, l'économie sociale est une discipline aujourd'hui disparue. À la fin du XIX^e siècle, pour résoudre les problèmes que posait son objet, elle parut écartelée entre la charité privée, la philanthropie, les colonies agricoles, les sociétés de secours mutuel, l'épargne et les coopératives ; i.e. « autant de "solutions" qui restent arimées, chacune à sa façon, aux principaux courants idéologiques du XIX^e siècle ».

La formulation du solidarisme par Léon Bourgeois s'inspira de Durkheim, dont la thèse *De la division du travail social* avait paru en 1893. Bourgeois s'appuya aussi sur les conceptions du philosophe Alfred Fouillée, auteur du livre *La Science morale contemporaine* paru en 1885⁴. Le nom d'Izoulet devrait être aussi ajouté à ces trois-là, pour montrer que le solidarisme découla moins d'un projet doctrinal précis qu'il ne fut un projet politique aux sources composites.

Entre Durkheim et Gide, il y eut un chassé-croisé d'influences. L'École nouvelle corroborait et appuyait les principales propositions durkheimiennes : la société précède l'individu, et c'est en agissant sur le milieu social que l'on opère une transformation, non pas en proférant des sentences morales et politiques. Nous pourrions ici souligner quelque parenté avec le planisme. En sociologue, Durkheim récusait les deux options en lice : l'illusion rousseauiste et l'illusion naturaliste. Selon lui la division du travail fonde objectivement des relations de dépendance : une solidarité organique existe entre les membres de la société. La forme contractuelle est un effet de la division du travail. La solidarité qui tient la société relève de la dette historique des vivants envers ceux qui les ont précédés et qui les suivront. Dans cette perspective, les pathologies de la société, l'intensité des conflits qu'elle connaît, la rupture des liens entre individus, seraient donc affaires de représentations plus que de structures. La crise de la société était interprétée comme la manifestation d'une crise du religieux, au sens étymologique de ce qui unit les hommes.

Il faudrait donc à la fois donner un nouveau rôle à l'État et le légitimer en lui transférant le prestige du religieux de l'Église. Il convenait d'intervenir sur la façon dont la société assure la représentation de ses liens, et trouver, pratiquement, un juste

¹ DONZELOT, Jacques. *op. cit.*, p. 126.

² DONZELOT, Jacques. *L'Invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*. Paris, Seuil, 1994, p. 79.

³ BERSTEIN, Serge et RUDELLE, Odile dir. *Le Modèle républicain*, Paris, P.U.F., 1992, 432 p.

⁴ Alfred Fouillée (1836-1912) proposait une sociologie distincte de celle de Tarde et de Durkheim, il affirmait que les sociétés se transformaient en fonction d'idées-forces qu'elles élaboraient elles-mêmes.

milieu entre l'excès de contrainte altruiste et l'anomie : ce serait une tâche de régulation sociale. L'exemple et les théories venus d'Allemagne, où l'État avait été investi d'un rôle particulier dans l'élaboration des lois sociales, furent examinés de près. « Il s'agit de *réparer* la société, de combler ses failles, d'assurer ses membres contre les risques qu'ils encourent précisément du fait de cette interdépendance qui les lie dans toutes leurs activités »¹.

Pas de charité donc, on ne s'appuie pas sur « le sentiment subjectif de culpabilité religieuse mais sur un principe scientifique et rationnel ». Les juristes et les statisticiens construisirent la technique assurantielle. Elle était « la seule science à avoir la mathématique pour base et la morale pour couronnement ». La méthode assurantielle, « par le principe de la dette préalable, se donne le moyen de traiter les problèmes sociaux comme des faits appelant réparation et non comme le fruit d'injustices originelles appelant la refonte globale de la société »². « Le bénéfice de cette invention de la solidarité pour les fondateurs de la troisième République revient donc à ceci que le recours à la notion de solidarité permet de substituer, à l'exigence de souveraineté, la croyance dans le progrès »³. Dans cette représentation la société était capable d'évoluer, elle n'était plus une « unité fixe ». L'État n'y est qu'une personne morale parmi d'autres, il n'est pas supérieur, sa fonction est de « faire respecter la volonté des parties »⁴.

Léon Bourgeois s'employa à faire fructifier cette doctrine au profit de la République. La politique opportuniste était là. Elle donnerait simultanément un grand rôle à l'école. L'élaboration du concept de solidarité et la construction du solidarisme mettent en évidence les liens des discours scientifique et politique. Des débats serrés eurent lieu entre sociologues, car tous n'étaient pas convaincus de la pertinence de la notion. Un épisode permet de saisir l'importance des enjeux.

L'Institut International de sociologie, fondé en 1893, organisa ainsi à l'Université de Berne, du 20 au 24 juillet 1909, son septième congrès (un tous les trois ans). Il fut consacré à la question de la solidarité sociale. Le Bureau du Congrès comptait Léon Bourgeois parmi les vice-présidents. Le secrétaire-général en était René Worms, directeur de la *Revue Internationale de Sociologie*. Reconnu d'utilité publique en 1909, l'Institut, devenu "institution officielle", avait acquis une légitimité internationale. Il réunissait les principaux sociologues de l'époque et s'interrogeait sur les questions les plus brûlantes. En 1906, le 6ème Congrès avait été consacré aux « luttes sociales ». Dans le 7ème Congrès, il avait été prévu de discuter moins de solidarisme que de solidarité sociale. René Maunier qui rendit compte du Congrès souligna cette volonté de distinguer la doctrine politique de la notion sociologique⁵. Selon lui, les termes du débat sur le solidarisme avaient déjà été clairement posés par Léon

¹ DONZELOT, Jacques. *op. cit.*, p. 111.

² DONZELOT, Jacques. *op. cit.*, p. 137.

³ DONZELOT, Jacques. *op. cit.*, p. 114.

⁴ BELLAING, L.M. (de). « Ni marché, ni Etat ! Le solidarisme ? », *Bulletin du MAUSS*, n°13, mars 1985, pp. 45,48.

⁵ MAUNIER, René. « Sociologues et solidarité », *Revue d'économie politique*, 1909, 23, pp. 704-717.

Bourgeois et ses partisans¹, ainsi que par ceux qui en critiquaient les principes². Maunier paraît avoir plutôt tenu pour ces derniers. Il citait les interrogations de Roberty de la Grasserie, Duprat, Gide, Loria, Golgscheid (Autriche) sur la nature de cette solidarité. Et il reprenait la conclusion tirée par R. Worms : « la solidarité serait en quelque sorte le caractère constant et spécifique du fait social ». Ce débat entre des penseurs de tous les horizons et de toutes les nationalités témoigne de l'importance majeure occupée par cette notion dans la réflexion de l'époque. Soufflignons que Charles Gide, spécialiste d'économie sociale, Léon Bourgeois, homme politique, René Worms, le sociologue, étaient ainsi réunis dans une même enceinte pour traiter de questions qui restaient d'actualité en 1930 comme en 1950.

Une chronologie fine, une enquête encore plus poussée permettraient sûrement de préciser les échanges et les influences. Deux constats. L'économie sociale, tellement "arrimée" aux courants idéologiques du XIX^{ème} siècle, s'y perdit. La sociologie ne se distinguait pas des discours politiques au moment même où Durkheim se refusait d'en faire un objet d'étude. Pour percer la crise sociale, E. Durkheim opposait ainsi trois causalités : « les ressorts psychologiques de l'individu », les « rêveries de la seule volonté politique » et la causalité dégagée par la sociologie à partir de l'examen de phénomènes sociaux premiers. Les phénomènes sociaux n'étaient pas réductibles à de la psychologie ou de la politique. La causalité sociale éliminait, au nom de l'objectivité ou de la réalité, les deux autres et les rabaisait au rang de vagues songes. Le sort fait à la politique, surdéterminée par le social, n'a-t-il pas empêché la sociologie de répondre à question sur la crise sociale ? Pourtant les discours bruissaient alors de la conjonction de la science du social et du politique.

« Nous sommes, dit Jules Ferry, une génération moins idéaliste, moins rêveuse que celle de 1848, mais plus éprise de savoir positif et de notions exactes ». Il s'agirait moins de défendre l'ordre social en place que de le faire changer, de l'adapter, grâce à une meilleure compréhension de ses règles. Si l'on réussissait à convaincre chacun de cela, on échapperait aux crispations révolutionnaires. Les républicains eurent une conception de la société beaucoup moins instable que cela pourrait le laisser penser ; tout n'était pas susceptible de modification. De surcroît, les opportunistes, puis les radicaux, eurent un corps de doctrine explicite et une pratique très claire, stable. La conception que les républicains se firent du fonctionnement de la société et des institutions fondaient la stabilité du modèle. Le projet social consistait à « concilier le progrès inscrit dans les lois de l'évolution sociale avec l'ordre sans lequel

¹ Léon BOURGEOIS, *Essai d'une philosophie de la solidarité*, 1902, *Applications sociales de la solidarité*, 1904 ; Célestin BOUGLÉ, *La démocratie devant la science*, 1904, *Solidarisme – Solidarisme et libéralisme*, 1906, *Le solidarisme*, 1907 ; KROPOTKINE, *L'entraide, tradition française* 1906 ; KURNATOWSKI, *Esquisse d'une évolution solidariste*, 1907 ; DUPRAT, *La solidarité sociale*, 1908.

² E. d'EICHTAL, *La solidarité sociale et ses nouvelles formules* (Académie des sciences morales, 1903 ; FOLLIN, *Moralistes, économistes et solidaristes*, Vals, 1903 ; F. ATGER, *Essai sur l'histoire des doctrines du contrat social*, Paris, 1906, p. 390-395 ; E. LEVASSEUR, *Aperçu de l'évolution des doctrines économiques et sociales sous la III^e République*, Paris, 1906, p27-31 ; DECHESNE, « La solidarité », *Revue d'économie politique*, 1908, p. 109-112 ; LEROY-BEAULIEU, *Le Collectivisme*, 1909, p. 592 sq ; GIDE et RIST, *Histoire des doctrines économiques*, 1909 ; et A. GROPPALI, « La concezione solidaristica del Bourgeois e la teoria del quasicontratto », in *Archivio giuridico*, vol.VII, fasc.2, 1907, 28 p.

les seules perspectives possibles sont le chaos et la misère »¹. Dans le discours radical de 1903, toute la volonté de garantir la paix sociale était clairement posée :

« Notre doctrine [...] vise la fusion des classes et non la division et la lutte des classes, [elle] est toute dans la pacification par les réformes. C'est une doctrine de fraternité et de solidarité sociale, car on ne fonde rien avec la haine »².

L'ordre social était fondé sur la propriété ; l'accession à la propriété garantissait la formation d'une France de petits et moyens propriétaires. Il s'agissait de soutenir le développement et le statut des classes moyennes. Ce groupe social échappe à une stricte définition en terme de revenu, d'éducation, il est un concept qui vise plus la représentation que se font ses membres d'eux-mêmes et de la société que leurs qualités effectives : « S'il est un critère fondamental qui permet de définir la classe moyenne, c'est bien son aspiration à la promotion sociale, à l'accession au mode de vie bourgeois qui lui apparaît comme un idéal à atteindre, sinon en une, tout au moins en plusieurs générations »³. Ces classes moyennes étaient l'assise de la République, et auraient représenté 50% de la population.

Sur toutes ces questions les sociologues eurent à s'exprimer : nature des classes moyennes, rôle de la propriété, de l'école. La contestation du modèle fut liée à la crise polymorphe de l'économie, de la société, des institutions, et au renouvellement des sciences sociales. La discussion déboucha sur des

« plans de rénovation institutionnelle en direction d'un exécutif fort ou d'une seconde chambre économique [...] tentatives d'adaptation à un capitalisme d'oligopoles qui exige, pour être contrôlé, une plus grande rapidité des décisions politiques, et une plus grande efficacité de l'administration, alors même que le modèle parlementaire du régime d'assemblée [et d'exécutif faible maintenant] l'idéal des classes moyennes d'un État tenu en retrait »⁴.

Plusieurs vagues de remises en cause des institutions de la République se succédèrent : en 1924, la première forme de convergence révisionniste, avec Millerand (Ligue républicaine nationale), la deuxième fut liée aux travaux de juristes, la troisième fut celle de 1933, quand le débat devint vraiment public. On parlait alors de renforcer d'abord l'exécutif, d'introduire une représentation des intérêts dans les organes de l'État, de modifier l'exercice du suffrage électoral (vote familial, des

¹BERSTEIN, Serge. « La politique sociale des Républicains », in BERSTEIN, Serge et RUDELLE, Odile dir. *Le modèle républicain*, Paris, P.U.F., 1992, pp. 189-208. Citation p. 190.

²Discours de Maujan, *Congrès de 1902* du Parti républicain et radical-socialiste, cité par Serge BERSTEIN, *op. cit.*, p. 193.

³Serge BERSTEIN, *op.cit.*, p. 203. Dans ce cadre la société est divisée en trois groupes la bourgeoisie, les classes moyennes, et les ouvriers, journaliers agricoles, travailleurs d'usines – Voir aussi : BERSTEIN, Serge. « L'enracinement de la république au sein des classes moyennes », in ISOART, Paul et BIDEGARAY, Christian. *Des Républiques françaises*, Paris, Economica, 1988.

⁴ROUSSELIER, Nicolas. « La contestation du modèle républicain dans les années 30 : La réforme de l'État », in BERSTEIN, Serge et RUDELLE, Odile dir. *op. cit.*, pp. 319-335. Citation p. 329.

femmes). Mais ce mouvement déboucha, après une grave crise en 1934, sur un échec révélant « paradoxalement la prégnance du modèle républicain et de son noyau le plus dur, la tradition parlementaire ».

La sociologie avait-elle un message particulier à diffuser sur la réforme de l'État, des institutions politiques ? Les socialistes avaient fort à faire pour se distinguer des radicaux sans tomber dans les rets du marxisme, et le jeune Lévi-Strauss fit sa formation dans cet environnement. Mais à ce moment là, Lévi-Strauss n'avait pas de formation, ni de projet de recherche, ni de travail sociologique à son actif. Il était d'abord un socialiste. S'il baignait dans un environnement "sociologisant", son premier souci était l'action politique.

Le fonctionnement des Etudiants Socialistes nous a permis de saisir certaines de ses idées, celles qu'il pouvait partager avec ses camarades. Déjà, nous avons pu constater comment il était passé d'une attitude réservée à l'égard de la S.F.I.O. quand il défendait l'indépendance des Jeunes Socialistes, à son fidèle service à l'Assemblée Nationale. Quelle fut l'influence des socialistes belges et français, mais aussi celle de ses études dans ce parcours ? Nous tenterons de reconstituer de manière détaillée ce cheminement en suivant ses publications et correspondances de l'époque.

Les propres interventions de Claude Lévi-Strauss s'articulèrent autour de débats liés à un même objectif : renforcer le Parti pour préparer l'avènement d'une société socialiste. Le premier débat portait sur la nature de la doctrine susceptible de donner un nouvel élan au Parti, notamment en élargissant son audience vers le milieu des intellectuels et des étudiants. La première question posée par Claude Lévy, puis Maurice Deixonne portait sur les modalités de la conquête des intellectuels par le socialisme. Claude Lévi-Strauss reprit les réponses de ces prédécesseurs, en poussant plus loin le raisonnement. Il ne s'agissait certes pas d'intervenir sur le terrain strictement matériel. Le public étudiant devait être plus sensible à un discours qui prendrait en compte les dimensions esthétiques, morales, religieuses même, de ses soucis. La démarche de ces révolutionnaires et plus particulièrement de Claude Lévi-Strauss privilégia ainsi de manière constante une approche intellectuelle de la transformation de la société.

Mais quelle grille d'analyse mettre en œuvre quand les communistes tendent à monopoliser la tradition marxiste et que l'on refuse la doctrine sociale de la IIIème République radicale ? Le cheminement de Claude Lévi-Strauss à la recherche de nouvelles voies illustre bien la volonté des socialistes de sortir de leur crise par l'affirmation d'une pensée propre.

3.1. COMMENT GAGNER LES ÉTUDIANTS, LES INTELLECTUELS AU SOCIALISME ?

Par une « politique de l'esprit ».

Chronologiquement, en dehors de sa participation à des conférences ou des tables-rondes, le premier article de Claude Lévi-Strauss, en tant qu'étudiant socialiste, s'intitula « Littérature prolétarienne », il fut complété par « Réponse à *Monde* »¹. Le dé-

¹In *E.S.*, juillet-août 1928, p. 7 ; et *E.S.*, octobre 1928, pp. 9-10.

bat était classique, on y retrouva bientôt André Breton : existerait-il une forme de littérature prolétarienne, révolutionnaire ? Claude Lévi-Strauss, mettant en cause une enquête du journal d'Henri Barbusse, *Monde*, sur « La littérature prolétarienne », soulignait d'abord qu'on ne peut pas s'attendre à trouver de création artistique prolétarienne dans une société encore dominée par la bourgeoisie, donc par la culture bourgeoise, ce en quoi il était fidèle aux analyses marxistes. Mais les arrière-pensées étaient nettes :

« Vouloir lui faire croire [à la classe ouvrière] qu'elle est parvenue à un point d'autonomie intellectuelle suffisant pour donner naissance à un art, c'est faire la même démagogie que ceux qui la déclarent prête à diriger avec profit dès aujourd'hui le formidable appareil capitaliste ».

Il s'amusait de ce « qu'au nom de l'art prolétarien, depuis trente ans, il n'est pas un concert dit populaire qui ne comporte à son programme la IX^{ème} Symphonie et le "Couronnement de la Muse" de Gustave Charpentier... ». Moins orthodoxe, mais plus conforme à ses goûts, il ajoutait que la création révolutionnaire, l'avant-garde esthétique ne sont pas nécessairement prolétaires. Personnellement, sans citer là ces compositeurs, il avait goûté Wagner, Debussy, Stravinski. De fait, ajoutait-il, s'il est impossible de savoir, avant son avènement, ce que sera l'art socialiste, du moins peut-on constater qu'« il y a des tentatives fécondes qui s'efforcent de briser les formes périmées et les cadres vieillis. Dans le domaine de l'esprit, des artistes s'opposent irréductiblement à l'ordre établi, comme le fait le Socialisme dans l'ordre économique et social » ; « la révolution sociale, comme la révolution artistique, doit être la révolution tout court »¹. Le débat était clairement politique comme le montra la suite de la discussion. Il s'agissait de pouvoir distinguer « *qui est avec nous et qui est contre nous* »². Pour Lévi-Strauss, les alliés du socialisme

« sont tous ceux qui, artistes, penseurs, créateurs, se trouvent, soit par décision intime, soit par influence du milieu social et culturel, placés à la pointe du progrès de la conscience humaine. Tous ceux, -quels que soient leurs opinions politiques, l'origine bourgeoise de leur culture, le milieu bourgeois qui les apprécie, la clientèle bourgeoise pour laquelle il peuvent produire, - qui luttent contre toutes les forces de réaction intellectuelles, les routines mentales, les préjugés, les impuissances coalisées contre leurs tentatives, et qui s'efforcent d'ouvrir à l'esprit des champs de travail et de développement nouveaux, de créer des formules neuves et fécondes, étapes nécessaires de futures marches en avant. Toutes les révolutions sont les nôtres ! »³.

On ne doit d'ailleurs pas s'attacher « aux caractères purement extérieurs de l'art, alors que la réalité révolutionnaire d'une œuvre est essentiellement interne et structurale ». Lévi-Strauss rejetait la théorie du reflet et dénonçait « la paresse intellectuelle marxiste, qui bien souvent s'épargne de chercher à comprendre en qualifiant de "bourgeois" ce qui lui paraît trop difficile ». Le refus de faire d'une œuvre d'art un ob-

¹ LÉVI-STRAUSS, C. « Littérature prolétarienne », *E.S.*, juillet-août 1928, p. 7

² LÉVI-STRAUSS, C. « Réponse à *Monde* », *E.S.*, octobre 1928, p. 9

³ LÉVI-STRAUSS, C. « Réponse à *Monde* », *op. cit.*, p. 9.

jet qui ne contiendrait pas sa propre raison d'être l'éloignait de tout historicisme, et il avait là une part des convictions que l'on retrouve dans son œuvre consacrée à l'art. Nous trouvons jusque dans l'expression de réalité structurale un propos qu'il maintint toute sa vie. Il avait vingt ans. Claude Lévi-Strauss distinguait deux plans, « l'évolution artistique » et « l'évolution économique », mais la seconde ne détermine pas la première, toutes deux « sont l'expression d'une même cause : les forces d'évolution immédiatement *humaine* ». Ce qu'il entendait derrière cette formule n'apparaîtra que peu à peu dans des textes bien souvent consacrés à la question de "l'Avant-Garde" artistique : ne pas négliger des sensibilités plus cultivées. En clair, il ne fallait pas abandonner les créateurs non conformistes à l'extrême-gauche communiste, ne pas ignorer ce que ces "compagnons de route" pouvaient apporter à la lutte socialiste :

« Les bolcheviks russes ont une jolie expression pour désigner leurs écrivains : ils les appellent des compagnons de route. [...] Compagnons de route, oui... Mais craignons qu'à force de vouloir [nous les socialistes] sans cesse être leurs guides, ce soient finalement nos compagnons de route qui, toujours, découvrent le chemin ».

M. Deixonne, autre étudiant socialiste, était sur des positions fort proches ; dans un article intitulé « Une maison, un palais par Le Corbusier », il notait « Quand on considère l'étroite alliance qu'ont contractée en Hollande, en Allemagne, en Autriche, le socialisme et l'architecture moderne, on est stupéfait de leur ignorance mutuelle qui est encore la règle en France »¹.

Paul Faure, dans un discours prononcé devant les Etudiants Socialistes du Quartier Latin, le 28 novembre 1929, après des interventions de M. Déat et G. Monnet, tenait compte de la spécificité de cette catégorie sociale en notant que « L'étudiant sera socialiste, non pas pour devenir un chef, non pas par snobisme, mais parce que son cœur et sa raison sont révoltés par l'anarchie irrémédiable du capitalisme »². En accordant son appui à une esthétique d'avant-garde le parti socialiste devait servir la révolution. L'engagement des étudiants était une affaire de cœur et de raison, mais pour Claude Lévi-Strauss, l'art était aussi à la rencontre des deux. La définition marxiste de l'intellectuel le mettait au service de la classe ouvrière au nom de la science et de la Raison ; cela sonnait très Jeune hégélien dans le service rendu au triomphe de l'Esprit. Les socialistes français considéraient qu'il existait des motivations plus affectives et morales pour justifier l'engagement militant. La raison de l'étudiant pouvait être scandalisée par le désordre induit par le développement capitaliste (compétition sauvage, crises), mais sa conscience morale était aussi en jeu quand il en voyait les conséquences humaines (chômage, misère). Plus que Hegel, Kant intervenait. Cette conscience morale fort sensible était elle-même liée à une sensibilité esthétique développée.

Discipline phare, mêlant ordre social et organisation de l'espace, esthétique et théorie, l'architecture pouvait selon ces jeunes socialistes être révolutionnaire au sens plein du terme. Comme en Allemagne, avec le Bauhaus, et partout en Europe l'archi-

¹ DEIXONNE, M. « Une maison, un palais par Le Corbusier », *Le Populaire*, 27 mars 1929.

² FAURE, P. « Discours aux Étudiants socialistes », *Le Populaire*, 3 décembre 1929.

tecture était politique. Dans son *Babeuf*, le jeune Lévi-Strauss s'était enflammé pour les « portiques sublimes » de la cité communiste à bâtir. Pas de surprise donc si, en 1928, Lévi-Strauss put pousser un cri en lisant les textes du *Populaire* chantant la splendeur de la Maison que le Parti achetait rue Victor Massé, dans le IX^{ème} arrondissement à Paris. « Alerte ! » lança-t-il, en voyant des socialistes « se battre les flancs, se pâmer d'admiration » pour « l'inintelligente et lamentable production d'une bourgeoisie aussi fraîchement installée dans sa culture que dans sa richesse ». Pour lui, une telle attitude était à la fois une erreur de principe et une erreur tactique. D'une part, le Parti socialiste allait à l'encontre des principes révolutionnaires en posant cet « édifice incohérent » en modèle, « comme si [...] le but ultime de nos efforts [était] un idéal de beauté qu'il faudrait retourner à la bourgeoisie du temps de Flaubert pour voir louer avec tant de candeur ». Claude Lévi-Strauss pouvait citer la Résolution du Congrès International Préparatoire d'Architecture Moderne (Sarraz, Suisse, été 1928), Henri de Man, et surtout donner en exemple, encore une fois, la Maison du P.O.B. : « l'admirable immeuble du Tageblatt. Il ne s'agit pas là d'une appréciation esthétique. Je dis admirable parce que rénovateur, et s'efforçant, par la modification des concepts de sa construction, de répondre aux exigences nouvelles de l'esprit »¹. Aux yeux de certains, ce faisant, « *Le Populaire* n'avilissait pas moins l'âme du socialisme que s'il avait défendu une loi de conservation sociale ». De plus une telle position, adoptée à la légère, pouvait avoir des conséquences sur le « recrutement [des socialistes] parmi d'importantes catégories de travailleurs ». Tout autant que les paysans, les petits commerçants et les ouvriers, les « intellectuels », « écrivains et artistes », devaient être pris en compte par le journal et le parti lui-même.

« Rendons-nous compte que nous n'amènerons totalement au Socialisme les intellectuels, actuellement partagés entre l'indifférence politique et l'influence du communisme -qui sait, lui, être d'avant-garde-, que lorsque nous aurons, pour répondre à leurs aspirations les plus vitales, comme nos camarades allemands, comme nos camarades hollandais, comme nos camarades autrichiens, une politique de l'esprit ».

La tactique de la S.F.I.O ne s'occupait donc pas assez de ceux qu'elle cherchait à conquérir. « En faisant un effort esthétique hardi, profond, rénovateur, non seulement nous agirons selon l'essence de notre doctrine, mais nous attirerons les yeux de tous ce que l'intelligence moderne comprend d'inquiets, de troublés, d'opprimés par la misère intellectuelle de l'époque » ; ces intellectuels sont « hostiles à la bourgeoisie » et ils se tournent vers le socialisme « essentiellement parce qu'ils sentent leurs mobiles d'action et leurs aspirations entravées par la structure sociale, morale et spirituelle du capitalisme »².

Ces textes se situent, d'une certaine façon, dans le droit fil de ceux de Claude Lévy et Maurice Deixonne dont il a été question plus haut. Il s'agissait de tenir aux étudiants des propos plus conformes à leurs attentes. Cependant Claude Lévi-Strauss

¹ Ce bâtiment *Modern Style* fut abattu par les socialistes belges dans les années 1970, sans égard pour son originalité et remplacé par une architecture commune (verre et béton).

² LEVI-STRAUSS, Claude. « Alerte », *E.S.*, novembre 1928, pp. 31-32. Passage souligné dans l'original.

formule de manière beaucoup plus nette le projet des Etudiants Socialistes : participer à l'élaboration d'une « politique de l'esprit », être vis-à-vis des jeunes intellectuels les porteurs du message socialiste, mais simultanément conduire le Parti Socialiste à adapter son discours et ses choix à cette catégorie sociale. L'efficacité des cris d'alerte fut limitée. Moins d'un an plus tard, le 1er juillet 1929, *Le Populaire* décrit avec emphase « Les fêtes inaugurales de la Maison du P.S. ». « Son architecture apparaît plus noble, ses lignes plus grandioses, ses sculptures plus délicatement fouillées », ces pierres « amassées là pour le caprice d'un bourgeois fastueux de l'autre siècle » fêtant « leur heureuse fortune d'avoir été acquises une à une grâce aux oboles des travailleurs » et « d'abriter désormais le cœur de notre parti ». À défaut de modifier un choix définitif, Claude Lévi-Strauss avait au moins espéré que la décoration intérieure laisserait moins de place à l'étalage du conformisme bourgeois, ce ne fut pas davantage le cas. Deux fois déçu, il ne désarma pas.

D'autres disciplines artistiques retinrent ainsi son attention pour fonder une esthétique socialiste. Lévi-Strauss aimait aller au théâtre, au concert et écouter, par exemple, du jazz ou des comédies musicales qu'il découvrit et apprécia alors. Ne vit-il pas sept fois *Nono et Nanette*, la comédie musicale américaine (« Tea for two »). « Le jazz est mordant » a-t-il dit à Christine Ockrent¹. Il aimait beaucoup Louis Jouvet, mais rejetait Maurice Chevalier. Il défendit Meyerhold « le grand metteur en scène russe » qui subit les « tracasseries et les persécutions » de « l'esprit bureaucratique et mesquin du Gouvernement bolchevik » et connut un accueil froid à Paris. Claude Lévi-Strauss avait assisté à une représentation, dans de mauvaises conditions matérielles, mais qui l'avaient convaincu que Meyerhold était « le plus prodigieux génie théâtral qui soit apparu depuis des siècles ». Il regretta les « comptes-rendus de presse incompréhensifs » et ajouta « au rang desquels je suis bien forcé de citer celui du *Populaire...* »².

Claude Lévi-Strauss lisait de la poésie, il avait découvert et apprécié Maïakovski. Dans ces deux derniers cas, l'actualité bolchevique était à l'immédiat arrière-plan. Mais le facteur politique ne réussit pas à éliminer tout emportement personnel.

Ainsi le recueil *Aventure*, poèmes de Georges Vidal, était cité pour ce qu'il satisfaisait de soif d'espace, de liberté d'une jeunesse lasse de la civilisation industrielle. « L'auteur, écœuré de la vie dite civilisée, a quitté les villes et l'Europe. Il est parti vivre en solitaire, dans un ranch de l'Amérique du Sud qu'il a édifié de ses mains ». Ce choix paraît avoir fasciné Lévi-Strauss, cependant il reprocha à l'auteur de ne pas avoir su s'affranchir de tout conformisme formel. Les attentes, on le voit, concernaient tout autant la forme que le fond³. Lévi-Strauss a lu alors Soupault et connaissait les surréalistes, mais les références étaient sybillines et l'on peut être surpris que le souci de découvrir de nouveaux auteurs ne permit pas de signaler les créations de Breton à ses lecteurs socialistes. Au cours d'un entretien télévisé, il dit à Christine

¹ Entretien de Claude LÉVI-STRAUSS avec C. Ockrent, *Qu'avez-vous fait de vos vingt ans ?*, Antenne 2, 1990.

² LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, novembre 1930, n°2, pp. 13-14.

³ Les précédentes citations sont extraites de la même rubrique : LEVI-STRAUSS, Claude « Livres et revues », *op. cit.*, pp. 13-14.

Ockrent avoir été séduit, enthousiasmé par les surréalistes. Il aima beaucoup *Le paysan de Paris* d'Aragon. Il gardait néanmoins une certaine distance à leur égard, qu'il explique par le caractère trop bourgeois de sa famille. On en doutera, quand on sait son goût précoce pour l'art abstrait contre son père. Non, le refus des surréalistes pourrait être autrement justifié. D'abord pour des raisons politiques, car ils rejoignirent alors le parti communiste et attaquaient les socialistes de façon virulente, ensuite pour des raisons esthétiques. Claude Lévi-Strauss paraît avoir gardé une certaine estime pour la création artistique réfléchie ; il restait classique malgré tout.

Littérature et analyse sociale :

L'évocation de certaines grandes figures permettait aussi des mises au point dans des débats plus ambigus. Henri Barbusse fut l'objet d'une très vive polémique que Claude Lévi-Strauss trouva fastidieuse. Barbusse, comme avant lui Anatole France, fut l'objet d'un déferlement d'attaques qui ne sauraient pas être vraiment qualifiées de nuancées. Lévi-Strauss convenait que la « physionomie » de l'écrivain mériterait d'être examinée par les « amis belges [...] avant de maintenir sur la couverture [des *Etudiants Socialistes*] le nom de ce triste personnage »¹. Mais avec des scrupules, puisqu'il y revint pour demander au nom de quoi tous l'attaquaient ; il précisait « Nous, militants socialistes, nous savons très clairement pourquoi Barbusse, en tant qu'homme, nous répugne », « il trahit », Lévi-Strauss ne voulait pas mettre en cause son œuvre elle-même². Claude Lévi-Strauss ne se résolvait pas à des lectures partisanses et à des ostracismes définitifs. Militant soit, mais pas au prix de l'abandon de son goût. Ce fut ainsi le cas avec Emmanuel Berl qui avait bien du talent mais qui l'employait mal³. Il revint sur cet auteur qui l'intriguait un an plus tard, à propos d'une étude sur « La Politique et les Partis »⁴. L'auteur de la *Mort de la pensée bourgeoise*, le rédacteur en chef de *Monde*, puis directeur de *Marianne*, était d'un anticonformisme et d'une exigence esthétique rares. Claude Lévi-Strauss jugeait « étourdissante » l'analyse de Berl ; « même un socialiste peut accepter son jugement et ses critiques » sur le Parti, à quelques nuances près. Ce personnage « est précédé d'une réputation fâcheuse ; on le dépeint en démagogue, ambitieux, servi par une large fortune personnelle », il est « équivoque ». « On aimerait pourtant avoir confiance en un talent aussi réel, aussi sûr, et en notre temps de vieillissement politique, aussi exceptionnel ! »⁵. Lévi-Strauss n'était donc pas sectaire, il gardait assez d'esprit critique pour tolérer les analyses venant de non-socialistes. Malgré des divergences politiques réelles, André Chamson fut, de même, cité à plusieurs reprises. Son roman *Héritages* fut l'objet d'un long compte rendu attentif. Claude Lévi-Strauss y retrouvait les principaux éléments d'une étude « des rapports de l'homme et du monde », déjà nets dans de précédents ouvrages. Cette façon de souligner la dimension sociologique de la littérature relevait toujours d'une conception de la discipline fort large ; que l'on pense par exemple aux

¹LEVI-STRAUSS, Claude « Livres et revues », *E.S.*, novembre 1930, n°2, pp. 13-14.

²LEVI-STRAUSS, Claude « Livres et revues », *E.S.*, janvier 1931, n°4, p. 13.

³*Ibidem.*

⁴BERL, Emmanuel. « La Politique et les Partis », *Europe*, 15 novembre 1931.

⁵LEVI-STRAUSS, Claude « Livres et revues », *E.S.*, janvier 1932, n°4, pp. 10-12. Il est à noter que Déat l'apprécia aussi. E. Berl avait quarante ans à cette date.

romans de P. Bourget ou H. Bordeaux présentés comme des textes sociologiques par certains tenants d'une sociologie non-durkheimienne. Le roman était implicitement assimilé par Lévi-Strauss à une étude sociologique et psychologique à usage politique. Pour lui, l'œuvre de son ami et voisin cévenol « occupe dans l'Europe et dans le monde [...] une place considérable » et doit être lue aussi dans sa dimension « métaphysique », « politique ». Cette littérature enfin « intéressée » permet de sortir du roman psychologique. Elle prend en compte la nature du capitalisme, et des conflits qu'il fait naître entre « la petite industrie locale » et « la concentration moderne », mais aussi entre les valeurs paysannes, « positives », et « la carence de valeur du capitalisme »¹. L'étude que Chamson fit paraître, dans *Europe* (le 15 novembre 1931), sur la « politique » et consacrée à Berl l'avait laissé plus dubitatif. Il la trouva « quelque peu indécise », « car, je le demande à Chamson, l'écrivain n'est-il pas foncièrement conservateur tant que le politique ne le commente pas, tant que lui-même il n'est pas politique ? »². Malgré la maladresse de l'expression, on pourrait considérer qu'elle mettait en évidence la dépendance de la littérature relativement au politique.

Ces prospections littéraires permettent de suivre un esprit curieux en train de se constituer des références originales et son propre corps d'analyse. De même, Claude Lévi-Strauss lut Paul Morand, D.H. Lawrence, « curieux et tourmenté », ainsi que Romain Rolland³. Comme il avait dû lire énormément d'œuvres plus académiques pour préparer l'agrégation, c'était une sorte d'évasion. Ce souci d'échapper à un certain conformisme ne l'avait-il d'ailleurs pas conduit à s'acheter, le jour des résultats de l'agrégation, un traité d'astrologie ? Ces lectures sont toujours révélatrices de ses soucis, ainsi notamment de Ludwig Lewisohn, *Crime passionnel*, un roman traduit de l'américain où l'auteur décrit des hommes jamais vraiment responsables, sinon de « l'imprudence d'(une) décision initiale » (en l'occurrence le mariage). Comparables par « leur minutie », leur « même effort d'approfondissement », Proust et Lewisohn se séparaient, à ses yeux, sur les finalités. Proust veut en arriver, au terme de son analyse, à mieux comprendre la nature de la sensation, de la mémoire. « Le premier est l'écrivain du bergsonisme ; le second, le contemporain de la psychanalyse »⁴.

La littérature que goûtait et promouvait Claude Lévi-Strauss était, dans le domaine du roman, celle qui offrait des analyses de la société, du comportement des hommes. Le roman était le précurseur du traité de psychologie, de psychanalyse, voire de sociologie. Lévi-Strauss se révélait ainsi très fidèle au projet balzacien. Par la suite, il fut très sensible à Faulkner, à Conrad. Son engouement pour Céline est encore plus révélateur : « l'œuvre la plus considérable publiée depuis dix ans », écrivit Lévi-Strauss à propos de ce « manifeste libérateur ». Pour en cerner l'originalité, il passait en revue les auteurs de prédilection. Par sa « fantaisie cruelle » et « ce don de grossissement monumental », il ressemble à quelque « Michel-angelesque Pierre Mac Orlan ». Il tient aussi de Conrad dans sa description de l'Afrique. « Il y a quelque chose de chaplinesque dans cette cocasserie qui crie la haine et la révolte ». Malgré

¹LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », dont C.R. A. Chamson, *Héritages, E.S.*, juin-juillet 1932, n° 9, pp. 23-24.

²LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, janvier 1932, n°4, pp. 10-12.

³LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, novembre 1932, n°2, p. 9.

⁴LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, novembre 1932, n°2, p. 9.

des réserves formelles « infimes », Lévi-Strauss défendait la pensée de ce livre, « son souffle continu ». Hostile à la guerre, « à une société qui rend les hommes mauvais, à toutes les formes d'oppression et d'injustice », Céline était, selon Lévi-Strauss et sous cet angle, proche des socialistes. Et Lévi-Strauss ajoutait « Il serait sans doute abusif de prétendre faire de Louis-Ferdinand Céline un des nôtres [...] mais nous pouvons cependant légitimement être fiers de voir une telle œuvre née, sinon exactement dans notre camp, au moins aussi loin des frontières à l'intérieur desquelles se tient un ennemi commun »¹. Lévi-Strauss présenta ce texte de défense de Céline en 2000 comme un « éloge enthousiaste » de sa part alors que le livre était « honni par tous les socialistes en raison de l'appui de Léon Daudet ».

Mais une lecture plus que toute autre permet d'apprécier la nature des attitudes de Lévi-Strauss, celle qu'il fit du *Aden Arabie* de Paul Nizan. Étaient en jeu sa relation à un brillant cousin, communiste et aventurier, dont le discours sur l'avenir de l'ethnologie ne fut pas sans conséquence sur ses propres choix. Lévi-Strauss ne voulut pas s'en tenir à souligner « la phrase nerveuse, cinglante [...] l'usage si vigoureusement classique de la métaphore » pour justifier l'intérêt porté à un « livre aussi systématiquement agressif et blessant ». Outre son style ce livre était important parce

« qu'il était impossible en effet de n'y point reconnaître un des témoignages les plus importants parus depuis la guerre d'une rupture dont les conséquences vont bien au-delà de la solution décisive d'un conflit de générations ».

Le voyage à Aden permit à l'auteur de comprendre que le capitalisme était la source d'un monde insupportable. Il en revint révolutionnaire. Cependant Lévi-Strauss n'était pas très tendre avec son brillant cousin par alliance, quand il lui reprochait « l'orgueil hautain et la certitude méprisante de son héros ». Il est vrai que Nizan jugeait durement les militants socialistes auxquels Claude Lévi-Strauss pouvaient s'identifier. Ce dernier prêcha donc *pro domo* :

« Ceux-là cependant avaient découvert la nécessité de la lutte révolutionnaire, et de façon plus méritoire. Pendant que lui promenait son mal du siècle à travers les quartiers réservés de villes exotiques, ils consacraient leurs soirées à d'humbles tâches artisanales de la révolution : récolte patiente d'adhérents, journaux mis patiemment sous bande lettres [sic] innombrables pour grouper les isolés ».

On n'était pas loin de le voir qualifier l'auteur gagné au communisme d'enfant gâté de la bourgeoisie². Comment Nizan reçut cette critique, Lévi-Strauss ne l'a pas rapporté. Il se défendit cependant de vouloir trop s'arrêter sur cette question de règlement de compte politique. Il s'intéressa à un aspect essentiel du propos de Nizan qui concernait les étudiants socialistes. Celui-ci défendait un humanisme radical, mais selon Lévi-Strauss il ne définissait pas assez « le sentiment de nature » sur lequel

¹ LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », C.R. de L.F. CELINE: *Voyage au bout de la nuit*, E.S., janvier 1933, n°4, pp. 13-16.

² STEEL, James. *Paul Nizan : un révolutionnaire conformiste*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1987, 416 p.

pourrait être bâtie « la réalité concrète » d'après la révolution. Pour le futur auteur de traités d'anthropologie, « la raison pratique ne saurait se contenter d'un cadeau de la raison spéculative ». La nature réintégrée à une vision humaniste apporterait cette réponse. Cet enracinement du projet socialiste dans une typologie kantienne (raison pratique/raison spéculative) mâtinée de rousseauisme nous paraît assez personnel ; il n'est cependant pas si éloigné du spiritualisme tel que A. Lalande l'a défini :

« Il y a un spiritualisme, en quelque sorte, du premier degré, qui consiste à placer simplement l'esprit au-dessus de la nature, sans établir de rapport entre l'un et l'autre. Mais il y a un spiritualisme plus profond et plus complet, qui consiste à chercher dans l'esprit l'explication de la nature elle-même, à croire que la pensée inconsciente qui travaille en elle est celle même qui devient consciente en nous, et qu'elle ne travaille que pour arriver à produire un organisme qui lui permette de passer (par la représentation de l'espace) de la forme inconsciente à la forme consciente »².

Le spiritualisme « plus complet » serait une philosophie de la nature, qui serait au fond une philosophie de l'Esprit. Le rejet du matérialisme, les connivences avec les chrétiens pour élaborer une politique de l'esprit, ont manifestement conduit Claude Lévi-Strauss vers une forme de spiritualisme. Et ici, en véritable annonce de son propre projet, il ajouta :

« Le contact avec la nature représente la seule expérience humaine éternelle, la seule dont nous soyons sûrs qu'elle soit une expérience véridique — la seule valeur absolue actuelle à laquelle nous puissions faire appel pour gagner la sécurité qui nous permettra d'appeler à l'existence les valeurs absolues de l'organisation future. En ce sens, l'aventure d'Arabie prend à mes yeux une valeur profonde par ceux de ses aspects qui, précisément, tendraient à la diminuer aux yeux de l'auteur.

J'y vois moins la découverte du semblable que celle du tout autre, moins la rencontre avec les hommes que la rencontre avec le monde. Ce qui fait la valeur de l'expérience de Paul Nizan, ce n'est pas qu'il soit revenu d'Aden, mais qu'il y soit allé »³.

N'était-ce pas encore une invitation au voyage ? N'était-ce pas les termes préliminaires de sa propre expérience brésilienne ? La quête d'une politique de l'esprit a ainsi conduit à une démarche spiritualiste. Elle était en même temps profondément soucieuse de morale.

Le recours à une morale et une éducation socialistes

De façon significative les *Etudiants Socialistes* accueillirent de nombreux articles consacrés aux questions religieuses et éthiques. En mai 1929, Emilie Lefranc signa un développement sur « La foi socialiste » consacré à J.Guéhenno. Maurice

²LALANDE, A. *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris, PUF, 1962, p. 1020.

³LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », dont C.R de P. Nizan : *Aden Arabie, E.S.*, mai 1931, n°8, pp. 8-9. Le livre de Nizan parut la même année chez Rieder.

Deixonne, en octobre 1929, dans « Etre socialiste », notait « on pourrait appliquer aux différents modes de la foi socialistes ce que Lagneau écrit de l'existence en général » ; on pourrait alors distinguer trois degrés dans la conviction socialiste. D'abord s'impose l'adhésion de fait, par habitude, héritage familial. Deuxième possibilité, on adhère suite à un cheminement rationnel personnel. Enfin le socialiste a pu se convertir en fonction d'un idéal personnel, de valeurs. On retrouvait là, sans aucune notation ironique, bien des éléments sur la foi et la raison chers aux chrétiens. Une nouveauté cependant : la prise en compte du déterminisme social pour mettre en perspective la foi socialiste : « on peut se demander avec le sociologue, si cette valeur morale n'est pas elle-même le fruit d'une nécessité sociale ». L'apport du durkheimisme était patent dans cette ébauche d'auto-sociologie. L'attachement premier des socialistes à l'idée de justice lui paraissait le point le plus important. La volonté des jeunes socialistes de cerner les raisons de leur adhésion au socialisme relativement à une conversion religieuse les conduisait à une introspection malhabile ; tout en refusant le déterminisme mis en œuvre les marxistes, car ils n'étaient pas « ouvriers », tout en étant attachés à un projet révolutionnaire, ils ne voulaient pas ignorer certaine « nécessité sociale ». En juin-juillet 1930, les discussions sur « Socialisme et religion » prirent l'allure d'une enquête.

Claude Lévi-Strauss manifesta un intérêt renouvelé pour toute approche tentant de conjuguer foi et engagement politique. Carlos Leruitte avait écrit *Pourquoi me tairais-je ?* Claude Lévi-Strauss loua les courts essais de ce « chrétien sincère », même si « la morale qui les inspire [peut paraître] parfois quelque peu étriquée », car ils sont d'« une grave sincérité »¹. Nous retrouvons ici une autre figure répertoriée dans notre thèse. André Philip, dans *Socialisme et christianisme*, s'inscrivait dans la continuité des sommaires de l'*Etudiant Socialiste* ². D'accord avec l'auteur sur le fait que « de moins en moins les mobiles d'intérêt économique suffisent à fonder la conviction socialiste du prolétariat » et qu'il est nécessaire au socialisme de se justifier par « des éléments d'ordre spirituel et éthique », Claude Lévi-Strauss le critiquait quand il déclarait « il n'y a pas incompatibilité entre le socialisme et le christianisme : il y a parallélisme ». En effet, selon Lévi-Strauss, l'Eglise sur le plan économique aussi bien que spirituel « ne va pas aussi loin que le socialisme ».

« Sa révolution, elle l'a accomplie. Elle possède encore assez d'efficacité pour constater que la civilisation actuelle, transformée par la révolution chrétienne, est incompatible avec ses exigences. Mais sa fécondité s'arrête là ».

Cette interprétation originale ferait de l'expansion du message évangélique et de la formation de l'Eglise chrétienne un phénomène révolutionnaire précurseur du socialisme. Dès lors Lévi-Strauss pouvait écrire « entre christianisme et socialisme, il n'y a pas incompatibilité parce qu'il y a continuité »³. Ce débat n'était pas si surprenant pour les héritiers d'un Jaurès qui, dans sa thèse *De la réalité du monde sensible* et

¹ LEVI-STRAUSS, Claude « Livres et revues », *E.S.*, février 1932, n°5, p. 13. Nous n'avons pas trouvé cet ouvrage de Carlos Leruitte à la B.N.F.

² PHILIP, André. *Socialisme et christianisme*. Paris, Fédération des socialistes chrétiens, 1934, 28 p. [8 R pièce 19878] manquent les pages 13-17. Le « professeur André Philip de la faculté de Droit de Lyon » comme il était présenté, intervint aussi au sujet de « Mouvement ouvrier et doctrine socialiste », *E.S.*, mars 1930.

dans un manuscrit inédit jusqu'en 1959, avait toujours maintenu le lien entre le projet socialiste et les valeurs religieuses¹. Ce qui était impressionnant en la matière était de trouver un jeune homme agnostique, que son éducation ne rattachait pas à une lecture quelconque des *Évangiles*, se soucier de gagner au socialisme des étudiants chrétiens fidèles à leur foi, quitte à trouver dans le christianisme des prémisses du socialisme. Les origines de l'étudiant ne transparaissaient pas du tout dans ses préoccupations en matière de religion, et l'on ne trouve qu'une référence à une publication juive : *L'Illustration juive*, belle revue vantée pour la beauté de sa présentation, la variété de ses articles, elle était présentée comme « occup[ant] une place de premier plan dans le mouvement actuel de renaissance de la pensée juive »². D'ailleurs, d'une façon générale, la question juive fut fort peu évoquée dans ces colonnes ; dans le numéro de mai 1928, les Etudiants belges avaient publié un « Manifeste aux Etudiants juifs de Belgique et de France », signé du secrétaire du Groupe des étudiants socialistes sionistes de Bruxelles, J. Slivov. En juin-juillet 1930, Robert Sinay rédigea un article dénonçant l'antisémitisme dans « La question juive. Sionisme ou socialisme ». Ce que la sociologie apportait à l'argumentation de Philip, comme à celle de Lévi-Strauss, était la prise en compte du spirituel dans les motivations des hommes. Loin de céder au matérialisme marxiste, et même au relativisme que les enseignements des élèves de Durkheim auraient pu favoriser, ces jeunes socialistes traitaient la religion et la foi avec beaucoup de respect, probablement plus que les radicaux. La révérence rendue à la foi religieuse n'était pas indépendante du souci de trouver une source indiscutable à la morale de la société socialiste à construire. Les convictions de Claude Lévi-Strauss s'affirment sur des points très concrets dans sa correspondance, ainsi lors du débat avec Deixonne sur les maisons de passe. Les deux étudiants en philosophie étaient très proches. Maurice Deixonne, né en 1904, avait fait sa khâgne à Lakanal, et intégré la rue d'Ulm en 1925 pour obtenir son agrégation de philosophie en 1928. Il avait fait paraître un article dans *l'E.S.* qui avait « choqué » Claude Lévi-Strauss. Paru en mars 1930, il s'intitulait « Bordels » et s'en prenait avec beaucoup de verve et de vigueur à la directrice radicale du journal féministe *La Française*³. Par « réalisme », il refusait que l'on profitât d'une volonté générale de réglementation pour supprimer les maisons-closes. Pour lui, supprimer la prostitution par la voie législative ne faisait pas disparaître les conditions de son apparition « par un coup de baguette magique »⁴. Cet article valut à son auteur des réactions vives de la part de ses propres camarades, comme C. Canonage ou l'intéressée elle-même⁵. Ainsi Claude Lévi-Strauss écrivit à Deixonne « je crains que l'harmonie préétablie habituelle entre nos pensées n'ait reçu quelque choc ! ». Revenant sur une discussion plus ancienne au sein du Groupe des Etudiants Socialistes, il exprima son désaccord. Lui prônait l'abandon des maisons-closes, d'une réglementation, d'un « contrôle médical [...] illusoire, qui ne ser[vaient] qu'à donner aux gens une fallacieuse sécurité ». Sans réglementation, la population se

³ LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, novembre 1930, n°2, pp. 13-14.

¹ JAURES, Jean. *De la réalité du monde sensible*, Paris, Ed. Alcuin, 304 p. Et *La Question religieuse et le socialisme*, Paris, Ed. De Minuit, 1959.

² LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, février 1932, n°5, p. 13.

³ DEIXONNE, M. « Bordels », *E.S.*, mars 1930, p. 4.

⁴ DEIXONNE, M. *op. cit.*, p. 9.

⁵ Voir *E.S.*, mai 1930, p. 8-9 et *E.S.*, juin-juillet 1930.

méfierait davantage, d'où une diminution du nombre de prostituées, et des maladies vénériennes.

« Mais ce qui m'a gêné surtout, c'est le parti que tu sembles implicitement prendre pour la réglementation de la prostitution, et la prostitution réglementée. Or il y a là un problème un peu analogue, à celui de la défense nationale : contradiction absolue entre la solution abstraite et les conditions actuelles, mais aussi opposition si révoltante entre les deux qu'elle ne peut guère se traduire, pour nous, que dans un refus total, global, des secondes. Et puis ne crois-tu pas qu'un tel problème pour des socialistes et des étudiants socialistes, est surtout un problème de psychologie ? Il s'agit moins de savoir si, en soi, la prostitution est nécessaire, évitable, etc. ..., mais de savoir si individuellement, nous l'acceptons. Or, ainsi posé comme problème de morale pratique, je pense que le problème ne peut comporter qu'une réponse, et sur le caractère radical de laquelle, nous serons, j'en suis sûr, d'accord »¹.

Les exigences morales de Claude Lévi-Strauss étaient très fortes ; il était des questions avec lesquelles on ne pouvait pas badiner. D'ailleurs, de tout ce que nous avons pu lire de lui à l'époque, même dans les correspondances personnelles, il apparaissait comme quelqu'un de très rigoureux et fort sérieux même, peu enclin à l'humour.

Quel pourrait-être le fondement d'une morale révolutionnaire ? La *Conférence faite par M. Déat aux institutrices et instituteurs de l'Aube*, dont Lévi-Strauss rendit compte en 1932, permettait d'avancer dans cette quête. « Déat s'attache magnifiquement à définir précisément cette solution positive que le socialisme apporte aux problèmes spirituels. Et il la trouve dans une juste concentration de laïcité ». La neutralité laïque n'empêche pas que l'école doive « prendre parti dans la préparation des enfants à la tâche de citoyens ».

« L'école démocratique exige une philosophie humaniste, exclusive de toute certitude dogmatique, qui propose à l'individu, non pas la contemplation passive d'une vérité révélée, mais l'accomplissement progressif d'un ordre dont la lente réalisation, et même la définition tâtonnante s'identifie avec la marche entière de l'humanité ».

Cependant Claude Lévi-Strauss trouvait insuffisante cette définition de la laïcité : « la philosophie d'absence de système ne constitue pas à elle seule un système ; et une philosophie de l'homme ne saurait tenir intégralement place d'une philosophie du monde ». Il craignait aussi que le fait de poser le mouvement de la « Raison humaine » comme « une courbe ininterrompue de progrès » ne permit pas d'« animer une conviction révolutionnaire » suffisante. Ce texte assez emphigourique pourrait-être presque lu comme un canular tant la succession de métaphores grandiloquentes est excessive : « je crois que la pensée socialiste trouve moins son fondement dans une édition révisée et amplifiée de la philosophie démocratico-proudhonienne que dans la métaphysique marxiste ». A défaut d'un canular, on peut y trouver la tendance involontaire du jeune étudiant à se lancer dans de grandes envolées lyriques proches du pastiche :

¹Lettre de C. LÉVI-STRAUSS à M. Deixonne, Fonds Deixonne.

« Pour n'indiquer qu'un exemple, la dialectique marxiste a su garder sa place, dans la continuité de l'évolution historique, à l'absolu de la négation de l'ordre existant, comme à l'absolu de l'affirmation de l'ordre futur. Je veux bien que la pensée de Condorcet, aussi, soit révolutionnaire. Mais théoriquement, et non pas pratiquement. Il tourne le dos au sens du devenir humain pour embrasser d'un seul coup d'oeil la perspective complète de l'évolution passée qui lui apparaît ainsi avec la continuité, l'homogénéité d'un panorama lointain où les accents se fondent au profit des grandes masses. Vue peut-être plus vraie mais aussi moins féconde. Le révolutionnaire, ardemment penché à la proue du navire, découvre soudainement à chaque tournant du fleuve des perspectives entièrement neuves, dont chacune, dans sa totale originalité, semble n'avoir avec les précédentes aucun caractère commun. La réalité qu'il aperçoit et construit devant lui se présente à ses yeux avec l'absolue nouveauté et l'intégrale plénitude, qui sont celles du système et du dogme ».

En clair : pour construire l'avenir, il ne faut pas trop se soucier des grands mouvements du passé, mais se préoccuper des forces en action, regarder devant soi pour garder le sentiment du devenir, dans sa complète nouveauté. Connaître les Lois de l'Histoire certes, et, simultanément, pour préserver le sentiment de liberté, les ignorer. En quelque sorte, être volontairement dupe des ruses de l'Esprit.

Le rôle central de l'école était rappelé dans ce discours et constamment présent dans le discours de ces enseignants en herbe. L'école était le lieu où peuvent être inculquées les valeurs défendues par les socialistes. Mais celle de la République fut l'objet de critiques qui soulignèrent son rôle dans la reproduction de l'ordre social. Edmond Goblot, ancien normalien et agrégé de philosophie, rédigea *La Barrière et le niveau, étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne* ; il y analysait :

« les jugements collectifs constituant une classe dans la société. Ainsi le logicien s'est fait accidentellement sociologue. Toute la réalité de notre bourgeoisie française – qui n'a pour ainsi dire pas d'existence officielle et légale, qui sauf une petite exception, le baccalauréat, n'a pas de place, ni dans les lois ni dans les institutions – toute sa réalité dis-je, est dans la seule opinion et consiste en jugements de valeur. Toute sa supériorité, son existence comme classe, consiste dans la croyance qu'elle est supérieure »¹.

Ce texte n'était pas cité dans les publications socialistes étudiées, il fournissait cependant un cadre d'analyse passablement contestataire. Futurs professeurs pour le plus grand nombre, les Etudiants Socialistes s'intéressaient avec moins de vigueur à la fois aux questions de pédagogie et de contenus de l'enseignement. Le socialiste René Jadot, rédacteur de l'édition belge de l'*E.S.*, était psychologue et pédagogue, il fut cité pour *La République des enfants*².

¹ GOBLOT, Edmond. *La Barrière et le niveau, étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*, Paris, 1925, cité dans LELIEVRE, Claude et Christian NIQUE. *Histoire biographique de l'enseignement en France*, Paris, ed. de Retz, 1990, pp. 266-268. Edmond Goblot (1858-1935) : Normalien, agrégé de philosophie (1883), thèse de doctorat ès lettres, *Essai de classification des sciences*, (1898).

² LÉVI-STRAUSS, C. C.R. JADOT, René. *La République des enfants*, « Livres et revues », *E.S.*, février 1932, n°5, p. 13.

Surtout dans son discours prononcé à Saint-Martin-de-Seignaux (Landes), Claude Lévi-Strauss put développer le discours convenu d'un socialiste sur l'école pour tous, bataille républicaine et socialiste. Il y fit la synthèse des positions qu'on avait trouvées jusqu'ici éparées dans les notules ; le titre en était « Vers une culture nouvelle : Socialisme et laïcité ». Cette synthèse peut être résumée ainsi : l'école doit instruire tous les Français pour leur permettre d'exercer leurs responsabilités de citoyens, et prendre aussi en charge leur « éducation », c'est-à-dire leur formation morale et spirituelle. Les détenteurs de convictions religieuses n'avaient à la laïcité sa capacité à éduquer. Selon eux, défendre « l'indépendance des consciences », rejeter les dogmes religieux interdiraient à l'école de fonder une morale positive. Claude Lévi-Strauss reconnaissait la force des arguments : la morale laïque paraissait en effet incapable de sortir de « préceptes glanés à toutes les époques de la vie religieuse de l'humanité » et « de placer dans l'âme de l'enfant les germes d'une vie spirituelle ». Mais

« je crois, *dit-il*, que le parti socialiste, qui précisément se propose de donner à la démocratie – en transformant profondément sa structure économique – la foi et la mystique qui lui manquent, est sans doute bien placé pour y répondre ».

En cela fidèles à la volonté de ceux qui l'avaient promue, les socialistes voulaient faire de la laïcité le ciment de la société républicaine et plus encore. Claude Lévi-Strauss revendiquait en effet un enseignement engagé, fondé non sur les morales antique, chrétienne ou de 89, mais sur « l'humanisme travailliste » décrit par Charles Andler¹. Parmi les références obligées des jeunes socialistes de ces années là figurait Andler. Il avait publié en 1911 *Civilisation socialiste*. Cet ouvrage faisait du socialisme une doctrine destinée à assurer l'épanouissement des qualités de l'homme. Lévi-Strauss en était très proche.

1789, « en proclamant le droit de propriété [n'a] fait que consacrer un odieux privilège » et « en décrétant la liberté du travail a permis l'exploitation effrénée – à un point jusqu'alors insoupçonné – des prolétaires ». Les existences de Jaurès, de Mattéotti « consacrées à des fins qui les dépassent », les grandes grèves du Nord seraient autant d'exemples dont on pouvait tirer des enseignements moraux liés « à cette atmosphère de bataille, la seule qui imprégnait l'humanité » : lutte contre la guerre, le fascisme, pour la dignité, la liberté. Dans son discours le professeur du secondaire rendait hommage aux instituteurs dont « la tâche est plus difficile et plus noble » et rappelait les principes de projet d'école unique. Il dénonçait l'absurdité, l'incohérence, de la structure de l'enseignement français. Car ses différents éléments, le secondaire « d'origine et d'esprit napoléonien », le primaire et le primaire supérieur, l'enseignement technique, l'apprentissage étaient « soigneusement séparés ». Les maîtres, les locaux, les administrations étaient distincts : « d'où une effroyable perte de temps, des gaspillages, des doubles emplois ». Toujours fidèle au programme socialiste, il voulait ouvrir par « une gratuité véritable » le secondaire au plus grand nombre, car il « appara[issait] comme un enseignement de classe ». Il posait, cependant une restriction lourde de conséquences. « La gratuité doit être complétée par la *sélection* pour que non seulement *tous les méritants* soient instruits, mais aussi *rien que les méritants* » (soulignés

¹ Charles Andler était professeur au Collège de France.

dans le texte), ainsi les enfants des plus riches n'y auraient pas un accès obligé. Les notions de justice et d'utilité collective qu'il défendait tenaient compte des qualités et des mérites, l'école n'est pas égalitaire¹ : il s'agissait de favoriser « l'élitisme républicain ». D'ailleurs quand les membres de l'Université Nouvelle la promurent après 1918, cette « école unique [devait résoudre] simultanément deux questions : l'enseignement démocratique et la sélection par le mérite »². L'apprenti-candidat aux futures élections cantonales retrouvait les accents les plus classiquement socialistes sur l'école tout en instillant quelques-unes de ses propres idées. Relativement aux débats sur l'introduction de la sociologie dans les Écoles normales d'instituteurs, débattue dans les années 20, Lévi-Strauss était plus soucieux de fonder les valeurs républicaines sur « une foi et une mystique ». Il se distinguait aussi du discours radical par la condamnation de la propriété privée et du libéralisme économique. Il prônait une école plus ouverte, mais il n'y avait rien d'égalitaire dans son projet, l'école resterait sélective et méritocratique. Sur tous ces points ses accents étaient détachés de toute doctrine sociologique identifiable, mais reprenaient la trame diffuse d'idées qui circulaient alors dans ce milieu de normaliens et de khagheux : l'abandon de la philosophie au profit d'une nouvelle discipline, l'affirmation d'une nouvelle morale, la volonté d'éduquer les masses. Cette discipline serait la sociologie. Claude Lévi-Strauss affirmait son rejet des catégories académiques dans son compte rendu du *Manuel de philosophie* d'Armand Cuvillier. Annoncé comme une « œuvre admirable » rédigée par le "camarade" de la Fédération socialiste de l'Aisne, professeur de philosophie à Laon, en mai 1931, ce travail fit l'objet d'une longue recension en juin 1931. Le sérieux, l'exhaustivité du travail furent vantés, mais surtout fut mise en évidence son originalité. Claude Lévi-Strauss put ainsi régler son compte à une philosophie « combat fantomatique de doctrines au nom creux, toujours identique, pour chaque question », et louer le « souci de mettre dans la pensée abstraite autre chose qu'une pure absence de pensée, de trouver dans la spéculation non pas une vaine jonglerie de concepts, mais une manipulation réelle de problèmes concrets ; et surtout, volonté de placer en pleine lumière comme points de départ de toute réflexion, comme élément essentiel de toute solution, ces disciplines neuves où l'expérience et la pensée collaborent pour aboutir à un approfondissement libérateur de la conscience – la psychologie et la sociologie ». Nouvel exemple de l'introduction de la sociologie dans les lycées, ce livre était destiné aux élèves des classes de baccalauréat, tout comme celui de Lalo. Lévi-Strauss louait le parti adopté par Cuvillier de faire précéder l'étude de chaque question morale par l'exposé des "Données sociologiques", qui permet à « la sociologie [d'apparaître] ainsi avec son véritable visage, discipline particulière, certes, mais aussi façon nouvelle d'envisager et de comprendre les problèmes les plus vastes »³. De plus, ajoutait-il « l'inspiration [en est] constamment et profondément socialiste ». Jaurès, Rosa Luxemburg étaient cités. Cette pensée philosophique se renouvelait en se coupant de

¹ LEVI-STRAUSS, Claude. « Vers une culture nouvelle : socialisme et laïcité », Discours prononcé à Saint Martin de Seignaux (Landes) à l'occasion de l'inauguration d'une école laïque, *E.S.*, mars 1933, n°6, pp. 4-6.

² LELIEVRE, Claude et NIQUE, Christian. *Histoire biographique de l'enseignement en France*, Paris, ed. de Retz, 1990, p. 254.

³ LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », dont C.R. de CUVILLIER, M. *Manuel de sociologie*, *E.S.*, mai 1931, n°8, pp. 8-9. – LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », dont le 2ème C.R. du *Manuel de philosophie* d'A. Cuvillier, *E.S.*, juin 1931, n°9, pp. 19-20.

la pensée libérale. On ne saurait dire plus ouvertement à quel point on utilise la sociologie au service du socialisme, contre la philosophie, assimilée à une « pensée libérale », donc bougeoise.

Ce que fut la formation sociologique de Lévi-Strauss nous pouvons le déduire de pareilles lignes. Pour sa licence de philosophie il suivit le certificat de sociologie, son DES sous la direction de Bouglé porta sur Marx. Il lut sans aucun doute les manuels de Déat, mais tout cela était fort théorique¹. Sa relation à la sociologie paraît être restée longtemps distante. La sociologie était invoquée plus que pratiquée. L'adhésion aux analyses de Cuvillier dépendait probablement du fait que Cuvillier était un membre éminent de la SFIO, mais aussi à l'attachement que ce catholique accordait à la dimension spirituelle de l'engagement politique et à la reconnaissance de l'importance des facteurs psychologiques. Ce compte rendu permet de dater une étape importante du cheminement intellectuel de Lévi-Strauss. Après avoir penché pour un parcours de philosophe du droit, il optait progressivement pour la sociologie. Il n'en restait pas moins imprégné de kantisme, tout en subissant l'attrait de la psychologie et la psychanalyse.

La pensée de Lévi-Strauss opta pour un parti-pris sociologique qui n'exclua pas d'autres influences. De nouveaux concepts devaient être cherchés dans des disciplines soucieuses du monde et des hommes. La psychanalyse tout autant que la sociologie. Les attentes de l'étudiant se manifestèrent dans plusieurs notules. Ses recensions d'ouvrage furent le reflet d'un cheminement intellectuel fort difficile à reconstituer. Ainsi celle consacrée à Hesnard et Laforgue : *Les processus d'auto-punition en psychologie des névroses et des psychoses, en psychologie criminelle et en pathologie générale*. La lecture des textes de Freud paraît avoir été coutumière à Claude Lévi-Strauss puisqu'il appréciait le chemin parcouru par la psychanalyse et la fidélité des deux auteurs à son fondateur.

Il relevait que les auteurs étaient conduits « à des conclusions voisines de celles qui poussent les jeunes philosophes à rejeter la psychologie classique et abstraite pour lui substituer une discipline historique et individuelle ». Le jeune philosophe eut le souci de replacer le sujet dans son environnement social, dans son histoire personnelle ; à noter qu'il ne faisait preuve d'aucune prévention à l'égard des ambitions de la psychanalyse à « poser le problème de la psychobiologie », c'est-à-dire de déterminer si « des bouleversements purement psychologiques [sont] capables d'entraîner des altérations organiques allant jusqu'à la mort ». Et il ajoutait :

« La sociologie avait la première attiré l'attention sur tout un ordre de faits concernant principalement l'expression des émotions dans les sociétés inférieures ; et dans *Totem et Tabou*, Freud avait affirmé, plutôt qu'une solution satisfaisante, l'aptitude de la psychanalyse à la fournir un jour ».

Claude Lévi-Strauss, quoique conscient des apports de la pratique thérapeutique à la consolidation de « la vaste construction doctrinale freudienne », était déçu de constater le retard pris par l'« élaboration théorique » sur la pratique médicale.

¹ BOUGLÉ, Célestin et DÉAT, Marcel. *Guide de l'étudiant en sociologie*, Garnier, Paris, 1921, édition 1923, 68 p. – DÉAT, Marcel. *Sociologie*, Paris, Alcan, 1925, VIII -104 p.

« Chez Freud, la pensée déborde et dépasse souvent l'expérience, la vaste construction doctrinale devance le patient assemblage des fondements. De là les "fantaisies" si fréquemment et injustement reprochées au maître ».

Les psychanalystes contemporains se révélaient quant à eux incapables de dominer « la masse énorme de documents et de résultats accumulés ces dernières années », « il faudrait l'élucider, en dégager la portée, la signification, en apporter la synthèse. De nouveau, la psychanalyse a besoin d'un philosophe ». Il n'y avait pas de dogmatisme disciplinaire chez l'étudiant, mais une grande curiosité pour les nouveaux courants de pensée¹. Sa critique de R. et Y. Allendy, *Capitalisme et sexualité*, en fournit un autre exemple². La psychanalyse avait su, selon Lévi-Strauss, ainsi s'affranchir des psychologies classique ou bergsonienne où règnent « les généralités abstraites ». Dans ces notules, le refus des « cadres d'explication passe-partout » témoignait d'un souci méthodologique de plus en plus proche de l'individu, du « cas »³. L'héritage freudien ne paraît avoir valu que lorsqu'il échappait à la description pour fournir la matière à des analyses alliant la référence aux cas et une vision globale ; Lévi-Strauss voulait élaborer une pensée de synthèse, la sociologie s'offrait alors comme un modèle en la matière, en concurrence avec le marxisme et aussi la psychanalyse. À aucun moment n'apparurent de références aux moindres données économiques. L'ignorance de Lévi-Strauss en la matière apparaît avoir été fort grande. Il concevait la politique sur le plan des idées, de l'esthétique, de la morale, pas sur celui de la vie quotidienne⁴.

Les références à des revendications plus traditionnelles des socialistes concernant les conditions de vie, les revendications salariales, les libertés syndicales étaient rares. Les étudiants pouvaient, il est vrai, avoir le sentiment de manquer de légitimité pour gloser sur la condition ouvrière. Ils ne manquaient cependant pas de vouloir intervenir dans la vie du parti. Rêver de fonder une pensée qui renouvellerait le socialisme sans se soucier des revendications matérielles les plus immédiates de ceux dont on attendait les suffrages, même à partir d'une sociologie gagnée à la psychologie, était, on en conviendra un tantinet puéril. Il faut en revenir à la nature de l'analyse politique mise en œuvre par Lévi-Strauss pour tenter d'expliquer ces naïvetés.

3.2. QUEL PARTI, QUELLE PROGRAMME ?

La politique au sens strict n'était jamais vraiment loin. Claude Lévi-Strauss portait une attention toute particulière à la presse de la gauche non-communiste française et européenne⁵. Là, de manière incidente, Claude Lévi-Strauss donna de

¹ LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, janvier 1932, n°4, pp. 10-12.

² ALLENDY, Dr R. *Capitalisme et sexualité. Le capitalisme et les problèmes actuels*. Paris, 1932, 288 p.

³ Était cité aussi du Dr LAFFORGUE. *L'échec de Baudelaire*. LEVI-STRAUSS, Claude, « Livres et revues », de nouveau sous la direction de C.L.S, avec adresse dans les Landes, *E.S.*, novembre 1932, n°2, p. 9.

⁴ Manifestement Claude Lévi-Strauss n'avait pas été marqué à la Faculté de droit par un enseignement d'économie politique et sa lecture de Marx ne le poussa pas sur les terrains d'investigation chers A. Philip, R. Marjolin autres jeunes socialistes sociologues.

⁵ *Les Humbles*, avec Henri Guilbeaux, Maurice Parijanine, Maurice Wullens, surtout po- .../p. 63

précieuses indications sur son analyse de la révolution russe et des relations entre les différents partis. Mais ces développements sont beaucoup moins importants que les précédents. D'une manière très prévisible Lévi-Strauss prenait la défense du parti socialiste et ne s'engagea jamais dans une remise en cause frontale des structures de la S.F.I.O.⁶ Il remettait en cause le parti communiste de l'Union soviétique, en s'appuyant sur des textes troskystes. Leur parution offrait l'occasion de se prononcer sur la révolution bolchevique. Claude Lévi-Strauss loua Léon Trotski⁷. Quand Trotski décrit *L'Histoire de la révolution russe*, Lévi-Strauss s'exclame : « Quelle lucidité et quelle précision dans l'analyse! »⁸. Les E.S., avec la IIème Internationale, sont favorables à la « Révolution russe » tout entière, parce qu'elle « apparaît comme un effort immense du peuple russe pour conquérir plus de justice, de bien-être et de liberté », mais ils sont « contre le gouvernement bolchevique et contre Staline, dont le pouvoir [leur] apparaît comme une régression de la révolution ». Claude Lévi-Strauss s'en prenait au « confusionnisme intellectuel », en l'occurrence celui des rédacteurs des *Humbles*. La virulence du ton était redoutable, polémiste l'étudiant socialiste était sans pitié ; « Les deux Maurices savent désormais comment nous nous intéressons aux *Humbles*. Comme à une maladie »⁹. Boris Souvarine était apprécié pour son « étincelante exécution de *L'Histoire de la Révolution russe* de Lydia Bach »¹⁰.

Terres de révolution et Nouveau monde firent l'objet d'un intérêt renouvelé. La fascination pour les pays neufs transparaisait dans le regard porté sur les Etats-Unis ; si Lévi-Strauss affirmait son hostilité à l'égard de *Scènes de la vie future* de G. Duhamel⁷, il notait qu'il existait « là-bas, malgré tout, [...] des mêmes espoirs qui sont aussi les nôtres » ; l'image du pays du capitalisme triomphant était tempérée par le fait que c'était aussi le pays de tous les possibles (il citait la revue américaine *Red Renaissance*). Il n'avait pas encore eu l'occasion de s'y rendre, mais la fascination était grande.

La gauche non léniniste était ainsi passée en revue à la recherche d'informations susceptibles de favoriser la réflexion des étudiants, et de leur fournir des arguments pour la polémique. Les comptes-rendus d'ouvrages d'histoire étaient, somme toute, très limités, de même que la part de réflexion historique elle-même.

/... suite de la p. 62 léniques à l'égard de Henri Barbusse. Au sujet de *Monde*, Lévi-Strauss nota qu'il est à peu près impossible à un militant de se passer de *Monde* ». Furent également recensés : *Das Freie Wort*, revue trilingue (allemand, français, anglais) diffusée par le club international des Amis de *Monde*, *La Lutte des Classes*, *Marianne* (fort bien accueillie en janvier 1933), *Controverse*, « cahiers libres d'études socialistes », *Le Jeune Européen*, *La Revue Anarchiste*, *L'Espoir du Monde* (socialiste-chrétien suisse), *Notre Temps* (ample format consacré rapprochement franco-allemand), *L'Avenir Social*, revue du P.O.B., *Le Combat Républicain* organe des Jeunesses Laïques et Républicaines, *La Parole Universitaire* du Belge G. Oudard.

⁶LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, février 1931, n° 15, pp. 14-16.

⁷LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, novembre 1930, n°2, pp. 13-14.

⁸LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, février 1933, n°5, pp. 12-14.

⁹LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, mai 1931, n°8, pp. 8-9.

¹⁰LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, janvier 1932, n°4, pp. 10-12. À propos de *L'Avenir social*, août-septembre 1931.

⁷LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, décembre 1930, n°3, p. 15.

Mais un terrain particulièrement choyé fut celui du pacifisme et de l'antimilitarisme. Les lectures de Claude Lévi-Strauss ne laissent aucun doute sur ses positions¹. Non seulement la condition militaire devait être dénoncée, mais il s'agissait aussi de nier la nécessité du fait militaire, de la guerre. J. Galtier-Boissière donnait des arguments supplémentaires dans son *Histoire de la guerre*. « Un socialiste doit [la] lire » afin de comprendre « que n'importe quel parti socialiste, par une action unilatérale, sans répercussion internationale, aurait pu empêcher à lui seul la guerre mondiale ». En effet, « une organisation puissante » peut tirer profit des délais qui précèdent l'éclatement d'un conflit pour intervenir. De ce livre découle en effet la certitude

« qu'aucun gouvernement quel qu'il soit, même les gouvernements féodaux, autocratiques, militaristes de l'Allemagne ou de la Russie impériale – aussi redoutables sans doute qu'Hitler ou Mussolini – ne veut délibérément la guerre : tous deux seraient arrêtés sur la pente par une difficulté sérieuse et il suffirait qu'un seul d'entre eux rencontre un obstacle suffisant pour que ne se noue pas le cercle qui est leur œuvre commune ».

Et la désertion d'une partie du prolétariat « suffi[r]ait à rendre toute mobilisation impossible ». Lévi-Strauss faisait totalement confiance aux forces du socialisme :

« le Socialisme peut empêcher une guerre mondiale par la seule action d'une de ses sections nationales. Conclusion : nécessité d'élaborer un plan de contre-mobilisation pendant la paix, nécessité de l'appliquer même en dehors de tout soutien international le jour du conflit venu »².

Ainsi le pacifisme de Lévi-Strauss pouvait le conduire à prôner un désarmement unilatéral et la désertion pour rompre l'engrenage de la guerre. Louis Launay et Jean Sennac confortèrent ces analyses avec *Les relations internationales des industries de guerre*. « Un livre [...] indispensable à tous les propagandistes » désireux de montrer que les exigences du profit pèsent plus lourd que les engagements diplomatiques³. Comme chez de nombreux pacifistes, la conviction que l'action unilatérale peut enrayer la guerre était fondée, chez Lévi-Strauss, sur le fait que le sens moral était uniformément répandu.

Dans *Tristes Tropiques*, notre auteur apporta un élément complémentaire à la compréhension de son pacifisme ; il fit, dit-il « un bref passage [au] service de [Victor Margueritte] comme secrétaire durant [ses] dernières années d'étudiant ».

« Mon rôle avait été d'assurer la sortie d'un de ses livres – *La Patrie humaine* – en rendant visite à une centaine de personnalités parisiennes, pour leur présenter l'exemplaire que le Maître – il tenait à cette appellation – leur avait dé-

¹LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, novembre 1930, n°2, pp. 13-14.

²LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », C.R. de J.GALTIER-BOISSIERE : *Histoire de la guerre*, *E.S.*, avril 1933, n°7, pp. 14-15.

³LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », C.R. de L. LAUNAY et J. SENNAC : *Les relations internationales et les industries de guerre*, *E.S.*, février 1933, n°5, pp. 12-14.

dicacé. Je devais aussi rédiger des notices et de prétendus échos suggérant à la critique les commentaires appropriés »⁴.

Même s'il ne manqua pas de souligner, vingt ans plus tard, les faiblesses de l'œuvre, « elle peut paraître simpliste », il la défendit quand même en son temps. Il ne paraît pas avoir, dans un autre texte, relevé l'affaire de *La Garçonne*. En effet ce livre fit scandale, on y vit un éloge de l'amoralité. Alors homme de lettres connu, Margueritte fut très vivement attaqué. Le succès commercial suivit (300 000 exemplaires en six mois). Margueritte avait été fait carrière militaire jusqu'en 1896, et avait été fait officier de la Légion d'Honneur. Le scandale autour du livre était grand. Ce que la censure n'avait pas interdit, les tenants d'une moralité publique sans tache ne l'acceptèrent pas. Margueritte refusa de se rendre à la convocation de la Commission d'enquête de l'ordre de la légion d'honneur, et donc toute récipiscence. Il contestait les représentants de l'ordre moral. Hors de toute confrontation avec l'auteur, mais après des discussions avec l'éditeur, la Commission prononça l'exclusion de Margueritte de l'Ordre de la Légion d'Honneur par un décret présidentiel du 2 janvier 1923, aux motifs de faute contre l'honneur, incitation à la débauche, et atteinte au renom du pays à l'étranger.

Parue en 1931, *La Patrie humaine* dénonçait les illusions du patriotisme étroit qui conduit droit à la guerre et promouvait la « Non-Violence ». Victor Margueritte se faisait le prédicateur de la Paix. Il lançait ses slogans : « Nul salut hors de la religion d'Amour, libératrice du monde ! »². Il appelait à l'éradication de « l'instinct de meurtre » : il s'agissait avec ce livre, « sur l'autel de la Fédération européenne, demain dédié à la fraternité du monde, [de] coucher enfin la guerre morte, [de] sacrifier la sacrificatrice »³. L'idéalisme pacifiste de Lévi-Strauss était à la mesure de ces slogans. Cela ne lui permit pas non plus de mesurer ce qui se pointait de menaçant outre-Rhin.

Le discours pacifiste, la volonté d'établir des relations équilibrées avec l'Allemagne allaient de pair avec l'antimilitarisme : Claude Lévi-Strauss était extrêmement favorable au rapprochement entre la France et l'Allemagne⁴. Il était attentif aussi au rôle du Parti communiste en Allemagne⁵. Mais son analyse des dictatures ne paraît pas toujours très poussée. Un peu comme si le pacifisme conduisait à minimiser les risques. Sur le fascisme, il cita Gaetano Salvemini, *Mussolini diplomate*, un ouvrage anti-fasciste de référence⁶. Dans un article important, « Réflexions sur la social-démocratie », publié dans le *Socialiste savoyard* du 3 décembre 1932 et le 25 décembre 1932 dans *L'Éveil de la Meuse*, Claude Lévi-Strauss se livra à une analyse de la situation allemande à la veille de l'arrivée au pouvoir de Hitler.

⁴ LEVI-STRAUSS, Claude. *Tristes Tropiques*, Paris, Plon, Paris, 1955, p. 52.

² MARGUERITTE, Victor. *La Patrie humaine*, Paris, Flammarion, 1931, p. VIII.

³ MARGUERITTE, Victor. *op. cit.*, p. 29.

⁴ LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, janvier 1931, n°4, p. 13.

⁵ LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, décembre 1930, n°3, p. 15.

⁶ LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, avril 1932, n°7, p. 16.

Dans cet article destiné à faire parvenir, via les journaux des fédérations socialistes, les thèses du groupe Révolution Constructive, Claude Lévi-Strauss tentait de prouver que l'influence de la social-démocratie sur les socialistes français avait été trop forte. Le Parti français se serait détourné de l'agitation politique et syndicale et aurait été, à cause de l'exemple allemand, convaincu de la « possibilité d'un aménagement démocratique de la république sociale ». De plus, et là l'influence de Jules Isaac était flagrante, Claude Lévi-Strauss considérait qu'on avait été empêché de traiter à temps le problème de la responsabilité de la guerre et celui de la révision des traités. Mais on aurait aussi éludé la question de la défense de Hindenburg et de la collaboration des sociaux-démocrates allemands avec le grand capitalisme germanique pendant le conflit, tout cela pour ne pas gêner le S.P.D. L'explication de Lévi-Strauss était que l'on ne voulût d'abord pas risquer « de provoquer en France un sursaut nationaliste de nature à menacer par ses répercussions en Allemagne, la position intérieure de la social-démocratie ». Ensuite « parce qu'il fallait sauver du péril hitlérien l'œuvre et les existences individuelles des socialistes d'outre-Rhin ».

« En un mot, il n'est pas une de nos hésitations, pas un de nos compromis qui ne trouve son origine et son excuse dans les hésitations et les timidités et compromis de la social-démocratie ».

Selon lui le tout n'avait donné que de piètres résultats : « une double faillite ». En politique intérieure, après la répression des spartakistes, la social-démocratie a sauvé l'Etat bourgeois, collaboré avec le Zentrum, perdu constamment des voix sans réussir à enrayer la montée des nazis, tout en favorisant Hindenburg et en rendant possible la restauration du régime impérial. Selon lui, « Hitler lui-même [s'est] disqualifié par ses tergiversations ; et c'est l'arrêt de juillet, le recul de novembre »¹. Claude Lévi-Strauss sous-estimait manifestement le danger nazi ; à noter la formule : « n'oublions pas que l'hitlérisme prend naissance au moment de l'occupation de la Ruhr », ainsi la responsabilité en incombait aussi à ceux qui auraient attisé les sentiments nationalistes par des politiques inadéquates. En politique étrangère, par une politique jugée « timide » et « résignée » pour ne pas dire pleutre, le S.P.D. n'aurait permis aucun progrès dans « l'organisation pacifique de l'Europe et le désarmement », tout en laissant le champ libre aux nazis et aux communistes.

Les faiblesses de cette analyse sont d'autant plus étonnantes qu'un article très précis sur « Le National-Socialisme » avait été publié dans la revue, en mars 1932. Signé « L.S. », en un printemps où Claude Lévi-Strauss utilisa systématiquement ces deux initiales seulement, et alors qu'aucun autre rédacteur du moment ne pouvait être identifié derrière elles, ce long texte pourrait lui être attribué². Ce dernier s'appuyait sur des sources allemande et italienne. Claude Lévi-Strauss qui, à la relecture en 1993, n'avait pas grand souvenir de toutes ces notules, ne croit pas avoir rédigé cette étude, car il ne connaissait pas l'allemand. Certaines maladresses font parfois penser à des passages traduits. Reste qu'elle n'avait pas pu paraître sans l'aval de Claude Lévi-

¹ Il était ici question des très violentes manifestations nazies qui se heurtèrent aux communistes (cf. Altona, le 17 juillet 1932), et le recul nazi lors des élections de novembre 1932.

² N'oublions pas que c'est ainsi qu'il avait signé sa participation à *Révolution constructive* arguant de la discrétion imposée par son service militaire.

Strauss et que le souci sociologique qu'elle manifestait est remarquable. « En Allemagne, comme en Italie, ce sont les classes moyennes, prolétarisées et appauvries par la guerre et l'inflation qui sont les véritables représentants du mouvement fasciste », pareille analyse du comportement des catégories sociales que les socialistes voudraient justement conquérir en France échappait vraiment à la facilité. Les origines du national-socialisme ne se résumaient pas à l'humiliation du Diktat ; la petite-bourgeoisie s'était vu contestée une position sociale privilégiée et en avait attribué la responsabilité au prolétariat et au judaïsme. L'auteur considérait que « la théorie des élites de Pareto, la doctrine du mythe et celle de la violence [...] servent partout de piliers idéologiques aux groupes fascistes ». La démonstration manifestait une très bonne connaissance des situations allemande et italienne. Le fait que cette élite fût une aristocratie guerrière, liée à une dimension raciale était souligné par « L.S », Goebbls et Rosenberg étaient cités. La description de « la doctrine du mythe de la nation, du troisième empire ou du sang », du « droit à la violence » permettait de cerner les justifications des projets d'expansion, de conquête. Cependant, ajoutait-il, « ces perspectives de politique extérieure, qui rappellent les bravades de cet autre traîneur de sabre que fut Guillaume II, ne doivent pas être prises au sérieux », car « de nos jours, l'impérialisme se manifeste sous des formes plus raffinées ». L'auteur, optimiste, soulignait malgré tout la nécessité de connaître ces justifications de « violation des intérêts des masses au profit d'une couche régnante et de l'élite militaire qui est à son service », et c'était là une question à laquelle la réflexion politique répugnait à s'attaquer tant elle remettait en cause le dogme d'une bonté native des masses. Enfin, concluait « L.S », si le fascisme a pu profiter de la situation italienne – prolétariat faible et divisé, « classes moyennes [formant] la classe la plus forte de la population » – le national-socialisme ne saurait l'emporter en Allemagne. Là « le prolétariat [...] est mieux organisé, mieux instruit, plus nombreux et plus énergique » qu'en Italie, il « n'abandonnera pas son sort aux mains des couches moyennes » et « devra mener une lutte dure et héroïque, dont l'issue ne peut pas être douteuse pour nous, à condition cependant [qu'il] soit uni »¹. « L.S » témoignait là d'une confiance dans les masses ouvrières allemandes et d'un attachement à la paix bien conformes aux idées de Lévi-Strauss (la guerre aurait été dépassée)². La condamnation de la social-démocratie pour sa collaboration aux menées du capital, de la bourgeoisie et de l'armée en Allemagne visait indirectement certaines tentations de la SFIO. Le rejet du léninisme et du parti communiste pouvait aussi inclure l'aile gauche, marxiste, de la SFIO. La voie était étroite pour renouveler la „vieille maison“.

Pour faire passer ces idées, l'exigence de jeunesse et d'audace s'imposait. Claude Lévi-Strauss critiqua « les jeunes en qui s'esquissent les futurs chefs de cabinet, déjà bonzes, sous-secrétaires d'Etat et membres de l'Institut » qui rédigeaient *Notre Temps*, où « tout est rassis, sans audace, sans jeunesse ! ». Mais il ne s'agissait pas davantage de céder à des sirènes gauchistes ou anarchistes. Il se livra ainsi à une nette critique de l'anarchisme³. Et il ne paraissait pas nourrir une estime particulière pour

¹ Signé L.S., (LEVI-STRAUSS ?). « Le national-socialisme », *E.S.*, mars 1932, n°6, pp. 5-7. Stéphane Clouet le considère comme un texte de Lévi-Strauss.

² Il n'était pas non plus éloigné de celles de L. Blum qui pensait que les KPD et SPD pouvaient encore s'allier.

³ LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, décembre 1930, n°3, p. 15.

Bakoumine¹. Les positions des Étudiants socialistes n'en étaient pas moins plus contestataires que celles de nombre de leurs aînés, notamment au sujet de ce qui était encore le plus souvent considéré comme une mission de l'Occident : la politique coloniale.

La contestation de la politique coloniale

Les convictions des Étudiants socialistes étaient nettement anticolonialistes. La question coloniale fut à l'ordre du jour de nombreux congrès nationaux et internationaux en 1928-1929. Déjà, le 7 janvier 1926, lors d'une réunion du Groupe d'Études Socialistes, Bruhat et Lefranc avaient posé quelques jalons ; ce dernier notait alors :

« il faut aménager la colonisation pour le peuple colonisé, le mettre dans une tutelle qui ne soit pas une servitude ; créer des routes, développer l'instruction, améliorer l'hygiène – l'appeler à une vie plus haute – desserrer lentement les liens de la tutelle et, finalement, s'en aller »².

En février 1929, le Belge G. Koulisher traita de « La question coloniale. Le socialisme et la colonisation ». Tout en condamnant l'exploitation d'un peuple par un autre, il pensait qu'on ne pouvait appliquer dans les colonies les concepts sociaux et politiques occidentaux :

« il serait criminel de vouloir entraver l'exploitation des richesses des pays coloniaux ; le socialisme a pour but une répartition plus juste des produits du travail ; mais il n'a jamais eu pour but une réduction des forces productives de l'humanité ».

Toutes les colonisations n'ont pas été nocives, certaines ont rendu les indigènes heureux ; l'esclavage n'a-t-il pas reculé ? « L'exploitation blanche était, selon lui, tout de même moins dure que la domination arabe »³. Lors du Congrès d'avril 1929, Gouttenoire fit une intervention sur cette question qui suscita un long débat. Les discussions paraissent avoir été très ouvertes puisque l'adoption d'une motion ne fut pas possible. Les socialistes avaient entamé une réflexion que les communistes avaient déjà fait aboutir en condamnant la guerre du Rif.

Dans la continuité de ces débats, Claude Lévi-Strauss livra, six mois plus tard, une analyse qui se détachait d'une Résolution adoptée en août 1928, et publiée avec certaines réserves en janvier 1928⁴. Dans « Le Socialisme et la Colonisation », il se livra à un réel effort de définition du phénomène pour mettre en évidence que les catégories utilisées par l'Internationale Ouvrière depuis le début du siècle étaient dépassées :

¹ LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », dont C.R de *Bakoumine*, *E.S.*, avril 1932, n°7, p. 16, signé « L.S. », la rubrique venait de passer sous la direction de P. Boivin.

² Circulaire du G.E.S. 1926.

³ KOULISHER, G. « La question coloniale. Le socialisme et la colonisation », *E.S.*, février 1929.

⁴ Résolution sur la question coloniale, congrès des Étudiants socialistes, août 1928, *E.S.*, janvier 1928 p. 11.

« Par *colonisation* nous désignons la subordination par la force de collectivités moins évoluées au point de vue économique et social aux collectivités parvenues à un plus haut degré d'évolution »².

Les socialistes, du temps où le processus de conquête coloniale n'était pas achevé, pouvaient le refuser au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et parce que « les vastes expéditions coloniales » employaient des « crédits formidables » qui « eussent été plus utilement consacrés aux réformes sociales et à l'amélioration de la condition de la classe ouvrière ». « Placé devant [la] réalité [de colonies effectivement constituées], le socialisme, qui est avant tout volonté organisatrice, ne saurait adopter une volonté négative ». Les socialistes doivent pousser à ce que d'importants crédits soient « consacrés à l'amélioration de la condition indigène ». Remettre en cause la colonisation au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'était pas, selon lui, davantage probant ; ce principe affirmé au XVIII^e siècle quand « la nation représent[ait] la forme d'organisation sociale la plus élevée au sommet de l'échelle des collectivités » ne tenait plus :

« Au-dessus des nations, une collectivité internationale se renforce chaque jour, et les nations tendent à se situer, à l'égard de cette collectivité supérieure, dans le même rapport où était, il y a deux cents ans, l'individu par rapport à la nation. Il semble donc que le socialisme doive, conformément à l'évolution économique, prolonger la pensée de la Révolution selon sa courbe logique »³.

La Résolution d'août 1928 lançait « un appel pour combattre le système de mandats et le système colonial créé par les classes régnautes des pays capitalistes ». Là où l'analyse marxiste faisait de la colonisation une émanation du capitalisme, Claude Lévi-Strauss y voyait plutôt un moment dans l'histoire des civilisations ; se situant sur le plan du droit et de l'histoire des institutions, il paraissait distinguer un mouvement dont les ressorts ne seraient pas strictement économiques. La nature de la « courbe logique » que le socialisme devait suivre n'était-elle pas fondée sur une conception linéaire du progrès des civilisations ? Certes, pour lui, la colonisation était une « agression de certains éléments de la collectivité à l'égard d'autres éléments de cette même collectivité » et

« l'organisation économique résultant de la colonisation capitaliste n'est pas conçue en vue de l'intérêt de la collectivité en général, ni surtout en vue de la collectivité colonisée qui devrait en être la première bénéficiaire. Au contraire, la colonisation a le plus souvent pour conséquence l'abaissement du niveau économique et culturel du peuple colonisé. En régime capitaliste, d'autre part, et du fait de la libre-concurrence, la colonisation est génératrice de guerres dont les prolétariats métropolitains et coloniaux sont les premières victimes. Le socialisme ne saurait donc accepter la colonisation telle que le capitalisme la conçoit ».

² LÉVI-STRAUSS, Claude. « Le Socialisme et la Colonisation », *E.S.*, octobre 1929, pp. 7-8.

³ LÉVI-STRAUSS, Claude. *op. cit.*, p. 7.

Il y aurait donc eu, à bien le lire, deux colonialismes possibles. Le système des mandats, la colonisation n'auraient pas été pas mauvais en eux-mêmes, s'ils avaient autorisé « le développement complet de toutes les possibilités économiques et intellectuelles de l'humanité », s'ils avaient permis le développement des collectivités concernées, le tout dans le cadre d'une Société des Nations « démocratisée », « super-Etat, dépositaire des intérêts généraux de la collectivité humaine ». « L'organisation rationnelle du monde réclamée par le socialisme » s'opposait à l'anarchie capitaliste, source d'injustices et de violence. Les marxistes insistaient sur le fait que le capitalisme prépare sa propre fin en se développant, les crises étant autant de contradictions de plus en plus profondes et sans remède. Claude Lévi-Strauss avançait l'idée d'un capitalisme facteur de désordres. Dans les deux cas le développement du capitalisme, contraire à la raison, était aussi la source de sa fragilité croissante. Les discours divergeaient sur les stratégies politiques et les projets qui en découlaient. Les premiers y voyaient l'occasion de lui opposer un violent mouvement révolutionnaire prolétarien ; le second, moins convaincu que la fin du capitalisme fût déjà écrite, considérait qu'il était nécessaire de protéger ceux qui pourraient être les victimes de ses errements en introduisant, grâce à l'État, plus de rationalité dans le capitalisme. Seule cette organisation rationnelle, d'abord à l'échelle d'un pays, puis à celle des continents, « permett[rait] d'aboutir à la libération des hommes ». Le socialisme marquerait vraiment la victoire de la Raison. Le silence sur les relations entre structures économiques et structures sociales était complet. Par contre l'idée de relations harmonieuses avec la nature était centrale. Le choix même de l'expression de « civilisations », employée pour désigner ce que les marxistes appelaient modes de production, correspondait à la volonté de ne pas négliger les facteurs culturels du choc entre colons et colonisés.

La question du colonialisme avait déjà été l'objet d'une conférence de Paul Valentino en 1928 qui nous permet de comparer les différentes analyses¹. Claude Lévi-Strauss tenait-il un discours original ? Relativement à la doctrine du parti radical, le jeune socialiste prenait ses distances, puisqu'il récusait la vocation universaliste de la République dans les colonies ; relativement aux communistes, il restait modéré en défendant une colonisation-tutorat, avec des transferts de fonds des métropoles vers les colonies, sans être convaincu qu'il fallût exporter nos valeurs occidentales dans des sociétés qui avaient les leurs propres.

Pour contester le régime colonial il s'appuyait sur des témoignages précis et retrouvait la fascination pour les formes primitives du communisme que nous avons notée dans son *Gracchus Babeuf*. Jacques Viot, avec sa *Déposition de Blanc*, avait écrit « un livre charmant » et en même temps « un implacable réquisitoire contre le colonialisme », « une théorie de la civilisation ». Jacques Viot faisait l'apologie de l'« état de nature » qu'il avait connu en Nouvelle-Guinée. Pour lui « le primitivisme n'est pas derrière nous, mais devant nous : et la lutte révolutionnaire s'identifie [...] à cette marche à l'état de nature ». Claude Lévi-Strauss se « réjou[issait] vivement de trouver » dans ce livre un aussi précieux appui à sa propre conception « des relations très étroites qui unissent l'esprit révolutionnaire et le sentiment de nature ». Il trouvait en effet ici une solution à son projet de fonder une morale socialiste.

¹ E.S., mars 1928.

« Nous autres, révolutionnaires, nous sommes actuellement dépourvus d'un système de valeurs morales. Nous condamnons les valeurs actuelles : mais celles que nous prétendons instaurer n'ont pas d'existence réelle, elles ne vivraient de manière concrète qu'avec la société socialiste : ainsi pour notre "morale provisoire", je veux dire celle qui nous donnera un principe de vie pratique, nous ne pouvons nous tourner que vers ces "activités fondamentales", seules valables, seules actuellement réalisées, et qui définissent par elles-mêmes la valeur de l'homme : contact dominateur avec la nature. c'est du moins ainsi que pour ma part, j'interprète les affinités si profondes, et qu'on doit constater comme un fait de l'esprit révolutionnaire et du néo-romantisme naturaliste »¹.

Dans son entretien avec Christine Ockrent², il se souvient avoir alors lu de nombreux magazines scientifiques pour mieux comprendre les mutations de son temps ; il aurait perçu que les hommes ont pris trop de place dans notre monde par rapport aux animaux : il rêvait déjà de quelque chose de plus équilibré. Même s'il s'agit en partie d'une projection rétrospective, cette sensibilité écologique peut éclairer la vocation de l'ethnologue qui partit découvrir les espaces vierges. Le souci de l'étudiant socialiste de rendre compte de la dimension spirituelle de la personne humaine, son intérêt pour les discours à connotation religieuse chez ses camarades militants rejoignaient ici une condamnation de la société technicienne, de l'économie industrielle, qui se répandait alors. Que l'on pense aux analyses de Heidegger, mais aussi à la notion d'homme total telle que les surréalistes, Bataille et ses proches, les chrétiens ou les nietzschéens l'utilisèrent dans les années trente. Le goût de Claude Lévi-Strauss pour les grands espaces américains, pour les récits « de ce nonchalant voyageur qui aime les plantes tropicales, les sauvages et les perroquets », le rappel de Rousseau, du Paraguay au XVIII^e siècle, fondaient son intérêt pour la question coloniale³. L'homme moderne avait perdu la plénitude dont le primitif donnait encore l'exemple. Cependant comment concilier le primitivisme et le modernisme de Révolution constructive ?

Quand il s'agissait de poser une morale, Lévi-Strauss se tournait vers la nature ; quand il fallait poser une organisation, il se tournait vers le Plan et la raison. Spiritualiste, rousseauiste, porteur d'une conception irénique des relations internationales, Claude Lévi-Strauss fut alors profondément marqué par Marcel Déat.

3.3. L'INFLUENCE DE MARCEL DÉAT SUR CLAUDE LÉVI-STRAUSS

La référence à Henri de Man était obligée dans les rangs des étudiants socialistes, mais Marcel Déat, brillant intellectuel et actif politique, occupait pleinement le terrain et il sut se distinguer ; Claude Lévi-Strauss fut très fortement influencé par cette figure. Nous avons déjà souligné les relations privilégiés entre Déat et les Étus-

¹ LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », C.R de J. VIOT: *Déposition de Blanc, E.S.*, avril 1933, n°7, p. 15.

² Entretien de Claude LÉVI-STRAUSS avec C. Ockrent, *Qu'avez-vous fait de vos vingt ans ?*, Antenne 2, 1990.

³ LEVI-STRAUSS, Claude. *ibid.*

dians socialistes ; invité à présider, en avril 1929, le banquet du Congrès de leur Fédération, Déat fit un discours sur le rôle de ces jeunes militants : « devant eux s'ouvrent de larges champs inexploités, en matière juridique notamment, que leurs travaux et leurs recherches pourront féconder fructueusement pour le socialisme ». André Kaan, qui rédigea ce compte rendu, continuait :

« L'assemblée l'applaudit fougueusement et acclame la proposition de Lévi-Strauss qui saisit l'occasion de demander à Déat d'accepter le poste de Président de la Fédération »,

ce dernier, sous « la pression », dut accepter¹. La qualité des relations entre les Etudiants socialistes et Marcel Déat ne fait guère de doute ; à propos de Zyromski qui vint au Congrès, on se contenta de noter que le membre de la C.A.P. était présent. A l'Assemblée nationale, à la direction des Etudiants socialistes, Claude Lévi-Strauss était assez proche de Déat. Le parcours de Déat put être un modèle pour Lévi-Strauss sur plusieurs plans. Déat était un ancien normalien, un philosophe, un sociologue et un penseur qui dérangeait les bonzes du parti. Nous ne nous arrêterons pas sur le fait que Lévi-Strauss, non-normalien, vivait en permanence avec des normaliens et prit même la direction du groupe socialistes des ENS. Par contre, ce en quoi Déat put intervenir dans sa formation sociologique mérite de plus longs développements.

Déat, philosophe, fut un brillant élève de Bouglé, un animateur du Centre de documentation sociale et l'auteur seul, ou avec son maître, de manuels et guide destinés à l'étudiant en sociologie². En 1925, il rédigea, à destination des élèves de Philosophie (terminales) et des étudiants « un tableau suffisamment exact et complet de ce qu'est à l'heure actuelle la sociologie »³. Il annonçait le danger de faire « une sociologie de militants » et ajoutait « quelque nécessaire qu'il soit de revenir à l'action, la sociologie est avant tout connaissance objective » (p. 26). Dans la continuité de Durkheim, et l'esprit de Bouglé, il accordait une grande place dans le chapitre consacré à la « Sociologie économique » au fait que dans les sociétés modernes on assistât à un élargissement du fossé entre valeurs idéales et valeurs économiques ; ce que Bouglé appelait « la tendance à la dissociation des valeurs ».

« Si en un sens le matérialisme historique devient de plus en plus vrai, la protestation idéaliste est aussi de plus en plus efficace. Et peut-être la sociologie

¹KAAN, André. (1906-1971). Père éditeur, juif lorrain, socialiste. De 1924 à 1926 : HK et K au lycée Louis-le-Grand. 1926 : intègre la rue d'Ulm. Traducteur de Hegel. Participe aux travaux du Centre de Documentation sociale. Professeur de philosophie en lycée, finit sa carrière au lycée Condorcet. En 1924, il rejoint le Bloc des gauches. 1926 : signataire de la motion à la SFIO des normaliens pour des « réalisations immédiates ». 1929 : secrétaire-adjoint du groupe parisien des Etudiants socialistes. Signe de nombreuses pétitions avec les socialistes. Il rejoint la résistance en 1942. Déporté à Buchenwald. – Citation extraite de *E.S.*, juin 1929.

²BOUGLÉ, Célestin et DÉAT, Marcel. *Guide de l'étudiant en sociologie*, Garnier, Paris, 1921, édition 1923, 68 p. et DÉAT, Marcel. *Sociologie*, Paris, Alcan, 1925, VIII-104 p.

³DÉAT, Marcel. *Sociologie, op. cit.*, p. II. À partir de cet appel de note, quand nous précisons une pagination entre parenthèses elle correspondra à ce livre.

nous livre-t-elle là le mot de toutes les grandes crises contemporaines » (p. 76).

Les développements désabusés de Lévi-Strauss sur les valeurs de la société française avaient été ainsi précédés d'une réflexion qu'il ne pouvait pas ignorer. Nous devons en rappeler les linéaments. Omniprésente dans le travail de Bouglé, la notion de valeur aurait dû être le sujet de la thèse de Déat. À aucun moment, malgré ses préventions à l'endroit de discours qui ne seraient pas strictement scientifiques et les précautions oratoires, Déat n'abandonna totalement, même après 1930, l'idée que la sociologie pouvait contribuer à la compréhension des valeurs, et peut-être à leur renouvellement. La tension entre la sociologie et la philosophie donna lieu à cette analyse de Déat :

« Nous avons reproché à Comte de s'en être tenu à une philosophie de l'histoire. Ce n'est pas à dire que le grand effort des sociologues français ait abouti à un divorce complet entre la science sociale et la philosophie. D'abord ce sont pour la plupart des philosophes d'origine, et ils le demeurent. Il était même tout à fait normal que l'esprit philosophique ouvrit la route. Et cela non pas pour faire de la sociologie une philosophie des sciences sociales, selon la formule de M. René Worms, mais pour faire une synthèse véritable, capable de donner un sens nouveau à ses éléments. C'est bien là une entreprise philosophique, en même temps que scientifique » (p. 80).

Cette confiance de Déat dans la raison pour se déprendre des rets du subjectivisme et de la partialité l'amenait même à pratiquer la tautologie sans vergogne : le sociologue peut s'émanciper de la société qu'il observe parce que « pour être fille de la cité, la raison n'en est pas moins la raison » (p. 86). Déat jouait ici de la confusion entre la cité grecque, berceau de la raison occidentale, et la cité métaphore de tout ce qui est politique. La formule n'en surprend pas moins dans son hégélianisme assez simple : puisque le sociologue se retrouve en position de servir la raison, qui conditionne la politique, ses engagements scientifiques et politiques se mêlent. Il s'en fallait d'un rien que l'on se retrouvât dans le cadre d'une pensée marxiste. La sociologie se substituant au matérialisme dialectique comme guide infaillible de l'action militante. Tout ce manuel était confronté à la question « pressante » de l'action. Cependant, comme Bouglé dans les textes que nous avons cités au début de ce travail, Déat rejetait l'idée que la sociologie fût une « science impérative », elle était une science indicative. Sa position n'était pas si nette, car Déat était attiré par le projet d'une telle science au service de l'action. Ses contradictions apparaissaient avec une franchise étonnante quand il s'interrogeait sur les conséquences du relativisme sociologique :

« En effet en considérant toutes les valeurs comme des réalités historiquement données, ne découronne-t-on pas l'idéal ? Les dieux catalogués sont à leur place dans un musée, non plus dans un temple. Par désespoir va-t-on encore s'en tenir à ce qui est ? » (p. 92).

Il ne parlait pas de désenchantement du monde (*Entzäuberung*), mais ses craintes annonçaient le souci de nombreux jeunes de cette époque, et pas seulement des socialistes, de fonder plus fermement les valeurs de la société de demain. Déat,

qui à chaque instant citait Bouglé, concluait en affirmant qu'il était nécessaire de réconcilier « connaissance et action », tout en distinguant sociologie objective et sociologie normative. Son manuel ne donna malheureusement pas de méthode pour opérer cette difficile réduction digne de Paracelse. Ses lecteurs eurent à tâtonner à sa recherche. À leurs risques et périls, car la sociologie exigeait un réel engagement.

Déat ne donna sûrement pas le meilleur exemple de réussite en la matière, au point même de ne plus être considéré comme un sociologue aujourd'hui, sauf dans une publication allemande¹. Il n'eut même pas droit à son article dans le *Dictionnaire des Intellectuels français* en 1996. Il serait passé dans le rang des hommes politiques, son discours n'aurait plus été que normatif. Son cheminement intellectuel n'opère cependant pas un basculement aussi brutal. Ses *Perspectives socialistes*, qui eurent une influence extrême sur les jeunes socialistes, illustraient la perpétuelle discussion sur les relations entre propos scientifiques et normatifs². Pour renouveler le projet de la SFIO, Déat proposa avec ce livre à la fois une réflexion sur les outils disponibles pour comprendre le capitalisme et une réflexion sur les moyens pour le transformer. Le tout intégré dans une pensée philosophique globale. Suivons-le dans sa démonstration :

Déat partait d'un constat : « le capitalisme s'impose à nous avec le caractère irrésistible et massif d'une force cosmique », il y a un « fait capitaliste »³. Celui-ci est un phénomène européen, contemporain. Il ne saurait être considéré comme une nécessité dans l'histoire universelle. D'ailleurs « l'histoire ne comporte en elle-même aucune leçon, sinon qu'elle est une suite »⁴. Déat citait une série d'auteurs : Davy (pour *La Foi jurée*), Mauss (pour *l'Essai sur le don*), Weber, Troeltsch, Scheler et tout particulièrement Sombart. Il empruntait à ce dernier sa définition du capitalisme qui « n'est pas étroitement économique, mais sociologique : la forme rationnelle des échanges et de la production capitalistes y est incluse au même titre que la relation de capitaliste à prolétaire » et l'élargissait⁵.

¹BERNSDORF, Wilhelm et KNOSPE, Horst. *Internationales Soziologenglossikon*, Stuttgart, F. Enke Verlag, 1980, 2 vol. – COINTET, Jean-Paul, *Marcel Déat - Du socialisme au national-socialisme*, Paris, Perrin, 1998, 418 p.

²DÉAT, Marcel. *Perspectives socialistes*, Paris, Librairie Valois, Bibliothèque d'Économie universelle, 1930, dans une collection qui avait déjà accueilli Samy BERACHA, *Rationalisation et Révolution* et Pierre MENDES FRANCE, *La Banque internationale*. Il dédicacé son ouvrage de façon explicite : « À Marcel Mauss. Cet essai où voisinent Durkheim et Marx ». FOURNIER, M. *op. cit.*, p. 662. n.2.

³Le titre du Chapitre I : Le fait capitaliste.

⁴DÉAT, Marcel. *Perspectives socialistes*, p. 14. Dorénavant les paginations données entre parenthèses correspondront à cet ouvrage.

⁵SOMBART, Werner. *Der moderne Kapitalismus*. « Le capitalisme apparaît finalement comme un type de civilisation où les moyens de production et d'échange sont concentrés entre les mains d'un certain nombre d'hommes, qui constituent par là même une classe possédante dirigeante, éventuellement parasitaire, en face d'une autre classe, beaucoup plus nombreuse, non possédante, salariée, dominée, et éventuellement exploitée ; le moteur du système est la recherche du profit individuel maximum, à quoi tout se trouve subordonné, la science et la technique, l'évaluation des choses et des hommes, et l'ensemble des institutions » (Citation donnée par DÉAT, Marcel, *op. cit.*, p. 20).

Cette définition ne préjugait pas de l'antériorité de tel ou tel facteur par rapport à tel autre, elle ne disait pas notamment que les rapports économiques devraient être considérés comme première cause, ce que Déat considérait comme un langage dangereusement erroné. Cette critique indirecte du marxisme débouchait sur une remise en cause complète : le marxisme « est consubstantiel au capitalisme, et il ne saurait, pas plus que le régime qu'il analyse, prétendre à l'universalité dans le temps ni dans l'espace » (p. 21). Il ne saurait y avoir d'explication causale probante de l'inférieur par rapport au supérieur :

« il y a là une illusion complexe et persistante, mais dont on se délivre à la réflexion : les faits examinés ont beau être des faits économiques, ils restent des faits sociaux, des faits humains, et en dernière analyse, relèvent de la psychologie » (p. 22).

Le matérialisme historique n'était pas une métaphysique mais une « méthode admirablement adaptée à son objet » (p. 24). Ou plus fort encore : « Le matérialisme historique n'est que la méthode d'analyse psychologique et sociologique qui correspond à la civilisation et à la mentalité capitalistes » (souligné dans le texte, p. 22). Superbe retournement dialectique de Déat qui fait du marxisme un produit de l'histoire et non un discours la transcendant ! Il pouvait alors souligner les vertus de la philosophie :

« la critique philosophique est une hygiène mentale indispensable, dès qu'on veut formuler des conclusions d'ensemble en matière de réforme sociale. Elle ne l'est pas moins dès le début des recherches, et l'on fera bien de prolonger la cure de relativisme, moins la métaphysique, en s'initiant à la vie de ces sociétés primitives abondamment observées pendant les quarante dernières années, et où les rites dominent et recouvrent les gestes les plus utilitaires sans pouvoir raisonnablement en être considérés comme une efflorescence idéologiques » (pp. 15-16).

En définissant le capitalisme comme « une civilisation nouvelle et complète, la civilisation des temps modernes dans le monde occidental, et dans les parties du globe où il a essaimé », Déat reprenait la notion allemande de *Kultur*, telle que nous l'avons repérée plus haut chez Lévi-Strauss¹. Les travaux de Bouglé sur la société indienne, ou ses *Leçons de sociologie sur l'évolution des valeurs* étaient cités pour critiquer la prétention marxiste à l'universel, ainsi que celle des lois économiques proclamées par l'école classique en matière d'économie². Le fait de mettre sur le même plan les doc-

¹ La civilisation, dans l'acception allemande, est très composite : « Les civilisations peuvent être diversement centrées, équilibrées, polarisées : elles englobent par définition toutes sortes d'éléments depuis les plus matériels jusqu'aux plus spirituels, et la vie humaine s'y retrouve en sa variété, sous des formes d'ailleurs changeantes, à la fois négativement et prolongement du passé, à la fois condensé d'expérience et créations imprévisibles. Chacune de ces constructions historiques a son architecture propre, et comme son essence, qui fait apparaître la correspondance des parties au tout et éclaire par là-même la recherche. Telle est du moins la conception, à notre avis féconde, de certains penseurs allemands contemporains, qui rejoignent sur bien des points la sociologie française », DÉAT, Marcel. *Perspectives socialistes*, p. 19. Cette notion fut aussi chère à Jean Jaurès.

trines économiques libérales et leur pendant marxiste ne manquait pas de sel¹. Déat considérait que privilégier la causalité économique amenait à ignorer toute dimension psychologique des institutions ; l'économie est une institution, un fait social. Pour être critique, Déat n'en était pas moins respectueux à l'égard de l'œuvre du philosophe d'Iéna et il ajoutait que de telles prétentions étaient excessives, absurdes, que « tout porte à croire que Marx n'en a jamais été dupe » (p. 25). Si on acceptait ces réserves sur la détermination absolue qui aurait fait dépendre les superstructures des infrastructures, les valeurs spirituelles de l'économie, il n'y aurait pas « un abîme entre le marxisme et les conceptions sociologiques de Durkheim » (p. 25). Tout le projet de la sociologie était alors en jeu :

« Quand le sociologue aura malgré tout terminé son œuvre scientifique, quand il aura bien pénétré la texture des institutions, il pourra confronter ce fragment de l'activité créatrice de l'humanité avec d'autres, et finalement le rapprocher du présent, en nourrir son expérience propre. Bref, le raccord s'opérera entre la connaissance et l'action, *le passage se fera du savoir à l'agir*² » (pp. 26-27).

À une lecture marxiste de la société était reprochée son économisme, à celle de Durkheim de ne pas avoir su garantir « le passage du savoir à l'agir ». Si nous ne nous prononcerons pas sur le fond, notons que Déat paraît avoir fait bon marché des convictions de Durkheim et des engagements des radicaux Bouglé ou Lucien Lévy-Bruhl³. Plus tard l'antisémitisme de Déat accentua ce rejet⁴. Cette sociologie aurait aussi ignoré que le capitalisme, dans son développement, se heurte à des résistances héritées, à des institutions qui lui sont antérieures et à des résistances qu'il a lui-même causées. Déat s'appuyait alors plutôt sur les analyses de Max Weber, notamment pour souligner l'exception nord-américaine. Il mettait en évidence les bienfaits de l'analyse comparative : « la comparaison n'est-elle pas, en sociologie, le succédané de l'expérience ? » (p. 29). L'analyse de la nature du capitalisme aux États-Unis rapportée à celle du capitalisme du Vieux Continent lui donna l'occasion de remettre en cause des dogmes sur le devenir du prolétariat, sur l'Église ou encore la démocratie. Il sut ainsi,

²BOUGLÉ, Célestin. *Essais sur le Régime des Castes*, Paris, Alcan, 1908, XII-280 p. et BOUGLÉ, Célestin. *Leçons de Sociologie sur l'Évolution des Valeurs*, Armand Colin.

¹« Le matérialisme n'est en fin de compte que la méthode exigée par la mentalité bourgeoise », et plus loin « Marx se contentait de construire, avec une logique intuitive supérieure, ce que nous pourrions risquer d'appeler le type de l'*homo capitalisticus* » ; ces piques étaient là pour faire bonne mesure alors qu'il reconnaissait les talents de pamphlétaire de Marx, dont les techniques et méthodes auraient été « systématiquement reprises par E. Berl ». DÉAT, Marcel. *Perspectives socialistes*, p. 27.

²Souligné par nous.

³À moins de considérer que leurs engagements étaient indépendants de leurs pensées, ce qui irait à l'encontre des analyses de Déat qui précèdent.

⁴Il continua de s'inspirer des idées de Durkheim ou Mauss relatives à l'homme total, mais critiquait une doctrine dont « la source authentique » se retrouverait dans le récit biblique des errances hébraïques : Durkheim aurait tout simplement « identifié Iaveh avec la conscience collective effervescente de ce peuple sans sol qui ne tenait debout que par la foi », DÉAT, Marcel. *Mémoires politiques*, Denoël, Paris, 1989, p. 609. Cité par FOURNIER, Marcel. *Marvel Mauss*, Paris, Fayard, 1995, n.3, p. 753.

en 1930, opposer le destin promis au prolétariat par Marx, la prolétarisation, à celui proposé par Ford, la consommation (p. 31).

L'analyse du capitalisme offerte par Déat tentait de sortir d'une vision apocalyptique de l'histoire, d'une démonisation du capitalisme, elle tranchait grandement avec toute la tradition du socialisme français. Il considérait que le capitalisme européen avait été contraint à la guerre par le cadre national, puis la compétition pour la conquête de colonies. Il renversait la causalité léniniste de « l'impérialisme stade suprême du capitalisme » reprise par de nombreux socialistes. En fait son analyse était globalement renversante, même relativement au planisme de Henri de Man¹.

Le capitalisme était assimilé à une civilisation en expansion dont le devenir n'était pas foncièrement mauvais pour les hommes ; il nourrissait donc en son sein des forces révolutionnaires qui le transformeraient. Plus encore que de Man, Déat faisait confiance à ces institutions nouvelles (coopératives, syndicats et partis) pour assurer la transformation de la société. Il ne s'agissait plus, en fait, de substituer le socialisme au capitalisme, mais de favoriser la maturation du capitalisme pour le voir atteindre un stade de développement où les hommes vivraient mieux, et que l'on appellerait socialisme.

Ce texte est très étonnant. Il donne le sentiment de correspondre à une tentative très personnelle de régler un problème qui ne serait pas explicité. Dans les premières pages, Déat, très rigoureux, cherche dans la sociologie un discours qui affermirait son projet. Il est enclin à une analyse marxiste du lien qui unit les discours aux milieux qui les émettent. Puis, peu à peu, son propos devient plus philosophique. Il pose à plusieurs reprises le problème de la liberté, qui « veut dire conscience de la nécessité ». Les références à Spinoza sont très fortes (pp. 15 et 24). Déat vise à agir et non à être agi, il est alors fidèle à la onzième thèse sur Feuerbach : « les philosophes n'ont fait jusqu'ici qu'interpréter le monde de différentes manières. Il s'agit maintenant de le transformer » (p. 27). Là où l'on s'attendrait à l'affirmation d'un projet socialiste classique, voire à une analyse marxiste, sont exposées des perspectives socialistes où il est question de forces et d'institutions somme toute assez peu tangibles. À quel moment et pourquoi s'est opéré le passage d'une critique des structures du capitalisme à un projet qui ferait du capitalisme le moteur du changement socialiste ? Il est certes possible de supposer que la puissance industrielle américaine, la réussite du fordisme ont fasciné le philosophe français depuis 1917. Déat aurait-il été gagné par les vertus de la civilisation industrielle du Nouveau-Monde ? Cela ne suffit pas. Le point principal qui conduisit Déat à renverser le projet socialiste était le refus de la révolution et de la guerre. Là où un léniniste faisait de la guerre l'accoucheuse de l'histoire, Déat ne voyait qu'apocalypse vaine et monstrueuse. La première urgence fut pour lui, après 1918, de trouver une voie non-violente pour conduire au socialisme. Voie que le socialisme proudhonien repensé par Bouglé ou Mauss pouvait illustrer. L'ouvrage de Déat esquissait des solutions. La sociologie allemande lui fut d'un grand secours pour les élaborer. À chaque instant était perceptible le souci de prévenir la

¹ « La faute [de la guerre] n'en est au capitalisme que par son intégration aux cadres nationaux et par sa collusion avec les États. Il a été par là déporté de sa courbe et en quelque manière perverti. », DEAT, M. *op. cit.* p. 35.

critique marxiste. S'appuyant sur Werner Sombart qui disait que « le socialisme, c'est l'Anticapitalisme. Autrement dit l'ensemble des forces qui résistent au capitalisme », il complétait la définition en incluant dans le socialisme une dimension « constructive »¹. Dans son analyse des « tendances anticapitalistes », donc socialistes, Déat remettait en cause le fait que la conscience de classe du prolétariat fût de plus en plus en forte ; il soulignait l'« apathie » du prolétariat et en rendait responsable l'habileté de la bourgeoisie. Il considérait que le prolétariat français correspondait à 49% de la population française (p. 48). On doutera de la validité du chiffre s'il est censé correspondre à la population ouvrière de l'industrie en France en 1930². D'ailleurs Déat insistait pour qu'on n'oublie pas les autres catégories sociales dont le soutien était nécessaire pour remettre en cause le *statu quo* : à savoir les employés qui différaient des ouvriers, non pas par leurs revenus, mais parce qu'ils se rattachaient aux classes moyennes. « Ce sont les classes moyennes qui, en France, constituent, non pas peut-être l'élément moteur, mais le facteur décisif » de la lutte anticapitaliste quand elles sont remises en cause. Notant que la société française offrait une structure distincte de celle de l'Allemagne, Déat précisait : « l'expression "classes moyennes" demeure nécessairement vague et recouvre des éléments très variés » qu'il passait ensuite en revue : des petits paysans propriétaires aux artisans, des commerçants aux fonctionnaires (« même s'ils n'ont pas de mentalité de classe ») jusqu'aux professions libérales, « elles aussi prolétariées depuis la guerre ». Il pouvait y avoir « un rassemblement socialiste » qui se substituerait à la guerre des classes. Déat ne voulait pas se contenter du recours à la force, comme justification et fin du combat :

« on dira que c'est un détail, et que, dès qu'on commence à se battre, les bons motifs ne manquent jamais. c'est imaginer la bataille sociale sur le modèle des guerres nationales. C'est oublier que les adversaires parlent la même langue et respirent la même atmosphère [...] Tuer l'adversaire ne sert ici à rien : il faut l'isoler moralement et si possible jeter le trouble dans sa propre conscience » (p. 67).

La transposition sur le plan intérieur des principes du pacifisme international, façon SDN, abandonner la lutte des classes au profit d'une joute morale, tel était le défi de ce projet !

« Il faut éblouir l'adversaire par l'éclat des valeurs communes, puisées dans la tradition universelle, et pareillement reconnues par les deux camps. D'un côté le capitalisme, oublieux du vrai Dieu, adorateur du veau d'or, de l'autre le prolétariat, ayant conservé, malgré les apparences, la flamme vive de la foi ». D'une certaine façon, « autant imaginer que la religion socialiste prendra la suite de l'Église catholique et entreprendra de moraliser le capitalisme » (p. 68).

Une pointe d'ironie perce dans le propos, mais il y pensait quand même un peu, car l'affirmation de ces valeurs devait être forte et donc structurée pour s'oppo-

¹ Il y a aussi dans ces lignes un écho des considérations de Claude Bernard sur les liens entre la vie et la mort. Le capitalisme nourrit ce qui va le dépasser.

² En 1936, le secteur secondaire employait 32% de la population active, le primaire 37%.

ser à l'affirmation « brutale », « cynique » du capitalisme. Et il ne faudrait pas trop compter sur « le prolétariat pleurnicheur [...] *laudator temporis acti* ». Pour gagner des militants, surtout dans les classes moyennes, le discours devait se fonder sur la prise de conscience que les hommes partageaient un fonds commun de valeurs. Le recours au spirituel, au religieux pour convaincre n'excluait donc pas que l'on se rapprochât des catholiques sociaux. L'école, encore une fois, était appelée à la rescousse pour faire comprendre que la morale c'était d'abord l'engagement sincère de chacun dans la vie. Sur tous ces points nous retrouvons les débats des Etudiants Socialistes et de Révolution Constructive. La mobilisation de tous pour construire le socialisme, cela signifiait le regroupement de toutes les forces anticapitalistes autour de valeurs communes. Faire de l'anticapitalisme un facteur de socialisme était osé. Affirmer que toutes ces forces défendraient les mêmes valeurs aussi. L'optimisme de Déat était grand. Critique du marxisme, Déat retrouvait le souci d'une sociologie qui bâtirait une morale, à l'instar des sociologues du parti radical. Et s'il ne parlait pas de paix sociale, ou de solidarité, le refus de la violence le conduisait à tenir un discours où le spiritualisme l'emportait sur tout. Il n'y avait qu'un pas à faire pour rejoindre une sociologie catholique quasiment réactionnaire. Qu'en était-il de ce « fonds commun de valeurs » traditionnelles plus fortes que celles du capitalisme ? Autre point notable, le niveau de généralité auquel se situait ce discours¹.

Ce livre servit de plate-forme à une contestation de la direction de la SFIO qui conduisit à la rupture. Que le livre fût l'objet de plusieurs longs développements dans l'*E.S.* ne saurait donc surprendre. Comment ces idées furent-elles perçues par des jeunes à la recherche d'un renouvellement doctrinal ? Claude Lévi-Strauss y revint à deux reprises, tandis que Jean Zyromski y consacrait une critique détaillée. Le débat était d'importance. Un socialiste français s'efforçait de proposer de nouveaux cadres théoriques à son parti : comment se distinguer des communistes et tenir compte des mutations de la société, des rapports entre l'Etat et l'économie ? En février 1931, sur un mode un peu embarrassé, parut donc la première partie de la recension, assez tardive, de Claude Lévi-Strauss. Ne nota-t-il pas :

« je me serais volontiers contenté de résumer à grands traits *Perspectives Socialistes* (parues en 1930). Rien n'eût été plus intéressant, et pour nos camarades, et pour moi-même. Mais je sais trop les idées arrêtées – et combien injustes ! – que se fait Déat de mon caractère. Si je ne disais pas de mal de son livre, il serait convaincu que je ne l'ai pas lu ».

Il tentait alors de résumer l'ouvrage du "bonze". Le respect transparait derrière l'ironie quand il écrit :

« Son style a ce pouvoir miraculeux, qu'à part le sien, je ne connais que celui de Jaurès, d'évoquer irrésistiblement, avec une réalité hallucinante, l'expression oratoire de la pensée, tout en suscitant chez le lecteur la même exaltation qui s'empare de l'auditeur dominé par la puissance du verbe ».

¹DÉAT, Marcel. « Le problème capitaliste », *E.S.*, novembre 1929, pp. 4-5. On goûtera tout particulièrement cette formule : « le fait socialiste, c'est le fait capitaliste vu sous l'angle du prolétariat. Il s'affirme par un effort critique d'abord, puis par un effort de transformation, enfin par des vues d'avenir ». *Ibid.*

Il ajoutait encore plus loin :

« Tout ce tient dans ce livre ; sous son apparence polémique, encyclopédique presque, il révèle une composition impeccable, une structure équilibrée d'autant plus étonnante qu'elle n'est certes point le résultat d'un travail préliminaire, mais la forme harmonieuse où se moule d'elle-même, dans son jaillissement spontanée, une pensée supérieurement organisée »¹.

C'était une gentille façon de dire que ce travail n'était pas composé et sentait son improvisation oratoire.

Au cœur du livre de M. Déat était donc posée la notion de l'anticapitalisme. Comme J. Zyromski, Cl. Lévi-Strauss insista sur le fait que la contestation de l'ordre économique et social capitaliste s'y trouvait définie d'une façon particulièrement inattendue ; loin de relever du déterminisme marxiste, et de la classe ouvrière, elle est « un faisceau de résistances diverses ». Le résumé de l'étudiant en philosophie partait d'une lecture marxiste très personnelle :

« Dans cette conception [du matérialisme historique] où, d'une part, la société ne s'explique point par du non-social mais par un type, une essence spécifique que la morphologie a pour but d'isoler ; où, d'autre part, toute transcendance étant exclue, les diverses branches de l'activité sociale, politique, religieuse, esthétique, l'échange économique, sont ramenés à leur contenu concret et conscient, il n'y a plus d'opposition entre les postulats du marxisme et les exigences de la sociologie moderne ».

C'était justement ce que Marcel Déat recherchait : le mariage du marxisme et de la sociologie durkheimienne. Au total Claude Lévi-Strauss était reconnaissant à Déat « d'avoir analysé cet ensemble si complexe », même s'il « exprim[ait ...] quelques craintes quant au rôle de nombreux éléments anti-capitalistes dans la construction d'une civilisation nouvelle ». Et il ajoutait

« mais nous ne devons pas pour cela abandonner la conception marxiste de la lutte de classe— et jamais certainement Déat n'en a eu l'idée— car c'est grâce à cette conception seulement que nous pouvons comprendre l'anticapitalisme ».

La façon dont Lévi-Strauss tentait de sauver la lutte des classes de la liquidation du marxisme par Déat était peu conforme au texte de *Perspectives socialistes*. Elle témoigne de cette indéfectible proclamation de fidélité, même chez les socialistes, aux concepts marxistes.

Claude Lévi-Strauss, tout imprégné des catégories kantienne, soulignait une « seconde antinomie du marxisme » : « comment l'action humaine vient-elle s'insérer dans cette évolution nécessairement déduite ? ». Il reprochait à Déat d'« attribuer [...]

¹ LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », C.R de M. Déat : *Perspectives socialistes*, E.S., février 1931, n°5, pp. 14-16. LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », C.R M. Déat *Perspectives socialistes*, II, E.S., mars 1931, n°6, pp. 14-15.

à Max Weber et à l'économie classique » le mérite d'avoir rappelé que « le capitalisme, objet d'analyse théorique, n'est pas le même que celui contre lequel les hommes combattent », car c'est « le plus authentique et le plus original apport de Marx à la méthode économique ». La pensée marxiste était ici résumée par Lévi-Strauss comme une fusion des méthodes inductives de Malthus et des méthodes déductives de Ricardo qui séparément ont causé l'échec de l'économie classique. Marx fournit « non pas le tableau du réel comme se l'imaginait Ricardo, mais un schéma d'intelligibilité, une formule d'interprétation grâce à laquelle l'expérience devient intelligible ». Lévi-Strauss notait aussi que refuser de faire de « la loi d'appauvrissement des masses », c'est-à-dire de la paupérisation inéluctable du prolétariat en régime capitaliste, une « prophétie » relevait d'un souci manifeste de distance critique à l'égard de la vulgate marxiste. Dans la deuxième partie de son analyse, il insista sur le fait qu'il fallait échapper à un schéma d'interprétation fixe qui interdirait de prendre en compte les mutations ; « ce serait se fermer toute possibilité d'intelligence de l'évolution sociale et revenir aux plus graves errements des économies malthusienne et léniniste (car la méthode y est la même) ». Cependant, pris dans une logique de défense des acquis marxistes, Lévi-Strauss avait du mal à s'en défaire réellement : ce n'est pas une « prophétie » mais « une formule théorique qui nous permettra de comprendre l'évolution du niveau de vie du prolétariat, dans quelque sens qu'elle se produise. Si par exemple ce niveau de vie s'élève nous saurons que ce phénomène ne doit en rien être attribué au développement normal du régime capitaliste, et qu'il faut par conséquent lui trouver quelqu'autre cause ». Pour bien se distinguer de l'économisme, du déterminisme illustrés par le P.C., il mettait en avant l'autonomie du social. Il pouvait s'appuyer sur la sociologie. Mais pour rester révolutionnaire, la révérence à Marx était obligée. D'où les formules assez emberlificotées : « Dans la mesure où l'on considère [le matérialisme historique] comme une méthode plus que comme une métaphysique [...] le capitalisme ne se définit pas par une causalité d'un type particulier, la causalité de l'économique. Car d'une part il n'y a jamais causalité en matière sociale, et de l'autre, l'économique n'est rien d'autre que de l'humain ».

Le marxisme était là comme un soutien, mais d'autres voies étaient explorées sous couvert de fidélité au maître à penser de toute révolution possible. Cette inhibition de Lévi-Strauss allait-elle durer ? Déat lui porta déjà un rude coup, au nom de la sociologie, mais aussi au nom des héritages du pré-socialisme français, et des expériences étrangères. Les concepts marxistes classiques étaient détournés de leur sens et piégés. Et le plus souvent de manière inconsciente. Que penser en effet de la formule : « le capitalisme des faits n'est pas le capitalisme de la théorie »¹ ? La notion d'anticapitalisme en était un exemple. Lévi-Strauss n'avait rien contre le procédé et pouvait se placer dans le sillage de Déat. S'il le contestait, ce n'était pas à la façon des marxistes orthodoxes du P.S., tels J.B. Séverac et Jean Zyromski. Comme Déat, il soulignait que face au capitalisme de nouvelles catégories sociales se dressaient ; le « prolétariat des usines » n'était plus le seul adversaire du capitalisme. « Paysans, avocats, étudiants, épargnants, locataires, mal lotis, enfin l'ensemble des citoyens sous leur double aspect de citoyens et de consommateurs [étaient] "atteints" par le capitalisme ». Certes ils ne formaient pas « une masse bien homogène », mais avec eux « se pose le problème de l'actualisation de toutes ces possibilités éparses, du rassemble-

¹ in *E.S.*, mars 1931, n°6, pp. 14-15.

ment socialiste ». La prise en compte de ces nouvelles forces anticapitalistes supposait que le prolétariat perdît de son omnipotence de guide révolutionnaire obligé. Claude Lévi-Strauss n'en paraissait pas autrement préoccupé (cf. ses propos dans « Alerte »). Au total, en forçant à peine le trait, le prolétariat pouvait être un handicap pour construire la révolution : n'était-il pas immature, brutal et pleurnicheur ? Pis même, il s'était laissé prendre au piège du discours communiste, et rien de spirituel ne pouvait être construit avec lui . Au contraire, de l'apparition de nouvelles forces sociales pouvait découler un double programme : pour rassembler « ces forces [...] au sein d'une même volonté de civilisation », il fallait régler « le problème de la culture » (cf. le titre de l'opuscule des Lefranc), et ensuite maintenir leur cohérence « au sein du parti socialiste » en réglant « le problème de l'unité »¹. Claude Lévi-Strauss avait finalement, à l'égard de la notion d'anticapitalisme, une attitude enthousiaste : « J'applaudirai sans réserve au contraire à l'analyse si pénétrante, si fine, si précise, que Déat nous donne de l'anti-capitalisme »². À la fois soucieux de ne pas remettre en cause les catégories marxistes de lutte des classes, – pour ne pas heurter son public ? – et prêt à rebondir sur une notion qui en était la négation, « l'anticapitalisme diffus », Claude Lévi-Strauss ne fournissait pas une lecture très claire du livre de Déat. Mais, si l'on se souvient de l'importance prise par son pacifisme, ainsi que de son souci de gagner les classes moyennes au socialisme par la diffusion de nouvelles valeurs (fussent-elles chrétiennes), on pourra mesurer ce en quoi les apports de Déat pouvaient le satisfaire. Les ambiguïtés des analyses de Claude Lévi-Strauss à l'égard de la pensée marxiste furent aussi perceptibles dans un compte rendu de Henri de Man, *Réflexions sur l'Economie dirigée*. Il notait ainsi que « la lucidité et la pénétration habituelles » de l'auteur quand il analyse la crise du moment servent la propagande ; mais la conclusion lui « appar[ai]ssait] quelque peu trouble et incertaine »³. « Comment cet homme a-t-il pu déclarer la guerre au marxisme ? On le sent à chaque instant nourri, pétri de culture marxiste ; tout en lui, jusqu'à l'expression, au rythme de la pensée, évoque irrésistiblement Marx »⁴. Se détacher de Marx sans pour autant nier son héritage, tel était le dilemme majeur.

La deuxième partie de la recension, parue le mois suivant, revenait sur les débats et corrigeait quelques unes de ses premières remarques. Claude Lévi-Strauss notait ainsi « le très sincère souci de Déat de ne pas négliger le marxisme », mais il ajoutait : « l'interprétation sociologique qu'il donne du marxisme semble en tout point inacceptable » ; en voulant montrer « que le marxisme [...] ne s'oppose nullement à la sociologie française contemporaine », Déat ne se serait pas aperçu qu'il ne prenait en compte qu'une théorie du matérialisme historique, et la moins importante, celle qui en fait « une méthode polémique révolutionnaire ». Claude Lévi-Strauss défendait l'idée que le matérialisme historique était « consacré à la définition et à la solution du problème des jugements de valeur ». Pour Lévi-Strauss

¹ in *E.S.*, février 1931, n° 5, pp. 14-16.

² in *E.S.*, mars 1931, n°6, pp. 14-15.

³ LEVI-STRAUSS, Claude. « Livres et revues », *E.S.*, avril 1932, n°7, p. 16.

⁴ LEVI-STRAUSS, Claude « Livres et revues », *E.S.*, janvier 1932, n°4, pp. 10-12.

« les deux théories ont des énoncés parfaitement inverses ; tandis que la théorie métaphysique affirme que les jugements de valeurs tirent leur réalité de l'expression de relations objectives, la méthode polémique s'applique précisément à montrer que les valeurs bourgeoises ne répondent pas à cette exigence. Si bien qu'à mon avis, le vrai matérialisme historique ne finira pas, comme le dit Déat, avec le régime capitaliste. Bien au contraire, c'est la civilisation socialiste qui, seule, pourra l'inaugurer »¹.

Le plan de la critique est inattendu. Là où les défenseurs classiques du marxisme mettraient en avant, par exemple, le poids de la scientificité, la rigueur de la notion de valeur, au sens économique, il paraît être question d'axiologie ! Entre les deux livraisons du bulletin des *Étudiants socialistes*, Lévi-Strauss a changé son point de vue. Sous quelle influence ? Dans quelles conditions ? Il se faisait davantage le défenseur du marxisme et le critique de Déat, pas seulement sur cette question des valeurs. Il soulignait une autre faiblesse « plus grave encore » et il était virulent : « Je nie absolument qu'il puisse y avoir une assimilation possible entre Marx et la sociologie de Durkheim ». Il reconnaissait que cette dernière « a su faire appel à des disciplines fécondes, telle que l'ethnographie, qui n'existaient pas au temps de Marx, et qu'aujourd'hui le marxisme a tout intérêt à utiliser »² ; « mais les fondements doctrinaux des deux écoles sont contradictoires ». Pour Claude Lévi-Strauss, la sociologie durkheimienne conçoit la société, « catégorie contingente », comme une « catégorie universelle ». A la façon des économistes classiques, les sociologues ignoreraient que la société est dynamique, portée par l'histoire. Il ajoutait cependant :

« j'entends bien que Durkheim n'oublie pas la dynamique dans son système. mais il est aisé de voir, par exemple dans *La division du travail*, qu'il inverse l'importance et la nature des deux disciplines, qu'il s'efforce de faire sortir la dynamique de la statique, alors que pour Marx c'est exactement le contraire qui est vrai ».

Et surtout « la morale sociologique », du fait de « l'erreur initiale », est « de caractère conservateur et même réactionnaire » : elle méconnaît aussi complètement « la nature de la valeur ». Ces lignes nous fournissent un témoignage précieux sur le cheminement intellectuel de Lévi-Strauss. La pensée de ce jeune agrégé de vingt-trois ans, qui achevait son service militaire, n'était certes pas posée, fondée. Toujours attaché au marxisme, il en faisait une lecture où la question des valeurs morales pesait plus lourd que celle des valeurs économiques. Soucieux d'histoire, il reprochait à la sociologie d'être quasiment réactionnaire dans sa description des faits sociaux hors de leur devenir historique. L'ethnologie trouvait seule grâce à ses yeux. Il n'expliquait pas pourquoi, en dehors de sa nouveauté, elle aurait échappé aux défauts de la sociologie. Une hypothèse est plausible : seule l'ethnologie donnerait une première approche de ce que serait un certain équilibre entre l'homme et la nature. L'ethnologue rapporterait les racines d'un "nouvel humanisme".

¹in *E.S.*, mars 31, p. 14.

²Les textes de K. Marx sur les modes de production pré-capitalistes chinois ou indiens paraissent avoir été ignorés.

Le compte rendu passait vite ensuite sur les analyses de l'avenir du capitalisme ; s'interrogeant sur la portée et le sens de la « rationalisation » du travail et du « Fordisme », Lévi-Strauss notait que ces mutations étaient

« les réflexes de défense d'une économie bien plus profondément rongée par la guerre et la crise qu'on ne le pense communément. Et n'y a-t-il pas là en effet une véritable régression des idéals [sic] d'individualisme, de concurrence et de profit ? En se défendant, en s'efforçant de se conserver lui-même, le capitalisme s'infléchit dans la voie de l'anticapitalisme ».

Cette dernière notion interprétait et récupérait dans le sens du projet socialiste chaque mutation de l'organisation économique et sociale ; la réserve relevée plus haut à l'égard d'un marxisme conçu comme une "métaphysique" n'empêchait pas les esprits d'être imprégnés d'une conception téléologique de l'histoire : la crise ne saurait conduire à autre chose qu'à la fin du capitalisme. Seulement ce pourrait être, selon Déat, sans guerre sociale.

Claude Lévi-Strauss insista davantage sur le chapitre consacré à l'étude de la socialisation : « Méthodes », à son avis la plus importante, étude à laquelle il adhérait plus franchement. Grâce à cette analyse Déat brisait « une fois pour toute le dilemme périmé de "réforme ou de révolution" ». Le révolutionnaire ne saurait s'endormir dans la contemplation d' "un univers de rêve" inaccessible, il devait s'efforcer de transformer « la réalité concrète dans le sens de son idéal ». L'instrument de cette transformation serait l'Etat. L'Etat, devenu la « première puissance économique et financière du pays » est nécessaire au capitalisme, « qui a besoin de ses commandes, [...] de sa protection douanière, [...] de ses subventions ». Placé entre les mains d'un gouvernement socialiste, il pourrait être l'instrument d'une première transformation, « la socialisation de la puissance ». Profitant de la constitution de cartels, d'ententes internationales dans un capitalisme européen sur la défensive (en 1930), l'Etat pourrait imposer son contrôle, en fait celui des usagers et des producteurs, sur la gestion des entreprises. Ne seraient plus alors possibles les « formes éhontées du profit » et les tensions liées à la concurrence internationale : « on aperçoit par ce moyen le plan d'une Europe pacifiée, organisée, démocratique ». Alors, les institutions ouvrières, les syndicats, laissant la place aux coopératives, pourraient « réaliser contre un capitalisme subjugué la phase ultime de la transformation sociale : la socialisation de la propriété »¹. Sur ce point encore, Déat satisfaisait l'attente d'un étudiant socialiste fidèle au modèle belge. Lévi-Strauss souhaitait qu'après « avoir jeté de si éblouissantes lumières » sur la socialisation, Déat y consacrerait « un ouvrage complet ». « Précieuse parce que profondément révolutionnaire », l'étude de Déat offrait au parti « un plan magnifiquement audacieux », la seule alternative à l'inaction.

« Est-il possible, dans les dix ans qui viennent, de faire la révolution ? Non. Si donc le socialisme arrive au pouvoir, le dilemme est pour lui rigoureux : ou bien il ne fera rien ou il réalisera le plan de Déat ».

Au moins, ajoutait-il, cette voie permettrait d'échapper aux expériences de Vandervelde, Hermann Müller et Mac Donald. Claude Lévi-Strauss poussait Déat à

¹in *E.S.*, février 1931, n° 5, pp. 14-16.

prendre même davantage en compte, en plus de la « socialisation en profondeur », les opportunités offertes à la « socialisation [...] en surface ». Ce qui est « immédiatement socialisable » pourrait être, par exemple, une « importante branche d'assurances ». Dans le même compte rendu, Lévi-Strauss passait de la critique à l'adhésion, sans rupture de ton. Ce qui rend bien difficile la qualification de son attitude vis-à-vis de Déat. Il apporta une autre très importante restriction à son adhésion. Selon lui, la socialisation de la « puissance » et celle de la « propriété » se feraient simultanément et non pas successivement¹. Car la redistribution des profits, sous l'égide de l'Etat, ne pourrait pas être assurée avec un régime de propriété privée. En dehors de cette dernière critique, et d'une allusion aux efforts de Déat pour s'attirer les faveurs des jeunes-radicaux, Claude Lévi-Strauss défendait Déat contre ses adversaires. D'une part, il considérait comme acquise la nécessité pour les socialistes de participer aux gouvernements de la République, et d'autre part il admettait que le socialisme ne serait pas obligatoirement le fruit d'une révolution violente menée par le prolétariat. S'il reconnaissait que Déat n'avait pas fait là « une construction doctrinale » définitive, il disait aussi que les « *Perspectives Socialistes* » apportaient au parti un admirable plan d'action pour les trente ou cinquante années à venir ». Le ton de la conclusion ne laissait pas de doute sur l'admiration de Claude Lévi-Strauss :

« Tous ceux qui aiment la montagne connaissent le sentiment qu'on éprouve souvent à la lecture d'itinéraires d'ascension. Ce qui n'était que masse prestigieuse et mystérieuse aussi, apparaît soudain comme un système clair, un ensemble brusquement intelligible. Il me semble que Déat a accompli la même transformation en ce qui concerne beaucoup des perspectives traditionnelles du socialisme. Mais il a fait plus encore. Comme les indications précieuses des courses inédites, de variantes neuves, qu'on glane dans les notes de grands alpinistes, il parsemé son livre de suggestions nouvelles, d'indications originales, dont, bien longtemps après qu'on a achevé la lecture, la pensée n'a pas encore terminé de détailler toute la richesse. De nous avoir ménagé cette joie si rare, nous devons lui être reconnaissants »².

Pour nous, aujourd'hui, il reste le sentiment que la confusion entre les différentes significations de « capitalisme » ou d' « anticapitalisme » ne servit pas la clarté du projet. De quoi était-il question quand ces mots étaient employés ? De doctrine, de „mode de production“, de structure sociale ? On passait d'un plan à l'autre sans grande rigueur. De même, le concept de socialisation paraît s'être fondé sur une confusion à propos de la nature du contrôle exercé par l'Etat sur un secteur d'activité : socialisation est bien souvent employé en lieu et place de nationalisation. Que l'Etat puisse devenir principal actionnaire, ou propriétaire, d'une entreprise implique-t-il une transformation du statut des salariés ? Et cela même dans le cas où un gouvernement socialiste arriverait au pouvoir.

Claude Lévi-Strauss retrouvait là de nombreuses préoccupations personnelles, mais pas toutes. Il restait encore des voies à explorer où il pourrait affirmer

¹ Ce débat renvoyait en fait à la définition de l'État, de son rôle, donc, notamment, au débat Duguin-Hauriou sur la souveraineté.

² in *E.S.*, mars 31, p. 15.

son originalité : le problème de la culture, les relations entre sociologie et pensée socialiste. Un espace était disponible pour inscrire sa propre ambition. La leçon de Déat eut-elle des répercussions dans le parcours de Lévi-Strauss ? Les comptes rendus de février et mars 1931 marquèrent, dans tous les cas, une étape nette. La suivante fut la participation à l'expérience menée par G. Lefranc.

3.4. RÉVOLUTION CONSTRUCTIVE, JUIN 1932, RÉSERVES ET ENGAGEMENTS DE CLAUDE LÉVI-STRAUSS

L'équipe réunie par Georges Lefranc tenta d'élaborer un discours original. Quel fut en son sein le poids des références à de Man ou Déat ? Claude Lévi-Strauss s'y exprima-t-il vraiment ? Les textes et des contributions que ce dernier y consacra furent pratiquement le dernier champ où l'on retrouve Claude Lévi-Strauss militant socialiste. C'est sur lui que nous focaliserons notre attention, renvoyant le lecteur intéressé par l'étude du groupe Révolution Constructive à la thèse de S. Clouet. Onze militants se retrouvèrent au début de l'aventure : Pierre Boivin, Suzanne Bouilly, Maurice Deixonne, Jacques Godard, Max Grignon, Émilie Lamare, Jean Itard, Ignace Kohen, Georges Lefranc, Claude Lévi-Strauss, Robert Marjolin. Parmi eux, trois figurent dans notre échantillon de sociologues : Boivin, Lévi-Strauss et Marjolin. Socialistes, ils furent réunis par Lefranc ; philosophes de formation et apprentis-sociologues, ils avaient été formés par Bouglé. Un normalien, un khagheux et un étudiant atypique rattaché à la Documentation sociale apportaient leurs compétences aux côtés d'un autre philosophe (Deixonne), de deux historiens (Lefranc et Grignon), de deux littéraires (Émilie Lamare et Suzanne Bouilly), de trois scientifiques (dont deux médecins : Godard, Kohen ; Itard était agrégé de mathématiques). Comme nous l'avons vu Lévi-Strauss ne participa pas directement à la rédaction de ce livre ; le fait que le service militaire le tint à l'écart des activités du groupe ne nous avait pas paru une raison suffisante pour expliquer ses réticences à signer le livre. Alors qu'il avait lu très attentivement Déat et de Man, il était probablement porteur d'analyses qu'il ne retrouvait pas dans le texte final.

L'ouvrage collectif publié en 1932 était porteur d'un projet destiné à être précisé par une série d'études plus complètes (*Les Cahiers du Socialisme*) ; si ils insistaient là sur les seuls aspects économiques et sociaux, les auteurs ajoutaient dans une note préalable : « nous ne concevons la révolution que totale » et elle pose le problème de « l'édification d'une culture socialiste »¹. Les rédacteurs de ce texte, comme l'avait souligné M. Déat, étaient d'une génération marquée par la guerre sans l'avoir vraiment connue, puis confrontée à la crise économique et morale. Ainsi ils s'affirmaient : « Témoins, dans notre adolescence, d'un effondrement lamentable, nous avions nourri d'immenses espoirs ; et, de nouveau, l'inquiétude traverse aujourd'hui nos pensées. Démesure de la jeunesse ? Nous voulons dire ici la raison, la légitimité de notre attente et dégager la physionomie de notre malaise actuel devant les efforts auxquels nous avons joint les nôtres » (p. 7). « Du sentiment profond

¹ BOIVIN, Pierre ; DEIXONNE, Maurice ; LEFRANC, Georges. *Révolution constructive*, Paris, Valois, 1932, 240 p. Souligné dans le texte. Le livre parut en juin 1932 et l'éditeur précisait qu'il en avait été tiré 2415 exemplaires. Les références des citations ultérieures qui en sont extraites sont données entre parenthèses.

qu'on [leur] avait menti, de la répulsion que [leur] inspirait la vie contemporaine » est né leur rêve d'un socialisme « monde idéal et nébuleux », avec plus de beauté et de joie. « Mais [ils ont] tous senti un jour que [le Parti Socialiste] ne [les] satisfaisait pas pleinement », car il était atteint par « une double crise de la pensée et de l'action ». Cette dernière était analysée comme la conséquence des conditions de la reconstruction de la S.F.I.O. après 1921, où « le travail de rééducation de 100.000 nouveaux militants » avait d'autant plus appauvri la théorie « que la crainte d'une nouvelle scission [avait] créé la méfiance à l'égard des innovations », donc des tendances ou fractions potentielles. Les mots employés pour caractériser le Parti étaient rudes : « gérontocratie », « ratatinement », « rétrécissement de l'action » : « on peut dire que depuis dix ans, tout le travail du Parti s'est réduit à une simple besogne électorale », « une course aux mandats », car il s'est coupé des syndicats et des coopératives.

« Impossible de différer plus longtemps. L'action est là, pressante, qui nous réclame. Demain la catastrophe peut venir ; ni les hommes, ni les institutions ne sont prêts. Pour nous, au moins, nous voulons nous préparer. Guerre ou Révolution : le dilemme a été posé. Que ferons-nous ? La guerre saurons-nous l'écartier ? [...] Il faut parler » (pp. 20-21).

Ce que Claude Lévi-Strauss avait écrit dans *l'Etudiant Socialiste* était exactement dans cette ligne.

Continuons de suivre les analyses de *Révolution constructive* : il était tout d'abord établi que « le pouvoir politique n'est pas le pouvoir véritable » (p. 27), que sa prise n'avait pas signifié obligatoirement de mutations essentielles en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, ni même en Russie. Ce dernier exemple « prouve que l'expropriation du capitalisme ne suffit pas à définir le socialisme. Le socialisme est avant tout émancipation » (p. 38). Le vrai combat pour le vrai pouvoir est d'ordre syndical, coopératif et municipal. « La tâche immense du parti » est de préparer les cadres de la Nation à ces mutations profondes, à éduquer les esprits. Mais, à la différence de M. Déat, les membres de Révolution Constructive ne tablaient pas sur l'Etat comme instrument de la socialisation. Ils voyaient dans cette analyse un alibi pour justifier la participation au gouvernement. Pour eux, l'action à mener devait être menée hors de l'Etat : « nous croyons à la révolution continue et à son pathétique, plus qu'à celui des barricades ou des bureaux de vote » (p. 177). Ils étaient fortement tributaires de l'héritage proudhonien, méfiants à l'égard de l'Etat et des institutions parlementaires. Dans le même mouvement, le propos passait du marxisme à une définition hétérodoxe du socialisme : de quelle émancipation s'agissait-il ? De quel pathétique était-il question ? Par ailleurs la doctrine de l'Etat était l'objet de débats incessants. Si les libéraux et la plupart des radicaux étaient attachés à réduire son rôle¹, les socialistes et les communistes étaient plus favorables à l'interventionnisme. Le « laisser-faire, laisser-passer » des libéraux réduisait le rôle de l'Etat à celui du garant de l'ordre et de la sécurité. Les radicaux étaient beaucoup plus influencés par le solidarisme. Pour eux, l'essentiel était le contrat entre les citoyens, « l'autorité de l'Etat est remplacée par

¹ Mais nous avons vu que certains radicaux, les plus jeunes surtout, révisaient cette doctrine; l'ouvrage de B. de Jouvenel, *L'Economie dirigée*, pourtant publié par le même éditeur en 1928, n'était pas particulièrement cité.

l'autorité sociale qui est autorité morale »¹. Pour les marxistes-léninistes, le rôle de l'Etat au service de la dictature du prolétariat et de la construction du socialisme était central. Autant les solidaristes faisaient de l'Etat une personne morale comme une autre, en aucun cas une instance déterminante, au-dessus des citoyens et susceptible de leur imposer quoi que ce fût, autant les communistes et certains socialistes pouvaient en faire une réalité transcendante, investie d'une mission spécifique. L'inspiration durkheimienne n'était pas vraiment sensible dans les définitions données par Révolution constructive qui demeurait hésitante. Toutes sortes d'influences étaient perceptibles sans qu'une vision forte s'affirmât (Jean Allemane, Charles Andler, Saint-Simon, Jaurès, Déat, l'austro-marxisme, le P.O.B.). Mais le programme de Révolution constructive était en grande partie celui de la CGT transféré sur le plan politique, avec quelques difficultés d'ajustement. Lefranc était le principal responsable de ces choix tandis que les ouvrages de Henri de Man touchaient tout le groupe².

En fait ces jeunes socialistes cherchaient une doctrine de l'Etat qui serait distincte de celle du Parti Communiste. Sur chaque concept-clef, ils pratiquaient une relecture marxiste à leur façon. Ainsi, ils gardaient la référence à la lutte des classes, mais en y plaçant les classes moyennes dans le camp de la révolution. Il n'était pas question d'une dictature du prolétariat imposée par un parti monolithique aux commandes d'un Etat tout puissant et maître des moyens de production. Les forces révolutionnaires s'appuieraient sur un Etat régulateur, mais la propriété privée ou coopérative demeuraient. L'adhésion des masses ne pouvait être acquise que sur la base de leur volonté et non sous la contrainte. La fidélité au marxisme se heurtait ainsi au souci du respect de l'héritage du socialisme français. De plus les références à la sociologie étaient rares et de peu de poids dans cet ouvrage. Les analyses économiques n'étaient pas non plus d'une grande précision. Georges Souless, alias Raymond Abellio, qui fut le lien entre X-Crise et Révolution constructive, écrivit un texte sur la « Pré-éminence de l'Esprit technique », son but était de « ramener les littéraires éloquents vers des tâches réalistes »³. Les relations de Révolution constructive et de Déat ont été assez confuses. Selon Olivier Dard le projet d'X-crise ne devait pas être confondu avec le planisme des néos, qui procédait d'une révision du marxisme ; ce projet était « un écho direct de la rationalisation des années 20 et du début des années 30 »⁴. À cet égard, O. Dard juge très instructive la conférence de Jacques Branger, du 22 février 1935, « Le contenu économique des plans ... et le planisme », car elle reflète largement la pensée du groupe. Dans cette optique, le planisme vise « à étendre la rationalisation du seul domaine de la production matérielle à l'organisation de toute la société ». Il reste également :

¹BELLAING, L. M. de, *op. cit.*, p. 59.

²Il publia notamment dès l'année suivante un ouvrage dont le titre témoigna de cette proximité : MAN, Henri de. *Le Socialisme constructif*, Paris ; Alcan, 1933.

³in *l'Etudiant socialiste*, février 1932, p. 5.

⁴DARD, Olivier. « Voyage à l'intérieur d'X-Crise », *Vingtième Siècle*, p. 138. Le groupe X-Crise réunit à partir de 1931 de jeunes polytechniciens et de cadres d'entreprises soucieux de mettre leurs compétences scientifiques et techniques au service de l'action politique. Ils sont souvent présentés comme les fondateurs d'une pensée technocratique.

« une attitude de lutte contre la crise du capitalisme et non contre le capitalisme lui-même [...] une tournure d'esprit pragmatiste [...] une croyance dans la possibilité de forcer l'histoire qui peut se résumer en un slogan : "résister et entreprendre". Par conséquent, malgré certaines similitudes, il existe bien un planisme des ingénieurs, fort éloigné du socialisme, y compris des néos, même si on trouve certaines personnalités, dont Jean Coutrot, au comité du Plan de M. Déat. La rencontre a eu lieu mais elle est au fond assez superficielle et lourde d'ambiguïtés, Jacques Branger n'hésitant pas à souligner que "si le planisme apparaît comme une forme nouvelle de socialisme... il ne se présente pas comme étroitement socialiste" »¹.

Nous n'épiloguerons pas ici sur l'appréciation portée sur la rencontre du « au fond assez superficielle »². L'essentiel étant l'affirmation d'un souci de rationalisation de l'économie, de l'action économique qui transcendait les projets politiques³. Le mouvement connu malgré tout une crise interne en juin 1936.

Le regard des socialistes sur *Révolution constructive*.

La critique de *Révolution Constructive* par A. Rossi, publiée dans l'*Étudiant socialiste* était sévère : selon lui l'analyse de la nature du pouvoir exercé par les socialistes dans les différents Etats européens y était insuffisante et erronée. « Le problème n'est pas d'opposer en abstrait l'étatisme oppresseur à l'épanouissement de l'individu », il faut s'appuyer sur l'expérience de la construction socialiste, donc avoir, au préalable, pris le pouvoir⁴. Pour Rossi seule la révolution russe a pu se dégager du « profit capitaliste » pour tenter de « bâtir une économie socialiste » ; il reconnaissait au passage, concession de taille, que le sommet du système de production y avait été plus modifié que la base, car « la métamorphose des salariés en producteurs est loin d'être achevée ». D'autre part, il craignait que l'esprit révolutionnaire manquât à des municipalités, syndicats et coopératives engagés dans une gestion purement réformiste, si la lutte pour le pouvoir politique ne les galvanisait pas. Le risque majeur, pour un projet qu'il situait à la droite de celui de Bernstein, et de Déat, était rien moins que « la putréfaction réformiste ». Il condamnait l'oubli de la lutte des classes, de la lutte politique concrète, une version incorrecte du saint-simonisme.

Un autre compte rendu, pourtant lui aussi publié dans les *Étudiants socialistes* ne fut pas davantage favorable : « L'efficacité socialiste de la Révolution politique » de J.Haver⁵. Proche par l'âge, et les soucis, des Onze, ce dernier leur reprocha de penser que la « révolution n'est plus le point de départ de la construction collectiviste mais son aboutissement, sa réalisation intégrale » ; comme si l'Etat bourgeois n'était pas

¹ DARD, Olivier. *ibidem*.

² En quoi cette rencontre serait superficielle quand on voit toutes les raisons de fond qui conduisent ces jeunes polytechniciens et des militants politiques à sortir de la crise économique, politique et doctrinale de leur temps ?

³ Un exemple de leur volonté d'action concrète : expédier des chômeurs chercher de l'or en Alaska ...

⁴ ROSSI, A. C.R. de *Révolution constructive*, E.S., janvier 33

⁵ HAVER, J. « L'efficacité socialiste de la Révolution politique » E.S., octobre 1932.

en mesure de résister à « l'édification socialiste dans le sein de la société actuelle ». Et ce d'autant plus que « la crise économique fait baisser les effectifs syndicaux, conduit à la faillite de nombreuses coopératives, vide les budgets municipaux à cause du chômage ». Il se moquait : « l'optimisme coule à flot ». Un tel sentiment, s'il pouvait avoir cours en des temps de prospérité, devait être, selon Haver, abandonné au profit d'une agitation révolutionnaire visant la prise du pouvoir, cette agitation représentait « la seule chance de salut ». Les Étudiants socialistes, comme le Parti, n'accordèrent donc pas un accueil enthousiaste à cet ouvrage. Pourtant il reprenait des idées diffuses dans d'autres groupes socialistes, tel Combat marxiste (constitué en 1933). Il y eut, ainsi, même chez les "révolutionnaristes" du Parti, une dimension planiste du projet politique. Longtemps ignoré, cet aspect du discours socialiste permet de remettre en cause le classement du planisme à droite, comme révisionniste, dans la SFIO¹. Des militants qui se signalaient par leur volontarisme révolutionnaire et se méfiaient de la participation ministérielle, des expériences des années 1910 à 1920, ont souligné « l'incapacité des partis socialistes démocratiques à prendre le pouvoir ou à l'exercer sans renoncement »². Attirés par tous les instruments « propres à servir un projet d'action révolutionnaire constructive qui permettrait au socialisme de sortir de ses contradictions et de son impuissance », ils se tournèrent vers la planification soviétique. Et après 1933, devant l'urgence et pour redonner confiance aux masses, il voulerent élaborer des "solutions d'audace" pour organiser l'action une fois le pouvoir pris. Il furent influencés par Victor Alter, le Bund et le parti socialiste juif de Pologne mais peu sensibles aux idées de Révolution Constructive :

« Ainsi, le planisme zyromskiste se présente comme une synthèse du volontarisme planiste et du vieux doctrinarisme marxiste. Il marie l'idée de plan et toutes les notions qui en découlent avec une revendication du socialisme intégral, qui le fait apparaître largement plus cohérent, ou en tout cas moins ambigu, que celui de Révolution constructive et du Combat marxiste, sur des points aussi sensibles que la durée de la phase intermédiaire entre capitalisme et socialisme ou que la nature de la base sociale de l'action planiste [prolétarienne] »³.

S'ils prônaient une économie dirigée, c'était à des fins révolutionnaires, sans perspective d'une transformation violente des structures économiques, sociales ou politiques.

Les réserves de Claude Lévi-Strauss :

Mais plus inattendu fut le regard de Claude Lévi-Strauss sur l'élaboration de ce texte et le résultat final. Regard sévère puisqu'il écrivit à Deixonne le 3 septembre 1931, depuis la maison familiale dans le Gard,

¹NADAUD, Eric. « Les socialistes de la S.F.I.O. et l'idée de plan dans les années 1930 : le cas de Jean Zyromski et de la tendance "Bataille socialiste" », *R.H.M.C.*, 43-1, janvier-mars 1996, pp. 5-34. – NADAUD, Eric. *Une tendance de la S.F.I.O., la Bataille socialiste 1921-1933*, t.1 et 2, Université de Paris X-Nanterre, 1988.

²NADAUD, Eric. « Les socialistes de la S.F.I.O. et l'idée de plan dans les années 1930 », *op. cit.*, p. 7.

³NADAUD, Eric. *op. cit.*, p. 23.

« une œuvre collective sera toujours, bien sûr, quelque peu composite, et d'ailleurs je ne m'en soucie guère. Mais je sens très nettement l'effort de pensée que va me réclamer ma rédaction, étant donné le sommeil dans lequel cette année d'agreg a plongé les réflexions politiques ! et quant à nos collaborateurs, je n'ai pas toujours l'impression que tout ce qu'ils ont écrit atteint le niveau que nous devons exiger de nous-mêmes. Cela ne s'adresse pas à toi ! ».

Ils travaillaient alors ensemble au troisième chapitre. Claude Lévi-Strauss s'excusait des « annotations un peu vives » qu'il avait jointes au manuscrit de Deixonne et les développait ainsi :

« le but du chapitre, c'est-à-dire en somme la définition d'une méthode qui doit nous permettre l'élaboration du contenu de la civilisation future réclamerait, me semble-t-il, plus d'ampleur dans l'exposition. Pour moi, l'idée centrale a exactement la même importance que pouvait avoir pour Kant l'idée centrale de la *Critique de la Raison Pratique*. Dans l'un et l'autre cas, il y a une antinomie apparemment insoluble. Elle consiste, pour nous, dans le fait que les principes moraux, esthétiques, philosophiques déduits des principes du socialisme se trouvent toujours être rétrogrades et périmés. Et puis il y a la découverte qui se suffit : pour Kant, l'exigence absolue de la liberté par la raison pratique ; pour nous, la constatation irréfragable que considérées isolément, les exigences profondes de la philosophie, de la peinture, de la littérature etc. ... prises en elles-mêmes et dans leur devenir dialectique, se trouvent être justement telles que le socialisme les reconnaît immédiatement pour siennes »¹.

Cette approche kantienne du socialisme peut surprendre, elle était déjà en germination, dans les textes sur l'art. Il y aurait une évidence, la rencontre des cadres apriorétiques du socialisme et des œuvres révolutionnaires, quelles qu'elles soient. Il s'agissait de fonder philosophiquement une esthétique socialiste. Lévi-Strauss dans ces textes ne paraissait plus être concerné par les programmes économiques et sociaux mais par la seule « politique de l'esprit ». La suite était encore plus explicite :

« Tu n'es pas sans apercevoir, mon cher ami, en quoi la façon dont tu as traité le problème est différente – et peut-être meilleure. Là où je vois la méthode fondamentale de "toute notre métaphysique future", tu as vu plutôt – ne sens, je t'en prie, aucune "rosserie" dans la brutalité de mon expression – un ensemble de conseils destinés à permettre au candidat S.F.I.O. d'organiser des fêtes socialistes dans sa circonscription. En un mot, je vois encore le problème en candidat à l'agreg – et toi, mieux débarrassé de ce passé, en militant, comme je vais bientôt, j'espère, en redevenir un ».

La rosserie était bien réelle. Les réserves à l'égard du livre ne s'arrêtaient pas là, elles concernaient d'autres développements :

« Plus graves peut-être sont mes critiques à ton chapitre sur l'internationalisme et l'Etat. Tout ce que tu y dis est bon à dire et exactement dit. Mais cela

¹ Les mots sont soulignés dans le texte original.

n'a-t-il pas déjà été dit et est-ce bien nécessaire à répéter dans un ouvrage comme le nôtre, qui vise, non pas à être un ouvrage de propagande destiné à faire des conversions, mais plutôt un travail destiné à montrer la différence entre notre conversion et celle des autres convertis ? Je crois pour ma part qu'il y a des articulations plus modernes de l'internationalisme capitaliste que celles que tu décris. Les événements d'Angleterre – que tu ne connaissais pas encore – en offrent un bel exemple »¹.

Claude Lévi-Strauss voulait faire plus et mieux que de la propagande ; il jugeait ses camarades sans grande aménité. Le 13 décembre 1931, il expédia à Deixonne « quelques notes sur les problèmes philosophiques et religieux du socialisme » destinées à compléter le chapitre de l'ouvrage auquel il ne pouvait plus directement participer. Y étaient jointes aussi des « notes sur Cornilleau [qui] étaient destinées à une critique des relations entre le socialisme et la religion telles que les conçoivent les démocrates populaires ». Dans ce livre, Robert Cornilleau, journaliste catholique, directeur du *Petit Démocrate*, évoquait l'émergence de jeunes socialistes qui seraient en mesure d'abandonner l'anticléricalisme de leurs aînés. A la différence de la Grande-Bretagne, où, en 1927, socialistes et catholiques avaient pu s'entendre, la France comptait encore de sérieux adversaires à ce rapprochement.

« La politique française continue de graviter autour de la question religieuse, avec une persistance de l'état d'esprit révolutionnaire voltairien d'une part, et catholique, contre-révolutionnaire d'autre part »².

Constatant que la religion catholique était mise en minorité par rapport à une doctrine socialiste de plus en plus répandue, il lui paraissait nécessaire « à terme d'envisager la collaboration », de « composer »³. « Le socialisme se place sur le plan terrestre. Le catholicisme sur le plan spirituel »⁴. Alors que le parti socialiste cherchait à élargir son recrutement, de pareilles considérations pouvaient susciter l'intérêt. Claude Lévi-Strauss y tenait assez pour ajouter en Post-Scriptum : « je te demanderai seulement de me retourner mes notes après que tu les auras utilisées. Car dès que j'aurai de la liberté, je me remettrai sans doute à réfléchir sur ces problèmes ». Il devait encore s'agir de fonder une morale socialiste. De cette collaboration aurait dû sortir un des *Cahiers du Socialisme* annoncés lors de la réunion des 13 et 14 septembre 1932 pour le mois de novembre ; M. Deixonne le rédigeait, Claude Lévi-Strauss et Pierre Boivin le révisaient. Il en est resté un texte dactylographié de 23 pages, « L'Art et le socialisme ». On y retrouve la matière des débats entre les philosophes du groupe et l'influence de Claude Lévi-Strauss. « Pour dénoncer cette étrange utopie de l'art prolétarien », Maurice Deixonne se posa des questions de sociologue : comment se créent la conscience de classe, le goût ? Il reconnaissait que dans « le fonds de costumes, de légendes, de savoureux folklores », « de chants du travail, de traditions cor-

¹Lettre de Claude LÉVI-STRAUSS à M. Deixonne du 3 septembre 1931. Fonds Deixonne. APO I.5. La suite de la carrière de Deixonne confirma ce choix initial, chez lui le militant l'emporta sur le philosophe.

²CORNILLEAU, Robert. *Pourquoi pas ? Une politique réaliste*, Paris, Valois, 1929, p. 11.

³CORNILLEAU, Robert. *op. cit.*, p. 38.

⁴CORNILLEAU, Robert. *op. cit.*, p. 50.

poratistes [...] se révélait sous une forme un peu fruste, mais vigoureuse, un art populaire original ». Mais pour ajouter aussitôt : « il faut bien le dire : l'art créé par les prolétaires n'a jamais dépassé, dans son ensemble, les formes les plus basses et les plus périmées de l'art bourgeois ». Il citait longuement H. de Man, *Au-delà du marxisme*, pour dénoncer le kitsch « succédané du salon bourgeois ». Après avoir expliqué que la classe ouvrière manque de « loisirs et de moyens » pour former son jugement esthétique, il en arrivait à une conclusion cruelle : « ainsi trouve son application la loi sociologique de la dégradation des valeurs : l'art de la classe dominatrice ne peut que tomber au-dessous de lui-même chez la classe asservie qui s'efforce d'y accéder ». On peut noter au passage la persistance implicite d'un point de vue hérité de Gabriel Tarde, selon lequel l'imitation pousse spontanément les êtres inférieurs à imiter ceux qui leur sont supérieurs. Mais alors, à défaut d'un art créé par des prolétaires, se posait la question d'un art créé pour eux, en refusant un « avant-gardisme d'esthètes coupés du peuple ». Maurice Deixonne était très sceptique :

« même lorsque de telles œuvres présentent une valeur artistique, et non pas seulement idéologique, elles ne manifestent que l'effort désespéré d'une élite qui souffre du divorce entre le peuple et l'art, mais qui n'est elle-même que la fraction la plus vivante et la plus agissante de la culture bourgeoise, et quant au fond même de l'art rien n'est vraiment changé ».

On était loin de l'affirmation de Lévi-Strauss selon laquelle toute forme de contestation artistique était révolutionnaire . Mais l'auteur ne faisait pas davantage confiance à « un art confessionnel [...] au service de la propagande révolutionnaire ». Pour lui, l'échec était général. Et il reprenait en grande partie la thèse de Claude Lévi-Strauss en notant « on a voulu déduire l'art de demain des principes généraux du socialisme compris dans son sens restrictif actuel , et qui ne le contiennent pas ». Le prolétariat n'est pas capable tant qu'il est inféodé à la culture dominante d'élaborer son art, et il ne pourra pas le faire tant qu'il sera engagé dans la lutte des classes. On reconnaît nettement certaines formules de son ami et "réviseur" dans cet autre développement :

« pourquoi ne pas chercher, en dehors de toute idée préconçue, si des formes nouvelles découlent, ou doivent découler des formes actuelles de l'art ? Alors peut-être nous sera-t-il donné de constater que ces formes, tirées de la seule considération des caractères actuels de l'art, sont telles que le socialisme les peut rêver, telles qu'il peut les reconnaître immédiatement pour siennes, encore que, prise en elle-même, la doctrine socialiste ne les contienne pas ».

La référence aux formes a priori du jugement était encore une fois très appuyée. Il ne s'agissait pas de rabaisser ou l'art ou le socialisme. L'art devait « prendre conscience de ses propres destinées » ; et il faut montrer que le socialisme est « non seulement un principe de connaissance, mais un principe d'action, c'est-à-dire, comme l'écrivit un jour Marcel Déat, une philosophie dans tout le sens du terme »¹. Le musée pourrait être un lieu de formation, mais il est un « bric à brac inaccessible au peuple » ; ici apparaissent les références aux travaux de Wildenstein et de Georges

¹ DEIXONNE, Maurice. « L'Art et le socialisme », texte dactylographié, 1932, 23 pages, p. 4. Fonds Deixonne. APO I.5.

Monnet. Maurice Deixonne proposait des horaires d'ouverture plus tardifs, la gratuité des entrées, et surtout une nouvelle présentation des collections, plus pédagogiques : « au grand public on réserve la vivante atmosphère qui est le fruit d'un vaste effort de synthèse », « des ensembles d'époque », « le musée d'art [devient] musée d'ethnographie ». La suite du texte sur ce que l'on pouvait attendre de l'art est confuse et décousue. À l'instar des communistes, Deixonne critiquait le « culte effréné du moi ». Et même s'il se méfiait des « premiers témoignages du besoin d'art de la masse » trop influençable, « c'est dans la libre manifestation des aspirations populaires qu'il nous faut chercher les prémisses d'un renouveau artistique »¹. Les exemples des meetings politiques, des cabarets rouges du S.P.D. paraissaient prometteurs à Deixonne : « on entrevoit enfin ce que peut-être un théâtre social ». « Les Olympiades ouvrières [où] l'esprit collectif atteint au style monumental », comme les manifestations de masse le fascinaient. Ce sur quoi Claude Lévi-Strauss avait probablement buté. Deixonne cita longuement, comme Georges Lefranc le lui avait conseillé, un article de Paul Faure sur une manifestation viennoise (*Populaire*, 30 juillet 1931). Il en arrivait à la conclusion que « la manifestation est la forme grandiose de l'art révolutionnaire ». Les préventions du jeune socialiste à l'égard de certains phénomènes de masse, tels que ceux générés par le cyclisme, disparaissaient donc devant des manifestations dont l'extrême-droite pouvait aussi être friande. L'architecture était aussi un de ses terrains de prédilection de Deixonne, ainsi il vanta le projet de Le Corbusier-Jeannet exposé au Salon d'Automne en 1922 : « les socialistes doivent être les premiers à approuver un plan qui substitue aux miasmes de nos taudis une splendide cité du travail »². Le socialisme et l'urbanisme doivent s'allier pour imposer la « subordination [...] des fantaisies individuelles à l'économie du plan d'ensemble ». Il concluait sur la nécessité d'un art collectif, car « le socialisme constitue le remède spécifique à l'individualisme ». Mais un pareil texte, malgré des emprunts manifestes aux idées de Lévi-Strauss, était loin des positions que ce dernier défendait en matière littéraire et esthétique.

La littérature y est ainsi réduite à la portion congrue ; Deixonne dénigrait *Les Nourritures terrestres* et les « petites plaquettes de poésie ». Un pareil document témoigne des difficultés de l'élaboration d'une doctrine des valeurs socialistes en matière d'art. La part de la sociologie dans ce travail restait de surcroît fort réduite. Claude Lévi-Strauss pouvait à la fois constater que ses idées ne passaient pas auprès des militants pourtant les plus proches de lui et que celles de Révolution Constructive n'avaient pas un grand succès dans le parti. Nous noterons cependant que Jean Zay mit en œuvre après juin 1936 un programme d'ouverture des musées et de culture pour tous qui relevait de cette fibre là.

Où en était Lévi-Strauss en 1933 ?

Dans sa préface à Victor Alter, « Esquisse d'un programme économique socialiste », Claude Lévi-Strauss présenta le projet d'un membre du Bund polonais³. Il

¹ DEIXONNE, Maurice. *op. cit.* p. 12.

² DEIXONNE, Maurice. *op. cit.* p. 23. Nous renvoyons aux lignes sur l'action de G. Risler, ou l'adhésion de H. Sellier au Musée social.

³ ALTER, Victor. « Esquisse d'un programme économique socialiste », *Cahiers de Révolution constructive*, n°2, 21 p. (1933 ?)

en profita pour rappeler que la fin du capitalisme, annoncée depuis 1918, n'avait toujours pas eu lieu. Certes, « à tous, même à ceux qui en vivent, le régime capitaliste apparaît condamné à disparaître, dans le chaos économique et la corruption politique », mais « ce n'est plus autour du socialisme que s'ordonne la révolte populaire. S'y résigner, attendre une lente évolution de la mentalité collective et des circonstances, c'est risquer de laisser la classe ouvrière plus ou moins prochainement écrasée sous une dictature de réaction pour la sauvegarde désespérée du régime. A nous, au contraire, de rendre aux espoirs de la masse, le seul contenu juste ». Pour ce faire il fallait sortir des pratiques et « des méthodes traditionnelles de la social-démocratie » qui ont fait faillite, sans reprendre pour autant les essais infructueux des bolcheviks ; « les deux grands partis entre lesquels se divise le mouvement ouvrier se sont donc attardés en des méthodes erronées ».

Henri de Man était toujours cité quand il s'agissait d'échapper « à une simple énumération de revendications » et élaborer « le plan [qui] est un ensemble de mesures, conditionnées par leur cohésion [...] ». André Philip y consacra un ouvrage en 1928, où il soulignait que la rationalisation et le socialisme devaient être conjugués pour pallier les défaillances de la libre-concurrence. Il s'inquiéta cependant de la disparition de la conscience de classe et du projet révolutionnaire au profit d'un corporatisme². Claude Lévi-Strauss reprenait les différentes idées de Révolution Constructive, notamment il soulignait la nécessité de s'orienter vers les classes moyennes et les chômeurs (toujours relativement au débat Bernstein/Kautsky). Il ajoutait aussi un paragraphe très anti-parlementaire et concluait :

« le principe de la représentation directe réellement appliqué, ou celui du référendum, combinés avec une plus large autonomie locale et appuyée sur les institutions ouvrières, constitueraient au même titre que le régime parlementaire des formes de démocratie plus fidèles et plus probes ».

Il pensait s'appuyer sur « la volonté de tous ceux qui n'acceptent pas de laisser s'enliser leurs espoirs dans les marais de la routine et de l'opportunisme ». Il y avait une certaine aigreur dans le ton du préfacier, comme si les réactions du Parti à leurs projets, avaient atteint sa conviction. La préface collective au *Cahier de Révolution Constructive* n°7, consacré aux « Etudes sur la Révolution » de Léo Moulin (brillant intellectuel belge dans la lignée de de Man) était de la même veine :

« plus les événements se précipitent et plus il apparaît que la crise doctrinale du socialisme masque une divergence de génération. Sur aucun des grands problèmes actuellement posés, ni sur celui du plan, ni sur celui du régime parlementaire, ni sur celui de la guerre, nous ne trouvons pas dans les paroles ou les écrits de ceux qui mènent l'Internationale et le Parti, de réponses satisfaisantes aux préoccupations qui nous assaillent. Entre eux et nous, une génération manque, sacrifiée ou épuisée. Ceux qui pourraient parler en son nom s'égarent ou se confinent en des tâches subalternes en n'assurant plus la continuité ».

² PHILIP, André. *Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme*, Paris, Ed. de l'Année politique, 1928, 199 p.

En juillet 1933, lors du Congrès socialiste, Marcel Déat et ses amis Bernard Montagnon, Adrien Marquet s'opposèrent vivement à ceux qui leur reprochaient d'avoir voté le budget Daladier, ainsi qu'aux marxistes et à L. Blum. Toutes les tendances du parti étaient en cause. Max Bonnafous les soutint. Qu'il y eût deux sociologues dans l'aventure pour souligner que, dans cette période de crise de la SFIO, de crise doctrinale, de crise morale et matérielle générale, il fallait prendre en compte les expériences italienne et allemande, était remarquable. Certains les accusèrent de « fascisme et d'hitlérisme », eux se voulaient attentifs à ce que devenaient, dans cette crise, les classes moyennes, la jeunesse, les mouvements syndicaux. Déat revint sur l'usage que l'on pouvait faire du marxisme, qui était « une méthode d'analyse et non pas un ensemble de mots de passe que l'on doit prononcer [...] comme le Shibolet de la tradition juive, pour faire reconnaître si l'on est orthodoxe ou hérétique », il permettait d'analyser le fascisme et, surtout, de rendre compte de la prolétarisation des classes moyennes. Mais le fascisme n'était pas pour autant « un mouvement de mercenaires au service des intérêts bancaires et industriels »¹. La scission eut lieu en novembre ; trente mille militants quittèrent la SFIO, mais ils ne rejoignirent pas tous le nouveau Parti Socialiste de France. Parmi les vingt-huit députés, sept sénateurs et six fédérations qu'entraînèrent les néos, figurait P. Ramadier. Faute d'une bonne organisation, et à l'écart de la dynamique du Front populaire, Déat ne put pas développer son audience autant qu'il l'avait espéré. Il ne devint pas le chef du parti des classes moyennes. Avec son Comité au Plan, il affina ses propositions économiques, mais ne galvanisa pas un parti de masse. Très bon orateur, Déat passait bien dans les meetings, peu meneur d'hommes, il n'en entraîna pas beaucoup. Dès 1934, son parti dut se rapprocher des républicains socialistes et des socialistes français pour créer l'Union Socialiste Républicaine. Il fut ministre entre janvier et mai 1936, puis battu par un candidat communiste. Le Front populaire annihila ses efforts. Ses proches furent aussi battus. Alors, ses positions furent de plus en plus en pacifistes et favorables à l'unité nationale contre les communistes. Il fut, avant 1940, favorable à un rapprochement franco-allemand qui se transforma aisément en collaboration.

Claude Lévi-Strauss resta plus près de Révolution Constructive que des néos. Mais nous manquons d'éléments d'informations pour aller plus avant sur les relations entre Déat et Lévi-Strauss entre 1933 et 1939. Les dernières interventions vraiment politiques de Claude Lévi-Strauss datent de 1933, il resta en poste à Mont-de-Marsan jusqu'en juillet ; il fut muté à Laon pour la rentrée suivante. Il dit s'être alors lassé d'enseigner².

« Après avoir passé [...] une année heureuse à élaborer mon cours en même temps que j'enseignais, je découvris avec horreur dès la rentrée suivante [...] que tout le reste de ma vie consisterait à le répéter »³.

¹ DEAT, M., MARQUET, A., MONTAGNON, B. *Néo-socialisme ? Ordre-Autorité-Nation*, Bernard Grasset, Paris, octobre 1933, 90 p. Préface de Max BONNAFOUS.

² Stéphane Clouet note que certains membres de Révolution constructive « rejoignent les néos dans la dénonciation des tergiversations du parti (Marjolin, Lévi-Strauss, Godard) », nous n'avons pas retrouvé ces références. CLOUET, S. *op. cit.*, P.U.N. p. 137.

³ LÉVI-STRAUSS, Claude. *Tristes tropiques*, Paris, Plon, 1955, p. 56.

Déçu par l'enseignement, Claude Lévi-Strauss pouvait-il attendre quelques consolations de la politique ? Pouvait-il espérer une issue professionnelle plus enthousiasmante ? Révolution Constructive était-elle à la hauteur de ses idées et espérances ? Révolution Constructive s'engagea vraiment dans l'action au sein du parti ; mais refusant de s'attacher à un courant ou d'en former un nouveau, elle occupa une place très diffuse. Ses membres pouvaient se retrouver dispersés entre plusieurs tendances. L'effort de renouvellement de la pensée et de l'action du parti se heurta à la ligne défendue par Léon Blum ; le départ de Marcel Déat entraîna le ralliement des planistes qui voulaient rester dans le parti. Mais le 6 février 1934 joua en faveur du repli unitaire sur la ligne traditionnelle. Révolution Constructive survécut jusqu'à la guerre, mais divisée. Claude Lévi-Strauss avait pris ses distances très tôt. Il fut probablement déçu par l'attitude de quelques camarades : « Il faut l'avouer, non sans cynisme : certains voulaient se pousser à l'intérieur du Parti »². Stéphane Clouet note : « Claude Lévi-Strauss quitte la sphère du politique, pris par ses travaux d'ethnologie et parce qu'il voit s'écrouler ses rêves pacifistes »³. Cette appréciation ne nous paraît pas encore pertinente à cette date.

² CLOUET, S. *op. cit.*, P.U.N., p. 134.

³ CLOUET, S. *op. cit.*, P.U.N., p. 148.

4.

LE PASSAGE DE LA POLITIQUE À L'ETHNOLOGIE

LE processus d'éloignement dura en fait plusieurs années, et mérite qu'on le décompose plus précisément. Plusieurs facettes de Claude Lévi-Strauss politique doivent être distinguées : le militant de Révolution Constructive, celui de la SFIO et le pacifiste. Pour ce militant, la sociologie était un instrument au service du discours politique. Il prit quelque distance relativement à Révolution Constructive dès le début de l'aventure menée par G.Lefranc. À partir de 1933, tandis que ses convictions socialistes passaient au deuxième plan, il tenta de trouver des solutions de substitution. L'émergence de son projet ethnologique se produisit alors. Deux interprétations de son ralliement à l'ethnologie ont été données par Claude Lévi-Strauss : une vocation profonde ou le fruit du hasard.

4.1. UN CONCOURS DE CIRCONSTANCES ?

Dans tous ses entretiens récents, Claude Lévi-Strauss voit dans son choix en faveur de l'ethnologie le résultat d'un concours de circonstances. Au total, rien ne l'aurait prédisposé à cette carrière. Dès la fin des années vingt, lors de réunions de famille, Paul Nizan qui avait épousé une de ses cousines, lui fit comprendre que l'Institut d'Ethnologie nouvellement créé pourrait recruter des agrégés de philosophie¹. Jacques Soustelle, reçu premier à l'agrégation de philosophie, fut considéré comme étant aussi le premier à passer à l'ethnologie, débarrassant de tout complexe ses imita-

¹Entretien de Claude Lévi-Strauss avec C. Ockrent, *op. cit.* et ERIBON, D, *op. cit.*, p. 28.

teurs. Le père de Claude Lévi-Strauss eut une commande pour la décoration du pavillon de Madagascar destiné à l'exposition coloniale de 1931 ; il put découvrir l'univers des ethnographes. Lévi-Strauss serait arrivé à l'ethnologie par « un concours de circonstances ». Le développement de la nouvelle discipline pouvait satisfaire un goût ancien « pour les curiosités exotiques » et offrir des débouchés professionnels hors des cadres sclérosants de la philosophie officielle, hors de France aussi.

Déjà la lecture de son *Babouf* nous a révélé son intérêt pour les sociétés traditionnelles. Il aimait les récits des grands voyageurs. Huit ans plus tard tout attisait son envie de partir. L'Université n'offrait aucune perspective exaltante, la lutte politique avec ses amis de Révolution Constructive se révélait bien décevante ; la France de la Troisième République pouvait-elle encore faire rêver ? En 1931, « j'ignorais tout de l'ethnologie, je n'avais jamais suivi un cours, et lorsque Sir James Frazer rendit à la Sorbonne sa dernière visite et y prononça une conférence mémorable – en 1928, je crois – bien que je fusse au courant de l'évènement, l'idée ne me vint même pas d'y assister »¹. Il attendit cependant encore deux ans pour lire « un ou deux livres d'ethnologie anglo-saxons, notamment le *Traité de sociologie primitive* de Robert Lowie, qui m'avait conquis parce que le théoricien se confondait avec le travailleur sur le terrain »². « Il peut paraître étrange que je sois resté si longtemps sourd à un message qui, dès la classe de philosophie pourtant, m'était transmis par l'œuvre des maîtres de l'école sociologique française »³. Avec l'école anglo-saxonne « sa pensée échappait à cette sudation en vase clos à quoi la pratique de la réflexion philosophique la réduisait »⁴. Les années cruciales pour l'affirmation de la vocation de Claude Lévi-Strauss furent donc les années 1932-1934. La formation sociologique qu'il avait reçue était très livresque ; elle se distinguait certes de l'enseignement de la philosophie en ce qu'elle s'intéressait à des problèmes concrets, mais aucun de ses maîtres ne prônait l'enquête sur le terrain. N'écrivit-il pas à propos de Célestin Bouglé : « ce philosophe qui avait jadis écrit un ouvrage sur le *Régime des castes dans l'Inde*, sans se demander un seul instant s'il n'eût pas mieux valu, d'abord, y aller voir (« dans le flux des événements, ce sont les institutions qui surnagent », proclamait-il avec hauteur dans sa préface de 1927) ne pensait pas que la condition indigène dût avoir un sérieux retentissement sur l'enquête ethnographique. On sait d'ailleurs qu'il n'était pas le seul, parmi les sociologues officiels, à témoigner cette indifférence dont les exemples survivent sous nos yeux »⁵. Dans un entretien avec S. Clouet, Claude Lévi-Strauss revint sur ce jugement :

« Ces dernières années, en conversation, Aron m'avait amicalement reproché mon jugement sur Bouglé dans *Tristes Tropiques*. "Il valait mieux que cela", disait-il. [...] Pourquoi me suis-je adressé à Bouglé plutôt qu'à Fauconnet [pour le diplôme d'études supérieures] ? J'avoue que je ne sais plus. En de-

¹ LÉVI-SRAUSS, Claude. *Tristes tropiques*, p. 57.

² ERIBON, D., *op. cit.*, p. 28.

³ LÉVI-SRAUSS, Claude. *op. cit.*, p. 64.

⁴ LÉVI-SRAUSS, Claude. *op. cit.*, p. 64.

⁵ LÉVI-SRAUSS, Claude. *op. cit.*, p. 50. Nous avons déjà noté comment Louis Dumont a défendu le livre de Bouglé. Et la défense du terrain par Lévi-Strauss a aussi fait l'objet de discussions chez les anthropologues.

hors de cette épreuve universitaire, je n'ai pas eu de contacts personnels avec Bouglé ... Je n'étais pas Normalien ... J'ignorais tout de Durkheim (hors les cours de Fauconnet) ... Mon intérêt pour la philosophie politique (plutôt que la sociologie) était né complètement en dehors de l'Université, par mes contacts personnels avec les socialistes belges. J'étais donc un cas aberrant »¹.

La sociologie avait pu fournir des instruments au service du projet socialiste, étayer notamment des considérations sur la nécessaire ouverture du parti socialiste aux classes moyennes, en cela Claude Lévi-Strauss était en accord avec Marcel Déat. On l'a même vu défendre Durkheim dans des recensions de 1931. D'abord marxiste, Claude Lévi-Strauss avait ensuite découvert les apports de la sociologie et la psychanalyse. De la première, il avait retiré que les faits sociaux échappaient à toute explication moniste, de la seconde il admirait le souci de l'étude de cas allée à la théorisation. Son intérêt pour la pensée de Freud était alors si fort que l'on pourrait même se demander pourquoi il ne s'y est pas voué. Dans tous les cas, cette dernière discipline lui permit de s'émanciper du « jeu gratuit » des dissertations philosophiques qu'on attendait des agrégatifs². L'enseignement de la Sorbonne lui permit de découvrir Kant, grâce auquel il put critiquer Bergson et tenter d'édifier une nouvelle métaphysique socialiste. Les intitulés de ses projets ne prêtent pas à confusion. Soucieux d'esthétique, il avait d'abord prévu de rédiger un Cahier du Socialisme intitulé *Esquisse d'une métaphysique au service de la révolution* (1932). Ses interventions auprès de Deixonne nous l'ont montré très enclin à jouer des cadres a priori pour fonder le jugement esthétique. Son projet d'une « politique de l'esprit » avait aussi quelques accents kantien ; le projet d'une paix universelle n'était-il pas cher aussi au sage de Königsberg ? Claude Lévi-Strauss, interrogé sur ce point précis, ne se souvient pas d'un inflexionnement de sa pensée. S'il y eut évolution de celle-ci, il n'en prit conscience que plus tard. Selon lui, le projet de renouvellement de la pensée socialiste ne le quitta pas jusqu'à la guerre. Mais son travail d'ethnologue sur le terrain ne lui paraissait pas lié à ses convictions politiques. Il y aurait donc eu une sorte de « décollage entre les deux domaines » ; en aucun cas la pratique ethnographique n'était destinée à servir de base à un projet politique³.

4.2. UNE VOCATION

En 1955, dans *Tristes tropiques*, Claude Lévi-Strauss parlait plutôt d'une révélation à propos de son choix en faveur de l'ethnologie. Et pour situer son propre parcours, il commençait par classer les étudiants en fonction des spécialités :

- en Droit et Médecine : une jeunesse extravertie et bruyante, qui se destine à un métier, elle est plutôt de droite.

- en Lettres et Sciences : une jeunesse introvertie, discrète, qui cherche une mission ou un refuge, elle se destine à l'enseignement ou à la recherche, plutôt de gauche.

¹ CLOUET, S. *op. cit.*, P.U.N., p. 41.

² LÉVI-STRAUSS, Claude. *op. cit.*, p. 59

³ Entretien de C. Lévi-Strauss avec l'auteur, 25/04/93.

A propos des études de lettres et de sciences, dans un long développement, Claude Lévi-Strauss livrait des clefs pour comprendre son propre choix :

« l'enseignement et la recherche ne se confondent pas de ce point de vue, avec l'apprentissage d'un métier. C'est leur grandeur et leur misère que d'être soit un refuge, soit une mission.

Dans cette antinomie qui oppose, d'une part le métier, de l'autre une entreprise ambiguë qui oscille entre la mission et le refuge, participe toujours de l'une et de l'autre, tout en étant plutôt de l'une ou plutôt de l'autre, l'ethnographie occupe certes une place de choix. C'est la forme la plus extrême qui se puisse concevoir du second terme. Tout en se voulant humain, l'ethnographe cherche à connaître et à juger l'homme d'un point de vue suffisamment élevé et éloigné pour l'abstraire des contingences particulières à telle société ou telle civilisation. Ses conditions de vie et de travail le retranchent physiquement de son groupe pendant de longues périodes ; par la brutalité des changements auxquels il s'expose, il acquiert une sorte de déracinement chronique : plus jamais il ne se sentira chez lui nulle part, il restera psychologiquement mutilé. Comme les mathématiques ou la musique, l'ethnographie est une des rares vocations authentiques. On peut la découvrir en soi sans qu'on vous l'ait enseignée »¹.

Militant socialiste investi d'une mission, le professeur de philosophie aurait donc ignoré sa vocation. L'enthousiasme sous-jacent dans ce texte venait d'une confiance quasi-provocante en soi et en l'ethnologie qu'il pratiquait. Il précisait que le climat intellectuel et politique avait favorisé cette prise de conscience. Mais la rupture fut-elle si grande entre deux âges et deux modes de pensée ? Au moment même où il s'éloignait du militantisme socialiste, Lévi-Strauss opposait la philosophie et ce qu'il appelait la sociologie durkheimienne à une discipline novatrice. La rupture, s'il y eut rupture, se serait faite progressivement.

Dans un entretien donné en 1994, il dit

« en 1934, décidé à me lancer dans le travail ethnographique, j'avais demandé à partir faire du terrain ... sans fixer de destination particulière. On m'aurait proposé la Nouvelle Calédonie ou l'Afrique, j'aurais accepté. le hasard a voulu que ce soit le Brésil, un pays dont je ne connaissais rien. J'ai donc rassemblé de la documentation »².

L'aventure brésilienne comme révélatrice de la vocation ?

Selon M. Fournier qui a eu accès à la correspondance de Marcel Mauss, « aussitôt reçu à l'agrégation de philosophie Lévi-Strauss, très intéressé par l'ethnologie, écrit à Mauss pour lui demander conseil »³.

¹LÉVI-STRAUSS, Claude. *op. cit.*, p. 59.

²LÉVI-STRAUSS, C. « Entretien », *Le Point*, 22 octobre 1994.

³Lettre de C. Lévi-Strauss à M. Mauss, s.d., In FOURNIER, *Marcel Mauss*, Paris, Fayard, 1995, p. 606.

Claude Lévi-Strauss, élève de Célestin Bouglé, fut soutenu par Georges Dumas, praticien à Sainte-Anne, qui avait participé à l'installation de l'Université de São-Paulo (en 1934). Célestin Bouglé lui téléphona pour lui proposer le poste et il partit pour le Brésil avec sa femme Dina en février 1935¹. Sur place, il était censé défendre les couleurs de la sociologie durkheimienne, qui aux yeux de ses hôtes était une forme moderne du comtisme. Véritable gageure car il aurait été alors conquis par les idées de l'école anglo-saxonne et très critique à l'égard de Durkheim ! Cette présentation rétrospective paraît exagérer le poids de la tradition anglo-saxonne, fort peu sensible dans ses écrits de l'époque. S'il était critique du comtisme et de Durkheim, c'était encore surtout du fait de ses convictions socialistes teintées de marxisme. Cette distance relativement à l'auteur de la devise du Brésil, « Ordre et Progrès », lui valut quelques difficultés. Son salaire de base triplé, Claude Lévi-Strauss se retrouvait aux côtés et au service de cette « classe » qu'il avait combattue jusque là².

Claude Lévi-Strauss enseigna et découvrit le pays, mit au point ses méthodes d'enquête. Dans une de ses lettres, Marcel Mauss qui soutenait ce séjour, notait que le couple Lévi-Strauss « prépar[ait] un grand travail théorique sur les effets du contact des civilisations européennes et américaines dans l'Amérique du Sud, depuis l'origine jusqu'à nos jours »³. Ce fut en effet le premier objectif de Claude Lévi-Strauss et de son épouse, à partir d'enquêtes menées avec leurs étudiants dans la banlieue de São-Paulo. Ce qu'il appela « l'ethnographie du dimanche »⁴. Puis il se rendit dans le Mato-Grosso et commença un travail de collecte. Ce qui permit au Musée de l'Homme d'organiser une exposition d'objets *bororos* et *caduveos* à son retour à Paris pendant l'hiver 1936-1937. Il put ainsi rencontrer G.H. Rivière et convaincre le Musée de l'Homme et la Caisse de la recherche scientifique de l'intérêt de financer la poursuite de ces enquêtes chez les Nambikwaras. Il repartit en 1937 et il ne revint en France qu'au début de 1939. Ces années brésiliennes furent vraiment cruciales pour Lévi-Strauss et les Français (Braudel, Monbeig) qui s'y retrouvaient expatriés : « chacun de nous avait le sentiment de jouer sa carrière sur le succès ou l'échec au Brésil »⁵.

La déception de 1936

Alors qu'il n'y avait pas pléthore d'emplois en France, les universités brésiliennes qui se développaient avaient besoin d'enseignants. De plus, l'élite y était francophone⁶. Le fait de se retrouver mêlé à la bonne société brésilienne ne modifia pas les convictions de Lévi-Strauss, seulement l'obligation de réserve lui imposait le silence sur la situation politique. Encore une fois, comme lors de son service militaire,

¹ LÉVI-STRAUSS, C. *Tristes Tropiques*, p. 18. et ERIBON, D. *op. cit.*, p. 30.

² À son départ, il gagnait 26.000 Francs par an. Et Georges Dumas les avertit qu'ils devaient se « préparer à mener la vie de [leurs] nouveaux maîtres », LÉVI-STRAUSS, C. *op. cit.*, p. 18.

³ Lettre de Mauss à Miss Rosenfels, 2 janvier 1935. In FOURNIER, *op. cit.*, p. 606.

⁴ LÉVI-STRAUSS, C. *op. cit.*, p. 122.

⁵ ERIBON, D. *op. cit.*, p. 37. – Pierre Monbeig, né en 1908 avait fait ses études en Sorbonne, licence en 1927, agrégation d'histoire en 1929 (reçu 10ème). Il soutint sa thèse en 1950 et fut professeur à l'université de Strasbourg en 1952.

⁶ voir MICELI, Sergio. *Les Intellectuels et le Pouvoir au Brésil*, Paris, Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, 1983.

le statut vient au secours d'une mise entre parenthèses du militantisme. On attendait qu'il donnât « une base philosophique au libéralisme modéré qui est l'arme habituelle des oligarchies contre les pouvoirs personnels »¹. Il pensait plutôt que son rôle était de participer à la formation d'une « élite nouvelle » qui « s'attelle[rait] à la tâche de déboulonner [la] féodalité », le « gran fino », la bourgeoisie décadente². Il fréquenta les milieux intellectuels de gauche locaux et suivit de près les développements de la politique française. Claude Lévi-Strauss s'était expatrié mais restait un militant socialiste. C'est ainsi que, grâce à son récepteur radio à ondes courtes, il apprit la victoire électorale du Front populaire. Détenteur de la carte de la S.F.I.O au moins jusqu'en 1937, il se sentait solidaire des socialistes français et il fut « transporté de joie »³. Il était « sûr d'être rappelé », de vite recevoir un message de Georges Monnet lui demandant de « reprendre sa place », comme directeur de cabinet par exemple. Il n'en fut rien et sa déception fut grande⁴. Là eut lieu vraiment une déchirure.

Lévi-Strauss se consacra alors pleinement à sa thèse. L'oubli, dans lequel le maintenait ses camarades, sanctionnait un éloignement qui n'était peut-être pas seulement géographique. Certes, il n'avait pas suivi les néos, mais il n'avait pas davantage participé à la mobilisation du Parti face à l'extrême-droite, ni davantage pris part à l'élaboration et aux manœuvres préparatoires à la constitution du Front Populaire, de son programme. Il s'était vraiment éloigné du militantisme depuis son agrégation, et en avait eu conscience ; mais il avait apparemment conservé le sentiment que son engagement en faveur d'une politique socialiste de l'esprit, ses amitiés lui vaudraient quelque reconnaissance. Il n'en fut rien. Le militant n'était pas exclu, il ne faisait pas scission. Sa dernière action avec ses amis de Révolution Constructive eut lieu en 1938 : il donna une conférence à l'Institut supérieur ouvrier de Georges Lefranc sur « les problèmes ethnographiques »⁵. Si son champ d'études n'avait jamais été vraiment le quotidien ouvrier ni un l'économie, cette conférence l'établit définitivement.

Ses opinions politiques perdurèrent mais en perdant de leur force, et surtout sans plus s'exercer dans une activité militante⁶. Elles étaient comme des rémanences des années vingt qu'il ne prit pas la peine de soumettre à la critique. Ainsi il resta farouchement pacifiste. L'idée de Révolution Constructive était de faire la « révolution sans larmes » selon l'expression de Claude Lévi-Strauss⁷. Déat partageait la même vo-

¹ LÉVI-STRAUSS, C. *op. cit.*, p. 64.

² LÉVI-STRAUSS, C. *op. cit.*, p18.

³ Entretien de C. Lévi-Strauss avec l'auteur, 25/04/93.

⁴ ERIBON, D. *op. cit.*, p. 81 : « J'avais pris du recul pendant les années au Brésil. Pas seulement de mon fait, d'ailleurs. Dans les années précédant l'agrégation j'avais été [...] collaborateur de Georges Monnet, député socialiste. En 1936, j'étais déjà au Brésil, il devint ministre dans le gouvernement du Front Populaire. Je m'attendais à ce qu'il me rappelle. Manifestement mes anciens camarades, tout à leur victoire, m'avaient oublié. Les événements, le nouveau cours que prenait ma vie, ont fait le reste... ». La déception fut sûrement vive et la vigueur du repli sur les études proportionnelle. Dans son entretien avec l'auteur, C.Lévi-Strauss ajoutait que ce n'« était pas très glorieux » (25/04/93).

⁵ In BERTHOLET, Denis. *Op. cit.*, p. 101.

⁶ Nous ignorons à quelle date il cessa de cotiser à la SFIO.

⁷ CLOUET, S. *op. cit.*, P.U.N., p. 180.

lonté. La montée des tensions internationales à partir de 1935 ébranlait les espoirs de ces militants. Elle ne les faisait pas disparaître pour autant. Alors qu'il était de retour d'une expédition en décembre 1938, un journal abandonné dans une hutte apprit à Lévi-Strauss la signature des accords de Munich : « Cela ne me disait pas grand chose. J'étais mal placé pour observer : j'étais [...] beaucoup plus préoccupé par les Indiens que par la situation du monde »¹. De retour en France, Claude Lévi-Strauss défendit Munich et même se heurta à ce propos avec Georges Monnet, « violemment antimunichois », quand ils se rencontrèrent au début de l'année 1939². Avec la guerre et la défaite de la France tout s'écroula. « Lévi-Strauss explique ainsi sa "sortie de la politique" par l'aveuglement de son pacifisme : « je me suis tant trompé en politique que j'y ai renoncé »³. Il est revenu à plusieurs reprises sur ses erreurs d'appréciation dans ses entretiens : « quant aux engagements politiques, j'ai été pacifiste dans ma jeunesse et puis j'ai vécu la débâcle de l'armée française [...]. De m'être si lourdement trompé m'a inspiré une défiance définitive envers mes jugements politiques »⁴. Sa compréhension du nazisme et des dangers qu'il représentait resta limitée, comme le prouva sa volonté de rester en France. Il se rendit même à Vichy, en septembre 1940, pour tenter regagner le poste où il avait été nommé au Lycée Henri IV à Paris⁵. En 1940, la débâcle « les mois d'attente vaine puis cette errance sinistre ont accéléré chez Lévi-Strauss le processus d'éloignement de la chose politique »⁶. Son souci de remplir ses obligations professionnelles, son absence d'« imagination », comme il le disait dans un élan de modestie pour expliquer qu'il ait pu affronter courageusement les dangers des expéditions brésiliennes, le conduisaient à agir comme si la situation des Juifs n'était pas grave. En fait, il avait ignoré ce qui se passait en France et en Europe depuis 1935. L'abandon de la France pour le Brésil avait été celui l'Ancien Monde pour le Nouveau, de la sociologie pour l'ethnologie.

L'impact du séjour américain

Pendant la guerre, réfugié aux Etats-Unis, il fréquenta les surréalistes et tira profit de son expérience de "speaker" en travaillant à l' *Office of War Information* pour lequel Pierre Lazareff l'avait recruté ; il prêtait alors sa voix aux discours de F.D. Roosevelt⁷. Il enseigna à partir de 1941 dans la New School for Social Research, jeune institution qu'il classait à gauche. Il lisait surtout, et à défaut de « faire du terrain », il explorait les bibliothèques américaines et préparait *Les Structures élémentaires de la parenté*. Il avait „signé un engagement dans les Forces françaises libres“ mais demeura dans la Mission scientifique française aux Etats-unis. Jacques Soustelle qu'il avait rencontré

¹ C. LEVI-STRAUSS. « Comment j'ai vu grandir le danger », *Le Figaro*, 22-23 juillet 1989.

² Entretien de C.Lévi-Strauss avec l'auteur, 25/04/93.

³ CLOUET, S. *op. cit.*, P.U.N., p. 180. Et « Quand on s'est trompé si gravement, il n'y a qu'une conclusion à tirer : c'est qu'on a pas la tête politique » in « Un anarchiste de droite, *l'Express* va plus loin avec Claude Lévi-Strauss », *L'Express*, 24 octobre 1986, p. 67.

⁴ Entretien de Claude LÉVI-STRAUSS avec J.P. ENTHOVEN et A. BURGUIERE, « Ce que je suis », *Le Nouvel Observateur*, n° 817, 5 juillet 1980, pp. 15-18.

⁵ ERIBON, D. *op. cit.*, p. 41.

⁶ BERTHOLET, Denis. *Claude Lévi-Strauss*, Plon, Paris, 2003, p. 123

⁷ ERIBON, D. *op. cit.*, p. 50.

en 1936 à Paris, avant de le retrouver, heureusement, à Porto-Rico, en 1940, alors qu'il cherchait à rejoindre New-York, tenta même de le faire venir à Londres. « J'ai assisté à quelques réunions gaullistes, mais je ne fus pas très actif¹ ». Il repoussa la proposition amicale que lui fait Jacques Soustelle : « j'ai souvent réfléchi à la conversation que nous eûmes [...] à New York, dans mon petit studio de Greenwich Village. Vous me pressiez amicalement de gagner Londres en votre compagnie [...]. Quel destin m'eût été réservé si je vous avais suivi ? Probablement me serais-je tourné vers la politique qui me tentait encore à cette époque, et j'aurais dit à la science un adieu définitif² ».

Sa participation aux réunions des gaullistes était irrégulière ; son engagement politique « s'effiloche[ait] »³. « J'étais encore trop imprégné de socialisme pour passer au gaullisme. Et en même temps, chaque position politique m'apparaissait contradictoire ». Ses amitiés françaises à New-York, surréalistes pour un bon nombre, l'avaient plutôt confronté à une attitude de contestation des formes traditionnelles de la politique. Il préférait étudier.

La fracture américaine avait redoublé celle que l'installation au Brésil avait suscitée. Toute sa formidable énergie, sa curiosité, il les employa plutôt à découvrir des ressources intellectuelles qu'il avait méconnues. Il rencontra l'œuvre de Franz Boas et subit l'influence de *Race, Language and Culture*. Claude Lévi-Strauss nous a signalé qu'il ne fallait pas oublier, « treize ans avant d'avoir rencontré Roman Jakobson, la première apparition du terme “structural” sous [sa] plume »⁴. Il a pu ainsi confier à Didier Eribon

« j'étais alors une sorte de structuraliste naïf. Je faisais du structuralisme sans le savoir. Jakobson m'a révélé l'existence d'un corps de doctrine déjà constitué dans une discipline : la linguistique, que je n'avais jamais pratiquée. Pour moi ce fut une illumination. »⁵

Puis, il eut à lire pour satisfaire une commande de Georges Gurvitch, peut-être pour la première fois avec pareille attention, les textes des fondateurs de la sociologie française ; ce chapitre fut publié dans *La Sociologie au XXème siècle* en 1946 à New York et en 1947 à Paris⁶. Ce fut l'occasion de réhabiliter Durkheim et sa pluridisciplinarité, de donner à l'anthropologie des racines continentales. Lévi-Strauss revenait en Europe, porteur d'une anthropologie façonnée sur le modèle anglo-saxon, en revendiquant, ses liens avec la sociologie française dans une définition extensive.

¹ Claude Lévi-Strauss et Didier Eribon, *De près et de loin*, p. 68

² « Discours de Claude Lévi-Strauss », cité dans C. BERTHOLET, *op. cit.*, p146.

³ ERIBON, D. *op. cit.* p. 68.

⁴ Dans sa « Réponse à Monde » d'octobre 1928, voir chapitre 3.1. *supra*.

⁵ ERIBON, Didier et LÉVI-STRAUSS, Claude. *De près et de loin*, p. 191.

⁶ GURVITCH, Georges et MOORE, Wilbert E., Dir. *La Sociologie au XXème siècle*, 2 vol. P.U.F., Paris, 1947, T.I, pp. 513-545 ; *Twentieth Century Sociology*, Philosophical Library, New-York, 1946.

5.

CLAUDE LEVI-STRAUSS APRES 1945 : UNE AMBITION PUREMENT SCIENTIFIQUE COUPEE DE TOUTE INFLUENCE JUVENILE ?

5.1. UN INTELLECTUEL PEU ENGAGÉ

DE retour en France, après-guerre, Lévi-Strauss dit avoir abandonné « totalement » ses activités politiques. N'ayant pas participé à la Résistance, à la préparation d'un projet pour son pays, il était effectivement décalé, peu à même de participer à la vie de la Cité. La désillusion le frappait alors que le temps était aux engouements massifs et indiscutables. Claude Lévi-Strauss ne milita donc plus, après-guerre, dans une organisation partisane. En une époque où le salut de l'intellectuel paraissait passer par l'engagement, il restait à distance de la politique. Son passé de militant socialiste put ainsi être oublié.

Ses interventions directement politiques furent rares. De fait sa signature apparut une fois en 1955, quand il signa une lettre de soutien à la création d'un comité d'action pour la paix en Algérie. De cette signature, refoulement ou réelle récupération par un tiers, il n'a gardé aucun souvenir. Il refusa de signer l'appel des 121. Cependant en 1959, dans ses entretiens avec Georges Charbonnier, il se disait toujours « fidèle à sa jeunesse militante, révoltée par les injustices et les cruautés commises au nom de la civilisation ». Il ajoutait

« Si l'ethnologue osait se permettre de jouer les réformateurs, [...] il préconiserait sans doute une décentralisation sur tous les plans, pour faire en sorte que le plus grand nombre d'activités sociales et économiques s'accomplissent à ces niveaux d'authenticité, où les groupes sont constitués d'hommes qui ont une connaissance concrète les uns des autres.¹ »

Nous retrouvons là comme des accents fouriéristes, une projection de l'idéal de la communauté primitive sur notre époque, comme une préfiguration de l'idéal d'une certaine jeunesse des années 1970. De plus il affirmait une sensibilité écologique encore peu galvaudée. En 1968, ses seules interventions publiques portèrent sur la protection des indiens du Brésil et il les réitéra en 1980.

Autre réflexion directement politique, son dialogue avec Raymond Aron sur le sionisme et le sort des Palestiniens où ces derniers lui inspiraient une sympathie d'une nature proche de celle qu'il avait pour ses indiens. Mais cet échange prit place dans une correspondance privée².

Préférant la position de l'expert à celle du pétitionnaire, Lévi-Strauss déposa en 1976 devant une commission de l'assemblée nationale chargée d'examiner trois propositions de loi sur les libertés : selon lui la liberté de l'homme devrait être concue dans un cadre qui prendrait en compte les autres êtres vivants :

« si l'homme possède d'abord des droits au titre d'être vivant, il en résulte immédiatement que ces droits, reconnus à l'humanité en tant qu'espèce, rencontrent leurs limites naturelles dans les droits des autres espèces »³.

Lévi-Strauss s'intéressait toujours à la politique sans plus entrer dans l'arène.

La production bibliographique de Claude Lévi-Strauss après-guerre, paraît avoir aussi abandonné le champ politique. Pour lui l'ethnologie ne devait pas être un instrument au service d'un projet politique précis, il la voulait à part⁴. Cette rupture et la conversion de toutes ses énergies en faveur de l'action scientifique ont été hautement revendiquées par Lévi-Strauss et soulignées par ses exégètes.

Denis Bertholet, très représentatif de cette lecture du parcours de Lévi-Strauss, note à ce propos

« Si Lévi-Strauss quitte ses compagnons, [en 1934] ce n'est pas pour en chercher d'autres. Il cesse toute activité politique. Sa vie militante a duré plus de huit ans. Il y a cru, il a pensé faire carrière. Il a écrit, s'est fait connaître, est intervenu dans des centaines de réunions, a construit autour de lui un réseau dense de relations. En 1934, toutes les conditions sont réunies pour qu'il se lance. Nombre de ses amis ne tarderont pas à se présenter à des élections, à

¹ CHARBONNIER, Georges. *Entretiens avec Claude Lévi-Strauss*, Paris, Julliard-Plon, 1961, p. 63

² ARON, Raymond. *Mémoires*, Paris, 1983, p. 521.

³ LEVI-STRAUSS, Claude. *Le Regard éloigné*, Paris, Plon, 1983, p. 381.

⁴ Entretien de C. Lévi-Strauss avec l'auteur le 23 avril 1993.

briguer des sièges ou rechercher des fonctions auxquels tous, d'une manière ou d'une autre, ont songé pendant leurs années de combat »¹.

L'auteur précise qu'il n'est pas sûr que Lévi-Strauss eût alors le sentiment de s'être trompé et c'est peu probable

« qu'il ait saisi tout ce qu'il y avait de naïveté dans les idées qu'il a défendues. Le sentiment de s'être trompé viendra au fil des ans, de même que le renoncement définitif à la politique » ; « elle ne lui donne plus ce qu'il lui a demandé : une manière de créer un rapport ferme entre l'abstrait et le concret, entre un individu en quête d'accomplissement et un monde en quête de sens ». Lévi-Strauss se serait plus défié de lui-même que de la politique et ne se serait plus mêlé de „donner des leçons“².

Après-guerre, Lévi-Strauss aurait considéré que la politique était un travail à plein temps qui ne lui était pas destiné. Dès lors « Lévi-Strauss est définitivement un homme de savoir »³.

L'œuvre de Lévi-Strauss doit certes d'abord être appréciée en fonction des critères propres à sa discipline et notre angle d'attaque historique ne tend aucunement à préjuger de ce qu'elle a apporté aux sciences humaines. Mais dans le même temps il nous paraît difficile de postuler que rien dans cette pensée, après-guerre, n'aurait de lien avec ce qu'elle avait été avant-guerre. Nous nous appuierons sur quelques textes-clés parfois méconnus sans prétendre à l'exhaustivité.

5.2. LA CONTINUITÉ D'UNE AMBITION DOCTRINALE CONQUÉRANTE

Après 1945, « Lévi-Strauss répétera sans jamais se lasser, mais sans être toujours entendu, que son ambition première est de comprendre l'esprit humain »⁴.

Avant-guerre il avait été militant, organisateur, orateur avec une ambition profonde : être le „penseur du parti socialiste“ et être l'auteur d'*Une métaphysique au service de la Révolution*. Rappelons qu'une métaphysique est « la science des réalités qui ne tombent pas sous le sens, des êtres immatériels et invisibles (ainsi l'âme et dieu), soit comme la connaissance de ce que les choses sont en elles-mêmes par opposition aux apparences qu'elles présentent. [Elle] porte sur ce qui est au-delà de la nature [...] du monde tel qu'il nous est donné, et tel que les sciences positives le conçoivent et l'étudient »⁵. Il aurait ainsi voulu opposer au système marxiste un corps de doctrine complet qui aurait pu asseoir le projet socialiste français.

¹BERTHOLET, Denis. *Claude Lévi-Strauss*, Plon, Paris, 2003, pp. 62-63.

²LEVI-STRAUSS, Claude. Entretien „Un anarchiste de droite“, *L'Express*, 24 octobre 1986, p. 67.

³BERTHOLET, Denis. *op. cit.*, p. 123.

⁴BERTHOLET, Denis. *op. cit.* p. 189.

⁵Article « métaphysique » de l'*Encyclopedia Universalis* (auteur ALQUIE, Ferdinand).

Son année d'agrégation, en 1931, l'avait conduit vers de nouveaux terrains théoriques. Claude Lévi-Strauss avait pu prendre conscience de la fragilité, de la légèreté du projet de Révolution Constructive ; il pouvait aspirer à une élaboration plus soutenue : les questions de la foi socialiste, de la culture, de la morale lui paraissaient les plus importantes. La déception de 1936, le Brésil, la guerre et l'exil américain confirmèrent donc un mouvement de fond, l'abandon du militantisme mais en aucun cas la fin de toute ambition métaphysique. Quand le Parti, les camarades, son intérêt parurent successivement ne plus répondre à ce dessein d'être un penseur socialiste, il décida d'être un penseur tout court. Mais dans le cadre d'une discipline qui irait au cœur de la culture : l'anthropologie. Nous prendrons donc le contre-pied de Claude Bertholet pour qui les analyses de la sociologie française par Lévi-Strauss en 1946 illustreraient le renoncement „à mettre de la métaphysique dans son savoir“¹. Comment poser ainsi que Lévi-Strauss serait un savant positif absolu alors qu'il nous paraît au contraire que ce projet global se maintint.

La croyance du jeune Lévi-Strauss en la pertinence du marxisme ne s'est pas dissipée soudain, elle a été remplacée progressivement par la croyance en la synthèse durkheimienne complétée par des catégories empruntées à Jakobson ou Freud. Son travail s'inscrit dans les catégories françaises de « sociologie » ou de « sociologie comparée » en héritant de ses ambitions normatives. Il y avait aussi à la base de ce projet une conviction morale permanente héritée du rousseauisme. A l'œuvre dans la pensée de Cabet, de Fourier, la référence permanente au contrat social volontaire, était déterminante chez Claude Lévi-Strauss.

En 1962 encore, il écrit, à l'occasion du 250^{ème} anniversaire de la naissance de Rousseau, que l'auteur du *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* méritait l'admiration la plus inconditionnelle car il « a fondé l'ethnologie »². A la même époque il reconnaissait ce qu'il devait à Marx notamment concernant la plus-value : « On n'a pas assez souvent remarqué que la réponse de Marx à ce problème offre un caractère ethnographique », de même que son analyse de la colonisation³. Sur le plan théorique et moral, une certaine continuité était manifestement à l'œuvre. Il ne rompait pas avec la pensée philosophique. Frédéric Keck a finement distingué, dans l'héritage rousseauiste revendiqué par l'anthropologue, la nostalgie d'une société mythique vivant en harmonie avec la nature de la reconnaissance des mérites d'une pensée capable de rendre compte de la « contingence d'un événement qui a définitivement séparé la société humaine du reste de la nature »⁴. La contribution de Lévi-Strauss serait du même ordre : la mise en évidence des caractères structuraux, mathématiques de l'organisation des sociétés humaines. Cependant la „pitié“ revendiquée envers l'objet des études, le différent, le sauvage, n'en reste pas moins profondément morale.

¹BERTHOLET, Claude. *op. cit.*, p. 155.

²LEVI-STRAUSS, Claude. « Jean-Jacques Rousseau, fondateur des sciences de l'homme », in *Anthropologie structurale II*, pp. 45-56.

³LEVI-STRAUSS, Claude. « Table ronde sur les prémisses sociales de l'industrialisation », sep. 1961, in *Anthropologie structurale II*, p. 367.

⁴KECK, Frédéric. *Claude Lévi-Strauss, une introduction*, Pocket, Paris, 2005, p. 184.

Les certitudes politiques de Lévi-Strauss avaient été fondées sur des certitudes doctrinales. Quand il s'engagea sur le terrain de l'anthropologie, il affirma de toutes aussi fermes convictions relativement au statut de sa discipline, à sa vocation à établir une science globale de l'homme tenant compte de sa relation à la nature. La linguistique, la psychanalyse le conduisirent à s'intéresser aux combinaisons de symboles, aux systèmes de signes, aux codes. L'anthropologie devrait manier plutôt des symboles que des êtres de chair¹. En 1947, il exposa à Alfred Métraux sa démarche volontariste :

« L'idée d'un retour à la philosophie, compris comme l'exigence d'une conception d'ensemble, revient à demander à l'anthropologie de faire dans toutes ses parties ce que lui-même vient d'accomplir avec les structures de la parenté : construire un point de vue d'où puisse se saisir l'unité logique de son champ » ; « mathématiques, mythes, archéologie, linguistique, histoire : il y a quelque chose d'impérial en lui ».²

Sa conception de la sociologie fut précisée dans « Panorama de l'ethnologie contemporaine »³. Ce rapport, sûrement élaboré dans le cadre de ses fonctions à l'UNESCO, fut publié dans la revue de Roger Caillois. La confiance dans la vertu de la raison pour démêler le monde y était une nouvelle fois clairement affirmée. D'une part, Lévi-Strauss posait une ambition théorique immense : favoriser par son œuvre la compréhension des systèmes et des structures des sociétés. D'autre part, intervenir sur leur devenir.

Selon Lévi-Strauss l'ethnologie était capable de rendre compte des sociétés modernes autant que des « sociétés dites sauvages ou primitives » ; « portée par une demande aussi pressante dans ses exigences qu'inconscientes de son objet, l'ethnologie se met en position de formuler un nouvel humanisme » comme il y avait eu un premier humanisme italien.

« Plus vaste dans ses ambitions, et non essentiellement différent dans ses méthodes : il s'agit toujours d'atteindre à la connaissance de l'homme, au moyen de l'étude comparative d'une pluralité d'expériences humaines [même des plus humbles]. Jamais, sans doute, ambition aussi haute n'a été consciemment formulée par une discipline unique : car il ne s'agit pas moins que d'atteindre à l'homme total, au moyen de la totalité des expériences sociales de l'homme »⁴.

¹LEVI-STRAUSS, Claude. *Anthropologie structurale II*, Paris, Plon, 1958, p. 61.

²METRAUX, Alfred. *Itinéraires I*, Paris, Payot, 1978, cité par Claude BERTHOLET, *op. cit.*, p. 171et 175.

³LEVI-STRAUSS, Claude, « Panorama de l'ethnologie contemporaine », *Diogenes*, avril 1953, pp. 96-123. Il publia aussi « Place de l'anthropologie dans les sciences sociales et les problèmes posés par son enseignement » in *Les sciences sociales dans l'enseignement supérieur*, UNESCO, Paris, 1954, repris dans *Anthropologie structurale II*, Paris, Plon, pp. 377-418.

⁴LEVI-STRAUSS, Claude. « Panorama de l'ethnologie contemporaine », *op. cit.*, p. 97.

Ce bel enthousiasme, la référence à un nouvel humanisme et à l'homme total nous replongent dans les textes rédigés vingt ans plus tôt ! Toutes ces recherches, enquêtes et « analyses structuralistes », même éloignées les unes des autres,

« répondent à la même préoccupation de dégager, dans les coutumes, les croyances, les institutions, ce précipité souvent infinitésimal mais qui recèle en lui la signification » ; « chiffonnière des sciences humaines dès l'origine, l'ethnographie croit aujourd'hui avoir trouvé, dans le lamentable rebut recueilli à la porte des autres disciplines, les maîtresses clés du mystère humain. Mais en même temps qu'elle se prépare à les faire, prudemment et lentement, jouer dans les serrures, elle n'en poursuit pas moins son humble besogne de déballage et de triage des résidus qui continuent à s'accumuler »¹.

Cet article vaut aussi pour témoignage sur la persistance de la fragilité des délimitations disciplinaires à cette date puisque ce panorama intégrait des considérations sur l'usage des analyses pollinique, dendrochronologique et au carbone 14 pour des investigations ethnologiques qui nous paraîtraient plutôt du ressort de l'archéologie. Le recours de l'ethnologie à la génétique des végétaux, pour reconstituer des milieux disparus était de même invoqué comme gage de scientificité. Les publications citées, essentiellement anglo-saxonnes, couvraient tous les champs d'exploration de la planète. Le devenir de l'ethnologie soviétique confrontée, dans le champ « ethnographico-linguistique », aux doctrines de Marr et de Staline, était abordé de la façon la plus neutre. À propos de l'engagement pour la notion de structure et ses vertus, il se citait :

« Lévi-Strauss cherche à définir les structures à l'aide de constantes qu'il demande simultanément à une analyse intensive de cultures globales et à certaines formes de la pensée mathématique moderne de contribuer à dégager »².

Dans son projet d'un panorama objectif de l'ethnologie, rendant compte des débats sans prendre parti, il faisait apparaître son attachement pour une discipline définitivement coupée de l'anthropologie physique, « destinée à se résorber à plus ou moins brève échéance dans la génétique », mais aussi distincte des « sciences sociales traditionnelles ». Ces dernières

« sociologie, science politique, droit, science économique [...] semblent incapables de faire autre chose que manipuler des abstractions, l'ethnologie sent de plus en plus peser sur ses épaules les devoirs inhérents à son appellation traditionnelle, c'est-à-dire constituer à elle toute seule une *anthropologie* ».

Sa mission serait d'observer, décrire, analyser, classer afin de dégager des constantes et de formuler des lois.

« L'ethnologie, loin de se réduire à n'être qu'une science sociale ou humaine aux côtés de beaucoup d'autres, consiste dans l'aspect scientifique de toutes

¹ LEVI-STRAUSS, Claude. « Panorama de l'ethnologie contemporaine », *op. cit.*, p. 98.

² LEVI-STRAUSS, Claude. « Panorama de l'ethnologie contemporaine », *op. cit.*, p. 115.

les recherches concernant l'homme, et dont les autres disciplines ne représentent que les aspects empiriques »¹.

Chantre de l'analyse structurale, le militant de l'ethnologie conquérante rejoignait dans les dernières lignes de l'article l'étudiant socialiste qui voulait réhabiliter le primitif. Lévi-Strauss rapprochait même la structure binaire du langage des premiers ordinateurs et celle du langage tambouriné des populations africaines.

L'ambition était de construire une théorie globale et scientifique au service de l'affirmation d'un nouvel humanisme et d'une nouvelle morale. *L'Anthropologie structurale* réunissait tout ce programme. Quand Lévi-Strauss substituait le scientisme, un positivisme de science conquérante à la métaphysique qu'il dénigrait, pouvait-on vraiment parler de rupture ? Après avoir souffert de penser que l'ethnologue pût être un inadapté social il obtint la reconnaissance. Ainsi Claude Bertholet a pu écrire :

« Le regard de l'inadapté social était faussé par sa position, dans un lieu improbable et perdu entre deux mondes. Celui de l'ethnologue-philosophe est surplombant et objectif. Il unifie le discontinu. »² »

A la façon de Saint-Simon, Lévi-Strauss n'était-il pas en train de fonder une utopie sociale ?

5.3. L'ANTHROPOLOGIE INSTRUMENT AU SERVICE D'UN PROJET UNIVERSEL

La généalogie de la vocation de Claude Lévi-Strauss inclut la fascination permanente pour les sociétés primitives censées fournir un modèle de compréhension des sociétés contemporaines, ainsi que la volonté de venir à bout des conséquences néfastes de la colonisation. Lévi-Strauss fut, entre 1950 et 1952, secrétaire du Conseil International des Sciences Sociales (C.I.S.S), organisme non gouvernemental placé sous l'égide de l'UNESCO, et fit des missions et rapports pour cette institution, dont *Race et Histoire*. Cette fonction au service de l'institution internationale nous donne une ébauche d'explication de la nature de l'engagement de Lévi-Strauss. À défaut d'avoir été le penseur du socialisme français, Lévi-Strauss, aurait tenté de penser l'ordre mondial onusien. Société des Nations améliorée, défendant des valeurs universelles, y compris celles des populations chères à l'ethnologie, l'O.N.U pouvait satisfaire la plupart de ses attentes. D'autant plus que le C.I.S.S, tout autant que le Conseil International de la Philosophie et des Sciences Humaines (C.I.P.S.H), défendaient des projets extrêmement rationalistes : la science au service de l'homme. Ce projet disposait de ressources, de revues ; des enquêtes, des inventaires y furent élaborés.

Le fait de servir l'UNESCO aurait pu ne pas avoir de signification politique trop nette, même si cette institution internationale était fondée sur un dessein humaniste et généreux. Mais elle correspondait parfaitement à ce « super-Etat, dépositaire des intérêts généraux de la collectivité humaine » qu'il souhaitait avant-guerre.

¹LEVI-STRAUSS, Claude. « Panorama de l'ethnologie contemporaine », *op. cit.*, p. 121.

²BERTHOLET, Claude. *op. cit.* p. 172. Nous reverrons ce point avec la relecture de *Tristes tropiques*.

Commandé à plusieurs savants, sociologues ou ethnologues dont Alfred Métraux et Claude Lévi-Strauss, sous la forme d'un rapport destiné à servir et justifier l'action de l'institution de la Place de Fontenoy, ce document parut en 1952. sa première mouture avait été prononcé au cours d'un colloque sur « La question raciale devant la science moderne ». L'O.N.U et ses différents organes avaient pour mission de servir la paix mondiale, par une amélioration générale des conditions de vie (alimentation, santé, travail) et par une meilleure compréhension de la diversité culturelle. Cette commande devait démontrer que la diversité et la richesse des cultures humaines ne permettaient pas d'établir de hiérarchie. Elle s'opposait à toute forme de racialisme. En pleine phase de décolonisation et d'accession de nouveaux Etats non-européens à l'indépendance, le propos pouvait se vouloir rigoureux et scientifique, il n'en était pas moins politique.

Claude Lévi-Strauss avait acquis, grâce à sa thèse sur *Les Structures élémentaires de la parenté*, la légitimité scientifique, il était appelé à s'exprimer en expert et non en ancien socialiste.

Pour lui, la diversité est une spécificité de la culture humaine :

« la diversité des cultures humaines est, en fait dans le présent, en fait et aussi en droit dans le passé, beaucoup plus grande et beaucoup plus riche que tout ce que nous sommes destinés à en connaître jamais »¹.

Claude Lévi-Strauss prenait l'image d'un échiquier dont "les cases blanches" correspondraient aux sociétés dont nous n'avons pas de traces et que nous ne connaissons jamais ; elles seraient « en nombre infiniment plus élevé que celui des cases où nous nous sentons capables d'inscrire quelque chose ». L'image de l'échiquier ne doit pas conduire à penser que Claude Lévi-Strauss, penserait en terme d'une classification ordonnée et finie. Il s'attacha avant tout à la définition de la diversité des cultures. Il émit une hypothèse, aux accents scientifiques et expérimentaux ; il y aurait un dosage de la diversité en fonction du nombre de cultures et de l'espace concerné : « les sociétés humaines se définiraient, eu égard à leurs relations mutuelles, par un certain "optimum" de diversité au-delà duquel elles ne sauraient aller, mais en-dessous duquel elles ne peuvent, non plus descendre sans danger ». Cette « notion de diversité des cultures humaines ne doit pas être conçue d'une manière statique » (p. 16). Le caractère dynamique de la diversité interdit de fait tout « échantillonnage inerte » ou « catalogue desséché ». Toutes les cultures ont eu à répondre à des problèmes assez similaires, la nature des réponses varie selon un certain dosage. « Or ce dosage n'est jamais exactement pour chaque culture, et de plus en plus l'ethnologie moderne s'attache à déceler les origines secrètes de ces options plutôt qu'à dresser un inventaire de traits séparés » (p. 50).

Cette diversité tiendrait moins à « l'isolement des groupes que des relations qui les unissent ». Cette volonté très phénoménologique de bannir la métaphysique pour privilégier les relations était vraiment dans l'air du temps. Jean-Paul Sartre s'était fait aussi le propagateur de cette volonté d'échapper à l'objectivisation, à la réduction

¹LEVI-STRAUSS, Claude. *Race et histoire*, Paris, Gonthier, 1961, p. 14. Par la suite, du fait du nombre de citations nous précisons la page de la citation dans le corps du texte.

de l'homme à une nature humaine métaphysique. Claude Lévi-Strauss, d'une certaine façon, adoptait le même procédé pour ne pas paraître réduire les sociétés humaines à des réalités susceptibles de favoriser une hiérarchie, un classement rigide. De là découlait la condamnation de l'ethnocentrisme. Affirmer qu'il y a différence entre telle et telle société déboucherait sur l'attitude de rejet de l'autre ; comparable à celle des Grecs vis à vis de ceux qui les entouraient, tous définis comme barbares. Sous-jacente, la morale de tolérance et d'acceptation des cultures humaines était conforme à une vision très soucieuse d'affirmer l'égalité des sociétés, propre à l'O.N.U. et à l'UNESCO, ainsi qu'à une certaine partie de la gauche anticoloniale. La pensée de Claude Lévi-Strauss avait évolué sur ce point depuis qu'il avait rédigé ses premiers articles sur la colonisation. Il n'était plus question de voir les puissances coloniales venir aider les pays colonisés sur la voie d'un progrès quelconque, puisqu'il réfutait toute théorie posant un quelconque évolutionnisme social ou culturel. « Toutes les sociétés humaines ont derrière elles un passé qui est approximativement du même ordre de grandeur » (p. 32), il n'y aurait pas de société sans histoire, mais seulement des sociétés dont on ne connaît pas l'histoire. « En vérité, il n'existe pas de peuples enfants, tous sont adultes, même ceux qui n'ont pas tenu le journal de leur enfance et de leur adolescence ».

On pouvait légitimement se demander si le refus de définir plus précisément la notion de diversité garantissait la clarté du propos, de même la définition de l'histoire faisait problème. Suffit-il vraiment que des hommes aient « aimé, haï, souffert, inventé, combattu » pour qu'il y ait histoire ? La volonté démonstrative paraît outrer la force de l'argumentation elle-même. Affirmer qu'il y a deux histoires, l'une « progressive, acquisitive » et l'autre qui « peut être également active » mais dépourvu du « don synthétique qui est le don de la première » permet-il vraiment de tenir la seconde pour l'égal de la première ? La contestation des classifications, de l'évolutionnisme débouche naturellement sur celle de la notion de progrès. Certes il paraît « difficilement contestable » que nos sociétés disposent d'atouts dont sont dépourvues d'autres qui en sont contemporaines mais très éloignées géographiquement : comme celles qu'il avait lui-même étudiées en Amérique latine. Mais Claude Lévi-Strauss fait un sort à un progrès qui « n'est ni nécessaire, ni continu ; il procède par sauts, par bonds » de « façon aléatoire » (p. 39). Ce "progrès" ne saurait être apprécié dans l'absolu, mais relativement à la société qu'il concerne. Nous serions incapables d'apprécier de l'intérieur les « intérêts véritables, conscients ou inconscients d'une culture différente de la nôtre » ; la civilisation occidentale ne retiendrait qu'un critère : la détention de moyens mécaniques puissants. Il conteste que la victoire de la culture occidentale soit définitive et qu'elle fût nécessaire. Ce triomphe est le fruit d'un hasard. Les valeurs qu'elle promeut sont seulement l'accroissement de la quantité d'énergie disponible et de la durée de la vie, elles n'ont rien d'éternelles. L'histoire des cultures serait le fruit de rencontres tout aussi hasardeuses que les séries à la roulette.

On peut se demander à ce point de la démonstration si, à force de vouloir interdire toute justification théorique (valeurs, développement, providence) à la hiérarchisation des cultures, et à un certain ordre politique international, Claude Lévi-Strauss n'en arrivait pas à caricaturer sa propre culture. A vouloir valoriser les "dominés" il paraît tenir le discours symétrique de celui qu'il dénonce : les Esquimaux, les Brésiliens ont, eux et pas nous, su triompher des conditions naturelles les plus diffi-

ciles. Ces considérations permettraient-elles de reconstituer une véritable pensée ou ambition politique ? Il ajoute aussi

« Il y a déjà treize siècles, l'Islam a formulé une théorie de la solidarité de toutes les formes de la vie humaine : technique, économique, sociale, spirituelle, que l'Occident ne devait retrouver que tout récemment, avec certains aspects de la pensée marxiste et la naissance de l'ethnologie moderne »(p. 47).

Serait-ce à dire que le christianisme ne compterait pour rien et n'aurait jamais cherché à poser l'unité de l'expérience humaine ? Nous n'insisterons pas sur ce point. Tentons seulement de comprendre comment il est possible de passer dans un même élan des systèmes philosophico-religieux des grandes civilisations à l'ethnologie moderne ? Nous retrouvons la prétention à l'avènement de l'homme total tel qu'un certain usage du freudisme par les surréalistes, du sacré par Georges Bataille et ses amis le fondait. Cela relevait de la volonté de favoriser l'émergence d'une nouvelle communauté humaine où l'homme retrouverait son intégrité. Et la notion de "solidarité" ne peut être comprise ici que dans le sens de la contestation d'une vie humaine écrasée par la société industrielle, bourgeoise, morcelée, individualiste. Quand il avait rendu compte de *Déposition de blanc*, de Jacques Viot, Claude Lévi-Strauss avait déjà insisté sur la force d'une relation complète de l'homme avec la nature. Mais dans quelle mesure "le marxisme et l'ethnologie moderne" mis sur le même plan pouvaient intervenir dans ce projet ? A moins de leur accorder des prétentions de type religieux, pour ne pas dire métaphysique. Alors, il serait possible de conclure que l'Occident est en fait à des milliers d'années derrière la Chine, l'Inde et d'autres cultures pour ce qui concerne les relations entre le corps et l'esprit. Etonnant retournement qui fonde une hiérarchie, derrière/devant, quand cette procédure avait été récusée ! Le jugement sur les Maoris pose le même problème ; ces derniers donneraient un exemple de « type de vie sociale et morale plus libre et plus généreuse que tout ce que l'on soupçonnait » (pp. 47-48). A quel système de valeur rattacher cette liberté ou cette générosité ?

Le culte du primitif découlait certes de la condamnation de la société industrielle, technicienne, bourgeoise occidentale, mais n'était-il pas lui-même "étranger" aux sociétés primitives, une sorte de projection ethnocentrique ? Le procédé de renversement des arguments est encore plus net quand Claude Lévi-Strauss écrit à propos de l'extrême complexité des liens du mariage chez les aborigènes australiens : « si bien qu'il n'est nullement exagéré de saluer en eux, non seulement les fondateurs de toute sociologie générale, mais encore les véritables introducteurs de la mesure dans les sciences sociales » (p. 49). Du coup, les peuples "sans histoire" deviendraient les maîtres des peuples à histoires ! La question majeure est alors la définition de l'Histoire. Pour interdire toute dérive évolutionniste, et mettre les cultures sur un même pied, Claude Lévi-Strauss pose qu' « il n'y a donc pas de société cumulative en soi et par soi » (p. 73). Le fait que « l'humanité soit restée stationnaire pendant les 9/10 de son histoire, et même davantage [ne s'explique] pas parce que l'homme paléolithique était moins intelligent que son successeur néolithique, c'est tout simplement parce que [dans] l'histoire humaine, une combinaison de degré *n* a mis une durée *t* à sortir » (*ibid.*). Cette hypothèse a pour vertu d'échapper au déterminisme, de poser la nécessaire combinaison des acquis des différentes cultures, de noter qu'il

peut y avoir des régressions. Donc, exprimé d'une autre façon, point de "progrès" sans échange. « L'exclusive fatalité, l'unique tare qui puissent affliger un groupe humain et l'empêcher de réaliser pleinement sa nature, c'est d'être seul" ¹. Seulement les transferts sont limités d'une culture à une autre. On ne saura pas vraiment davantage comment ils s'opèrent. D'autre part, puisqu'il ne saurait y avoir de culture isolée, Claude Lévi-Strauss déduit qu'il n'y aura jamais de "civilisation mondiale", "concept pauvre et schématique", tout au plus « une coalition à l'échelle mondiale de cultures préservant chacune son originalité ». On peut se demander s'il s'agit d'un vœu ou d'une certitude scientifiquement acquise. Que le désir l'emporte sur l'analyse est sensible dans le ton d'un développement hostile à cette civilisation mondiale, ce concept « vide de leur substance [...] les contributions culturelles lourdes d'une histoire millénaire, et de tout le poids des pensées, des souffrances, des désirs et du labeur des hommes » (p. 76). Qu'est ce qui est alors visé ? La culture américaine triomphante ou plus globalement celle des civilisations industrielles ? En 1952, la contestation de l'hégémonie des grandes puissances était souvent ambiguë. Le contexte de Guerre Froide et de décolonisation pouvait favoriser ce type de prise de position ; mais il faut aussi penser à l'affection de l'ethnologue pour les cultures en train de disparaître sous les coups de l'intrusion des cultures conquérantes. La réflexion prend une tournure de moins en moins ethnologique et de plus en plus générale sur le sens de l'histoire. Puisque la diversité serait la condition du progrès, il faudrait veiller à la garantir : d'où le rôle des institutions internationales. Ces dernières devraient s'attacher à « assister l'humanité [...] dans la résorption [des] diversités mortes » et à l'éveiller aux possibilités imprévues. « L'humanité est constamment aux prises avec deux processus contradictoires dont l'un tend à instaurer l'unification tandis que l'autre vise à maintenir ou rétablir la diversification » (p. 84). L'appel final à une "tolérance dynamique", à la "générosité" permet de classer définitivement ce travail dans la catégorie "politique".

Texte de commande destiné à un vaste public, *Race et histoire* est à la fois révélateur du caractère moralisant du discours de l'UNESCO et des convictions de Claude Lévi-Strauss. Il donne une définition très floue de la culture : elle n'existe que par rapport aux autres, sa définition serait affaire de relation plus que d'essence. Ce pendant les relations entre cultures, seraient soumises à deux forces contradictoires (vers l'un ou vers le divers). On retrouve les termes inspirés par la physique à de nombreux développements "sociologiques" avant-guerre, dont ceux du Collège de Sociologie, à savoir entropie/néguentropie. L'histoire conçoit sur le mode probabiliste est éloignée des conceptions marxistes ou chrétiennes, mais la valorisation des bons sauvages, et la critique de la culture occidentale pouvaient servir le tiers-mondisme. De manière inattendue la critique la plus vive émana alors du rédacteur en chef de *Diogène*.

La dispute Caillois/Lévi-Strauss :

Roger Caillois intervint alors dans l'arène déjà passablement encombrée des débats sur l'engagement des intellectuels, le marxisme ou l'existentialisme pour critiquer *Race et Histoire*. À son article, « Illusions à rebours » sous-titrées de la formule

¹ On peut s'interroger sur cette notion de "nature" traquée par ailleurs.

« ou qu'il ne suffit pas, pour avoir raison dans un débat, de s'y donner tort », Claude Lévi-Strauss répondit par un « Diogène couché » non moins virulent¹. La querelle mériterait des développements longs tant elle touche à un domaine qui excède la relation difficile des deux hommes². Cette dispute tournait autour de la nature de l'histoire de l'humanité et de la place de l'Occident dans son mouvement. Il y était donc question de civilisation, quoi de plus normal pour des "sociologues" ? Mais le débat se déroulait sur un terrain miné par les querelles de la Guerre Froide et de la décolonisation. Caillois abandonnait, comme Lévi-Strauss, une conception linéaire de l'histoire au profit d'une conception pluraliste où « l'Occident n'apparaît plus comme un terme, mais comme un accident »³. De la même façon, il récusait toute espèce de racisme et insistait sur l'égalité de droit entre « les races, peuples ou cultures » (I, p. 1018). En revanche il reprocha à l'auteur des *Structures élémentaires de la parenté* d'avoir, avec son opuscule, fait un « véritable système de ce qui, jusqu'alors, ne se présentait que comme un état d'âme diffus, implicite, sans consistance, ni rigueur » (I, p. 1019). La base de la démonstration était : « les cultures sont équivalentes et comparables » ; mais que la suite du raisonnement, par un étonnement cheminement, en arrivait à établir la supériorité de certaines cultures, australienne par exemple, sur l'occidentale. Caillois voyait dans cette contradiction, dans la rage portée à dénigrer la culture occidentale le témoignage d'« une crise de conscience générale »⁴ ; l'autodénigrement, même fondé sur une apparente objectivité, relève du « même remords épars, [de] la même volonté collective de se déprécier soi-même [qui] ordonnait qu'on s'humiliât » (II, p. 60). Caillois rejetait « la conviction passionnelle que la civilisation dont on participe est hypocrite, corrompue et répugnante ». Il lui semblait « peu raisonnable d'attribuer la prospérité des civilisations au hasard ». Il existe des « facteurs intimes pour départager les concurrents. Au premier rang desquels : la méthode de recherche et la volonté d'invention, les puissances conjuguées du raisonnement et de l'ambition scientifiques » (II, p. 63). Caillois reconnaissait les exactions et les violences commises par l'Occident et ne lui accordait aucune immortalité. Il n'ignorait pas que la Chine et l'Inde avaient eu aussi leur époque de grandeur. Mais il pouvait conclure :

« L'Occident n'a pas seulement rendu toutes les civilisations solidaires par le progrès de ses techniques, par son commerce, ses conquêtes et les musées, les archéologues ou ethnographes auraient mauvaise grâce à le lui contester » ; enfin, « lui seul a donné à ses contempteurs les conditions matérielles et spirituelles de leur ingratitude » (II, p. 70).

La vigueur de cette analyse, ses vertus décapantes et démystificatrices pâtaient cependant d'excès et de confusions. À force de vouloir régler ses comptes avec

¹ LÉVI-STRAUSS, Claude. « Diogène couché », *Les Temps modernes*, n°110, mars 1955, pp. 1187-1120. Réagir dans la revue de Sartre était, de la part de Lévi-Strauss, une façon de faire connaître de quel côté se situait son intervention.

² PANOFF, Michel. *Les Frères ennemis — Roger Caillois et Claude Lévi-Strauss*, Paris, Payot, 1993, ch. III, pp. 43-63. — MASSONET, Stéphane. « Quelques lettres à propos du relativisme culturel. Roger Caillois, Jean Paulhan et René de Solier », *Gradhiva*, n°19, 1996, pp. 97-113.

³ CAILLOIS, Roger. « Illusions à rebours », I, *Nouvelle Revue Française*, décembre 1954, n°24, p. 1011.

⁴ CAILLOIS, Roger, « Illusions à rebours », II, *Nouvelle Revue Française*, janvier 1955, n°25, p. 58.

certaines idées, y compris avec celles qu'il avait défendues avant 1939¹, Caillois donna la possibilité à Lévi-Strauss de répliquer vertement : « Diogène prouvait le mouvement en marchant. R. Caillois se couche pour ne pas le voir ». Lévi-Strauss répondit en partie aux critiques, mais il manquait aux débats un brin de sérénité pour échapper aux malentendus. Caillois était présenté comme le chantre d'une seule civilisation, l'Occident chrétien. Ses propos relevaient des « bouffonneries de table d'hôtes », des « déclamations de prédicateurs », ou des « lamentations de pénitents »². Lévi-Strauss revenait sur son refus d'une conception linéaire de l'histoire, insistait sur l'aspect aléatoire de son cheminement. La diversité des cultures doit être respectée. Il ne se reconnaissait pas dans les autres critiques et n'y revint pas, renvoyant Caillois à une relecture du texte incriminé ainsi qu'à une introspection poussée. Un seul trait l'avait touché au vif qui n'était pas de Caillois mais de Leiris, donc d'un pair ethnologue :

« M. Caillois m'accuse d'un grand crime : il m'aurait pris la main dans le sac (comme l'aurait dit, paraît-il, quelqu'un qui ne soupçonnait pas être destiné par M. Caillois à rejoindre ma cour des miracles) en train de formuler un jugement de valeur, alors que je me le serais expressément interdit » (« Diogène couché », p. 1026).

En effet « être pris sur le fait » de confondre discours moral et discours scientifique, voilà qui n'était pas facile à accepter. Lévi-Strauss nia farouchement et longuement l'accusation. Au-delà de la violente querelle entre deux hommes qui avaient travaillé ou travaillaient pour l'UNESCO, le point sur lequel nous voulons insister ici est la persistance de ces débats sur les présupposés moraux ou politiques dans les discours des deux hommes après-guerre³. Le débat entre Caillois, fonctionnaire international, rédacteur d'une revue dépendant du financement de l'UNESCO, mais indépendante, et Lévi-Strauss, chercheur au C.N.R.S., sous-directeur du Musée de l'Homme, n'était pas seulement scientifique, il était politique. Lévi-Strauss gardait une sensibilité de gauche, Caillois restait non-conformiste. Une fois achevée la période de la Libération, ses engagements politiques furent limités à sa critique du marxisme. Caillois ne signa plus de pétition, ni n'eut de responsabilité dans un parti. Son analyse de la doctrine de Lévi-Strauss comme produit d'un socialisme humaniste devenu ethnologie humaniste intégrale a été alors fort peu entendue. On retint l'écho d'une querelle sans en percevoir l'importance. L'auteur de *La Description du Marxisme* avait beau pourfendre les illusions des doctrines en « isme » prétendant à l'infaillibilité,

¹ Il est en effet étonnant de voir Caillois prêter à Lévi-Strauss des éléments de son propre parcours. Lévi-Strauss le souligne fort méchamment : « j'en viens à me demander si ce démon compliqué — surréaliste, velléitaire, ethnographe amateur, agitateur brouillon — n'est pas plus proche de M. Caillois qu'il ne consent à l'avouer » (in « Diogène couché », p. 1219).

² LÉVI-STRAUSS, Claude. « Diogène couché », *op. cit.*, p. 1202.

³ Une correspondance publiée le mois suivant, Roger Caillois répondit précisément et sèchement. Lévi-Strauss en prit acte, mais ne désarma pas et insista sur la filiation intellectuelle entre Caillois et le héros éponyme de sa revue : « filiation entre une certaine démagogie intellectuelle qui remonte aux Grecs et la sienne ». Il souligna aussi « le cynisme qui consiste, pour le directeur d'une revue vouée à l'illustration et à la défense d'un humanisme intégral, à confier à une autre revue une étude exprimant un point de vue suffisamment différent pour qu'il ne puisse pas la publier dans la sienne ». La colère n'était pas éteinte. Correspondance in *Les Temps Modernes*, n°111, avril 1955, pp. 1533-1536.

il restait marginal¹. Lévi-Strauss connu pour sa part un succès croissant excédant de loin le cercle des spécialistes où se mêlèrent la fascination pour un système explicatif global et une morale universelle. Deux ans après la publication par Sartre de son imposante *Critique de la raison dialectique*, Lévi-Strauss publia, dans la *Pensée sauvage*, un « Histoire et dialectique » très dur à l'égard de la grande figure intellectuelle du moment. Se jouait alors une forme de combat pour la domination du champ intellectuel. Le structuralisme contre l'existentialisme et le marxisme. Le débat, philosophique, portait sur les relations entre le sujet, la raison, la nature et l'histoire.

François Furet nota bien que Lévi-Strauss avait donné aux déçus du marxisme une pensée totalisante de substitution, et à l'occasion de joutes intellectuelles avec Sartre puis Ricœur et Derrida, l'anthropologue prit une place centrale dans le débat d'idées des années 60-70².

5.4. TRISTES TROPIQUES RÉVÉLATEUR DES AMBITIONS DE CLAUDE LÉVI-STRAUSS

En 1955, dans la nouvelle collection de Jean Malaurie, fut publié *Tristes Tropiques*. Claude Lévi-Strauss venait d'échouer une nouvelle fois à obtenir une chaire au Collège de France. Il paraissait piétiner dans sa conquête du pouvoir universitaire. D'une certaine façon, déçu et convaincu que son destin académique était bloqué, il se serait laissé aller à écrire un texte fort peu académique. Un peu sur le modèle de *L'Afrique fantôme* de Michel Leiris. Ses ambitions littéraires purent s'y exprimer tout autant que ses convictions politiques. En 1993, Claude Lévi-Strauss considérait ce texte comme la dernière manifestation de ses idées socialistes. Elle aurait peu correspondu à ses idées d'alors. Le dépit et la volonté de choquer ont peut-être motivé une partie du texte, il n'en reste pas moins proche de *Race et histoire* et susceptible d'offrir quelques indications complémentaires sur les liens entre sa vocation d'ethnologue et ses convictions politiques. Le livre est composé autour d'extraits de son journal de voyage, de ses notes de travail. Ce n'est pas une simple reconstitution romancée.

L'incipit était très réussi : « Je hais les voyages et les explorateurs ». Pour un ouvrage destiné à satisfaire la curiosité des amateurs d'exotisme et de la part d'un ethnologue censé aller sur le terrain le propos était osé. Il n'était pas tellement éloigné de celui de Jacques Viot : « Les voyages sont bien désagréables, il faut quitter toutes ses habitudes. Et quand on a perdu celles-ci que reste-t-il sinon continuer ? ». Le style était par contre plus littéraire. Il choqua. Paul Rivet en fut longtemps fâché. Comme Griaule avait été fâché par Leiris. Claude Lévi-Strauss trahissait-il la profession ? En fait il se livrait à une introspection extrêmement révélatrice sur le quotidien de l'ethnologue, mais aussi sur les non-dits que le travail de l'ethnologue camoufle derrière l'appareil critique et les exigences scientifiques.

Il revenait aussi sur certains doutes qui l'auraient saisi quand il était dans le fin fond de la forêt brésilienne. Dans un moment de dépression, il s'interrogea sur le

¹ CAILLOIS, Roger. *Description du Marxisme*, Paris, Gallimard, 1950, 61 p.

² FURET, François. « les intellectuels français et le structuralisme », *Preuves*, n°92, février 1967, repris dans *L'Atelier de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1982, p. 52. Cité par BERTHOLET, C. *op. cit.*, p. 303.

sens de ce qu'il faisait là, sur sa vocation et ses objectifs. S'agissait-il de la manifestation d'une incompatibilité entre lui et le groupe social dont il était issu ? La réflexion autobiographique mettait bien en évidence les doutes qui le tenaillaient depuis des années. Il eut même le projet d'écrire une nouvelle version de *Cinna*, intitulée *l'Apothéose d'Auguste*. Il s'agissait d'une mise en scène des deux principales facettes de sa propre personnalité partagée entre Auguste et Cinna (p. 438) : Auguste l'empereur modèle de l'achèvement social et Cinna l'explorateur marginal incapable de réussir.

Claude Lévi-Strauss voyait dans ses juvéniles idées marxistes de la « sèche-resse dogmatique », une « conviction candide associée à une réflexion des plus maigres »¹. Il reprenait une critique assassine de la philosophie qu'il avait dû étudier, pour conclure qu'au terme de ces études il se retrouva « avec des convictions rustiques » (ib.). Par contre l'ethnographie, comme la psychanalyse et la pensée marxiste l'avaient fasciné, car elles satisfaisaient « l'intense curiosité qui [l'] avait poussé dès l'enfance vers la géologie » (p. 60) : toutes « trois démontrent que comprendre consiste à réduire un type de réalité à un autre ; que la réalité vraie n'est jamais la plus manifeste ; et que la nature du vrai transparait déjà dans le soin qu'il met à se dérober ». Nous retrouvons l'ambition métaphysique. Les trois disciplines citées, réellement herméneutiques, devaient selon lui fonder une sorte de « superrationalisme » qui intégrerait le sensible au rationnel sans rien sacrifier de ses propriétés (p. 63). La carrière ethnographique est ici présentée comme une vocation profonde conforme à ses goûts les plus anciens. « L'ethnologie réconcilie mon caractère et ma vie » (p. 63) ; « comme les mathématiques, ou la musique, l'ethnographie est une des rares vocations authentiques. On peut la découvrir en soi, même sans qu'on vous l'ait enseignée » (p. 59). Relativement à ce que nous avons pu mettre au jour des motivations du jeune professeur qui embarqua pour São-Paulo en 1935, et à ce que l'académicien a confié à Didier Eribon, cette interprétation rétrospective est infiniment révélatrice. Elle insiste sur la quête ancienne et enfin satisfaite d'intelligibilité.

La géologie lui avait d'abord permis de trouver derrière le désordre visible, en abandonnant chemins et barrières, « la ligne de contacts entre deux couches géologiques ». « Cette insubordination a pour seul but de recouvrer un maître-sens, obscur sans doute, mais dont chacun des autres est la transposition partielle ou déformée » (p. 61). Alors, ajoute-t-il, « je me sens baigné par une intelligibilité plus dense, au sein de laquelle les siècles et les lieux se répondent et parlent enfin réconciliés » (ib.). La géologie peut être présentée comme « la matrice de la psychanalyse » parce qu'il s'agit d'aller chercher un sens enfoui, caché. Le monde est donc doté de sens. L'expérience de l'approche de ce sens est quasi mystique. Ce travail fut poursuivi notamment avec *La Pensée sauvage*. Et dans tous les textes parus alors il revient sur sa quête d'une compréhension de l'esprit humain. A l'image de la perfection passée faisait écho celle de l'intelligibilité future. Témoignage d'une crise, il accrut la notoriété de son auteur, et, comble de paradoxe, accéléra son accession à une reconnaissance universitaire.

En 1959, il fut élu au Collège de France. Tous ses talents d'organisateur furent alors utilisés pour constituer une sorte d'empire à l'écart de l'Université. Le laboratoire d'Anthropologie sociale fut la matérialisation de cette réussite. Le bureau

¹LEVI-STRAUSS, Claude. *Tristes Tropiques*, Paris, Plon, 1955, p. 55.

vitré de Claude Lévi-Strauss, surplombant la bibliothèque installée dans les anciens locaux de l'Ecole Polytechnique, sur la Montagne Sainte-Geneviève est le symbole d'un accomplissement. Cinna règne à l'ombre du Panthéon.

CONCLUSION :

RAYMOND Aron, en 1968, dans un hommage des plus étonnants jamais rendus à Claude Lévi-Strauss, mit toutes ses ambiguïtés en lumière, avec plus de force que Roger Caillois, et ce parce que cela fut dit sans passion sur le mode du constat. Après avoir repris la discussion sur les ambitions de Jean-Paul Sartre, le premier paradoxe que relevait Aron « A propos de l'œuvre de Claude Lévi-Strauss » était comment fonder le refus du racisme, en principe, si l'on pose le relativisme culturel de façon absolue ? « Le petit livre *Race et Histoire* , écrit pour l'UNESCO appartient probablement, d'après l'auteur lui-même, à la littérature de propagande, du moins d'action politique »¹. L'auteur de *Tristes Tropiques* et celui de *L'Emile* sont proches : « Lévi-Strauss connaît mieux que personne l'ambiguïté de son propre univers moral, à beaucoup d'égards comparable à celui de Rousseau. Ce dernier n'était-il pas à la fois nostalgique de l'innocence primitive et en quête d'un ordre civique ? Tandis que Lévi-Strauss "rêve d'une communauté authentique" » (*op. cit.* p. 477). Raymond Aron ne manqua pas alors de s'interroger sur les risques de dérapage totalitaire. La pensée qui était à l'œuvre de façon implicite dans de pareils textes de Lévi-Strauss était assez représentative d'un courant qui prospéra après guerre. L'extrême valorisation de l'Autre se fondait sur des concepts que Raymond Aron démonta avec force chez Sartre².

¹ Raymond ARON, In *Mélanges offerts à Claude Lévi-Strauss à l'occasion de son 60ème anniversaire*, réunis par Jean POUILLON et Pierre MARANDA, Mouton, Paris-La Haye, 1971, pp. 474-480, citation p. 476.

² Comme de manière systématique et percutante le fit Vincent Descombes dans son panorama de la philosophie française depuis 1945. DESCOMBES, Vincent, *Le Même et l'autre, Quarante-cinq ans de philosophie française (1933-1978)*, Paris, Minit, 1979, 224 p.

Raymond Aron et Claude Lévi-Strauss furent membres des Etudiants Socialistes. Aron milita plus discrètement et n'avait pas longtemps cru que la sociologie pût être ce que Bayet ou Bouglé avaient rêvé qu'elle fût. Plus âgé de huit ans que Lévi-Strauss, il fut probablement moins sensible aux perspectives professionnelles ouvertes par la sociologie qu'il étudia pourtant attentivement. Le tournant qui l'éloigna de la sociologie comme de la philosophie académique se situe entre 1930 et 1933 en Allemagne. La volonté de comprendre les liens entre choix politiques et choix intellectuels le situait à l'écart de nombre de ses condisciples. Il put donner l'impression de s'éloigner de la gauche, mais *de facto*, il resta fidèle aux valeurs républicaines de résistance à la dictature. Seulement il ne tenta pas de les asseoir sur un appareil théorique. Le paradoxe rétrospectif gît dans le fait que Aron fut pratiquement le seul auteur à donner pareille analyse critique de l'approche de Lévi-Strauss. Lévi-Strauss ne répondit pas directement. Il fut même le premier président, à la mort de Raymond Aron, de l'association de ses amis et lecteurs en 1983.

Enzo Bettiza rapporte, dans un témoignage sur Jean-François Revel en mai 1968, que ce dernier lui avait donné une analyse fort critique des théories de Claude Lévi-Strauss : « déclarant que le structuralisme était une sorte de compensation thérapeutique du vide ouvert dans la société française au moment du déclin du régime gaulliste et de la "dictature stalino-sartrienne" qui en avait été, à l'autre bord, le paradoxal complément intellectuel. La valorisation des cultures tropicales, la relativisation et l'homologation de toutes les cultures, qu'elle fussent raffinées ou primitives, avait offert un canot de sauvetage aux naufragés de la rhétorique gauchiste de l'engagement : une invitation exotique à la fuite dans l'informe, dans la savane sauvage sans histoire ni mémoire, après la faillite des mythes et de réalités idéologisées en lesquels avait cru jusque là la gauche millénariste influencée par Sartre surtout. La révélation des crimes de Staline, la corruption autoritaire de la révolution algérienne, l'invasion de la Hongrie, le conflit entre Pékin et Moscou avaient ruiné la supposition théorique selon laquelle le "socialisme", échappant à la logique du mal, ne pouvait être que bénéfique, fraternel et anti-impérialiste. Tous ces traumatismes avaient fini par produire chez les intellectuels une sorte de désintérêt empreint de rancœur à l'égard de l'histoire. En substituant l'ethnologie à l'histoire, en accordant de la place et de l'importance aux cultures primitives et inférieures, Lévi-Strauss avait porté le coup de grâce au reste d'orgueil eurocentrique des civilisations blanches, y compris la sous-civilisation bolchévique de la Russie, gratifiant les intellectuels orphelins, après l'effondrement des grandes illusions, d'une solution de rechange bien commode : les Tropiques en lieu et place de l'Occident et, plus largement, Cuba, le Vietnam et la Chine à la place de la Russie soviétique. Conclusion : "Du structuralisme qui a avili les cultures supérieures, au marcusianisme triomphant, qui les agresse de front en les accusant des plus ineffables infamies, le pas a été vite franchi" [...] ».

Il est fort probable que cet avatar de sa pensée échappa à Lévi-Strauss lui-même, peu sensible à la contestation étudiante de ce mois de mai.

Cependant, à partir des années 1970, fut sensible une évolution du propos de Lévi-Strauss. Tout d'abord, en 1971, il revint sur *Race et histoire* à l'occasion d'une conférence, intitulée « Race et culture » donnée à l'UNESCO pour « ouvrir l'année internationale de lutte contre le racisme ». En présentant ce texte dans un volume

destiné à poursuivre *Anthropologie structurale I et II*, il se livra à une forme d'auto-critique

« [...] dans la conclusion de *Race et histoire* j'avais quelque peu forcé la note. Du fait de l'âge peut-être, des réflexions suscitées par le spectacle du monde certainement, je répugnais maintenant à cette complaisance, et je me convainquais que, pour être utile à l'UNESCO et remplir honnêtement la mission qu'on me confiait, je devais m'exprimer en toute franchise.

Ce fut un assez joli scandale »¹

« Race et culture » fut perçu comme la remise en cause d'un « catéchisme qui était pour [des membres du personnel de l'UNESCO] un article de foi » ; Lévi-Strauss ne voulait plus ignorer la génétique des populations, la socio-biologie, ni la permanence d'une « certaine imperméabilité » entre les populations humaines². Il heurtait là un tabou : la difficulté rencontrée par l'UNESCO à lutter contre les préjugés raciaux ne tiendrait-elle pas à ce que son analyse en serait défailante ? Pouvait-on se contenter de ne voir dans les attitudes racistes que le produit d' „idées fausses“ que l'on pourrait éradiquer ?

« Ces idées ne fournissent-elles pas simplement une couverture idéologique à des oppositions réelles, fondées sur la volonté d'asservissement et sur des rapports de force ? »³.

Il se fit de plus en plus pragmatique : « J'ai compris que c'était un grand tort d'enfermer les réalités politiques dans le cadre d'idées formelles »⁴.

Cette évolution fut confirmée dans les années 1980, où il s'affirma plus proche de Chateaubriand que de Rousseau et des néo-rousseauistes. Il ne fut plus question de relativisme culturel. Perceptible dans *Tristes Tropiques* son rapprochement du bouddhisme se confirma dans une conception assez pessimiste des rapports de l'homme à la nature ; cette vision écologique le rendit même conservateur. Mais de lui on ne retenait que les certitudes doctrinales apportées auparavant et non plus les doutes venus avec l'âge. Dans un de ses derniers entretiens, il considère que le « pyrrhonisme radical [...] représentera probablement l'état dernier de [sa] pensée »⁵

Il ne nous revenait pas ici de reconstituer toute la genèse de la pensée ethnographique de l'auteur, mais de cerner les conditions dans lesquelles les idées socialistes de sa jeunesse purent marquer l'œuvre de Claude Lévi-Strauss. Il devint socialiste, sans que sa situation familiale ou son expérience ne l'y portât, par la conjonction

¹ LEVI-STRAUSS, Claude. *Le Regard éloigné*, Paris, Plon, 1983, pp. 13-14.

² LEVI-STRAUSS, Claude. « Race et culture » in *Le Regard éloigné*, pp. 21-48.

³ LEVI-STRAUSS, Claude. « Race et culture », p. 43.

⁴ « Entretien de Claude Lévi-Strauss avec Jean-Marie Benoist », *Le Monde*, 21-22 janvier 1979, p. 14

⁵ LEVI-STRAUSS, Claude. « 1963-2003 : l'anthropologue face à la philosophie ». Entretien avec Marcel Hénaff. *Esprit*, janvier 2004, p. 89.

de la rencontre d'Arthur Wauters et de ses aspirations lyriques. G. Lefranc le détourna du Parti communiste pour la SFIO. Puis juriste et philosophe mais non normalien, bénéficiant de moins d'opportunités, il put voir dans la politique un facteur de réussite personnelle. Mais dès 1932, cette carrière se révélant décevante, il investit son ambition ailleurs. Il aspirait à une doctrine plus élaborée, d'un niveau plus élevé, spirituel. Sa correspondance avec Maurice Deixonne le prouve. Claude Lévi-Strauss aurait été moins soucieux de se « pousser » lui-même que de faire valoir une nouvelle morale.

L'absence de véritable compréhension et d'intérêt pour l'économie, la conscience, peut-être, de ne pas pouvoir beaucoup rajouter à la pensée de de Man ou de Déat pouvaient l'arrêter. Il reprit et corrigea le marxisme d'abord en fonction du pacifisme et du planisme, puis du freudisme et de Kant. De l'agencement personnel de ces composantes, auxquelles il rajouta, aux États-Unis, la linguistique et les mathématiques, naquit une pensée originale. Cependant certaines valeurs fondamentales n'étaient pas abandonnées pour autant. La volonté de pousser plus loin les investigations sur la culture le conduisait sans heurt vers la discipline qui pouvait en rendre compte de la manière la plus concrète : l'anthropologie. L'abandon de la notion d'ethnologie au profit de l'anthropologie fut lié à l'influence nord-américaine. Mais il préféra revenir en Europe où eut alors lieu la rencontre avec une institution en quête de légitimité intellectuelle, l'UNESCO.

De même qu'il y avait eu une sociologie « solidariste » au service de la III^e République, l'anthropologie de Lévi-Strauss fondait en partie le projet culturel de l'ONU. Avant de connaître un succès académique et de disposer d'un espace autonome au Collège de France, le discours anthropologique de Lévi-Strauss servit une cause politique. On était passé d'une sociologie de la Paix sociale à une anthropologie de la Paix mondiale sans véritable rupture dans les références éthiques. La sociologie de la III^e République avait permis de dépasser le caractère inéluctable de la lutte des classes, l'anthropologie de l'UNESCO permettrait de dépasser la lutte entre les peuples en soulignant les conditions d'une possible coexistence. La clef de ce dépassement : la reconnaissance de la diversité. Léon Bourgeois, Célestin Bouglé et Claude Lévi-Strauss n'étaient donc pas si éloignés les uns des autres.

Vingt ans après avoir ardemment milité pour le socialisme, en établissant son projet d'anthropologie, Lévi-Strauss poursuivit à l'échelle planétaire une réflexion sur la „solidarité“ qui s'enracinait à la fois sur le modèle de l'engagement du sociologue en politique et sur la dimension normative de sa discipline. De plus cette nouvelle discipline, en rejoignant des discours de légitimation d'un projet politique, pouvait y trouver de quoi renforcer sa propre légitimité.

Nous pourrions rappeler alors que la vocation du sociologue est politique et que Lévi-Strauss n'a pas dérogé à la règle. Et quand il se spécialisa dans ce qui, avant-guerre, en France, relevait de la sociologie au sens large, à savoir l'anthropologie, il n'abandonna pas ces conceptions. Seulement peu à peu la dimension morale, inscrite dans un projet de plus en plus esthétique l'emporta sur un engagement strictement partisan. Car la constante la plus frappante chez Claude Lévi-Strauss est le souci de l'esthétique. Il a réussi, dès *Tristes Tropiques*, à ne pas être un scientifique isolé dans sa

spécialité, mais un auteur. Sa conception de l'esthétique révolutionnaire valait pour l'ensemble de sa conception de la révolution : la révolution sera interne et structurale, disait-il dès 1930. Devenu académicien et apprécié comme un auteur de haute culture, Claude Lévi-Strauss disserte autant sur la peinture de Poussin que sur les populations amérindiennes.

L'une de ses dernières interventions à propos de l'inauguration d'un Musée des Arts Premiers qu'il appelait de ses vœux, illustre au mieux quelle cohérence et continuité caractérise sa démarche. Il y note que « l'ethnologie, dont on peut se demander si elle est d'abord une science ou un art (ou bien peut-être tous les deux) » a permis à l'Occident de prendre conscience que « l'extension progressive de sa civilisation était inéluctable et qu'elle menaçait l'existence de milliers de sociétés plus humbles et fragiles dont les langues, les croyances, les arts et les institutions étaient pourtant des témoignages irremplaçables de la richesse et de la diversité de la création humaine ». L'ethnologie nous aurait aussi permis de comprendre que ces sociétés sans écriture nous auraient légué un enseignement, « elles concordent pour faire de l'homme une partie prenante, et non un maître de la création »¹. Cette intervention publique est le parfait résumé de soixante-dix ans d'une œuvre ininterrompue.

¹ Claude LEVI-STRAUSS, « Regards croisés sur l'ethnologie », *Le Figaro Magazine*, 10 juin 2006, p. 89.

INDEX

A	
Abellio, Raymond.....	88
Allemane, Jean.....	88
Almazian.....	30
Alter, Victor	90, 95
Andler, Charles.....	59, 88
Aragon, Louis.....	51
Aron, Raymond.....	100, 108, 123 sv
B	
Babeuf, Gracchus.....	8 sv, 49, 70, 100
Bakounine, Michel.....	68
Barbusse, Henri.....	47, 51
Bataille, Georges.....	71
Berl, Emmanuel.....	51
Bernheim, Léonce	19
Bernstein, Eduard.....	89, 95
Blum, Léon.....	96
Boivin, Henri	19
Boivin, Pierre... 19, 20, 21, 27, 32, 37, 86	
Bonnafous, Max.....	96
Bouglé, Célestin....12, 14, 16, 61, 72, 75 sv, 100, 103	
Bourdieu, Pierre.....	5
Bourgeois, Léon... 24, 33, 42 sv, 47 sv, 50 sv, 66, 90, 93	
Branger, Jacques	88
Braudel, Fernand.....	103
Breton, André.....	47, 51
Brouckère de.....	21
Bruhat, Jean.....	18, 68
C	
Caillois, Roger.....	111, 117 sv, 123
Céline, Louis-Ferdinand.....	52
Centre de Documentation sociale.....	12
Chamson, André	28
Charpentier, Gustave	47
Chevalier, Maurice	50
Chiappe, Jean.....	31
Clouet, Stéphane.....	18, 97, 100
Compère-Morel.....	29

Conrad, Joseph.....	52 sv
Cornilleau, Robert	92
Cresson, André.....	8
Cuvillier, Armand.....	60 sv

D

Daladier, Edouard.....	96
Dard, Olivier	88
Davy, Georges.....	74
Déat, Marcel....	12, 16, 27 sv, 33, 38, 48, 57, 61, 71 sv, 94, 96 sv, 101, 104, 126
Debussy, Claude.....	47
Deixonne, Maurice.....	14, 19 sv, 26, 32, 35 sv, 46, 50, 55 sv, 86, 91 sv, 101, 126
Delaisi, François.....	17
Descours, Paul.....	27
Deville, Gabriel.....	9
Diderot, Denis.....	9
Dreyfus Affaire.....	7
Dreyfus, Pierre	39
Duclaux, Jean	24
Duhamel, Georges.....	63
Dumas, Georges	103
Durkheim, Emile.....	41 sv, 72, 83, 101

E

Eribon, Didier.....	39
---------------------	----

F

Fauconnet, Paul.....	100
Faulkner, William.....	52
Faure, Paul.....	19, 94
Fouillée, Alfred.....	42
Fournier, Maurice.....	102
France, Anatole	51
Frazer, James.....	100
Freud, Sigmund.....	61, 101
Furet, François.....	120

G

Galtier-Boissière, J.....	64
---------------------------	----

Gide, André.....	25
Gide, Charles.....	17, 41 sv
Goblot, Edmont.....	58
Godard, Jacques.....	27, 32, 37, 86
Grignon, Max.....	32, 86
Guéhenno, jean.....	55
Guernut, Henri	31

H

Hackin, Joseph.....	32
Hamp, Pierre.....	25
Hanon, Pierre.....	21
Haver, Jules.....	27, 90
Hazard, Paul.....	9
Heidegger, Martin.....	71
Herr, Lucien.....	16
Herriot, Edouard.....	23
Herskovits.....	103
Hindenburg, Maréchal.....	66
Hitler, Adolf.....	64
Hollier, Denis.....	4

I

Isaac, Jules	66
Itard, Jean	32, 86
Izoulet.....	42

J

Jadot, René.....	19, 24, 59
Jaurès, Jean.....	56, 59, 61, 80, 88
Jèze.....	22
Jouvet, Louis	50

K

Kahn, Albert.....	12, 27
Kant, Emmanuel.....	101
Kautsky, Karl.....	95
Kohen, Ignace.....	32, 37, 86
Koullischer, G.....	68

L

Lafont, Ernest	31
----------------------	----

Lamare, Émilie	86	Mussolini, Benedito.....	64 sv
Lazareff, Pierre.....	105	<hr/> N <hr/>	
Le Coeur, Charles.....	16	Nizan, Paul.....	53, 99
Le Bail, Jean.....	16, 19	<hr/> P <hr/>	
Lefranc, Emilie	18, 27	Pareto, Vilfredo.....	67
Lefranc, Georges.....	16, 19, 21, 68, 86	Philip, André.....	55, 95
Lefranc, Georges et Emilie.....	32, 37, 82	Picard, Roger	14
Leiris, Michel.....	119 sv	Picasso, Pablo.....	32
Lénine.....	13	Poincaré, Raymond.....	29
Leruitte, Carlos	55	Proust, Marcel.....	25, 52
Lévy-Bruhl, Lucien	76	<hr/> R <hr/>	
Lewisohn, Ludwig.....	52	Ramadier, Paul.....	19
Léwy, Claude.....	20, 21, 22, 25, 46, 50	Renaudel, Pierre.....	21
Lowie, Robert.....	100	Rey, Abel.....	19
Luxemburg, Rosa	61	Ricardo, David.....	81
<hr/> M <hr/>		Ricoeur, Paul.....	120
Mac Donald, Ramsay.....	85	Rives, Paul	19, 28
Maïakovski, Vladimir.....	50	Rivière, Georges-Henri.....	32, 103
Maïtron, Jean.....	4	Rodrigues, Gustave.....	17
Malaurie, Jean.....	120	Rolland, Romain	52
Malthus, Thomas Robert.....	81	Roosevelt, F.-D.....	105
Man, Henri de... 12, 17, 19, 38, 49, 72, 77, 93		Rosenfeld, Oreste.....	19
Marceau Pivert.....	38	Rossi, André.....	89
Margueritte, Victor.....	64	Rousseau, Jean-Jacques... 9, 71, 110, 123, 125	
Marjolin, Robert.....	32, 37, 86	<hr/> S <hr/>	
Marquet, Adrien	96	Sacco et Vanzetti.....	31
Marx, Karl... 8 sv, 13 sv, 39 sv, 61, 76 sv, 81 sv, 110		Saint-Simon, comte Claude de.....	88
Mattéotti, Giacomo.....	59	Salengro, Roger.....	23
Mauss, Marcel.....	4 sv, 74, 78, 102 sv	Sangnier, Marc.....	17
Mendès France, Pierre.....	17	Sartre, Jean-Paul.....	114, 120, 123
Meyerhold, V.-E.....	50	Scheler, Max.....	74
Monnet, Georges.....	28, 31, 94, 104	Séverac, Jean-Baptiste.....	21, 81
Montagnon, Bernard	96	Sombart, Werner.....	74
Montesquieu, Charles de.....	9	Soupault, Philippe.....	50
Morand, Paul.....	52	Soustelle, Jacques.....	99, 105
Müller, Hermann	85	Souvarine, Boris.....	63

Stravinski, Igor..... 25, 47

T

Tardieu, André 29

Troeltsch, Ernst..... 74

Trotski, Léon..... 63

V

Valentino, Paul 19, 70

Vandervelde, Emile..... 21, 85

Vidal, Georges 50

Viot, Jacques 70

W

Wagner, Richard..... 47

Wauters, Arthur 8

Weber, Max..... 74, 76, 81

Wildenstein, Georges..... 32, 94

Z

Zay, Jean..... 20

Zyromski, Jean.. 16, 19, 21, 27, 38, 72, 79

^{sv}

BIBLIOGRAPHIE

Claude Lévi-Strauss a beaucoup écrit et il a été beaucoup écrit sur lui, aussi pour ne pas faire double emploi avec des ouvrages monographiques récents nous ne donnerons ici que les références les moins connues des textes d'avant-guerre et quelques ouvrages monographiques dotés d'une abondante bibliographie.

ARCHIVES :

Pour l'étude de Claude Lévi-Strauss, des sources originales sont disponibles à la Bibliothèque de l'OURS, rue de l'Université, Paris :

Fonds Deixonne : Correspondance Deixonne/Claude Lévi-Strauss.

Le Fonds G.Lefranc est déposé à la Bibliothèque Nationale, composé des archives Georges Lefranc et des correspondances de G.Lefranc avec les membres de Révolution constructive.

Bibliographie de Claude Lévi-Strauss, avant guerre :

LEVI-STRAUSS, Claude. *Gracchus Babeuf*, Edition de L'Eglantine, Bruxelles, n°6, 1926, pp.253-289.

LEVI-STRAUSS, Claude. *Les Postulats du matérialisme historique*, Diplôme d'Etudes Supérieures, sous la direction de Célestin Bouglé, [Introuvable]

LEVI-STRAUSS, Claude. «Littérature prolétarienne», *L'Etudiant Socialiste (E.S)*, juillet-août 1928, 1ere année, n°7, p. 7.

LEVI-STRAUSS, Claude. «Réponse à Monde», Sous-titrée «Littérature prolétarienne? Non, littérature révolutionnaire», *E.S*, octobre 1928, 4eme année, n°1, p. 9-10. .

- LEVI-STRAUSS, Claude. «Alerte», *E.S.*, novembre 1928, pp. 31-32.
- LEVI-STRAUSS, Claude. «Le socialisme et la colonisation», *E.S.*, octobre 1929, 5^e année, n°1, pp. 7-8.
- LEVI-STRAUSS, Claude. «Céline», *E.S.*, octobre 1929, p. 8.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", *E.S.*, novembre 1930, n°2, pp. 13-14.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", *E.S.*, décembre 1930, n°3, p. 15.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", *E.S.*, janvier 1931, n°4, p. 13.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", C.R de M.Déat: *Perspectives socialistes*, *E.S.*, février 1931, n° 15, pp. 14-16.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", C.R M.Déat : *Perspectives socialistes*, II, *E.S.*, mars 1931, n°6, pp. 14-15.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", dont C.R de P.Nizan: *Aden Arabie*, *E.S.*, mai 1931, n°8, pp. 8-9.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", dont 2^e CR du *Manuel de philosophie* d'A.Cuvillier, *E.S.*, juin 1931, n°9, pp. 19-20.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", *E.S.*, janvier 1932, n°4, pp. 10-12.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", *E.S.*, février 1932, n°5, p. 13.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", *E.S.*, mars 1932, n°6, pp. 16-17.
- LEVI-STRAUSS, Claude? « Livres et revues », dont compte-rendu de *Bakounine*, *E.S.*, avril 1932, n°7, p. 16, signé « L.S », la rubrique vient de passer sous la direction de P.Boivin.
- LEVI-STRAUSS, Claude *et alii.* « La révolution constructive », *Etudiant Socialiste*, juin-juillet 1932, n°9, p. 1.
- LEVI-STRAUSS, Claude, in P. BOIVIN, S. et M. DEIXONNE, J. GODART, M. GRIGNON, J. ITARD, G. KOHEN, E. et G. LEFRANC, C. LEWY-STRAUSS, R. MARJOLIN. *Révolution constructive*, ed.Valois, Paris, 1932,
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", dont C.R A. Chamson, *Héritages*, in *E.S.*, juin-juillet 1932, n° 9, pp. 23-24.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", de nouveau sous la direction de C.L.S., avec adresse dans les Landes, *E.S.*, novembre 1932, n°2, p. 9.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", C.R des *Humbles*, de *Europe*, in *E.S.*, décembre 1932, n° 3, p. 10.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", C.R de L.F.CELINE: *Voyage au bout de la nuit*, de A.THIBAUBET : *Les idées politiques en France*, des revues, *E.S.*, janvier 1933, n°4, pp. 13-16.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", C.R. de I. QUIRIDO : *Le Jordaán*, de L. LAUNAY et J. SENNAC : *Les relations internationales et les industries de guerre*, *E.S.*, février 1933, n°5, pp. 12-14.
- LEVI-STRAUSS, Claude. "Vers une culture nouvelle: socialisme et laïcité", Discours prononcé à Saint Martin de Seignaux (Landes) à l'occasion de l'inauguration d'une école laïque, *E.S.*, mars 1933, n°6, pp. 4-6.

LEVI-STRAUSS, Claude. "Livres et revues", C.R de J. GALTIER-BOISSIERE: *Histoire de la guerre*, de J. VIOT: *Déposition de Blanc*, de A. DUMAS: *Le désert cévenol*, *E.S.*, avril 1933, n°7, pp. 14-15.

Cas douteux :

LEVI-STRAUSS, Claude ? Editorial : «Bulletin de la politique française», non signé, mais probablement de C.L.-S., *E.S.*, mars-avril 1929, n°3, p. 100.

LEVI-STRAUSS, Claude ? Claude Lévy, secrétaire de la Fédération Française des Etudiants Socialistes, cité et rédacteur potentiel d'une page sur "L'étudiant socialiste de France", *E.S.*, mars 1929, n°6, p. 12.

LEVI-STRAUSS, Claude ? signé L.S "Le national-socialisme", *E.S.*, mars 1932, n°6, pp. 5-7.

LEVI-STRAUSS, Claude ? Claude Lévy : «Socialisme et esthétique», *E.S.*, avril 1929, n°7, p. 6.

Publications de l'après-guerre :

LEVI-STRAUSS, Claude. «La vie familiale et sociale des indiens Nambikwara», *Journal de la Société des Américanistes*, Paris, 1948, rédigé à N.Y en été 1940.

LEVI-STRAUSS, Claude. « Introduction à l'oeuvre de M. Mauss », *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1950, 391 p.

LEVI-STRAUSS, Claude. *Les personnalités politiques des États Unis*. Exposé fait par M.-Claude Lévi-Strauss, Secrétaire général de l'Ecole des Hautes Études de New-York, 26 avril 1945 au ministère de l'Information, paris, SPI, 11 mai 1945, In 4°, 3. [BDIC : F 1476 -26]

LEVI-STRAUSS, Claude. « La technique du bonheur aux Etats-Unis », *L'Age d'Or*, I, 1945, pp. 75-83. [BDIC : O 37743 -1.]

LEVI-STRAUSS, Claude. « Les trois sources de la réflexion ethnologique », *La revue de l'enseignement supérieur*, 1960, n°1, pp. 43-50, et dans *Gradhiva*, 1987, n°2, pp. 37-41.

Monographies sur Claude Lévi-Strauss :

LÉVI-STRAUSS, Claude, ERIBON, Didier. *De près et de loin*. Ed. Odile Jacob, Paris, 1991, 272 p.

HENAFF, Marcel. *Claude Lévi-Strauss*, Plon, Paris, 2003, 461 p.

BERTHOLLET, Denis. *Claude Lévi-Strauss*, Les Dossiers Belfond, Pierre Belfond, Paris, 1991, 435 p.

IZARD, Michel (dir.), *Claude Lévi-Strauss*, Cahier de L'Herne, Paris, 2004, 482 p.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	3
1. UNE PRÉCOCE CONVERSION AU SOCIALISME.....	7
2. UN ÉTUDIANT À L'ENGAGEMENT MILITANT SANS FAILLE.....	15
2.1. Les Etudiants socialistes dans les années vingt.....	15
2.2 De larges responsabilités politiques.....	26
3. ÊTRE LE THÉORICIEN DU PARTI SOCIALISTE.....	41
3.1. Comment gagner les étudiants, les intellectuels au socialisme ?.....	46
3.2. Quel parti, quelle programme ?.....	63
3.3. L'influence de Marcel Déat sur Claude Lévi-Strauss	72
3.4. Révolution constructive, juin 1932, réserves et engagements de Claude Lévi-Strauss.....	86
4. LE PASSAGE DE LA POLITIQUE À L'ETHNOLOGIE.....	99
4.1. Un concours de circonstances ?.....	99
4.2. Une vocation.....	101
5. CLAUDE LEVI-STRAUSS APRÈS 1945 : UNE AMBITION PUREMENT SCIENTIFIQUE COUPÉE DE TOUTE INFLUENCE JUVÉNILE ?.....	107
5.1. Un intellectuel peu engagé.....	107
5.2. La continuité d'une ambition doctrinale conquérante	109
5.3. L'anthropologie instrument au service d'un projet universel.....	113
5.4. Tristes tropiques révélateur des ambitions de Claude Lévi-Strauss.....	120
CONCLUSION.....	123
INDEX.....	129
BIBLIOGRAPHIE.....	133

Alexandre Pajon

CLAUDE LEVI-STRAUSS POLITIQUE

Claude Lévi-Strauss est un grand intellectuel. Sa culture, son intelligence, son œuvre sont immenses ; ses innombrables commentateurs proviennent de tous les continents. Présenté comme le fondateur d'un des courants les plus féconds de l'après-guerre, le structuralisme, on retient de lui l'image du scientifique du Collège de France, de l'élégant académicien, jamais celle d'un militant politique passé du socialisme à l'anthropologie. Pourtant nous tenterons ici de montrer que la réussite de Claude Lévi-Strauss, le rayonnement de son œuvre, sont les résultats d'un cheminement ininterrompu, depuis l'engagement socialiste, puis le choix de l'anthropologie en passant par son action au service de l'UNESCO.

Claude Lévi-Strauss n'a pas eu de difficulté à faire dresser de son vivant sa statue en commandeur et nous n'avons pas l'intention de jouer au procureur pour la faire déboulonner. Sa statue est à la mesure de son travail. Nous voulons seulement restituer la généalogie de cette pensée pour mieux en comprendre l'écho, sa place dans l'histoire des idées du XXe siècle. Cette monographie donnera donc à redécouvrir des textes du jeune Claude Lévi-Strauss difficilement accessibles ainsi qu'un univers intellectuel méconnu, celui de la sociologie française entre les deux guerres. En 1947, Claude Lévi-Strauss n'est pas surgi soudain tel un *deus ex machina* avec ses *Structures élémentaires de la parenté*. Il y avait un avant.



EDITIONS FAUSTROLL
37 RUE DU COMMERCE
F-37160 - DESCARTES

www.faustroll.net